Je tiens à remercier Carl Perron de Chenelière Éducation pour sa collaboration initiale dans le dossier des droits d'auteur du livre qui suit et dont la publication par la Librairie Beauchemin Limitée remonte à 1970.

Je tiens également à remercier Marie Trudel qui s'est occupée de toute la question complexe de l'obtention de permissions des ayants droit de la succession de Dollard Dansereau.

Bonne lecture à tous!

**François Lareau
9 août 2011**

le
Citoyen
face
au Droit
criminel

par
DOLLARD
DANSEREAU
Juge des Sessions

1970
BEAUCHEMIN
MONTREAL

Dollard Dansereau
Juge des Sessions

LE CITOYEN FACE
AU DROIT CRIMINEL

1970
Beauchemin
Montréal

© Librairie Beauchemin Limitée — 1970

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation,
en totalité ou en partie, réservés pour tous pays,
Ottawa, 1970.

Dépôt légal — 3^e trimestre 1970
Bibliothèque nationale du Québec.

Le Citoyen
face au
Droit criminel

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

La direction d'*Allo Police* a présenté en ces mots l'auteur des Propos sur le droit criminel quand parut sa première chronique, le 19 septembre 1954 :

« Dans l'esprit de ses fondateurs, *Allo Police* a toujours eu pour mission d'instruire le peuple, de le renseigner avec honnêteté et précision sur les événements de l'actualité policière et judiciaire, en plus de lui inculquer le respect de la loi en expliquant le mécanisme de l'appareil de justice et les principes qui le gouvernent. Nous avons voulu travailler consciencieusement dans ce but par nos exposés des détails des crimes majeurs et des grands procès, par nos réponses aux questions précises de nos lecteurs et par nos chroniques biographiques des avocats criminalistes et des juges.

« Parce qu'ils ont toujours regretté que la Loi ne fût pas suffisamment connue de tous, nos fondateurs ont cru que le public apprécierait à sa juste valeur un journal qui se donnerait pour mission de l'instruire dans ce sens. Ils avaient vu juste puisque le succès de notre entreprise a été immédiat. Cette manifestation du désir populaire de mieux connaître la loi a sans doute aidé à convaincre le Barreau de fournir, de son côté, des renseignements autorisés sur le droit civil, par ses programmes si vivement appréciés des spectateurs de la télévision. Malheureusement, notre succès a aussi suscité des imitations grossières, qui manquent visiblement de ce souci de l'exactitude et de l'information soignée. Ces imitateurs ont commis des excès dont nous sommes probablement les premiers à souffrir dans l'esprit de ceux qui ne s'arrêtent pas à faire la distinction nécessaire entre *Allo Police* et les feuilles licencieuses.

« Malgré tout, nous ne nous décourageons pas et nous sommes plus déterminés que jamais dans notre intention de tout faire pour offrir aux citoyens l'occasion de se renseigner sur les questions légales. C'est dans cet esprit que nous entreprenons aujourd'hui une nouvelle série d'articles sur le code pénal. Ces articles ont pour but de vous exposer les principes du droit pénal ou criminel et de vous en démontrer le fonctionnement.

« C'est un juriste reconnu qui a accepté de se charger de cette tribune populaire. Il s'agit de Maître Dollard Dansereau, conseil en loi de la reine, ancien procureur du ministère public pour le district judiciaire de Montréal. Après s'être dépenché pendant plusieurs années à son poste de substitut aîné du procureur général de la province, Me Dansereau résignait ses accablantes fonctions, l'an dernier, pour se consacrer à la pratique privée. Il devint alors l'associé de Me Gauthier, et

remplacement de l'honorable Lucien Gendron, qui devait par la suite devenir juge de la Cour des sessions de la paix, après une brillante carrière de criminaliste.

« Me Dansereau, qui est l'un de nos criminalistes les plus respectés et les plus autorisés, a accepté cette chaire d'enseignement populaire parce qu'il croit, lui aussi, que ceux qui ont eu l'avantage de s'initier à la science légale ont le devoir d'instruire leurs concitoyens par tous les moyens qui s'offrent à leur disposition. Nous le félicitons de cette généreuse attitude et nous invitons nos lecteurs à ne manquer aucun de ses exposés futurs. Nous sommes convaincus que celui qui aura assimilé tous ces précieux enseignements aura meublé son esprit d'une façon fort profitable et pourra mieux comprendre par la suite les grands principes qui régissent ce secteur important des relations entre individus dans une société bien organisée. Le premier article de Me Dollard Dansereau est, comme il se doit, une vue d'ensemble du problème de la répression du crime, à l'échelle historique. »

LA DIRECTION

Suivait cette première chronique intitulée : Comment la société se défend.

CHAPITRE I

NOTIONS GÉNÉRALES DE DROIT PÉNAL

1. *Comment la société se défend*

L'homme, à toutes les époques, a montré un intérêt passionné pour le droit pénal et la criminologie. On a commencé d'écrire l'histoire des châtiments avec celle de l'humanité. Thucydide et Tite-Live ont raconté les grands procès de leur temps. La foule se pressait au Forum pour entendre Hortensius et Cicéron. Les Verrines sont nées dans ces conditions et le peuple le plus puissant du monde ancien n'a point dédaigné cette littérature, devenue pour nous matière scolaire.

La vogue du roman policier a son origine dans la curiosité inlassée de l'homme pour la criminologie et dans son amour du drame vécu. Comme autrefois, les gens se précipitent pour assister aux procès retentissants. La radio et la presse en informent un public avide de sensations. Il ne faut ni s'en étonner ni s'en scandaliser. Les foules sont les mêmes depuis des siècles devant la Justice qu'elles veulent impitoyable pour les méchants. C'est pourquoi on lit encore les procès de la Révolution. L'affaire Lafarge a été mise au cinéma et nos voisins sont allés jusqu'à radiodiffuser les scènes du procès Hauptmann (affaire Lindbergh).

Le droit pénal a pour objet le maintien de l'ordre et le châtimement du criminel. Cependant, les idées d'ordre de même que la notion du crime évoluent sans cesse. Elles varient d'un pays à l'autre. L'Antiquité, autant que nous, réprouvait certains crimes, tel le meurtre. Toutefois, à cause des idées qui prévalaient alors, autre chose était d'assassiner un citoyen romain pour le voler, autre chose pour le maître de tuer un esclave. L'ordre ne se concevait pas alors comme de nos jours. Le christianisme a rendu les hommes égaux et nul n'a plus le droit de vie ou de mort sur personne.

La morale chrétienne domine notre société. C'est pourquoi, par exemple, le droit pénal canadien proscrit la bigamie. D'un autre côté, la polygamie reste à l'honneur dans les pays musulmans. Le droit pénal n'est pas le même partout, quoique la plupart des peuples de race blanche partagent les mêmes idées sur les crimes les plus graves.

Même dans les pays chrétiens, de nouveaux crimes se font jour dans le droit. On vient de créer ce qu'on veut appeler les crimes de guerre. La trahison est étendue à des actes que la politique excusait dans le passé. Laval, Quisling, Joyce ont été

punis par leur propre pays en raison de pareils actes nouvellement qualifiés de trahison.

Au Moyen-Age, certains crimes contre la religion étaient sanctionnés par l'Etat. C'est ainsi que l'hérésie était un crime au même titre que le meurtre ou le vol. La liberté de conscience, admise maintenant par les peuples de race blanche, a effacé du droit pénal le crime d'hérésie. Toutefois, le blasphème demeure interdit parce qu'il est un attentat à cette même liberté de conscience qui veut assurer le respect des croyances religieuses.

Le droit pénal, à quelque époque et dans quelque pays que ce soit, se présente comme une série de définitions. On y détaille les éléments essentiels de chaque crime ainsi que la punition qui s'y attache. Le droit pénal comprend en outre la procédure à suivre pour déterminer la culpabilité d'un accusé. A la base, chaque citoyen est libre de faire tout ce qui n'est pas explicitement défendu par la loi. Aux yeux de la justice criminelle, la seule raison pourquoi je ne puis assassiner mon semblable, c'est parce que la loi l'interdit formellement. En d'autres mots, voici le mécanisme : le droit pénal définit le meurtre, en décrit les conditions et les éléments essentiels, pour déclarer ensuite que le meurtre est défendu et que celui qui s'en rend coupable est puni. Le vol est interdit de la même manière, puis tous les autres crimes. Je cite au hasard un article du code criminel canadien, afin d'illustrer ce que je viens de dire :

« Est coupable d'un acte criminel et passible de sept ans d'emprisonnement, celui qui, de jour, s'introduit dans une maison d'habitation, avec l'intention d'y commettre un acte criminel. »

C'est l'article 459. Il y a plusieurs centaines d'articles de cette sorte qui, dans l'ensemble, constituent la partie principale du droit pénal. Le reste se trouve dans les statuts spéciaux, adoptés par les divers corps législatifs. En l'absence de l'article 459, il serait loisible à quiconque de pénétrer, par effraction, le jour, dans une maison d'habitation, avec l'intention d'y commettre un acte criminel. Mais l'article 459 l'interdit, et celui qui le fait peut être puni de sept ans d'emprisonnement.

C'est l'expérience des siècles, ce sont les études des juristes et des hommes d'Etat ainsi que les écrits des philosophes qui nous ont appris les crimes dont l'homme peut se rendre coupable. On ne saurait oublier, non plus, le rôle immense de la morale chrétienne dans la définition des crimes. L'Eglise, en prêchant la charité, a indiqué en quoi l'homme peut y manquer.

Chacun est censé connaître la loi. Ce serait une tâche impossible de vivre en stricte conformité du droit pénal si la loi

religieuse et la charité ne venaient au secours de chaque homme pour lui rappeler ce qu'il doit faire et ce qu'il ne peut pas faire. Le citoyen honnête et le bon chrétien ignorent le droit pénal ; cependant, ils vivent en paix avec leur conscience et partant, avec la police.

2. *Le public*

En principe, le public n'a rien à voir dans un procès criminel. Il n'est ni le juge ni le jury, encore moins l'accusé ou les avocats. Est-il témoin ? Assurément le public n'est pas un témoin qui relate devant le tribunal ce qu'il a vu ou entendu, c'est-à-dire un témoin au sens strict du mot. On n'envoie pas de sub-poena au public. La loi ne prévoit guère le rôle du public.

Toutefois, le public joue un rôle de grande importance dans les procès criminels. Il est en quelque sorte omniprésent, même s'il n'assiste pas à l'audience. C'est la protection du public que recherche en premier lieu le droit criminel. Le châtiement des coupables doit servir d'exemple à ceux qui seraient tentés de les imiter.

Le public a peut-être un rôle plus important et direct dans l'administration de la justice criminelle. C'est lui, en définitive, la cour de dernier ressort. Le public, renseigné par la presse, se porte juge de ce qui se passe devant les tribunaux.

Les audiences sont publiques. Bien plus, la loi oblige les juges à rendre publiques leurs décisions. Quiconque veut assister à un procès peut le faire. On exclut le public seulement dans les procès de mœurs... ou quand il n'y a plus de place en cour, ce qui arrive souvent. C'est dire par conséquent que la loi reconnaît au public un rôle qu'il convient de définir.

Je n'irai pas jusqu'à prétendre que le public, même si parfois il s'arroge cette fonction, est le juge des juges ou des jurys. Au contraire, la loi interdit aux journaux — qui représentent le public — tout commentaire irrespectueux sur les raisons d'un jugement ou d'un verdict. Toute infraction à cette règle est punissable d'amende et même d'emprisonnement, à titre de mépris de cour. Donc, le droit criminel, et le droit civil tout autant, n'admet pas que le public se constitue en tribunal d'appel des jugements ou des sentences. S'il le fait, le public outre-passe ses droits ; je dis même qu'il attente à la dignité du tribunal, à l'indépendance nécessaire des juges, à la saine administration de la justice. La Société a désigné ses juges et reconnaît que ceux-ci ne peuvent accomplir leur devoir s'ils ne sont à l'abri des critiques et des plaintes du public.

Est-ce à dire que le public est méprisable ? que son opinion ne compte guère ? Au contraire, puisque les séances du tri-

bunal sont publiques. De tous les temps, le public a eu accès devant les cours de justice. On peut ajouter que dans l'ancienne Grèce ou l'ancienne Rome, le public prenait part aux procès, à tout le moins manifestait sur place son approbation ou sa désapprobation. Les tribunaux de la Révolution invitaient le public dans l'enceinte, qu'émandaient son assentiment. Ce sont là des excès, non moins que le secret qui entourait le Tribunal des Dix dans la Venise du Moyen-Age. Il faut que le public, que les curieux, que les badauds soient admis dans les salles d'audience : c'est un gage de saine administration de la justice.

En résumé, ce n'est pas le public qui rend jugement ; mais il importe que le public soit présent quand le jugement est rendu. Sinon, dans un cas comme dans l'autre, c'est l'arbitraire ou c'est l'anarchie qui finit par s'installer à la place du magistrat.

Il faut signaler en outre la passion du public pour les procès. A Montréal, la salle d'assises se remplit dès qu'on y juge une affaire de meurtre le moins retentissante. J'ai vu cette salle d'assises, qui contient environ six cents personnes, déborder au point qu'il y avait des gens debout, et dans le Palais des centaines de curieux qui cherchaient à y pénétrer. Cet attrait du public pour les procès est de tous les temps et de tous les pays : nul ne doit s'en scandaliser. La nature humaine ne se corrige pas avec les sermons ou les reproches des gens bien intentionnés, peut-être, mais malavisés, qui s'imaginent qu'avec des barrages on peut faire remonter les rivières. Ce qu'on ne peut empêcher, on tâche tout simplement de le régler afin de prévenir les abus.

Au demeurant, même si le public en principe n'intervient guère dans la décision des affaires criminelles, en pratique il exerce une énorme et, espérons-le, bienfaisante influence. C'est dans le public qu'on recrute les jurés et ces derniers sont les principaux juges dans les grands procès criminels. De plus, les sentences doivent être en équilibre avec les mœurs du pays où elles sont prononcées ; à cet égard, c'est le public qui conseille les juges. Ces derniers, s'ils se montrent trop sévères ou trop indulgents, s'exposent au désaveu du public, — et cela, ils ont le devoir de l'éviter. Enfin, l'administration de la justice est l'une des fonctions les plus graves de l'Etat ; or, en démocratie, c'est le public qui maintient l'Etat. D'aucuns souriront en songeant à l'influence du public sur le gouvernement ; d'un autre côté, la loi est basée sur la hiérarchie désirable et sur les principes admis dans la société où on l'applique.

Je n'oserai me prononcer sur les qualités dont le public de-

vrait faire preuve dans son appréciation des procès. Les uns le veulent froid et pondéré ; n'est-ce pas encore demander aux rivières de remonter leur cours ? Le public a toujours été ardent au point d'être injuste. Il est enclin à condamner plus souvent qu'à libérer ; au fait, pour le public, un accusé, c'est trop souvent un coupable. Les sentences sont rarement assez rigoureuses pour le satisfaire. N'ayant pas qualité pour corriger nos semblables, contentons-nous de nous souhaiter un public éclairé, et tâchons de l'instruire des impératifs de la justice.

3. *Le droit criminel varie*

Le droit pénal est calqué sur les mœurs de chaque peuple. Il y a des actes réputés crimes dans tous les pays et de tous les temps, tel que le meurtre. Par contre, la religion et l'usage peuvent varier : c'est pourquoi ce qui est crime au-delà des Pyrénées peut n'être que peccadille en deçà. La trahison et la bigamie sont de ces crimes variables suivant les climats et surtout la religion prédominante.

De plus, les châtimens suivent les coutumes de temps et de lieu. Les patriciens de l'ancienne Rome regardaient l'exil et la confiscation comme le pire des châtimens. La Chine a inventé les supplices... chinois. Il y a à peine cent ans, la justice criminelle s'administrerait parfois d'une drôle de manière dans l'ouest du Canada et des Etats-Unis. La peine de mort n'est plus appliquée de la même façon partout : en Espagne c'est le garrot, en France la guillotine, aux Etats-Unis la chaise électrique ou la chambre à gaz, en Angleterre et au Canada la pendaison.

Enfin, la procédure criminelle évolue. Au Moyen-Age, on obtenait des aveux par la torture. Il est vrai que le « third degree », s'il existe, est une façon moderne d'imposer la question. Les procès devant jury ne se font pas en France comme aux Etats-Unis, ni aux Etats-Unis comme au Canada.

En résumé, le droit pénal varie avec le temps et avec les pays.

Après la Conquête et le Traité de Paris de 1763, les Canadiens furent soumis au droit anglais, dans les matières criminelles et dans les matières civiles. Le gouverneur Murray et le gouvernement de Londres, à l'époque, trouvaient naturel que les conquis fussent assujettis à leur loi. Les conquis n'avaient qu'à s'en accommoder. L'Acte de Québec de 1774, dans le but de gagner la confiance des Canadiens d'origine française au moment où les Etats-Unis proclamaient leur indépendance, rétablit le droit civil français, encore en vigueur dans la pro-

vince de Québec. Le pays cependant conserva le droit pénal anglais.

La Constitution de 1867 donne d'abord au gouvernement fédéral le pouvoir de légiférer en matière criminelle. C'est le gouvernement d'Ottawa qui a charge de définir les crimes et d'en fixer la punition. La procédure criminelle ressortit également au gouvernement fédéral dans les matières de sa compétence exclusive. Ce n'est qu'en 1892 que le gouvernement d'Ottawa a adopté le code présentement en vigueur. Auparavant, le Canada avait pour tout droit pénal des statuts épars et l'inépuisable fond de la « common law », autrement dit, du droit commun de l'Angleterre. On appelle droit commun la législation non écrite par opposition aux statuts écrits, qui sont l'œuvre du législateur ; le droit commun a sa source dans les mœurs et coutumes du peuple, telles qu'interprétées par les tribunaux et les juristes, parfois aussi par des statuts explicatifs. La codification a pour objet de réunir ces règles éparses et souvent confuses du droit commun, de leur donner une forme aussi claire et précise que possible et de les faire accepter ensuite par le corps législatif compétent. C'est ainsi qu'on a procédé en 1892. Une commission d'étude a cherché dans le droit pénal canadien, déjà basé sur le droit commun anglais, les principes généraux qui dominaient notre justice criminelle ; cette commission leur a donné une forme et le gouvernement fédéral a adopté ces règles devenues le premier code pénal canadien.

Une commission d'étude a terminé vers 1955 la dernière révision du code pénal de 1892. Elle a déposé son rapport et le gouvernement a adopté un code criminel qui est entré en vigueur le 1er janvier 1955. Ce code est plus court et plus précis que l'ancien. Il renferme des idées nouvelles qui ont marqué un progrès pour notre pays.

Le droit pénal n'est pas l'apanage exclusif du gouvernement fédéral. Les provinces également ont une juridiction limitée en la matière.

Les gouvernements provinciaux cependant ne peuvent créer un crime là où le gouvernement fédéral a lui-même statué. Autrement dit, le code définit le vol ; cette définition est applicable au pays tout entier. Aucun gouvernement provincial ne peut revenir sur cette définition, fut-ce pour tenter de la corriger. S'il prenait fantaisie au gouvernement du Québec, par exemple, d'adopter un code pénal d'inspiration française, ce code serait nul parce qu'il viendrait en contradiction avec le code pénal canadien, adopté en conformité de la Constitution de 1867.

Cependant les provinces ont des pouvoirs législatifs, en matière d'éducation, par exemple, ou de législation ouvrière. En rapport avec ces matières, un gouvernement provincial peut créer des crimes, des infractions et des contraventions. Les pêcheries intérieures sont sous la surveillance des gouvernements provinciaux ; ceux-ci peuvent donc créer des délits applicables à ceux qui transgressent la législation provinciale en l'espèce. La vente des spiritueux relève des provinces ; c'est pourquoi elles ont adopté des statuts à ce sujet qui prévoient des infractions et leur châtement.

L'organisation des tribunaux, dans une grande mesure, appartient aux gouvernements provinciaux. Ce sont eux aussi qui ont charge de l'administration de la justice. C'est pourquoi les juges des sessions de la paix, les juges municipaux, les juges de paix, les procureurs de la couronne et la plupart des officiers de justice sont nommés par le gouvernement du Québec.

Les villes aussi ont reçu des gouvernements provinciaux des pouvoirs de réglementation dans les limites de leurs territoires. La circulation, par exemple, dépend en grande partie de la réglementation municipale. On peut ajouter, à Montréal, des règlements de santé publique, de construction des maisons, etc. Ces règlements créent des infractions. Ce n'est pas du droit pénal au sens qui s'attache ordinairement à cette expression. Néanmoins, on trouve là des délits comportant une punition allant jusqu'à l'emprisonnement.

4. *Le droit pénal anglais au Canada*

Quand fut proclamée la Constitution de 1867, chacune des provinces avait déjà des statuts relatifs au droit pénal en plus de la « common law » d'Angleterre. Au fur et à mesure que le gouvernement fédéral abrogeait ces statuts de droit pénal pour les remplacer par d'autres, ils devenaient sans objet. La « common law » demeurait cependant la législation sous-jacente.

Le Canada s'est donné, en 1892, son premier code pénal. L'Angleterre n'eut jamais de semblable code, bien que le nôtre s'inspirât d'un projet de codification rédigé dans ce pays. Dès lors nous eûmes notre droit pénal véritablement canadien. Il fut clairement établi que le droit pénal d'Angleterre ne pouvait être invoqué en notre pays que dans le silence de notre code. En d'autres mots, lorsqu'il existait une loi canadienne, adoptée constitutionnellement par un gouvernement canadien, que ce fût le gouvernement fédéral ou celui d'une province, c'est cette loi qui l'emportait sur quelque disposition que ce fût de la « common law » anglaise.

Toutefois, en l'absence d'une loi canadienne, c'est la « com-

mon law » d'Angleterre qui se continuait. Le code pénal sanctionné en 1954, en vigueur depuis mai 1955, a mis fin à cette situation.

Les articles 7 et 8 du dernier code canadien affirment notre complète indépendance. Ce que nous acceptons du droit pénal d'Angleterre, c'est ce que nous jugeons utile.

Nul ne peut taxer la province de Québec d'être sujette au droit français, bien qu'elle se flatte d'avoir un code civil basé sur le code Napoléon et sur la Coutume de Paris. Notre droit civil est d'inspiration française ; nous avons tâché de maintenir en notre province le droit civil français, que nous croyons supérieur à tout autre, mais seulement dans la mesure où il s'accorde avec nos mœurs. La législation statutaire, du reste, nous en éloigne graduellement.

De la même façon, le peuple canadien, en majorité anglophone, à l'instar du peuple américain, reste fidèle à la pensée du législateur anglais en droit pénal. Même si personnellement je ne partage pas cet enthousiasme pour le droit pénal d'Angleterre, l'immense majorité du peuple canadien, y compris les Canadiens d'origine française, sont persuadés que c'est le meilleur. Le droit pénal canadien se calque sur le droit pénal d'Angleterre ; mais il n'y est plus assujéti.

5. *Deux méthodes : celle de l'Angleterre et celle de la France*

Même des gens éclairés sont convaincus qu'il appartient à l'accusé, en France, de se disculper devant un jury d'assises. J'en ai vu s'étonner en apprenant que la loi pénale française, non moins que la loi pénale anglaise, exige que le ministère public démontre la culpabilité d'un accusé hors de tout doute raisonnable. N'est-ce pas, disent-ils, qu'en France, l'accusé est présumé coupable et doit faire la preuve de son innocence, tandis qu'en Angleterre l'accusé est innocent tant que le jury ne l'a pas trouvé coupable ?

Je m'empresse de déclarer qu'en France comme en Angleterre et au Canada, et même dans tous les pays de civilisation chrétienne, nul n'est condamné sans que le ministère public ait prouvé sa culpabilité. En d'autres mots, en France comme partout ailleurs, aucun accusé lors de son procès n'est présumé coupable ; au contraire, on le considère innocent tant que sa culpabilité n'a pas été démontrée à la satisfaction du jury. Cette erreur, d'après les juristes, provient de la différence entre l'enquête préliminaire en Angleterre et l'instruction criminelle en France.

En Angleterre et au Canada, quand un crime majeur, disons un meurtre, est commis, la police fait enquête pour établir les

circonstances du crime et en découvrir l'auteur. Durant cette enquête, qui parfois dure des mois, nul n'est mis en état d'arrestation. La police interroge les témoins, surveille les suspects ; elle a seule en pratique la direction de l'enquête. Si la police échoue, c'est elle que le public blâme. Son enquête, elle la tient secrète et elle n'en dévoile les résultats qu'au moment et dans la mesure où, à son avis, ce peut être nécessaire.

Une fois que la police croit tenir un coupable, elle doit le faire comparaître sans retard devant un magistrat. Celui-ci a pour seule fonction d'examiner les preuves, écrites ou verbales, soumises par la police, afin de choisir d'une façon certaine l'accusation appropriée et d'ordonner le procès. A ce stade de la procédure, on ne saurait dire que l'accusé est présumé innocent ou coupable ; ce que la loi veut, c'est que le magistrat libère immédiatement le prévenu si la police n'a pas assez de preuves contre lui pour que l'Etat lui fasse subir un procès. En pratique, lors de l'enquête préliminaire — c'est ainsi qu'on nomme cette enquête préalable — il pèse un doute sur l'accusé. Exceptionnellement, les témoignages à l'enquête préliminaire seront utilisés au procès. Dans la plupart des cas, l'enquête préliminaire n'a plus aucune portée quand le magistrat qui l'a présidée a rendu jugement.

L'instruction criminelle française a été imitée par la plupart des pays européens ; ce que nous en disons est applicable également, à quelques détails près, à l'Italie, à l'Espagne, à l'Allemagne, aux Pays-Bas et à d'autres.

A la base, ces pays ont voulu charger de l'enquête non pas la police uniquement, mais la police sous la direction d'un homme de loi, investi de certains pouvoirs, le juge d'instruction. C'est lui qui assume la responsabilité de l'enquête. Celle-ci demeure secrète pour le public. Le suspect, s'il en est, peut être appelé à rendre témoignage ; il a droit alors à l'assistance d'un avocat.

Reprenons notre exemple mais en exposant, cette fois, la méthode française : Un meurtre vient d'être commis. Tout de suite le juge d'instruction se rend sur les lieux et fait avec la police les constatations ordinaires. Il ouvre un dossier où sont consignés tous les témoignages, toutes les observations. L'enquête peut se prolonger des mois ; le juge d'instruction est saisi au fur et à mesure des progrès de la police et un jour, il ordonne la détention du suspect. Ce dernier retient les services d'un avocat auquel tout le dossier du juge d'instruction est ouvert. Et l'enquête continue... parfois pendant des mois. Ce sont des délais contre lesquels protestent les justiciables français. Enfin, le juge d'instruction croit avoir réuni assez de preu-

ves contre l'inculpé et remet son dossier au procureur général ; plus tard, le juge qui présidera les Assises en sera saisi.

Comme on le voit, en aucun temps il n'a été question que le détenu soit présumé coupable. Il fallait se convaincre que la police avait assez de preuves en mains pour qu'on fasse le procès de l'accusé en cour d'assises. Au procès, le ministère public utilisera peut-être ce dossier dans l'élaboration des preuves à être soumises au jury ; néanmoins, ce n'est pas le dossier du juge d'instruction qui sert de base au verdict. Il faut rappeler les témoins, comme ici, et prouver la culpabilité de l'accusé. Celui-ci n'est pas contraint de témoigner lors de son procès ; mais le jury, contrairement à ce qui se passe en Angleterre, tiendra compte de son refus de témoigner.

Toute comparaison entre les deux méthodes est injuste si elle ne tient pas compte des idées et des mœurs des pays en présence. Sans aller jusqu'à dire : Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà, on peut affirmer que l'enquête préliminaire et l'instruction criminelle se ressentent des idées politiques et du caractère de chaque peuple. L'Angleterre est satisfaite de son système ; mais de quoi l'Angleterre n'est-elle pas satisfaite qui émane d'elle ? La France rouspète, comme toujours ; mais les autres pays admirent ce qu'elle fait et tâchent de se l'assimiler.

6. *L'interprétation de la loi*

Il m'est arrivé à plusieurs reprises de citer des articles du code. Vous avez pu constater que la lecture en est parfois difficile. Le législateur doit s'exprimer avec précision ; de plus, surtout quand il est d'éducation anglo-saxonne, il s'efforce de prévoir chaque cas. C'est pourquoi notre code criminel, d'inspiration anglaise et rédigé en grande partie par des fonctionnaires anglophones, s'égaré dans d'interminables énumérations. La ponctuation y joue également un grand rôle. Certains articles du code canadien sont des chefs-d'œuvre de grammaire ; ils prennent même, dans l'enchevêtrement des paragraphes, tous soigneusement numérotés, des formes qui les apparentent à l'architecture.

Il est bien d'autres raisons pourquoi l'interprétation du droit criminel est difficile en notre pays. Souvent le législateur n'est pas trop rassuré quant à l'opportunité d'une interdiction. On veut à la fois ménager, par exemple, la liberté de la presse et le respect de la réputation des individus : d'où l'enchevêtrement des textes relatifs au libelle diffamatoire. A la fin, l'homme public est pratiquement sans défense contre des adversaires qui s'abaissent à souiller sa vie familiale. Il paraît que de pareilles révélations servent l'intérêt général.

De plus, l'appareil judiciaire au Canada, en droit pénal, offre une collection d'institutions replâtrées, mais avec leurs noms anciens. Le nouveau code a conservé le grand jury dans son vocabulaire ; or, le grand jury n'existe plus en notre province depuis au moins trente ans. Une seule province trouve encore quelque utilité dans cette institution désuète. Ajoutons en dernier lieu que la traduction de l'anglais au français ne facilite guère le travail des praticiens. Loin de nous la pensée de blâmer les traducteurs du gouvernement fédéral ; leur compétence est indéniable, ils sont triés sur le volet. Leur tâche cependant est impossible ; quel nom français donner à une chose qui n'existe que dans les pays anglophones ? une chose, par conséquent, qui n'a aucun équivalent français ? C'est l'origine d'expressions comme « déclaration sommaire de culpabilité », de mots comme « visé », qu'on emploie à toutes les sautes dans notre code. On y trouve, à l'article 371, une « omission (qui) causera probablement la production de l'événement ».

A maints endroits du code le législateur a mis des définitions. C'est la première règle d'interprétation que ces définitions l'emportent sur toute autre : Littré lui-même n'y peut rien. Cette règle d'ailleurs est des plus raisonnables ; elle est suivie non seulement au Canada mais dans tous les pays.

A celui qui aurait la curiosité de lire le code pénal, il faut rappeler que les mots ont le sens que leur prête le législateur. Il faut chercher parmi les définitions s'il en est une de ce mot. Ce n'est qu'en l'absence d'une pareille définition que les mots gardent leur sens propre, celui que vous et moi leur connaissons.

La deuxième règle, c'est que le législateur ne parle pas pour rien. Si un texte est indéchiffrable, il faut quand même lui trouver un sens. On s'aide des notes marginales, des titres ; on se rappelle que les articles s'interprètent les uns par les autres. Je cite, par exemple, l'article 371, paragraphe 1, auquel je faisais allusion il y a un instant. Il se lit :

« Quiconque cause la production d'un événement en accomplissant un acte, ou en omettant d'accomplir un acte qu'il a le devoir d'accomplir, sachant que cet acte ou cette omission causera probablement la production de l'événement et sans se soucier que l'événement se produise ou non, est, aux fins de la présente partie, réputé avoir causé volontairement la production de l'événement. »

Ce charabia ne s'éclaire qu'à la lecture des autres articles du même chapitre.

Heureusement, tous les articles du code pénal et des autres lois ne sont pas de cette farine. La plupart, même s'ils sont

trop souvent laborieux, finissent par s'éclairer. Avec de l'entraînement et de la bonne volonté, les juges et les avocats y parviennent.

C'est dans l'interprétation de la loi que la doctrine et la jurisprudence sont d'un grand secours. L'intérêt public exige la plus grande stabilité possible dans l'interprétation de la loi. Autrement, comment les citoyens pourraient-ils se guider ? L'incertitude des lois, pour quelque cause que ce soit, et cela inclut une interprétation variable, conduit à l'anarchie. C'est pourquoi le praticien tâche toujours d'appuyer son opinion sur celle des auteurs (la doctrine) et sur les arrêts antérieurs des tribunaux (la jurisprudence).

7. *L'ignorance de la loi*

L'article 19 du code pénal énonce le principe suivant :

« L'ignorance de la loi chez une personne qui commet une infraction n'excuse pas la perpétration de cette infraction. »

En d'autres mots, nul n'est censé ignorer la loi. Ce principe est valable en droit civil non moins qu'en droit pénal.

En conséquence, vous êtes présumés connaître le code pénal et ses mille articles, le code civil et ses deux mille cinq cents articles, plusieurs centaines de statuts provinciaux et fédéraux, autant de règlements municipaux. Bref, le plus humble citoyen, dans la conduite de sa vie privée et de ses affaires, est censé connaître la loi comme s'il était le président de la cour suprême du Canada. A première vue, c'est une proposition absurde.

Or, si absurde qu'elle paraisse, cette proposition est à la base du droit non seulement au Canada, mais dans tous les pays civilisés. Vous vous récriez : « Pourquoi exiger de moi que je connaisse la loi que les juges et les avocats font profession d'étudier ou d'appliquer ? Toute leur vie ne suffit pas pour l'apprendre ; cependant l'Etat m'impose de connaître la loi autant qu'eux ! »

En droit civil, il y a nombre de lois que le public peut ignorer. Les spécialistes y pourvoient. Tout ce qui a trait à la naissance, au mariage, voire aux successions, c'est l'affaire des avocats, des notaires et des officiers publics. De plus, quand il s'agit de contrats, les gens s'adressent à des notaires ou à des avocats qui les informent de la loi applicable à leur cas. Il y a des imprudents qui, pour épargner quelques dollars, tâchent de rédiger eux-mêmes leurs contrats ; le législateur ne peut faire exception en leur faveur.

Le guide du citoyen dans le dédale des lois pénales, c'est sa conscience, puis son bon sens. Chacun sait, au moins confusément, quand il commet un crime. La morale chrétienne, l'es-

prit religieux de notre population, nous viennent en aide pour éclairer les situations ordinaires. Les athées eux-mêmes, dans le monde occidental, savent à quoi s'en tenir. Chacun sait, par exemple, qu'il ne peut tuer ni voler ; s'il le fait, il s'attend à être puni. L'école, la presse, tous les médiums d'éducation, se donnent la main pour instruire le public des éléments du droit pénal qu'il doit connaître.

C'est pourquoi cette proposition absurde à première vue l'est moins quand on y réfléchit. Les connaissances de droit nécessaires à chaque individu pour demeurer à l'écart des tribunaux criminels, elles sont accessibles à tous, du moins quant aux crimes sérieux. Point n'est besoin d'avoir passé par l'université pour savoir qu'il ne faut pas faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'autrui nous fasse : le Seigneur nous l'a enseigné il y a deux mille ans.

Ce sont des motifs puissants d'ordre public qui ont fait adopter cette proposition par tous les législateurs du monde civilisé. Surtout en droit pénal, il serait trop facile à quiconque de se dire ignorant de la loi pour échapper à des sanctions.

La société est organisée dans le but de maintenir l'ordre. Le progrès repose sur la tranquillité publique. Or, si chacun se conduit à sa guise, au gré de sa fantaisie, il n'y a plus ni tranquillité publique ni ordre : c'est l'anarchie.

Afin de maintenir la société, il faut des lois. Lois civiles, lois pénales. Les unes favorisent les relations des hommes entre eux, dans l'intérêt commun ; les autres empêchent les hommes de s'entre-dévorés. Sans les lois pénales, qu'advierait-il de nous tous ? Quelle protection aurions-nous contre les fauteurs de désordre, contre les criminels ?

A quoi serviraient des lois que chacun pourrait transgresser à condition de les ignorer ? Que je commette un crime, sans savoir que c'en est un, ou que je le commette en pleine connaissance de cause, le désordre est le même au sein de la société. Le meurtre par un barbare ou le meurtre par un raffiné, c'est toujours le meurtre ; il faut que ce crime soit honni des barbares comme des civilisés, sans quoi il n'y a pas de société civilisée.

Au surplus, comment savoir qu'un homme a vraiment agi dans l'ignorance de la loi ? Nous pouvons croire que la fraude, à cet égard, deviendrait une règle de défense. Il est déjà difficile de reconnaître les vrais coupables ; que serait-ce si l'ignorance de la loi devenait un moyen de défense ?

En pratique, le principe légal que nous discutons n'a point les conséquences indésirables que nous pourrions imaginer. Il y a des hommes de loi pour conseiller les gens ; il y a de nom-

breux médiums d'éducation pour les instruire. Cela vaut bien des heures d'étude du code pénal ou du code civil.

Comme je le signale plus haut, la charité chrétienne, la conscience, le bon sens guident les hommes de bonne volonté dans leur vie privée et dans leurs affaires. Cela aussi vaut des heures et des heures d'étude du droit.

Si nous mettons en parallèle les inconvénients particuliers qu'un tel principe peut causer, et les désastres et maheurs publics que sa disparition entraînerait, nous ne pouvons que le maintenir. Nul n'est censé ignorer la loi ; donc, chacun est tenu de la respecter.

Il arrive souvent que des citoyens, aux prises avec d'obscurs règlements ou statuts, se trompent et doivent ensuite se défendre devant les tribunaux. Dans de tels cas, l'ignorance de la loi n'est pas une excuse, sans doute. Les juges, cependant, sont humains et ils en tiennent compte dans leurs sentences quand il s'agit de procès criminels. Ce principe est d'une application absolue en droit civil, d'où la nécessité, dans le doute, de consulter un homme de loi.

8. *La jurisprudence*

Donnez un nouvel outil à un ouvrier. Vous lui en expliquez le but et aussi la manière de s'en servir : c'est le droit proprement dit. Ajoutez la démonstration, montrez-lui un autre ouvrier qui s'en sert : c'est la jurisprudence.

Littré, dans son Dictionnaire de la langue française, a défini ainsi la jurisprudence : « La manière dont un tribunal juge habituellement telle ou telle question. » Le droit pénal nous enseigne, par exemple, que c'est un acte criminel de conduire une automobile quand on est en état d'ivresse : c'est l'outil, c'est la loi. Où commence l'ivresse du chauffeur, quand devient-elle un acte criminel ? La jurisprudence nous aide à l'apprendre. La jurisprudence, c'est la manière d'appliquer la loi aux circonstances de chaque litige. Pour reprendre notre comparaison de la jurisprudence avec l'outil, c'est la façon courante des bons ouvriers de servir la loi.

On ne définit pas toujours ainsi la jurisprudence. Littré lui-même place en tête cette autre définition : « L'ensemble des principes de droit qu'on suit dans chaque pays ou dans chaque matière. » Les juristes américains et anglais la préféreraient : elle s'adapte mieux à la « common law » (droit commun), essentiellement un droit coutumier basé sur la jurisprudence et les arrêts antérieurs des tribunaux. Un juriste canadien d'origine anglaise, Me J. F. Davison, dans un article sur la jurisprudence, dans la Revue du Barreau canadien, a écrit ceci : « A

proprement parler, la jurisprudence désigne la science juridique dans sa plus grande extension. »

Il ne faudrait pas confondre les deux acceptions du mot jurisprudence : la première se limite à l'ensemble des arrêts appliquant la loi à des cas particuliers ; la seconde embrasse tout le droit, c'est-à-dire l'ensemble de la loi proprement dite, avec la doctrine et l'enseignement des juristes ainsi que les arrêts des tribunaux. C'est le contexte qui nous permet de distinguer entre les deux définitions du même mot. Si je dis la jurisprudence pénale du Canada est d'inspiration anglaise, j'entends la loi et la doctrine non moins que les arrêts des tribunaux. Par contre, soutenir que la jurisprudence canadienne est plus rigide pour la défense que la jurisprudence anglaise ou américaine, c'est prétendre que nos juges se montrent plus formalistes ou plus sévères que leurs collègues anglais ou américains dans l'application des lois pénales.

Malgré les études des juristes, malgré le souci du législateur dans la rédaction des lois, celles-ci ne sont pas toujours faciles à interpréter ni à appliquer. Le vol, par exemple, exige l'intention frauduleuse ; c'est la loi qui le précise. D'un autre côté, qu'est-ce que l'intention frauduleuse ?

Au surplus, la loi ne saurait prévoir explicitement tous les cas. L'activité, j'allais dire l'ingéniosité humaine, est d'une infinie variété. Chaque jour naissent de nouvelles façons de commettre le crime : le législateur a marqué les principes, mais il ne pouvait établir toutes les solutions.

Que font alors les juges obligés de trancher tous les litiges, même les plus obscurs ? Ils se tournent vers le passé, en quête de cas semblables et de solutions éprouvées. La jurisprudence les leur fournit. Dans le commerce, dans la politique, dans la finance, dans toutes les occupations et dans tous les métiers, l'homme consciencieux veut savoir comment s'y prenaient ses prédécesseurs, ce qu'ils ont fait, leurs raisons, leurs mobiles ; les juges ne font pas autrement que lui en consultant la jurisprudence.

Les arrêts n'ont pas tous égale valeur, même si l'on fait exclusion du génie de ceux qui les ont rendus.

D'abord les tribunaux ne sont pas tous composés de la même façon ; puis, ils n'ont pas tous égale juridiction. Dans les tribunaux d'appel siègent parfois six juges et même davantage ; il va de soi que l'arrêt d'une telle cour a plus de poids que la décision isolée d'un magistrat. D'autre part, il est normal que l'Etat accorde plus de pouvoirs et de prestige à ses hauts tribunaux.

En droit anglais, d'ailleurs, c'est le devoir d'un tribunal infé-

rieur d'accepter comme règle la décision d'un tribunal supérieur. Or, au Canada, le droit pénal a son origine dans le droit commun d'Angleterre et il en respecte les idées dominantes. C'est pourquoi la cour des sessions de la paix, à Montréal, doit se soumettre aux principes reconnus par la cour d'appel. A son tour, celle-ci doit subordonner ses jugements en matière pénale aux directions de la cour suprême du Canada.

La jurisprudence, au sens restreint du mot, ne saurait remplacer la loi. Le public élit des représentants pour légiférer à sa place ; il ne veut pas confier cette tâche aux juges. Ceux-ci, au contraire, sont tenus de suivre scrupuleusement la loi dans leurs jugements. Devant un problème juridique, il faut en premier lieu analyser la loi qui s'y applique. Les écrits des juristes sont alors d'un grand secours. Toutefois, nous sommes encore dans les principes ; la théorie et les plaideurs sont là qui attendent. Il faut une réponse, la loi doit être interprétée. En droit pénal, particulièrement aux assises, la président du tribunal n'a pas des heures à sa disposition pour trancher une question de droit soulevée à l'audience. C'est alors que la jurisprudence a son prix.

9. *Recours civil et accusation criminelle*

L'article 10 du code pénal canadien est le suivant : « Aucun recours civil pour un acte ou une omission n'est suspendu ou atteint du fait que l'acte ou omission constitue une infraction criminelle. » C'est placer le recours civil en regard de l'accusation criminelle. Cet article 10 doit se lire, dans notre province, parallèlement à l'article 1053 du code civil dont voici le texte :

« Toute personne capable de discerner le bien du mal, est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté... »

L'auteur d'un acte criminel doit donc réparation à sa victime, en plus du châtement que lui inflige la société. Par exemple, le patron peut exiger de son employé infidèle le remboursement de ce qui lui a été volé ; peu importe à cet égard que le voleur ait été emprisonné ou non. La fille trompée peut réclamer des dommages-intérêts à son mari trouvé coupable de bigamie. La victime d'une fraude criminelle demande aux tribunaux civils l'annulation du contrat ainsi entaché.

Le droit pénal diffère du droit civil en ce que le premier a pour objet la répression des crimes, le second la réalisation ordonnée des actes de la vie en société. Le droit pénal défend ; le droit civil autorise en indiquant les moyens nécessaires pour accomplir une chose juste. La loi pénale définit des crimes et en montre le châtement ; la loi civile renferme des règles de

paix et de progrès qui permettent à l'homme de remplir sa fin éternelle.

Au Canada, le droit pénal proprement dit ressortit du gouvernement d'Ottawa ; le droit civil reçoit ses règles des gouvernements provinciaux. Ainsi le veut la Constitution de 1867. Je m'expose à une accusation de fraude ; je serai jugé suivant le code pénal quant à l'accusation criminelle, et suivant le code civil de Québec quant à la réparation pécuniaire, s'il en est. D'après le code pénal, je suis passible d'emprisonnement ; d'après le code civil, je suis tenu des dommages que ma faute a causés.

Ce ne sont pas, non plus, les mêmes tribunaux qui jugent le recours civil et l'accusation criminelle, du moins à l'origine.

Dans notre province, quiconque a des droits civils à faire valoir s'adresse en premier lieu à la cour supérieure qui, à Montréal, a son siège dans le vieux palais de justice. Celui qui est accusé d'un crime comparait devant un magistrat ayant juridiction criminelle. Le nouveau palais de justice abrite, à Montréal, les tribunaux criminels. C'est pourquoi le témoin d'un accident d'automobile, par exemple, est convoqué devant un juge siégeant au vieux palais de justice, puisqu'il s'agit d'une affaire civile ; par contre, le juré, dans une affaire criminelle, doit se rendre au nouveau palais de justice.

Les sanctions du droit civil, quand il y en a, sont distinctes de celles qu'envisage le code pénal. Le criminel est condamné à l'amende, à l'emprisonnement, au fouet, à l'échafaud. La partie qui succombe dans une action civile, est tenue aux frais judiciaires — une forme de dommages-intérêts — et de la réparation indiquée dans le jugement. Cette réparation peut consister dans le paiement d'une somme d'argent, c'est le cas de l'action en dommages-intérêts. Le jugement d'un tribunal civil peut aussi avoir d'autres effets, comme l'interprétation judiciaire d'un testament, l'annulation d'un mariage au point de vue civil, l'attribution de la propriété, etc.

Autrefois, en Angleterre, toute action civile était suspendue tant que les tribunaux ne s'étaient point prononcés dans l'affaire criminelle. En France, l'action civile côtoie le procès criminel.

Le juge de la cour supérieure (juridiction civile) ignore les conclusions de son collègue de la cour des sessions de la paix (juridiction criminelle). Le fait qu'un individu a été exonéré en cour d'assises ne l'exempte pas de toute réparation civile. Supposons qu'une personne a été tuée dans un accident d'automobile. Le chauffeur était ivre, mais il a quand même été acquitté par le jury. Cela ne veut pas dire que les héritiers du

défunt ont perdu tout recours en dommages-intérêts contre lui. Un courtier marron peut échapper à une accusation criminelle, faute de preuves ; ses dupes n'en conservent pas moins leurs droits devant les tribunaux civils.

Vous me direz, les recours en dommages-intérêts sont-ils fréquents contre les auteurs d'actes criminels ? Beaucoup plus fréquents que vous ne croyez. En effet, un grand nombre de prévenus ou d'accusés indemnisent leurs victimes avant même le procès dans l'espoir d'une sentence plus douce, voire d'un acquittement. Ce qui contrarie trop souvent les recours en réparation du dommage causé, c'est l'insolvabilité du criminel. Il était voleur comme François Villon et comme lui, gueux. Il est condamné à l'emprisonnement, comment voulez-vous qu'il restitue ?

Il s'en faut que chaque recours civil donne également naissance à une accusation criminelle. Ne constituent des crimes que les actes prévus comme tels et décrits dans le code pénal.

En résumé, le droit pénal est indépendant et distinct du droit civil. Les deux peuvent s'exercer en même temps. La décision dans l'un n'a aucun effet sur le jugement dans l'autre. L'Etat ne s'inquiète guère de la réparation civile, qu'il abandonne aux intéressés. L'intérêt public exige la punition des criminels. Si vous avez contre l'un d'eux un recours civil, voyez-y vous-même.

CHAPITRE II

LES TRIBUNAUX ET LEURS POUVOIRS

1. *La juridiction*

Il y a quelques années s'élevait à Montréal un débat sur les pouvoirs de la cour des sessions de la paix, plus spécialement sur la juridiction des magistrats qui la composent. On sait que la cour des sessions de la paix, en notre province, est le premier tribunal de juridiction criminelle après la cour d'assises. A cette occasion, j'ai cru opportun d'esquisser en quoi consiste la juridiction des tribunaux ; c'était indiquer en même temps l'importance du débat qui divisait alors nos magistrats mont-réalais de la cour des sessions de la paix.

Je cite le Répertoire Pratique Dalloz, sous le mot compétence, au sujet de la juridiction :

« Le pouvoir judiciaire considéré dans sa plénitude peut se décomposer en deux éléments distincts : la juridiction et le commandement. La juridiction est le pouvoir d'appliquer la loi aux cas particuliers. Le commandement renferme, d'une part, le pouvoir pour tout magistrat de se faire respecter en réprimant les injures qui lui sont faites dans l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, la portion de la force publique nécessaire pour assurer l'exécution des décisions et des commandements de justice : c'est le commandement proprement dit. »

Le droit pénal a pour objet la répression du crime et le châ-timent des criminels. Le juge, exerçant les pouvoirs de com-mandement que nous venons de définir, condamne le coupable à l'emprisonnement, voire à la mort. Pour accomplir son devoir à cet égard, le juge doit avoir d'abord la juridiction, c'est-à-dire le pouvoir d'appliquer la loi.

A l'origine, tous les hommes sont égaux et libres. Nul ne peut s'arroger de droits sur les autres. Qu'est-ce donc qui distingue le juge du citoyen ordinaire ? C'est que le juge est investi, par le pouvoir souverain, de la juridiction et du com-mandement.

Autrefois, le monarque réunissait en sa personne tous les pouvoirs. Il était à la fois législateur pour adopter les lois, ministre pour les mettre à exécution, juge pour les appliquer aux cas individuels. De cette confusion des pouvoirs sont nés des dictons comme les suivants : L'Etat, c'est moi ; ou, ci veut le roi, ci veut la loi, etc. C'est pourquoi saint Louis rendait la justice sous le chêne de Vincennes et le roi Salomon au Tem-ple : l'histoire ne dit pas ce que valaient ces jugements.

Montésquieu s'est fait le défenseur de la séparation des pouvoirs, à la base maintenant du droit constitutionnel dans les pays occidentaux. Le juge a une autorité limitée aux conditions que l'Etat lui impose ; hors sa juridiction, le juge n'est guère plus puissant que vous et moi. On divise la juridiction suivant le territoire où elle s'exerce et suivant les sujets qu'elle embrasse.

C'est ainsi que je puis être juge à Montréal, mais n'avoir aucune autorité à Québec. Prenons le cas des juges municipaux. La loi leur reconnaît l'autorité de rendre la justice, mais seulement dans les limites de la ville où ils sont nommés. La plupart des juges canadiens n'ont d'autorité que dans la province où ils siègent. Enfin, les juges canadiens, cela va sans dire, sont sans autorité aux Etats-Unis ou en France.

L'Etat, de plus, n'accorde aux juges qu'une partie de son autorité. C'est la compétence *ratione materiae*. C'est ainsi qu'un juge de la *Cour Supérieure*, à Montréal, peut seul présider la *Cour d'Assises*. Le magistrat, siégeant à la *Cour des Sessions de la Paix*, n'a pas autorité pour condamner à mort. Les causes de meurtre sont réservées à la *Cour d'Assises*, où il y a un juge et un jury. La *Cour des Sessions de la Paix* a juridiction néanmoins dans l'immense majorité des affaires criminelles. Qu'est-ce qui fixe la juridiction du juge ? La loi, qui énumère les pouvoirs du tribunal où il siège.

L'Etat choisit les juges parmi les avocats distingués par leur expérience et leur dévouement au bien public. Il y a des juges dans les tribunaux de juridiction inférieure, dont la science se compare avec celle de leurs collègues de tribunaux plus élevés. Il ne faudrait donc pas classer les juges et les magistrats seulement d'après la juridiction qu'ils exercent.

Au Canada, le gouvernement fédéral tient de la Constitution de 1867 et des accords qui s'ensuivirent avec les provinces, le pouvoir exclusif de nommer les juges des tribunaux de juridiction supérieure. Tous les autres juges doivent leur nomination aux gouvernements provinciaux.

Le choix des juges, comme celui des sénateurs et des conseillers législatifs, n'échappe pas encore aux aléas de la politique. Nos juges canadiens sont nommés à vie, contrairement à leurs collègues américains qui sont élus pour la plupart. C'est ce qui assure, avec un traitement approprié, à nos juges et à nos magistrats l'indépendance, et à nous leur impartialité.

2. La Cour Suprême du Canada

La *Cour Suprême* du Canada est le plus haut tribunal de notre pays. Elle siège à Ottawa. Elle a juridiction en matière

civile et en matière criminelle. Ses membres sont choisis parmi les avocats du pays tout entier ; c'est le gouvernement d'Ottawa qui les désigne. Nous nous limiterons à sa juridiction pénale. La *Cour Suprême*, depuis l'abolition des appels au *Conseil Privé*, est le tribunal de dernier ressort au Canada. De la sorte, un homme trouvé coupable d'un acte criminel, une fois que la *Cour Suprême* s'est prononcée, ne peut demander à aucune cour du monde la révision du jugement ou du verdict. Elle n'a reçu aucun pouvoir de révision des sentences. La décision de la cour d'appel d'une province est souveraine en l'espèce.

De même que les juges de la *Cour Suprême* sont nommés sans distinction de la province où ils sont domiciliés, les avocats, quels que soient leurs domiciles, nonobstant toute loi particulière, sont admis à plaider devant elle. C'est la seule cour en notre pays où les avocats du Manitoba coudoient les avocats du Nouveau-Brunswick et d'ailleurs.

La *Cour Suprême* n'entend pas de témoin ; elle est essentiellement un tribunal d'appel. Les juges lisent la transcription des témoignages devant la cour de première instance et ils écoutent les procureurs de chaque partie : c'est là-dessus qu'ils se prononcent. Les audiences sont publiques. Un accusé, une fois trouvé coupable devant la *Cour d'Assises* ou devant la *Cour des Sessions de la Paix*, ne peut s'adresser immédiatement à la *Cour Suprême*. Son procès est revisé en premier lieu par la cour d'appel de sa province. Si cette dernière se prononce contre lui, alors seulement il peut s'adresser à la *Cour Suprême*.

Ce tribunal supérieur à tous les autres au Canada n'est pas tenu d'entendre en appel toutes les causes que les plaideurs voudraient lui soumettre. Il faut dans bien des cas demander à la *Cour Suprême* l'autorisation d'inscrire en appel devant elle un jugement d'une cour d'appel provinciale. Le législateur a été le premier à dégager la *Cour Suprême* d'un grand nombre d'appels possibles, notamment lorsqu'il lui a refusé le pouvoir sur les sentences. Le législateur encore a dénié aux procureurs généraux des provinces tout pouvoir d'appeler devant la *Cour Suprême* d'un jugement d'acquiescement rendu par une cour d'appel provinciale, excepté sur des questions de droit. La *Cour Suprême*, saisie d'une demande de permission d'appeler faite par une personne trouvée coupable d'un acte criminel ou d'une infraction grave, s'enquiert des griefs du requérant, plus spécialement des griefs de droit. Elle autorise l'appel quand elle le croit sérieux. L'appel *de plano* devant la *Cour Suprême* est limité à des cas d'exception prévus dans le code pénal ou dans la législation qui la régit.

3. *La Cour du Banc de la Reine*

La *Cour du Banc de la Reine* est, dans la province de Québec, le plus haut tribunal. Il se compose de douze juges nommés par le gouvernement fédéral parmi les avocats de notre province. Il y a un juge en chef, appelé le juge en chef de la province, et onze juges puinés. L'honorable Lucien Tremblay est le présent juge-en-chef. Des douze juges de la *Cour du Banc de la Reine*, quatre doivent résider à Québec, ou dans ses environs, et huit à Montréal ou dans la région métropolitaine.

La *Cour du Banc de la Reine* siège tantôt à Montréal, tantôt à Québec, parfois dans les deux villes en même temps. Les plaideurs, s'ils désirent assister à l'audition de leur cause, et les avocats doivent donc se rendre à l'une de ces deux villes. Sauf dans les affaires criminelles de grande importance, le tribunal se compose de trois juges. Au maximum cinq juges sont appelés à se prononcer dans une affaire dont est saisie la *Cour du Banc de la Reine*.

Comme on sait, la juridiction d'un tribunal est fonction du territoire et de la matière à juger. La *Cour du Banc de la Reine* a autorité pour se prononcer en appel de tout jugement, où que l'action ait pris naissance. En d'autres mots, la juridiction territoriale de la *Cour du Banc de la Reine* couvre toute la province de Québec. Contrairement à la *Cour Suprême* qui, elle, a juridiction dans tout le pays, la *Cour du Banc de la Reine* de la Province de Québec limite son activité aux affaires nées dans notre province. Une cause de l'Ontario ou du Nouveau-Brunswick, par exemple, susceptible d'appel en dernier ressort devant la *Cour Suprême du Canada*, ne saurait être jugée par la *Cour du Banc de la Reine* de la Province de Québec.

Quant à la matière, la *Cour du Banc de la Reine* a juridiction dans toutes les affaires importantes, qu'elles soient de nature civile ou de nature criminelle. C'est le code de procédure civile de la province de Québec qui fixe les conditions d'appel en matière civile. Le code pénal détermine de son côté les jugements et sentences qui peuvent être réformés par la *Cour du Banc de la Reine*.

Comme la *Cour Suprême du Canada*, la *Cour du Banc de la Reine*, en général, n'entend pas de témoins. Elle se prononce sur le dossier qui renferme la transcription des témoignages, une copie des procédures essentielles, les pièces et documents invoqués par les parties. Les témoins, dans les procès civils et dans les procès criminels, ne sont entendus qu'une fois. Les témoignages sont sténographiés, puis transcrits. C'est cette transcription qui sert aux juges de la *Cour du Banc de la Reine*.

Les procureurs des parties plaident devant cette cour en se

servant aussi du dossier. Leur travail prend la forme de la plaidoirie ; ils exposent les faits au soutien des prétentions de leurs clients, et ils font valoir leurs griefs de droit. Par exemple, dans un appel de sentence, le procureur de la couronne expliquera pourquoi il faut maintenir ou aggraver le châtimeut infligé par le juge de première instance ; de son côté, le procureur de la défense insistera sur les motifs de mitigation. Il en est ainsi de tout appel devant la *Cour du Banc de la Reine*.

Les avocats déposent, en outre, obligatoirement dans les affaires civiles, facultativement dans les affaires criminelles, un mémoire écrit. Il a pour objet de résumer, d'appuyer la plaidoirie. Les juges prennent connaissance de ce mémoire écrit qui les aide dans leur travail. Ce mémoire est souvent désigné sous le nom de factum.

La *Cour du Banc de la Reine* hésite à modifier le verdict d'un jury, le jugement d'un tribunal, une sentence. Des raisons d'ordre public militent en faveur de la stabilité des décisions rendues en première instance, par des personnes qui ont vu les témoins, qui ont eu le loisir de les interroger, etc.

Le gouvernement fédéral se montre d'une grande prudence dans le choix des juges de la *Cour du Banc de la Reine*. Ce sont tous des juristes expérimentés, que leur science et leur dévouement à leur profession d'avocat ont distingués parmi leurs confrères. C'est à ce prix seulement que la *Cour du Banc de la Reine* de notre province a atteint la haute réputation dont elle jouit dans tout le pays.

4. *La Cour des Sessions de la Paix*

La *Cour des Sessions de la Paix* constitue le tribunal ordinaire de juridiction criminelle dans la province de Québec. A Montréal et à Québec, cette cour entend en première instance la plupart des procès criminels importants. Elle se compose de juges nommés par le gouvernement de Québec. A Montréal, le juge André Fabien en est le présent juge-en-chef ; à Québec, le juge Albert Dumontier. On y remarque, à Montréal, les juges Armand Cloutier, le doyen, Irénée Lagarde, longtemps titulaire de la chaire de droit pénal à l'Université de Montréal et l'auteur d'un ouvrage remarquable en français sur le Droit Pénal Canadien, les juges Marcel Gaboury, Emile Trotter, Redmond Roche, Henri Loranger, et d'autres. Ces juges sont autorisés à présider la *Cour des Sessions de la Paix* n'importe où dans la province. C'est ainsi, par exemple, que le feu juge Lucien Gendron, de Montréal, a été appelé souvent à présider à Québec des procès importants ; chacun se rappelle l'immense prestige de ce magistrat alors qu'il était avocat et qu'il occupait

en défense dans des procès aussi retentissants que celui des meurtriers de la rue Ontario, Tony Franck et les autres, il y a trente ans, le procès pour meurtre de Beaudry, de l'abbé Delorme, du frère Nogaret, et d'autres.

Le gouvernement de Québec ne peut nommer juge des *Sessions de la Paix* qu'un avocat ayant au moins cinq ans d'exercice. Ce juge doit se consacrer exclusivement à ses fonctions ; la loi lui interdit formellement de « se livrer, ni directement, ni indirectement, en qualité de directeur ou de gérant de corporation, de compagnie ou de maison d'affaires, non plus qu'en aucune autre occupation ou affaire autre que ses fonctions judiciaires ». Ces magistrats reçoivent du gouvernement de Québec un traitement annuel qui doit leur assurer une vie indépendante et les mettre à l'abri des soucis d'ordre matériel ; le public reconnaît la dignité et l'importance de leurs fonctions.

Ce sont les diverses lois qui fixent en rapport avec chacune d'elles la juridiction des juges des *Sessions de la Paix*. Toutefois, c'est principalement le code pénal qui déclare explicitement dans quels cas le procès a lieu sous la présidence d'un juge des *Sessions de la Paix*.

Il n'y a pas de jurés en *Cour des Sessions de la Paix*. C'est le président du tribunal qui, substitué en quelque sorte au jury, rend le verdict ou jugement ; après cela, il détermine lui-même la sentence. N'empêche que la *Cour des Sessions de la Paix* entend des procès pour des crimes aussi graves que le vol à main armée, la plupart des crimes contre les mœurs, les vols les plus sérieux, etc. Hormis les crimes réservés à la *Cour d'Assises*, comme le meurtre et l'homicide involontaire, la *Cour des Sessions de la Paix* peut disposer d'à peu près toutes les accusations dont le code pénal prévoit l'instruction devant le jury. C'est l'accusé qui fait option pour un procès devant un juge des *Sessions de la Paix* (procès souvent appelé expéditif) plutôt qu'un procès devant jury. Prenons un exemple pratique.

Un individu comparait sous l'accusation de vol à main armée. Il se dit innocent. Il demande, comme c'est son droit, une enquête préliminaire : c'est son avocat qui lui donnera ce conseil. L'enquête préliminaire montre que l'accusation repose sur des bases sérieuses. On doit donc faire le procès de cet accusé. Sera-ce un procès devant un juge seul ou un procès devant un juge et douze jurés ? C'est l'accusé qui répond à cette question : il a le choix entre les deux. S'il fait, après l'enquête préliminaire, option pour un procès devant un juge seul, c'est un juge des *Sessions de la Paix* qui entendra la cause.

On peut dire que dans la majorité des cas, les accusés, quand ils le peuvent, se prévalent du procès devant un juge seul. Le jury est une magnifique institution, peut-être ; mais c'est une institution dont les jugements sont quelquefois aléatoires. Beaucoup de criminalistes, dont le soussigné, préfèrent au verdict laconique d'un jury la décision réfléchie et expérimentée d'un juge des *Sessions de la Paix*.

A Montréal, les juges qui président la *Cour des Sessions de la Paix* sont les mêmes qui siègent aux enquêtes préliminaires, aux procès sur déclaration sommaire de culpabilité, etc. En résumé, il y a plusieurs cours de juridiction criminelle ; chacune d'elles a son rôle défini par la loi. Pour des raisons d'économie, les mêmes juges président tantôt l'une tantôt l'autre de ces cours. Cela contribue à la confusion qui existe dans le public sur les diverses attributions de juges dont le nom lui est pourtant familier. Disons, dans l'espoir d'éclaircir la question, que la *Cour des Sessions de la Paix*, c'est la principale cour où siègent les juges Trahan, Roche, Guérin et les autres, au *Nouveau Palais de Justice*, pour entendre les procès criminels les plus importants que la loi défère à un juge seul, à un juge sans jury. Le juge des *Sessions de la Paix* peut condamner jusqu'à l'emprisonnement à vie, y compris le fouet ; cependant, seule la *Cour d'Assises* peut condamner à mort.

5. *La Cour de Bien-Etre Social*

En 1951, le gouvernement de Québec adoptait une loi créant la *Cour de Bien-Etre social*, tribunal chargé de mettre en application la Loi sur les jeunes délinquants. La *Cour de Bien-Etre social* constitue un tribunal chargé exclusivement des problèmes sociaux et légaux nés de la délinquance juvénile. Le législateur considère que ces délinquants forment, en raison de leur jeune âge, une catégorie spéciale et qu'ils ne peuvent être traités comme des criminels ordinaires. Il a par conséquent mis sur pied un régime spécial de protection, de surveillance et de punition.

L'enfant traduit devant la *Cour de Bien-Etre social*, quel que soit l'acte criminel qu'on lui reproche, n'est pas considéré comme un véritable criminel, mais comme quelqu'un qui grandit peut-être dans un milieu contaminé, quelqu'un qui a besoin d'aide, de direction et de surveillance. La punition du crime est reléguée au second plan, il s'agit plutôt de réhabiliter un enfant. Aucun dossier criminel n'est constitué contre lui et normalement il purgera sa peine ailleurs que dans une prison ou un pénitencier pour adultes.

Le jeune délinquant est donc le premier ressortissant de la

Cour de Bien-Etre social. Certaines conditions s'appliquent dès sa comparution. Il doit être âgé de moins de 18 ans et être accusé d'un acte contraire à nos lois criminelles, ou encore d'immoralité sexuelle, ou enfin d'une infraction qui, en vertu des dispositions d'un statut fédéral ou provincial, le rend passible de détention dans une école de protection de la jeunesse ou école industrielle. Les parents du délinquant ainsi que son tuteur sont avisés de l'enquête qui se tient sur leur protégé. Ils peuvent être criminellement responsables de l'ambiance néfaste qui entoure leur enfant ou leur pupille, s'ils ne cherchent pas à le soustraire à ce milieu. Ils peuvent subir eux aussi un procès devant la *Cour de Bien-Etre social*. Toute personne âgée de 21 ans et plus qui aide ou encourage un enfant à commettre certains actes répréhensibles et contribue à le rendre un délinquant aux yeux de la loi, peut être appelée devant la *Cour de Bien-Etre social*.

Le juge décide du sort du jeune délinquant. Mais le juge n'est pas seul. Il peut nommer pour chaque délinquant un agent de surveillance qui prend soin de lui, fait enquête sur son cas, représente ses intérêts et fournit à la *Cour* tous les renseignements utiles. Un comité de citoyens, ordinairement une société d'aide à l'enfance, est également attaché à la *Cour* pour lui donner des conseils et faciliter par tous les moyens en son pouvoir la réforme du jeune délinquant. Les écoles d'industrie ne sont pas non plus un élément négligeable dans la réhabilitation de l'enfant. Dans ces institutions, il s'agit d'instruire l'enfant, de le faire travailler et de lui inculquer les principes d'une morale sociale adéquate.

Le juge, si l'enfant est âgé de plus de 14 ans, peut renvoyer celui-ci devant les tribunaux ordinaires s'il est d'opinion que ce renvoi est nécessaire pour le bien de l'enfant et dans l'intérêt de la société. Nous avons vu quels sont ses pouvoirs relativement à l'adulte qui encourage un enfant à commettre un acte criminel. De nombreuses possibilités lui sont ouvertes quant au traitement qu'il lui est loisible d'infliger à l'enfant, soit qu'il le renvoie dans sa famille ou dans une autre famille plus recommandable, soit qu'il le confie à la garde d'un agent de surveillance, d'un tuteur ou d'une société d'aide à l'enfance, soit enfin qu'il ordonne son transfert dans une école industrielle. Il n'a pas le droit de condamner le jeune délinquant à l'emprisonnement ordinaire sauf si l'enfant se révèle incorrigible.

Sauf quelques exceptions notables, la procédure est la même en *Cour de Bien-Etre* que devant les tribunaux ordinaires.

Toute publicité sur le procès est interdite. Le public n'est pas admis à la salle d'audience.

Cette interdiction est excellente pour la Société car elle la protège sans nuire à la réputation de l'enfant. Traiter un jeune délinquant comme un criminel ordinaire, ce serait faire fi des lois les plus élémentaires de la psychologie.

6. *Les cours municipales*

Les cours municipales reçoivent leur juridiction du gouvernement provincial. Elles occupent, pouvons-nous dire, le premier échelon des tribunaux criminels. Elles sont formées la plupart en vertu de la Loi des cités et villes, mais quelques-unes suivant les dispositions de la charte spéciale des villes où elles existent. Leur compétence varie d'après la législation qui leur est applicable généralement et spécialement et elle s'arrête aux limites de la ville.

Les cours municipales entendent les procès pour contravention aux règlements de la ville. Cette réglementation municipale varie d'une ville à l'autre. Montréal et Québec, par exemple, ont adopté des règlements de construction qui diffèrent suivant les besoins. Il appartient à la cour municipale de Montréal et à celle de Québec, selon le cas, de se prononcer sur les contraventions à ces règlements de construction. Il en est ainsi de la réglementation municipale de la circulation, s'il en est, à l'intérieur de chaque ville.

Les cours municipales sont celles qui appliquent le plus souvent la législation provinciale relative à la circulation des automobiles : délits de vitesse, délits de fuite après avoir causé un accident, conduite d'un véhicule par une personne en état d'ébriété. Cela s'ajoute à leurs tâches relatives aux contraventions. Certaines d'entre elles, je dirai même la plupart, ont autorité sur les questions de licences et de permis, sur les infractions à la réglementation fiscale de la ville, et autres sujets de même espèce. Les infractions les moins graves relatives à la moralité relèvent des cours municipales, du moins dans les grandes villes.

Le gouvernement de Québec est le seul auteur de la législation concernant les cours municipales sur son territoire. C'est lui seul également qui nomme les juges municipaux et fixe leur traitement. Je m'empresse d'ajouter que le gouvernement de Québec recherche l'avis des conseils municipaux tant sur les problèmes de juridiction qu'à l'occasion des nominations de juges municipaux, principalement dans les villes importantes. A l'exception des juges municipaux de Montréal et de Québec, la plupart des titulaires de ces fonctions judiciaires

restent livres d'exercer leur profession. Ils ne sont pas tenus de consacrer tout leur temps à ce travail. Est-il nécessaire d'ajouter que les juges municipaux sont choisis exclusivement parmi les avocats ?

Sauf dans les matières sans importance, il y a appel des jugements des cours municipales sensiblement dans les mêmes conditions que tous les autres appels. Des dispositions spéciales de la loi fixent les conditions de semblables appels.

7. *L'extradition*

Encore aujourd'hui il y a des gens qui s'imaginent que la fuite dans certains pays étrangers met un criminel à l'abri de la justice de son propre pays. On a cru longtemps, dans notre province, qu'il suffisait à un fugitif de passer la frontière mexicaine pour échapper à tout châtement.

Il est inexact qu'on puisse aussi facilement défier la justice. Les grands pays ont signé des accords grâce auxquels les criminels fugitifs sont extradés, c'est-à-dire livrés par les autorités policières du pays où ils se sont réfugiés. Le Canada a signé de semblables accords et il a, pour y donner effet, adopté une loi d'extradition.

C'est le gouvernement fédéral qui a juridiction en cette matière relevant à la fois des affaires extérieures et de la justice pénale. Comme on sait, le gouvernement fédéral a reçu de la Constitution de 1867 pleine juridiction pour traiter avec les pays étrangers ; c'est pourquoi nous avons à Ottawa un ministère des Affaires extérieures. D'autre part, la législation en matière pénale, comme nous l'avons vu souvent, ressortit en premier lieu au gouvernement fédéral, toujours d'après la Constitution de 1867.

La réciprocité est à la base des accords de ce genre. L'extradition s'effectue, suivant le cas, afin de ramener au Canada une personne qui s'est rendue coupable d'un crime dans notre pays ou, inversement, afin de livrer à un autre pays un criminel qui a cherché refuge dans le nôtre. C'est ainsi que la France ou les Etats-Unis peuvent demander au Canada de leur remettre un criminel arrêté à Montréal.

Les procédures en extradition auraient pu être assez fréquentes après la guerre. Certains Européens, pour échapper à la justice de leur pays, s'étaient établis chez nous. On a procédé dans leur cas rarement en vertu de la loi d'extradition et des accords internationaux qui s'y rattachent, mais en utilisant plutôt les lois d'immigration qui permettent l'expulsion d'étrangers indésirables. C'est parce que, préalablement à l'extradition hors de notre pays d'un prétendu criminel, il faut

une enquête judiciaire souvent difficile pour établir son identité. Au surplus, il faut que le crime qu'on lui reproche ne soit pas de nature politique. Enfin, le fugitif n'est livré à son pays d'origine que si ce dernier le demande, ce qui n'est pas toujours le cas. La France, après la guerre de 1939, n'a pas réclamé au Canada les collaborateurs qu'elle avait condamnés à mort par contumace.

Un exemple nous fera mieux saisir la procédure en matière d'extradition. Supposons le cas d'un homme qui a commis un meurtre à Montréal et s'est enfui aux Etats-Unis. La police de Montréal a réuni assez de preuves contre cet homme pour justifier son arrestation. Le gouvernement fédéral, par l'entremise de notre ambassadeur à Washington ou par tout autre mode agréé par les deux pays, demande aux autorités américaines de livrer le suspect à la police de Montréal. L'homme est arrêté et traduit devant un tribunal américain qui s'enquiert si la demande d'extradition est fondée. Il peut y avoir erreur d'identité ; c'est la première raison de cette enquête par la justice américaine. De plus, le gouvernement américain veut s'assurer que le crime reproché au suspect compte parmi ceux qui sont énumérés dans ses accords avec le Canada. Le gouvernement de Washington, une fois satisfait, en informe le gouvernement d'Ottawa. La police de Montréal, sur l'avis d'Ottawa, dépêche alors un ou deux de ses agents pour aller chercher le fugitif là où il est détenu aux Etats-Unis et l'emmener à Montréal.

Notre pays agit de même quand il est question de remettre à son pays un criminel arrêté ici. La Loi d'extradition prévoit qu'au départ il faut une demande au gouvernement fédéral par le gouvernement étranger. En second lieu, un magistrat ordonne l'arrestation et la détention du suspect ; suit une enquête sommaire. Cette enquête a pour objet d'établir son identité avec certitude et de montrer que le crime dont on l'accuse n'est pas de nature politique ; que l'accusation en est une de celles pour lesquelles notre pays reconnaît l'extradition ; enfin, que l'accusation repose sur un fond suffisant de vérité. Le magistrat ordonne la détention du suspect, si l'enquête le justifie, puis son extradition. De son côté, le fugitif peut recourir à l'habeas corpus devant la cour supérieure, en notre province. Il s'efforcera de prouver que l'accusation portée contre lui est frivole, qu'elle n'est pas de celles prévues dans notre loi d'extradition ou dans les accords entre notre pays et le pays qui le réclame. Bref, le suspect a droit d'être entendu pour que pleine justice lui soit rendue suivant les lois canadiennes. Comme on voit, notre façon de procéder est sensiblement celle

que je viens d'exposer quant à une demande semblable du Canada aux États-Unis.

Il reste peut-être quelques pays n'ayant pas avec le nôtre un traité d'extradition. Cela ne veut pas dire cependant que les criminels de ces pays trouvent chez nous un refuge assuré. Notre pays livre souvent à ces pays étrangers des criminels susceptibles d'extradition. De leur côté, de tels pays nous retourneront nos fugitifs à la frontière, ou par tout autre mode satisfaisant : déportation, expulsion, etc.

En conclusion, c'est une illusion de croire qu'en fuyant à l'étranger le criminel de droit commun échappe facilement à la justice de son pays. On peut affirmer, au contraire, que l'extradition est toujours possible, même si parfois elle est difficile. Nul gouvernement n'est enclin à accueillir sur son territoire des criminels en rupture de ban et à leur donner refuge : ce ne sont pas des citoyens désirables.

8. *Le rôle du juge*

Deux hommes se disputent... Ils s'en remettent à un troisième qu'ils choisissent comme arbitre. C'est le rôle du juge : les intéressés lui exposent leur différend et lui demandent son avis. L'autorité civile oblige ensuite les parties à s'y conformer.

Un homme est accusé d'un crime. Il a droit à son honneur et à sa liberté tant qu'il n'a pas été trouvé coupable. De son côté, la société doit être protégée contre les criminels. Un juge, assisté d'un jury s'il y a lieu, écoute et analyse la preuve de part et d'autre ; il décide ensuite si le prévenu est coupable ou non. Enfin, le juge fixe la sentence appropriée, en cas de culpabilité.

Le rôle du juge peut encore se définir ainsi : il préside les débats pendant le procès. C'est la première étape. La loi le guide pour que chaque intéressé reçoive la plus grande mesure de justice. Le juge, en deuxième lieu, d'après la preuve étayée devant lui, détermine les droits et les obligations de chacun. C'est le jugement obligatoire pour tous. A la fin, en matière pénale, le juge prononce la sentence.

Le juge ne peut se récuser que pour les rares motifs énoncés par la loi ou conseillés par l'éthique professionnelle. Le code civil de Québec déclare, à l'article 12, que « le juge ne peut refuser de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi ». Ce principe est également vrai en droit criminel. Bien plus, même si les faits révélés à l'audience demeurent confus ou contradictoires, le juge est tenu de se prononcer ; il est obligé de rendre jugement, serait-ce pour décider que, vu l'absence de preuves suffisantes, la demande est rejetée.

Cet impératif de la loi s'explique aisément. Supposons qu'un individu inculpé de vol se défende, mais d'une façon peu convaincante qui laisse un doute ; le juge peut-il se croiser les bras et suspendre indéfiniment sa décision ? Ce serait causer à l'accusé un préjudice irréparable... Peut-on laisser le prévenu en liberté ? Pas davantage. Il faut donc que le juge prenne une décision. Dans un cas semblable, la loi vient à son secours et l'engage à donner le bénéfice du doute à l'accusé. Un jugement est nécessaire, et nul autre qu'un juge ne peut le rendre.

L'Etat, qui possède des droits sur la fortune, la liberté et même la vie des citoyens, choisit lui-même les arbitres auxquels nous devons nous adresser pour obtenir justice. Nos querelles privées, nous pouvons en confier la solution à des tiers, à des amis. C'est ainsi qu'autrefois nos pères s'en rapportaient, pour régler leurs différends, au seigneur ou au curé du village. Seuls les arbitres de l'Etat, c'est-à-dire les juges, mettent en nos mains les outils forgés par la loi pour nous donner pleine et entière justice.

L'Etat n'a voulu rien négligé pour que ses juges soient qualifiés et respectés. Autant que possible il les recrute seulement parmi les avocats. On veut de la sorte s'assurer de leur compétence. Les avocats sont rompus à l'étude des problèmes juridiques ; ils se sont fait une profession de la connaissance des lois. De plus, ne sont nommés juges que les avocats admis au Barreau depuis un certain nombre d'années, car on veut des avocats expérimentés, jouissant de l'estime de leurs confrères et du public.

Ce n'est pas tout. L'Etat veut en outre ses juges aussi indépendants que possible. C'est pourquoi ils reçoivent une indemnité qui peut paraître élevée à quiconque nè réfléchit pas à l'importance de leurs fonctions. Voudriez-vous confier votre liberté, votre vie, vos biens au premier venu ? Les juges sont nommés à vie. On va même jusqu'à leur ôter le droit de vote pour les tenir à l'écart de toute ingérence politique et les mettre à l'abri des revers de leur parti. L'Etat couronne le tout en leur accordant des titres quand ils siègent, comme Votre Seigneurie, Votre Honneur.

En Angleterre, les juges des tribunaux supérieurs portent la perruque. Au Canada, comme dans d'autres pays de race blanche, les juges portent en cour la toge et le rabat. Autant de signes de la dignité reconnue aux juges par la société qui les appelle à des fonctions qu'elle estime souveraines.

Ces bénéfices, ces honneurs ont pour but non seulement de maintenir dans le public le respect de la magistrature, mais aussi d'y attirer les avocats les mieux doués et les plus pros-

pères. L'indépendance des juges a été l'un des mobiles de l'insurrection de 1837. Nos pères savaient d'expérience ce qu'il en coûte d'avoir des juges choisis au gré des gouverneurs et en fonction durant leur bon plaisir.

Des voix plus autorisées que la mienne se sont élevées à toutes les époques pour rappeler aux juges les qualités et les services qu'on attend d'eux, aux peuples les périls que leur fait courir une magistrature oublieuse de ses devoirs.

Un ministre du roi de France Louis-Philippe lui disait un jour : « Donnez-moi de la bonne politique, je vous ferai de bonnes finances ». Dans l'Antiquité, Esope professait que la langue est à la fois la meilleure et la pire des choses. Par analogie, nous pouvons dire que la magistrature, suivant qu'elle est bonne ou mauvaise, contribue au progrès ou à la décadence de la nation plus que tout autre corps constitué. Il suffit de rappeler les parlements à la fin de l'Ancien Régime, la Chambre étoilée sous les Tudor et les premiers Stuart, le Saint-Office en Espagne à l'époque de la Renaissance, pour mesurer l'abîme dans lequel une magistrature superbe et injuste peut entraîner la nation. Au contraire, des juges savants, impartiaux et dévoués sont les plus fermes soutiens de la paix sociale. Tant que le peuple a foi dans la justice et les juges de son pays, il espère et il est calme ; gare aux chefs politiques si cette foi n'existe plus, car leurs jours sont comptés.

9. *L'erreur judiciaire*

Chacun avec raison s'effare devant les conséquences irréparables de l'erreur judiciaire en droit criminel. On imagine la souffrance morale de celui qui en est victime, la honte de sa famille, l'emprisonnement, les supplices, la mort sur l'échafaud. Les juristes aiment répéter que mieux vaut la libération de quatre-vingt-dix-neuf coupables que la condamnation d'un innocent.

D'aucuns prétendent que les erreurs judiciaires sont rares : je leur réponds qu'elles sont plus nombreuses qu'elles devraient l'être. Et je me limite aux erreurs judiciaires des tribunaux criminels, oubliant celles des tribunaux civils, des tribunaux ecclésiastiques et autres. Sans doute, si vous restreignez l'erreur judiciaire à la condamnation d'une personne étrangère entièrement au crime qui lui est reproché, on la rencontre peu souvent. Elle existe, toutefois... Il y a quelques années, le gouvernement anglais s'est aperçu qu'on avait pendu un homme pour un meurtre qu'il ne pouvait avoir commis. Dans notre province il y eut de semblables erreurs, et il y en aura peut-être d'autres. J'étais depuis quelques semaines pro-

cureur du ministère public quand à Montréal on découvrit qu'un homme avait été fouetté pour un vol à main armée dont il était innocent.

L'erreur judiciaire la plus commune, c'est de trouver coupable un homme qui n'eut jamais l'intention criminelle requise par la loi, ou encore de le trouver coupable d'un crime plus grave que celui qu'il avait réellement commis. J'ai vu un jeune homme s'avouer coupable de vol d'automobile quand ce crime était puni d'au moins un an de prison ; il reçut la sentence appropriée à l'accusation telle que portée. Or, il s'était servi de l'automobile de son patron à l'insu de ce dernier : c'était là un acte criminel, mais considérablement moindre. Heureusement le procureur du ministère public fut instruit de cette méprise par le patron lui-même ; il en informa le juge qui se hâta de corriger et l'accusation et la sentence.

C'est le jury qu'il faut prévenir le plus souvent contre cette forme d'erreur judiciaire. Il y a entre certaines accusations des différences de degré et, partant, des différences de sentence, qui échappent à ceux qui ne sont pas initiés aux subtilités de l'esprit humain et du droit pénal. Entre le meurtre qualifié ou simple et certaines classes d'homicides involontaires, la distinction est tenue ; cependant le châtimeut s'échelonne de l'emprisonnement à la peine capitale. Trop de jurés se libèrent de leur tâche en trouvant l'accusé coupable de l'accusation telle que portée, mais en ajoutant à leur verdict une recommandation à la clémence de la cour. Formule commode pour se débarrasser sur le juge d'un fardeau trop lourd.

Les tribunaux d'appel, dans des limites peut-être trop étroites, ont pour mission de corriger les erreurs judiciaires. Ils interviennent quand le verdict est manifestement erroné ou quand il s'est glissé des erreurs de droit dans le procès. Ou ils ordonnent un nouveau procès qui, espère-t-on, sera plus juste, ou ils substituent leur propre jugement au jugement ou au verdict de première instance. Dans la plupart des cas, cependant, les tribunaux d'appel n'interviennent guère.

C'est donc le tribunal de première instance qui porte la quasi entière responsabilité des erreurs judiciaires. Il lui appartient de donner à l'accusé le bénéfice du doute raisonnable. Les jurés sont des fauteurs d'injustice quand ils ne songent qu'à se dégager de leurs obligations au moyen du premier verdict de culpabilité venu, avec la sacramentelle recommandation à la « clémence de la Cour ».

Les Etats-Unis et l'Angleterre cherchent présentement à former des organismes qui dominent les tribunaux et puissent reviser en aucun temps des condamnations. En effet, quand un

individu a été trouvé coupable par les tribunaux de première instance et d'appel, son sort est fixé. Nul ne peut lui venir en aide ; à moins presque d'un miracle, il demeurera la victime d'une erreur judiciaire.

Au Canada et dans notre province de Québec, les autorités publiques veillent sans cesse à corriger les erreurs judiciaires qui leur sont signalées en droit pénal. Il y a la prérogative royale de la clémence qui peut s'exercer pour adoucir une sentence trop rigoureuse, ou encore la libération conditionnelle pour corriger dans une certaine mesure un jugement ou un verdict douteux.

Advenant une erreur judiciaire certaine, l'Etat n'est point tenu d'en indemniser la victime ou sa famille. La responsabilité en dommages-intérêts a son origine essentiellement dans une faute. Or, l'Etat n'a commis aucune faute envers celui qui a été jugé suivant la loi. Malgré cela, l'Etat fédéral a quelquefois indemnisé les victimes d'une erreur judiciaire.

10. *Le mépris de cour*

Le code pénal et le code de procédure civile de notre province renferment tous deux des dispositions au sujet du mépris de cour. Le code pénal emploie plutôt le mot outrage ; on lit outrage au tribunal. Le code de procédure civile énonce les conditions de l'emprisonnement de quiconque se soustrait à ses obligations envers les tribunaux. On n'y trouve pas l'expression « mépris de cour » ; c'est elle néanmoins qui me paraît appropriée dans la langue de tous les jours.

Comme on sait, le code pénal régit tous les citoyens du pays. Le code de procédure civile est limité à la province de Québec. Les dispositions du code pénal sont applicables aux affaires criminelles seulement ; le code de procédure civile voit au respect des tribunaux de droit civil. En d'autres mots, les châtiments prévus dans le code pénal n'ont d'application que pour le mépris de cour devant les tribunaux de police et devant les assises. D'autre part, c'est le code de procédure civile qui sanctionne ce genre de délit devant la cour supérieure de juridiction civile, devant la cour provinciale et devant les autres tribunaux de juridiction civile.

De nouveau en droit pénal nous sommes confrontés avec la « common law ». L'article 8 du nouveau code pénal maintient l'autorité d'une cour de juridiction criminelle d'imposer une peine pour outrage au tribunal dans les cas prévus par la « common law ». Le juge Irénée Lagarde, dans son ouvrage sur le Droit Pénal canadien, définit ainsi le mépris de cour :

« Tout fait qui, par gestes, paroles, écrits ou attitudes, dé-

montre un manque d'égard envers l'autorité de la loi ou envers l'administration de la loi ».

Cette définition embrasse une grande variété de cas, allant du débraillé en cour, de la grossièreté, du vacarme, jusqu'au refus de prêter serment ou de répondre à des questions légales. Le mépris de cour est souvent commis en présence du tribunal ; le juge peut alors sévir sans plus de retard. J'ai vu, par exemple, le juge Lagarde imposer lui-même une peine de sept jours de prison, exécutoire sur-le-champ, à un individu qui injuriait les tribunaux et traitait un autre juge de vendu, de corrompu, etc.

Outre ces dispositions générales issues de la « common law », le code pénal prévoit formellement certains cas de mépris de cour, notamment le refus de prêter serment et le refus de répondre. Chaque témoin est obligé d'instruire le tribunal en répondant sous serment aux questions qui lui sont posées. C'est le principe auquel la Loi de la preuve apporte de très rares exceptions : refus de la femme de témoigner contre son mari ; refus de l'accusé de témoigner lors de son propre procès. Donc, chacun est tenu d'obéir au sub-poena et, une fois en cour, de relater ce qu'il sait quand on le lui demande. Pour assurer leur franchise, les témoins sont assermentés et le parjure est châtié rigoureusement.

Il y en a, me direz-vous, qui ne croient pas en Dieu. Peut-on alors les punir parce qu'ils refusent de prêter serment ? La Loi de la preuve a prévu l'objection. Dans un tel cas, le témoin s'engage, en se conformant à la formule consacrée, à dire seulement la vérité. Cette déclaration solennelle a devant la loi la même valeur que le serment. Quiconque y transgresse est réputé parjure tout autant que s'il avait menti sous serment. La Loi de la preuve au Canada prescrit les formalités nécessaires.

CHAPITRE III

AVANT LE PROCÈS

1. *L'acte criminel*

L'acte criminel se compose d'actes positifs interdits par la loi ainsi que de l'intention de les commettre. En d'autres mots, le prévenu fait ceci que la loi défend ; de plus, il le fait en pleine connaissance de cause, souvent avec préméditation. Si l'un ou l'autre de ces deux éléments fait défaut, il n'y a pas d'acte criminel.

La loi énumère les actes positifs qui constituent un crime. Ainsi, elle nous indique en quoi consiste le faux-monnayage, savoir : la fabrication de monnaie illégale. On ne saurait trop préciser les actes interdits, car tout est permis qui n'entre pas dans le cadre parfois restreint de la définition de l'acte criminel. En effet, ne sont punis que les actes expressément défendus, aucun autre. Il ne faut jamais perdre de vue ce principe initial du droit pénal ; tout ce qui n'est pas prohibé par la loi est permis.

Outre les actes positifs, il faut l'intention criminelle. L'accusé voulait-il les actes positifs que la société lui reproche ? Si on lui a fait violence — ce doit être la violence physique — il n'est pas coupable. La loi excuse les aliénés et les enfants, incapables de former une intention criminelle. La société veut protéger ses membres contre la perversité de quelques-uns ; cela ne l'autorise guère à châtier les insensés auxquels plutôt elle doit des soins. Il est regrettable que de pauvres innocents tombent victimes parfois d'êtres anormaux et irresponsables : ce n'est pas la seule injustice apparente ici-bas.

Seul le Créateur connaît d'une façon certaine les intentions et peut les juger. Toutefois, la société, obligée de rechercher l'intention criminelle avant de châtier, s'appuie sur l'expérience séculaire des générations pour établir des règles qui s'avèrent suffisantes, mais qu'elle améliore sans cesse. On n'approchera jamais trop de la perfection en ce domaine.

En premier lieu, le droit pénal prend pour acquis que tout être normal veut les conséquences de ses actes. Point n'est besoin de prouver l'intention criminelle de celui, par exemple, qui tue son semblable sans aucune excuse ni justification. L'intention criminelle s'infère des circonstances. Celui qui se munit d'outils de cambriolages, se rend à un établissement commercial qui n'est pas le sien et y pénètre par effraction, ne peut avoir d'autre intention que celle d'y commettre un crime, pré-

sumément le vol. Il arrive que les accusés eux-mêmes avouent leurs intentions criminelles.

Prenons le vol pour illustrer la nature de l'acte criminel. Il est défini à l'article 347 du code pénal canadien. Cette chronique a paru le 3 octobre 1954, donc avant l'entrée en vigueur du code pénal actuel.

« Le vol ou la soustraction est le fait de prendre et de s'approprier ou de convertir à son avantage, frauduleusement et sans apparence de droit, quelque chose qui peut faire l'objet d'un vol, dans l'intention

a) De priver le propriétaire ou toute personne qui a un droit de propriété ou un intérêt spécial dans cette chose, temporairement ou absolument, de cette chose ou de ce droit ou intérêt ; ou... »

Quels sont les actes positifs interdits par le droit pénal dans le cas du vol ? C'est de s'emparer sans droit de quelque chose qui appartient à autrui afin de se l'approprier temporairement ou définitivement. Vous me direz, où parle-t-on de l'intention criminelle dans cette définition ? Elle ressort du texte entier, et spécialement des mots « frauduleusement et sans apparence de droit », de même que des mots « dans l'intention de priver... »

Je m'empare de la bicyclette de mon voisin, mais par mégarde ; je ne suis pas un voleur parce que je n'ai pas d'intention criminelle. D'autre part, celui qui désire voler une automobile, mais garde ce désir dans sa tête et ne fait pas un geste pour le réaliser, celui-là n'est pas un voleur. La morale sanctionne peut-être les mauvaises intentions, les mauvais désirs, non la loi des hommes.

2. *L'arrestation sans mandat*

Le monde moderne, avec difficulté cependant, continue de respecter la liberté. Quiconque est arrêté a droit de savoir pourquoi. La Haute Cour d'Angleterre, en 1947, dans une affaire de Leachinsky, a maintenu contre les autorités policières une action en dommages-intérêts pour arrestation injustifiée.

Avec le mandat d'arrestation, le problème est vite résolu. En premier lieu, ce sont des agents de la paix qui se présentent pour exécuter le mandat. Ils n'ont qu'à s'identifier et à donner au suspect communication de leur mandat d'arrestation. Après cela, si le prévenu tente de s'échapper ou résiste, les agents ont toute latitude d'employer la force nécessaire. Cela ne veut pas dire assurément qu'ils peuvent aller jusqu'à tirer de la mitrailleuse pour empêcher un voleur de lapins de leur échapper.

Il est donc préférable que toute arrestation soit précédée d'une dénonciation et d'un mandat d'arrestation. C'est ce qui arrive dans la plupart des cas. Toutefois, les événements ne le permettent pas toujours. Un agent de police qui surprend un voleur en flagrant délit doit l'arrêter. Quand donc l'arrestation sans mandat est-elle justifiée ?

Ce privilège, ou plutôt ce devoir de l'agent de police d'arrêter sans mandat celui qu'il trouve en flagrant délit de commettre un crime la loi l'étend même aux citoyens. L'article 434 du code est formel :

« Toute personne peut arrêter sans mandat un individu qu'elle trouve en train de commettre un acte criminel. »

On raconte qu'il y a une trentaine d'années, un étudiant arrêtait à Montréal un agent de police qui crachait sur le trottoir. Je doute que ce soit vrai ; en tout cas, ce n'était pas légal. Cracher sur le trottoir n'est pas un acte criminel au sens de l'article 434. Mais si vous êtes témoin d'un vol, d'un assaut grave, d'un crime contre les mœurs, bref de tout acte d'un caractère criminel sérieux, c'est votre droit d'arrêter son auteur, c'est même votre devoir de citoyen. C'est un droit dont je vous conseille néanmoins d'user avec discrétion. Quand c'est possible, mieux vaut appeler à la rescousse un agent de la paix.

Faut-il ajouter que l'agent de police, lui, est tenu par son serment d'office de procéder à l'arrestation immédiate du délinquant. S'il agit avec prudence et bonne foi, nul ne saura lui faire reproche d'une erreur qui, du reste, ne peut être que rare dans de semblables cas.

L'article 435 donne à la police des pouvoirs encore plus étendus. La police peut arrêter sans mandat une personne qui vient, ou est sur le point de commettre un acte criminel. Il faut que l'agent ait pour agir ainsi des motifs « raisonnables et probables », comme dit le code dans cette belle langue juridique à laquelle le gouvernement fédéral nous a accoutumés.

Voici un exemple tiré d'un fait divers. Dans la nuit, un gendarme qui fait sa ronde entend la sonnette d'alarme d'une pharmacie. Il approche et s'aperçoit qu'on a enfoncé la porte. Il n'y a personne à l'intérieur. L'agent voit fuir un jeune homme à cinquante pieds de là en direction d'une ruelle obscure. Il se met à sa poursuite, l'arrête et le conduit au poste. Ce n'est pas le flagrant délit, qui nous aurait autorisés, vous ou moi, à faire une pareille arrestation. L'agent de la paix, lui, ayant des motifs « raisonnables et probables » de croire que le jeune homme venait de tenter de pénétrer par effraction dans la pharmacie — ce qui est un acte criminel sérieux —, était justifié d'agir comme

il l'a fait. Le prévenu a été par la suite trouvé coupable et condamné à six mois de prison.

De la même façon, mais inversement, l'agent peut prévenir un crime. C'est ce qui arrive souvent quand il répond à une demande de secours par la victime d'un attentat criminel.

Le code pénal canadien déclare indemne de toute responsabilité civile celui qui arrête un individu avec ou sans mandat; mais ce doit être dans les limites prévues par la loi. Vous me direz: Cela va de soi! Cela va mieux en le disant, car il arrive que des agents de la paix se trompent. Le législateur entend respecter les gens et ne pas les exposer aux humiliations et aux ennuis d'une arrestation. D'un autre côté, le public attend de l'agent de la paix une légitime protection.

Si le législateur fait appel aux citoyens dans sa lutte pour le maintien de l'ordre, notamment dans les cas de flagrant délit, il lui incombe de mettre ses aides exceptionnels à l'abri de toute poursuite civile. Vous me direz encore: la bonne foi excuse toute erreur en ce domaine. Sans mépriser cet élément de justification, le législateur le considère insuffisant. C'est parfois avec de bonnes intentions qu'on cause des malheurs...

3. *L'accusateur*

L'article 439 du code pénal canadien commence ainsi:

« Quiconque croit, pour des motifs raisonnables et probables, qu'une personne a commis un acte criminel, peut faire une dénonciation par écrit et sous serment devant un juge de paix, et celui-ci doit recevoir la dénonciation. »

Le texte est clair. N'importe qui peut accuser n'importe quel crime. Autrement dit, votre voisin, qui vous déteste, peut vous dénoncer à la justice. Il n'est pas nécessaire que la dénonciation soit faite ou signée par la victime.

Le maintien de l'ordre exige que les criminels soient punis, d'où l'apparente facilité de loger contre n'importe qui n'importe quelle accusation. C'est même un devoir pour chacun de nous de rapporter aux autorités compétentes un manquement au droit pénal. Il arrive que la victime d'un acte criminel, pour toutes sortes de raisons, n'ose pas en révéler l'auteur. Ce peut être, par exemple, une jeune fille qui veut cacher à sa famille ce qu'elle regarde comme une honte; ce peut être un homme qui risquerait d'éveiller un scandale.

La police est l'auteur ordinaire des dénonciations. Le public dépend d'elle pour la répression du crime. Chaque fois que la police, à la suite d'une enquête, est convaincue de la culpabilité possible d'une personne, une accusation est portée. C'est le

rôle de la police. Les citoyens, cependant, jouissent des mêmes privilèges.

A Montréal, les juges sont débordés de travail. La loi, afin de prévenir les abus et le chantage, autorise les juges à n'accepter une dénonciation qu'après avoir entendu des témoins, outre le dénonciateur. C'est ce qu'on appelle la pré-enquête.

A cause de l'encombrement, les juges font ordinairement confiance aux avocats. Quand c'est la police qui dépose une plainte, le juge présume qu'il ne s'agit pas d'une accusation frivole. Du moment qu'un représentant autorisé de la police assermente une dénonciation, le juge ordonne l'arrestation, si on la demande, ou émet une sommation.

Il y a des êtres méprisables qui surprennent de temps à autre la bonne foi des juges et leur souci de contribuer au maintien de l'ordre. L'exception ne fait point la règle. La loi est le fruit des siècles et elle est bonne ; la pratique en notre ville est née de l'expérience de plusieurs décades. Qu'un personnage réussisse de temps à autre à tromper les autorités, ce n'est certes pas une raison suffisante pour modifier des usages dont nous avons raison de nous louer.

Au reste, la victime d'une accusation fautive n'est pas sans recours. Il en est qui se servent des tribunaux de juridiction criminelle dans l'espoir de recouvrer plus tôt des créances civiles. D'autres y voient un moyen de chantage: il faut avoir exercé peu de temps le droit pour n'avoir jamais été consulté par une prétendue victime en quête d'une indemnité excessive.

En effet, chaque personne qui a raison de se plaindre d'autrui demande une réparation sous forme d'indemnité pécuniaire. Nul ne saurait blâmer la victime d'un acte criminel d'agir ainsi. Somme toute, si un criminel vous a choisi pour cible, qui vous reprochera d'exiger la protection de la *société*? La loi reconnaît le droit à quiconque de poursuivre devant les tribunaux civils la restitution des objets volés, le paiement de dommages-intérêts, la rétractation d'affirmations libelleuses, etc.

D'un autre côté, la loi n'autorise point la victime à spéculer sur l'acte criminel dont elle se plaint, même à bon droit. Il y a des gens qui sont persuadés qu'ils peuvent obtenir des indemnités disproportionnées et injustes parce qu'ils ont été victimes d'un acte criminel. Les tribunaux ne sont point des instruments de chantage. Réparation, oui; fraude ou excès, non.

Dès que les juges flairent le chantage dans un procès criminel, ils n'hésitent point à libérer un accusé. Plus encore, ce dernier peut invoquer la malice du dénonciateur, la fraude, le chantage, pour obtenir des tribunaux civils une indemnité. La légèreté, l'étourderie, l'imprudence d'un dénonciateur lui

attirent une action en dommages-intérêts. Du moment que l'accusé a été libéré ou acquitté par suite d'une insuffisance notable de preuve faite contre lui, l'action en dommages-intérêts lui est ouverte.

De plus, s'il y a conspiration contre un homme pour l'accuser faussement, cette conspiration est elle-même un crime d'une exceptionnelle gravité. Supposons que deux ou plusieurs personnes se concertent, pour quelque motif que ce soit, afin de déshonorer quelqu'un en portant contre lui une accusation qui s'avère fautive; elles se rendent coupables d'un crime qui les expose à des années d'emprisonnement. Le faux accusateur est un être vil que la société flétrit et que la loi punit avec une extrême rigueur.

Toutefois, l'ordre public ne saurait se passer de la liberté pour tous les citoyens de traduire en justice les criminels. La loi et la pratique actuelles à Montréal ont fait la preuve de leur opportunité; je serais le dernier à recommander à cet égard des modifications. Et je me permets d'ajouter que les juges font preuve d'un discernement digne de tous les éloges.

4. *Le conjoint dénonciateur*

Les relations patrimoniales entre mari et femme dans la province de Québec paraissent un mystère aux avocats des autres provinces du pays. Pour eux, la femme demeure célibataire dans le mariage; nous tâchons, avec la communauté de biens, d'unir le mari et la femme dans la possession des biens qu'ils ont accumulés pendant le mariage.

Limitons-nous cependant au droit pénal. On ne saurait placer les époux sur le même pied que deux étrangers. Autrefois, sous le droit commun (common law) de l'Angleterre, la femme se retranchait derrière son mari. La présence de celui-ci lors d'une action criminelle faisait présumer que l'épouse n'y avait participé que sous l'influence de l'époux. La femme était censée craindre son mari au point de le suivre jusqu'au crime. Les temps ont changé. De nos jours, la femme n'a plus ce privilège de se cacher derrière son mari. Elle répond de ses actes criminels quand même elle s'en est rendu coupable à l'instigation de l'époux.

Ce qui surprend même, c'est que l'un ou l'autre des époux a le droit de déposer une plainte contre son conjoint en raison de n'importe quel crime. En droit civil, dans notre province imbuë du droit français et de la morale catholique, la femme et le mari ne font qu'un et on est enclin à leur interdire, en général, de lutter l'un contre l'autre; en droit pénal, l'ordre public exige que l'épouse ou l'époux puisse accuser son con-

joint de tous les crimes sous le soleil, même si le conjoint accusateur n'a nullement souffert du crime qu'il attribue à l'autre. D'un autre côté, il est interdit à l'épouse de rendre témoignage à la demande du ministère public quand l'époux est accusé d'un crime dont l'épouse et ses enfants n'ont pas été victimes.

A titre d'exemple, imaginons qu'une femme dépose une plainte d'inceste contre son époux: c'est permis. Cela est admissible aussi d'après tous les canons de la morale chrétienne. Elle doit veiller sur ses enfants. Le droit pénal canadien, de plus, dans une affaire de ce genre, autorise la femme à témoigner contre son mari. Rien n'est plus juste. Mais la même femme a le droit d'accuser son mari de séduction de mineure, de recel, de fraude, etc. Elle n'a personnellement rien souffert en raison de ces crimes de son mari; elle agit pour des motifs qui peuvent n'être pas jolis. Nos lois pénales, pourtant, admettent cela. Vient le procès, il est interdit à cette femme de rendre témoignage, excepté à la demande de son mari.

5. *Sommations et mandats*

Dans Notre-Dame-de-Paris, Quasimodo est condamné au pilori sans trop savoir de quoi il est accusé. C'était possible sous Louis XI, ce ne l'est plus de nos jours. A Montréal, tout inculpé, dès sa comparution devant le magistrat, est informé de l'accusation portée contre lui. S'il a l'air de ne pas comprendre, le greffier la lui explique, puis le juge, si c'est nécessaire. C'est après cela seulement que l'inculpé est invité à plaider coupable ou non coupable.

Au surplus, tout inculpé reçoit une copie de la sommation; il peut lire le mandat d'arrestation, s'il le demande. L'un et l'autre de ces documents renferment le détail de l'accusation, qui prend à peu près la forme suivante: X, à Montréal, est accusé d'avoir, le ou vers le . . ., volé une automobile de tel modèle, appartenant à Y. De la sorte, l'inculpé ne peut ignorer ce qu'on lui reproche. Il a le droit d'exiger des détails si l'accusation est imprécise.

La sommation et le mandat d'arrestation se ressemblent principalement en ceci:

1. — Tous deux énoncent brièvement mais avec précision l'accusation qui pèse sur l'inculpé;
2. — Tous deux ont pour but d'emmener l'inculpé devant le magistrat;
3. — Tous deux font suite à une dénonciation devant le magistrat qui les a signés.

La sommation ou le mandat d'arrestation sont ordinairement précédés d'une enquête sommaire, ou pré-enquête, devant le

magistrat qui les signe. Si le magistrat est d'avis que la dénonciation repose sur des preuves suffisantes, il ordonne la comparution de l'inculpé. Dans le cas contraire, il refuse.

Le mandat d'arrestation entraîne des conséquences autrement plus graves que la sommation.

La sommation met l'inculpé sous la main de la justice, mais sans l'intervention de la police, sans arrestation. A défaut par l'inculpé d'obéir à la sommation, un mandat d'arrestation est lancé contre lui. Qu'il se présente en cour, le moment venu, et tout ira pour le mieux.

Comment distinguer en pratique le mandat de la sommation. On peut dire que l'arbre se reconnaît à ses fruits. Si la police arrête l'inculpé, c'est un mandat. Si elle se contente de remettre le document à l'inculpé, c'est une sommation.

Le magistrat, en écoutant la dénonciation, juge s'il convient d'émettre une sommation ou un mandat. Cela dépend principalement de la nature de l'accusation. Lorsqu'il s'agit d'un crime comme le vol avec violence ou l'homicide, c'est un mandat. Par contre, si la dénonciation révèle seulement une infraction ou un acte criminel mineur, le magistrat considère la sommation suffisante.

Le magistrat tient compte aussi de la personne de l'inculpé, afin d'éviter des ennuis inutiles. Quand la dénonciation vise, par exemple, un homme connu, un père de famille, une femme respectable, le magistrat hésite avant de signer un mandat. La sommation est préférable dans ces cas. Ce qui guide le magistrat, c'est la possibilité que l'inculpé prenne la fuite en apprenant l'accusation portée contre lui.

Il faut regarder aussi le dénonciateur. On n'arrête pas un paisible citoyen sur la vague dénonciation du premier venu. Autrement dit, quand il s'agit d'une poursuite privée, le magistrat se montre circonspect et il n'ordonne pas facilement l'arrestation. Par contre, quand c'est la police qui porte l'accusation, le magistrat se rend volontiers à une demande de mandat parce qu'il assume que l'autorité publique ne voudrait pas causer des dommages sans motif.

6. *La dénonciation injustifiée*

Les juges, qui reçoivent les dénonciations et autorisent sommations et mandats, s'enquière sommairement des motifs et des preuves à l'appui. D'un autre côté, de pareilles enquêtes sont ouvertes au dénonciateur seulement: le juge n'entend qu'un son de cloche. C'est pourquoi, malgré la prudence de nos magistrats, nombre de gens sont victimes d'arrestations injustifiées. Quand donc une arrestation est-elle injustifiée ?

Le résultat de l'enquête préliminaire nous fournit le premier élément de solution. Elle a pour objet, entre autres, de vérifier si la dénonciation est sérieuse, si elle repose sur des faits et des preuves. Tant de dénonciations sont frivoles et injustifiées! Dès qu'il est possible, la justice tâche d'éliminer les accusations sans fondement.

Lorsqu'une personne est libérée après l'enquête préliminaire, elle a établi un premier jalon vers l'action en dommages-intérêts qu'elle peut intenter à son dénonciateur. D'autre part, si l'accusé est trouvé coupable du crime qu'on lui a reproché, il ne peut rechercher son dénonciateur en dommages-intérêts. La libération dès l'enquête préliminaire donne à croire que la dénonciation a été faite sans réflexion.

Une dénonciation sera parfois jugée illégale et donnera ouverture à l'action en dommages-intérêts même si l'acquittement n'a eu lieu qu'après le procès. Cependant, c'est exceptionnel. Il faut se rappeler que, dans certains cas, il ne peut y avoir d'enquête préliminaire; le procès suit immédiatement la comparution. Il va sans dire que dans ces cas, l'acquittement, même après le procès, peut donner naissance à une action en dommages-intérêts pour dénonciation injustifiée. Ce sont, en général, des dénonciations sans gravité qui sont instruites dans un procès non précédé d'une enquête préliminaire.

Ce qui importe avant tout, c'est l'absence de cause probable. Si le dénonciateur s'est montré imprudent, s'il n'a pas fait la moindre enquête, sa dénonciation l'expose à l'action en dommages-intérêts. Par exemple, un homme dut payer une indemnité à celui qu'il avait accusé de vol sur la foi seulement d'un enfant qui affirmait avoir surpris le suspect en flagrant délit: c'est trop peu pour excuser un homme d'avoir accusé faussement un innocent ou, à tout le moins, un suspect contre lequel la preuve fut trouvée insuffisante.

Un arrêt de l'ancienne cour de révision a défini ainsi la cause probable qui doit exister à l'origine de toute dénonciation pour qu'elle soit raisonnable:

« La cause probable, c'est celle que fait naître un soupçon raisonnable dans l'esprit d'un homme prudent. La cause probable est une question de droit strict qu'il appartient au seul juge de déterminer ».

Néanmoins, c'est à celui qui se plaint d'avoir été victime d'une arrestation illégale ou injustifiée qu'il incombe de prouver l'absence de cause probable chez le dénonciateur. En d'autres mots, voici comment illustrer le tout. « A » croit que « B » l'a volé. Si « A » dénonce « B » sans la moindre preuve, cette dénonciation est illégale et présumément malicieuse.

Est-ce à dire que la victime d'un crime doit tout encaisser par crainte que sa dénonciation soit rejetée et qu'elle soit appelée à verser une indemnité qui peut être considérable? Non pas. Il y a des précautions élémentaires qui garantissent le dénonciateur contre toute poursuite fâcheuse devant les tribunaux.

En premier lieu, une enquête loyale. Avant d'accuser quelqu'un, vérifiez si vous avez des raisons de le croire coupable. Quelles preuves avez-vous de sa culpabilité? Avez-vous des témoins? des écrits? des aveux obtenus légalement? Si vous n'avez rien de tout cela, sur quoi vous basez-vous pour croire cette personne coupable du crime dont vous êtes prêt à l'accuser? Il faut se méfier des jugements téméraires. Un tel a l'air louche; il se défend mal des racontars. Il doit être coupable. Raisonner ainsi, c'est marcher droit à l'action en dommages-intérêts pour arrestation illégale et malicieuse.

En second lieu, consultez un homme de loi. Il est vrai que vous répondez des mauvais conseils des avocats que vous avez choisis. D'un autre côté, les tribunaux tiennent compte d'une démarche qui indique votre souci d'agir avec prudence. Si vous êtes condamné à des dommages-intérêts, ils seront moins élevés. De plus, cet homme de loi, s'il est expérimenté, vous déconseillera une accusation sans fondement. Les gens malades, surtout depuis quelques années, se précipitent chez le médecin pour se faire soigner; ils ne regardent pas à la dépense. Le crime est une maladie sociale; si vous en êtes victime, c'est l'avocat qui est médecin, vous devez le consulter.

En conclusion, il arrive souvent qu'un citoyen ait intérêt à dénoncer celui qui s'est rendu coupable d'un acte criminel envers lui. L'intérêt de la société aussi en dépend. Cependant, une pareille accusation doit reposer sur des causes probables, comme elles sont définies par la jurisprudence; au surplus, elle ne devrait pas être portée avant consultation avec un avocat.

7. La comparution

Chaque fois qu'il y a dénonciation, c'est-à-dire chaque fois qu'une accusation est portée, le suspect doit comparaître devant un juge. Il peut être assisté d'un avocat, mais sa présence à lui est indispensable. Dans certains cas toutefois l'inculpé peut se dispenser de venir à la cour. Cela est vrai en particulier des sommations pour contravention à des règlements municipaux, mais pas toujours. Un conseil pratique: si vous avez reçu une sommation, rendez-vous à la cour vous-même, au jour et à l'heure dits, à moins que votre avocat vous assure que ce n'est

pas nécessaire. Celui qui désobéit à une semblable injonction risque de se faire arrêter.

Lorsqu'il s'agit d'une accusation sérieuse, avec mandat d'arrestation, de pareilles questions ne se posent guère. C'est la police qui a la garde de l'inculpé; c'est elle qui le conduit devant le juge. Entre l'arrestation et la comparution, la détention du suspect doit être aussi courte que possible. Le code pénal conseille vingt-quatre heures. La police, dans certains cas, est tentée de prolonger indûment cette période de détention; elle veut continuer de réunir des renseignements, compléter son enquête. De tels procédés sont contraires à l'esprit de la loi; la comparution ne peut être différée.

On peut dénoncer une compagnie. Or, elle ne saurait comparaître en personne, comme vous et moi. Le code prévoit qu'elle comparait par avocat, ou par un représentant autorisé, au moyen d'une résolution du conseil d'administration. Alors, c'est comme si la compagnie elle-même se rendait devant le juge. Faut-il ajouter qu'une compagnie ne peut être convoquée qu'au moyen d'une sommation: un gendarme ne saurait lui mettre la main au collet.

La première chose qui se passe lors de la comparution, c'est la lecture de la dénonciation. Il faut rappeler au suspect l'accusation portée contre lui. Parfois, il l'ignore encore. C'est le greffier de la cour qui lit l'accusation et, au besoin, le juge l'explique sommairement.

Il est essentiel que lecture soit ainsi donnée de la dénonciation ou de l'accusation, car dans la plupart des cas, on demande ensuite à l'inculpé s'il est coupable. Quand il admet sa culpabilité, l'inculpé reçoit sur-le-champ sa sentence, à moins que le juge ne l'ajourne pour obtenir les renseignements qu'il estime essentiels. Si l'inculpé se déclare innocent, on le fait choisir entre un procès devant un juge sans jury, ou devant un juge avec jury, pourvu qu'une telle option soit autorisée par le code. Les accusations les plus graves, comme l'homicide, sont réservées à la décision d'un jury; alors, l'inculpé n'a guère à choisir, c'est la loi qui choisit pour lui. La même chose arrive dans les accusations plus légères: pour des motifs d'économie, afin de rendre la justice plus expéditive, le prévenu est dirigé pour son procès devant un juge seul, sans option.

C'est au moment de la comparution que se soulève la question du cautionnement. Celui qui nie sa culpabilité devra-t-il attendre en prison son procès? Cela répugne à nos mœurs de tolérance et de liberté. Le prévenu est élargi provisoirement à condition qu'une garantie soit fournie qu'il reviendra devant

la cour chaque fois qu'il en sera requis et, advenant un jugement de culpabilité, qu'il se livrera à la police.

Lors de la comparution, voici donc les étapes principales:

1 — Lecture de la dénonciation ;

2 — Quand la loi l'autorise, demande au prévenu s'il plaide coupable ou non coupable;

3 — S'il plaide coupable, sentence par le juge qui a reçu le plaidoyer de culpabilité;

4 — S'il nie sa culpabilité, option du prévenu pour un procès avec ou sans jury; cette option lui est refusée dans les accusations capitales et dans les cas d'infractions ou de contraventions, les premières étant réservées au jury, les autres au magistrat ;

5 — Enfin, fixation du cautionnement, s'il y a lieu.

Il est important que le prévenu soit assisté d'un avocat dès sa comparution, quand il veut recourir aux services d'un homme de loi . . .

8. *Coupable ou non coupable*

Le personnage principal dans un procès criminel, c'est assurément l'accusé. Est-il coupable ou non coupable? Sans l'accusé, point n'est besoin de juges ni d'avocats; il n'y a même pas de procès. Au fait, la loi exige la présence de l'accusé à toutes les phases de la procédure jusqu'au jugement de première instance. Il n'y a que les tribunaux d'appel qui instruisent un procès criminel en l'absence de l'accusé. On fait exception aussi pour les infractions ou délits mineurs, par exemple, en matière de circulation; l'avocat de l'accusé peut présenter un plaidoyer de culpabilité en l'absence de son client, si ce dernier le désire.

On répète que l'accusé est innocent tant qu'il n'a pas été trouvé coupable. C'est un truisme, presque une lapalissade. Toutefois, cette proposition est au moins partiellement fausse. Il va de soi que l'accusé, avant d'avoir été jugé coupable, est innocent devant la loi. C'était vrai au temps de Salomon ; c'est vrai chez les Zoulous et les Lapons comme au Canada. Ce qui est également vrai, mais plus précis, c'est que l'accusé est sujet à des règles de preuve différentes suivant le tribunal qui instruit l'affaire. Ce sont ces règles ou méthodes qui varient d'un pays à l'autre.

Il n'y a pas d'accusé devant le coroner, donc ni coupable ni innocent ! Pourtant, c'est de là que partent toutes les accusations d'homicide criminel. On porte à la connaissance du coroner une mort suspecte. Il lui appartient de faire enquête. Si la mort a été naturelle, personne n'est tenue responsable. Le coroner découvre-t-il que la mort a eu pour cause la faute

criminelle de quelqu'un, il déclare cette personne criminellement responsable. La Couronne, ou ministère public, porte ensuite l'accusation appropriée, meurtre, homicide involontaire ou négligence criminelle, selon le cas. Devant le coroner, l'auteur du décès apparaît souvent flanqué de deux gendarmes. La police a commencé son enquête et prévoit le verdict du coroner.

Aussitôt que possible après son arrestation, l'accusé, détenu ou non, comparait devant un magistrat. Il n'y a aucun doute qu'à ce stade tous les accusés sont présumés innocents. On ne sait même pas si l'accusation a le moindre fondement ; elle peut être l'œuvre d'un coquin qui a réussi à tromper le juge ayant ordonné l'arrestation.

Parce que l'accusé est présumé innocent, il a droit à son élargissement provisoire sous cautionnement. De la sorte, il demeure en liberté ou, s'il était détenu, il est libéré jusqu'au procès. Il serait injuste de détenir un accusé, présumé innocent, pendant des jours et des semaines, en attendant le procès qui peut-être reconnaîtra sa non-culpabilité.

A l'enquête préliminaire, on peut dire que l'accusé est présumé coupable. Tel que je l'écris, cette proposition n'est pas strictement légale ; c'est néanmoins ce qui ressort en pratique. L'enquête préliminaire, comme son nom l'indique, précède le procès, souvent de plusieurs mois. Elle a pour but de vérifier si l'accusation est frivole ; de plus, si l'accusation a été portée correctement. Un juge préside cette enquête. Il entend des témoins qui l'informent sommairement de la nature de l'accusation et des preuves à l'appui. Dès qu'il y a des preuves suffisantes pour justifier un procès, le juge doit maintenir l'accusation. Il n'a pas à se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. Tout ce qui importe, lors de l'enquête préliminaire, c'est de savoir si l'accusation repose sur quelque fondement sérieux et si elle a été portée correctement.

L'accusé, au procès, est présumé innocent. Il incombe au ministère public de prouver sa culpabilité hors de tout doute raisonnable. Il n'est même pas obligé de se défendre. S'il le veut, il se croise les bras et dit en quelque sorte à ses accusateurs : C'est vous qui m'avez traîné ici, prouvez maintenant que vous aviez raison. Si le ministère public est incapable de démontrer la culpabilité de l'accusé, c'est l'acquittement.

9. *Le cautionnement*

Il ne faut pas confondre le cautionnement en droit civil et le cautionnement en droit criminel. Il y a sans doute à la base du cautionnement, que ce soit en droit civil ou en droit cri-

minel, une idée de garantie, d'obligation future, de peine en cas de défaut. Dans le droit civil, c'est un contrat dont les règles sont soigneusement définies, quoique les parties peuvent y déroger. Le cautionnement prend de multiples formes en droit criminel ; il sert tantôt à assurer la présence d'un accusé en cour, tantôt à attester l'engagement pris par un coupable de ne plus transgresser la loi pendant un temps déterminé. Nous nous limitons au premier cas dans cette chronique ; le second nous paraît un tantinet ridicule puisque chacun est tenu de respecter la loi en tout temps, avec ou sans cautionnement de garder la paix.

Le cautionnement, en droit pénal, est essentiellement gratuit. L'article 119 du code criminel canadien prévoit un châtement de deux ans d'emprisonnement pour quiconque reçoit une indemnité pour avoir souscrit un cautionnement en faveur d'un prévenu. Celui qui donne est non moins coupable que celui qui reçoit. On classe ce crime parmi ceux qui se rapportent à l'administration de la justice : c'est une forme de corruption.

Dès sa comparution, l'inculpé, s'il est détenu par suite d'arrestation, peut demander au juge son élargissement provisoire dans l'attente de son procès. Il est considéré innocent ; non moins que tout autre citoyen ; il a droit à sa liberté jusqu'à ce qu'ayant été trouvé coupable, il soit condamné à l'emprisonnement. En principe, toute personne détenue en attendant son procès est victime d'une injustice en étant privée de la liberté : le cautionnement existe pour parer à cette éventualité. L'article 451 du code pénal énonce les conditions d'un pareil élargissement. Le législateur, dans cet article, a écarté toute idée de détention préventive.

Une tierce personne, parente ou amie du prévenu, se présente devant le juge et s'oblige de payer une certaine somme si le détenu, dont elle demande l'élargissement provisoire, ne se présente pas en cour lors de son enquête préliminaire, de son procès, ou à tout autre moment qu'il en est requis.

Voici, par exemple, un jeune homme accusé de vol d'automobile. C'est la première fois qu'il comparait devant les tribunaux sous une accusation criminelle. Il conservera sa liberté en fournissant un cautionnement de \$950, ou tout autre cautionnement, ou sur dépôt d'une somme d'argent, voire sur parole ; c'est le juge qui fixe les conditions de l'élargissement provisoire d'un inculpé. Le père du jeune homme, ou son frère, ou toute autre personne qui le connaît, peut cautionner pour lui. Cette caution, c'est-à-dire le tiers qui souscrit le cautionnement, devra payer \$950 si l'accusé, plus tard, une fois en

liberté, fait défaut de se présenter devant le tribunal quand il en est requis.

Est-ce à dire que la caution doit verser \$950 avant la libération provisoire du prévenu ? Assurément non. Il ne faut pas confondre le cautionnement et le dépôt en argent. Si le juge a exigé un dépôt de \$500, là et alors seulement il faut payer \$500 en argent. Si le juge a simplement imposé un cautionnement de \$950, la caution doit démontrer qu'elle tient maison, qu'elle a des meubles ou des biens pour plus de \$950 ; c'est suffisant pour le cautionnement mobilier.

Ce que les tribunaux cherchent en imposant un cautionnement, c'est de s'assurer que le prévenu ne profitera pas de sa mise en liberté pour prendre la clé des champs. Là se borne également le souci du législateur.

C'est pourquoi le juge, en fixant le cautionnement, considère en premier lieu la gravité de l'accusation. Il va de soi que pour un individu accusé de vol à main armée, la tentation est plus grande de fuir la justice que pour un autre, inculpé d'un crime mineur. Le casier judiciaire de l'accusé entre aussi en ligne de compte. Le juge se laissera convaincre par le ministère public qu'un accusé, s'il risque de recevoir un châtement exemplaire à cause de son passé, hésitera à se présenter en cour lors de son procès. Il y a enfin une idée de détention préventive, dans le cas d'un récidiviste, que les tribunaux n'avouent pas toujours, mais qui les guide souvent dans la fixation du cautionnement. Depuis quelque temps, on a ajouté la possibilité d'intimidation des témoins, l'éternelle « vague » croissante du crime, etc. Autant de notions policières plutôt que juridiques. Les prisons du Québec sont encombrées de gens qui attendent leur procès depuis des mois.

Le juge, enclin à refuser la libération devant la gravité de l'accusation ou le casier judiciaire de l'inculpé, l'autorisera si le cautionnement est élevé. Il exigera un cautionnement de \$1,000, de \$5,000, de \$10,000. Or, quand le cautionnement est de \$1,000 ou plus, seul un propriétaire d'immeuble est accepté comme souscripteur. En d'autres mots, il suffit pour se porter caution jusqu'à \$1,000 d'avoir des meubles, une maison dont on peut n'être que locataire. Mais si le cautionnement est de \$1,000 ou plus, l'usage exige plus ; il faut que la caution soit propriétaire d'une maison dont la plus-value sur les hypothèques est d'au moins \$1,000, ou plus, suivant le chiffre du cautionnement ; c'est un cautionnement immobilier.

Autrefois, on a détenu en notre province des gens qu'on n'accusait d'aucun crime, arbitrairement. Nos pères ont obtenu l'habeas corpus des autorités politiques de l'époque. Le cau-

tionnement, dans le droit criminel moderne, appartient à la famille de l'habeas corpus. Il rend le moins lourd possible pour le citoyen le fardeau des poursuites judiciaires et des délais qui y sont inhérents.

10. *L'enquête préliminaire*

L'enquête préliminaire, une procédure typiquement anglaise, fait suite à la comparution. L'enquête préliminaire n'existe sous cette forme que dans les pays de droit pénal britannique.

L'un des premiers problèmes qui confrontent les tribunaux, c'est de savoir si l'accusation repose sur des motifs sérieux, si elle n'est pas frivole, si elle n'est pas le fruit d'une vengeance ou d'une machination frauduleuse. Quand c'est la police qui dépose une plainte, les tribunaux ne s'inquiètent pas plus dans notre pays qu'ailleurs : c'est le devoir de la police de faire arrêter les criminels.

Toutes les accusations, nous l'avons vu, ne sont pas portées par la police. Il en est un grand nombre qui sont accueillies à la demande de citoyens agissant pour leur compte. L'ordre public l'exige. Aucun criminel ne doit échapper à la justice. Si la police ne peut intervenir pour des raisons d'administration ou de discipline, il appartient aux citoyens de réclamer le châtement des auteurs de désordre. Ce sont les dénonciations privées. Dans ces conditions, la loi doit mettre à la disposition des prévenus un moyen expéditif de faire rejeter les fausses accusations : c'est l'enquête préliminaire, suivie de l'examen volontaire.

C'est l'accusation qui occupe le premier plan dans une enquête préliminaire. Le dénonciateur appelle des témoins, exhibe des documents, afin de montrer au tribunal qu'elle est fondée. L'enquête préliminaire, ce n'est pas encore le procès ; c'est quand même une instruction devant un juge. Ce dernier décide ensuite s'il y a lieu d'ordonner le procès du prévenu.

Dans une enquête préliminaire, le prévenu, contrairement à ce qui arrivera lors de son procès, voit en pratique le doute se tourner contre lui. Il faut se rappeler le but de cette enquête : faire établir par un juge qu'il y a des preuves assez concluantes pour justifier l'Etat de soumettre un citoyen, réputé honnête jusqu'à sa condamnation, aux ennuis et à l'humiliation d'un procès. Le prévenu qui n'a pas été libéré après l'enquête préliminaire et l'examen volontaire, ne sera pas nécessairement jugé coupable.

La défense trouve de nombreux avantages à l'enquête préliminaire. En premier lieu, elle y découvre les principaux motifs de l'accusation. Le ministère public révèle, au moins en

partie, les preuves accumulées contre le prévenu. Cela permet à la défense de se préparer mieux pour le procès ; cela lui évite des surprises. En résumé, la défense, quand vient le procès, connaît au moins en partie les preuves dont le ministère public dispose.

A l'enquête préliminaire correspond l'examen volontaire. Il devient loisible pour la première fois à la défense d'élever contre l'accusation les moyens à sa portée. C'est pourquoi l'alibi est placé devant le tribunal dès l'examen volontaire.

Il est rare cependant que la défense se serve de l'examen volontaire pour faire valoir tous ses moyens. Elle préfère ne les révéler qu'au procès. C'est réserver l'élément de surprise pour le moment où il joue au meilleur avantage d'un accusé, lors de son procès, quand il est trop tard pour le ministère public de compléter ou de corriger la preuve à charge. De plus, l'examen volontaire n'entraîne la libération du prévenu que si le juge est convaincu de l'absence totale de preuves au soutien de l'accusation.

Le président du tribunal se demande ceci : avec les preuves devant moi, est-ce qu'un accusé serait sans l'ombre d'un doute acquitté après son procès ? Aux Assises, le président du tribunal, après avoir entendu les témoins et pris connaissance des preuves écrites, s'il vient à la conclusion que l'accusé doit être acquitté, en instruit les jurés et leur recommande un verdict de non-culpabilité. Nous ne pouvons dire que dans tous les cas semblables, l'accusé aurait dû être libéré dès l'enquête préliminaire ; c'est là néanmoins le meilleur guide pour le juge qui la préside. Y a-t-il une preuve qui mérite d'être pesée par le jury ? telle est la question à laquelle répond le juge à l'enquête préliminaire et à l'examen volontaire. S'il croit que oui, le prévenu est envoyé subir un procès. Dans le cas contraire, le prévenu est libéré. Si, plus tard, la police trouve contre le prévenu ainsi libéré d'autres preuves, elle peut déposer de nouveau contre lui la même accusation. Une telle libération n'équivaut point à l'acquiescement après un procès.

11. *Le procureur de la défense*

Pourquoi un accusé, s'il est coupable, a-t-il besoin d'un avocat ? Si son repentir est sincère, il peut s'en remettre à la justice. Si l'accusé prend un avocat, n'est-ce pas dans l'intention de tromper le tribunal ? Et l'avocat, le procureur de la défense, que faut-il penser de lui ?

Il court sur les procureurs de la défense devant les tribunaux criminels des préjugés et des rumeurs de toutes sortes. On va même jusqu'à les regarder comme des complices après le fait.

Si un avocat vient au secours d'un criminel qui lui paie des honoraires, n'est-il pas lui-même un criminel qui en aide un autre à échapper à un juste châtement ?

De tout temps, il y a eu des procureurs de la défense. Les plus grands orateurs de l'Antiquité, également de grands patriotes : Démosthène, Cicéron, ont été les plus audacieux procureurs de la défense. Le Christ s'est fait le défenseur de la femme adultère que les Pharisiens, s'autorisant de la loi religieuse, voulaient lapider.

L'Etat désigne un avocat qui agit d'office comme procureur de la défense dans une affaire de meurtre, quand l'accusé n'en a pas. Cet avocat offre, en notre province, ses services gratuitement. En Angleterre, en France et dans de nombreux pays de civilisation chrétienne, l'avocat qui prête ses services à un accusé sans ressource, est rémunéré par l'Etat. Dans notre province, le Gouvernement de Québec et le Barreau maintiennent un département d'assistance judiciaire auquel les accusés de droit commun ont souvent recours.

Que penseriez-vous d'un médecin qui refuserait ses soins à un malade sous prétexte que ce dernier est un chenapan ? Combien de malades ont mérité leur sort ? Ils sont légion ceux que leurs vices ont rendus paralytiques, fous, épileptiques, etc. Qui a droit de les juger ? Quel médecin oserait leur refuser ses soins ?

Il n'appartient pas davantage à l'avocat de juger lui-même ses clients. S'il prenait fantaisie au Barreau d'empêcher ses membres de défendre des criminels, à quoi serviraient les tribunaux ? Seuls subiraient un procès ceux que les avocats auraient auparavant trouvés innocents ; les autres accusés seraient livrés sans défense à la vindicte populaire. Où serait la liberté ? qui s'occuperait d'obtenir pour un accusé la clémence de ses juges ? Pas plus que le public les avocats n'ont le droit de se prononcer d'avance sur la culpabilité ou l'innocence d'un accusé et sur le châtement qu'il mérite.

Il y a peu d'accusés, même coupables, qui ne puissent mettre de l'avant des circonstances atténuantes. Le procureur de la défense les fera valoir avant que le juge prononce une sentence. Nul ne conteste qu'il faut un procureur de la défense pour rappeler leurs devoirs de charité aux hommes que l'Etat fait les juges de leurs semblables.

Ce n'est pas là cependant le rôle principal du procureur de la défense. On attend de lui, en premier lieu, qu'il dirige l'accusé. Celui-ci ne connaît pas la loi : il est perdu dans les méandres de la procédure judiciaire. Doit-il s'avouer coupable ? doit-il se défendre ? C'est son avocat qui le conseille là-dessus.

A l'origine de bien des préjugés on trouve cette conviction de certains gens que l'accusé coupable devrait confesser son crime et faire confiance à la justice humaine. La confession religieuse seule est obligatoire ; au surplus, comme pour reconnaître les vicissitudes de la justice, Dieu a remis le châ-timent des coupables après leur mort. Ce n'est pas sur la terre que les justes seront séparés des injustes, l'ivraie du bon grain. Tout homme a droit de sauver sa vie, non peut-être à n'importe quel prix, mais dans les limites que la loi du pays a marquées.

En cour le procureur de la défense interroge les témoins. C'est son but de mettre en lumière tous les faits favorables à son client. Le cinéma a popularisé les scènes de cour. A voir les acteurs, on croirait facile l'interrogatoire des témoins et les coups de théâtre en cour font frémir les âmes sensibles. L'instruction d'une affaire criminelle, toute passionnante qu'elle est, ressemble de loin seulement à l'image qu'en a répandu le cinéma. L'interrogatoire exige de la science, une attention soutenue, de la patience ; il est souvent ennuyeux et paraît interminable. S'il est un endroit où toute vérité n'est pas bonne à dire, c'est devant un tribunal. L'avocat ne peut poser des questions à la légère : un interrogatoire malhabile est la pire des choses. Même un accusé innocent peut être trouvé coupable à cause des questions irréflechies de son procureur. Il ne suffit pas d'avoir le bon droit de son côté, encore faut-il le prouver, depuis que les hommes ont été chassés du Paradis terrestre et ont perdu la science innée du mal et du bien. Les juges et les jurés, si impartiaux soient-ils, ne devinent pas la vérité qui se cache, ou qui se présente si mal que ça n'en vaut guère mieux.

Le droit criminel, au surplus, est compliqué, surtout quand on en cherche les principes dans le « common law » (droit non écrit d'Angleterre). Les circonstances varient d'un procès à l'autre de sorte qu'il est souvent difficile de déterminer la loi, toute la loi applicable en l'espèce. C'est encore le devoir du procureur de la défense de signaler au tribunal les principes juridiques favorables à l'accusé.

Reste la plaidoirie, qui n'est pas la tâche la plus importante du procureur de la défense, quoi qu'on pense. C'est l'enquête, ce sont les témoignages, c'est le droit, qui font gagner ou perdre les procès. Toutefois, la plaidoirie est nécessaire. Il faut, après l'instruction de la cause, qu'un avocat résume les débats et présente au juge et au jury la version de la défense. Ce n'est pas l'accusé qui peut faire cela, même s'il est innocent.

Les gens se demandent quelle conduite doit tenir un avocat quand il sait son client coupable. Il me semble avoir répondu à cette question en indiquant le rôle du procureur de la dé-

fense dans un pays de civilisation chrétienne. J'ai dit qu'il n'appartient pas au procureur de juger son client, mais au jury, mais au juge. De par son serment d'office, l'avocat doit ses services professionnels à quiconque fait appel à lui.

Egalement je soutiens que tout accusé a droit au bénéfice des lois du pays. D'après elles, il est innocent tant que l'Etat n'a point démontré sa culpabilité. Sans cela, ce serait l'anarchie. Sans cela, on ne compterait plus les erreurs judiciaires. Nul ne serait à l'abri de poursuites et de condamnations injustifiées. La Terreur, sous la Révolution française, nous a fait voir des tribunaux d'où les avocats de la défense étaient bannis ; c'est alors que la guillotine coupait des têtes sans arrêt. Dans les pays où la liberté n'a pas sa place, l'avocat de la défense n'est pas toléré.

L'avocat ne peut être partie dans une conspiration pour commettre le parjure en suscitant de faux témoignages. La loi punit avec la plus grande sévérité la subornation de parjure ; de son côté, le Barreau expulserait sans la moindre hésitation tout avocat trouvé coupable de ce crime.

En résumé, le procureur de la défense, par tous les moyens que la loi autorise, tâche de sauvegarder pour son client la liberté et la vie. En agissant ainsi il vit en paix avec sa conscience et avec les hommes.

12. *Le procureur de la Couronne*

C'est une mauvaise traduction des mots anglais « Crown Attorney ». La France nomme procureur de la république cet officier de justice, les Etats-Unis « State Attorney ». Son titre officiel, dans la province de Québec, c'est substitut du Procureur Général. Au fait, qu'est-ce que le procureur de la Couronne et quel est son rôle ?

Il va sans dire que la Couronne signifie dans cette expression le Roi ou la Reine, autrement dit l'Etat. En droit canadien, la Reine incarne la nation. Tout acte dérogatoire au droit pénal fait injure à la Reine et au peuple qu'elle représente. C'est la doctrine à la base du droit criminel canadien. Les mêmes principes sont acceptés en France, aux Etats-Unis, ailleurs. Le crime fait injure à la Société qui, pour se protéger, doit châtier le coupable. C'est pourquoi toute accusation se présente comme suit : Sa Majesté la Reine, accusatrice ou plaignante, contre Un Tel, accusé. Aux Etats-Unis, l'acte d'accusation est rédigé au nom du peuple (The People of the State of... versus l'accusé).

L'Etat, devenu partie dans un procès, se choisit un avocat. C'est cet avocat qui est connu dans notre province sous le titre

de Procureur de la Couronne. Il a pour mandat de présenter au juge toutes les preuves au soutien de l'accusation.

Au Canada, ce sont les gouvernements provinciaux qui nomment les procureurs de la Couronne. Rien n'empêche cependant le Gouvernement d'Ottawa et l'Administration d'une ville de se nommer des procureurs de la Couronne dans l'instruction des infractions ou des contraventions qui relèvent de leur propre juridiction. D'après la Constitution de 1867 et le code pénal canadien, c'est en premier lieu le Procureur Général de la Province qui a l'initiative des poursuites criminelles et les dirige. De là le titre officiel du Procureur de la Couronne : il est substitut du Procureur Général parce qu'il relève de ce dernier et le remplace devant les tribunaux criminels.

C'est un privilège exclusif des avocats de plaider pour autrui. La Reine et l'Etat, obligés de soutenir un procès devant un tribunal, doivent s'adresser à un membre du Barreau. Donc, seuls des avocats peuvent être procureurs de la Couronne. En principe, le Procureur Général comparait lui-même pour faire valoir l'accusation ; en pratique, il délègue ses pouvoirs à son substitut ou remplaçant.

Le procureur de la Couronne est cependant un drôle d'avocat. On n'attend pas de lui qu'il gagne nécessairement la cause que lui confie l'Etat ; il a plutôt pour mission de contribuer à l'administration impartiale de la justice. Les tribunaux supérieurs se sont prononcés dans ce sens.

L'Etat est intéressé au châtement des coupables ; ses représentants n'ont pas d'autre fonction. Tout doit être mis en œuvre pour empêcher la condamnation d'un innocent. Le devoir du procureur de la Couronne se résume ainsi : comme représentant de l'Etat, il recherche la condamnation des coupables et aussi la libération des innocents.

Le procureur de la Couronne dirige l'enquête pour le Gouvernement. En cour, il interroge les témoins à charge, contre-interroge les témoins à décharge. Il expose le point de vue de l'accusation. Il est tenu de mettre en lumière tous les faits portés à sa connaissance, que ces faits favorisent l'accusation ou la défense. Ce que veut le procureur de la Couronne, c'est la justice pour l'accusé, c'est la protection de la Société.

Imaginons le procès d'un jeune homme accusé de vol. Est-ce l'intérêt de l'Etat que ce jeune homme soit condamné coûte que coûte, même s'il est innocent ? Assurément pas. Ce jeune homme condamné injustement, une fois libéré après avoir purgé sa sentence, deviendrait peut-être un criminel dangereux. Au surplus, chaque citoyen a droit à sa vie, à son hon-

neur, à sa liberté ; c'est exceptionnellement que l'Etat peut les lui enlever. Aussi doit-il agir avec la plus grande prudence.

Le meilleur procureur de la Couronne, ce n'est donc pas nécessairement celui qui a le plus de condamnations à son actif. J'ai occupé cette charge pendant plus de neuf ans. Je m'étais donné pour idéal de contribuer au maintien de l'ordre social dans toute la mesure de mes moyens, non seulement par la juste punition des coupables, mais également par la libération de tous ceux qui étaient innocents ou mieux, de tous ceux dont il m'était impossible de prouver la culpabilité hors de tout doute raisonnable.

Le procureur de la Couronne travaille en collaboration constante avec la police. Celle-ci fait enquête et réunit les preuves contre un suspect. Elle procède ensuite à son arrestation. C'est alors, dans la plupart des cas, que le procureur de la Couronne est saisi de l'affaire. Il coordonne les preuves amassées par la police, les expose devant le juge et le jury, tout comme un avocat au service d'un client privé. S'il survient un problème de droit, il défend les vues de l'accusation.

Il n'y a pas que la police qui dépose des plaintes ; il arrive souvent que des citoyens, victimes d'actes criminels, se portent accusateurs. Au procès, ces citoyens sont représentés par le procureur de la Couronne, aux frais de l'Etat. Son rôle ne diffère pas, dans les accusations privées, de ce qu'il doit être à l'occasion de plaintes publiques. Toujours le procureur de la Couronne doit être mû par le souci de la justice seulement.

13. *L'agent de police*

Nul ne doute que l'agent de police, même en uniforme, ne peut agir à sa guise pour le maintien de la paix. Les agents de police en conviennent les premiers. Du reste, certaines condamnations en dommages-intérêts contre eux pour arrestation malicieuse et injustifiée, ainsi que contre l'Administration publique qui les employait, nous rappellent que le pouvoir de la police n'est pas sans limites.

Comme dans le cas des juges et des officiers de justice, la juridiction de l'agent de police, si l'on peut s'exprimer ainsi, se borne, quant à la matière, aux droits qui lui sont explicitement reconnus par la loi et, quant au territoire où ces droits peuvent s'exercer, à celui que prévoit la législation applicable en l'espèce. On a coutume, en parlant des juges, de se servir des expressions latines « *ratione materiae* » et « *ratione loci* » pour rendre l'idée de la compétence par rapport au sujet et par rapport au lieu ; de pareilles expressions nous aident à comprendre la « juridiction » de l'agent de police.

Le code pénal et de nombreuses autres lois définissent le rôle de la police. La charte de Montréal, par exemple, énumère les devoirs du directeur de la police et de ses hommes. Le Gouvernement de la province de Québec a son propre corps de police dont la loi précise les fonctions. Enfin, le Gouvernement fédéral maintient divers corps de police en plus de la Gendarmerie royale, la plus importante.

Analyser les services rendus par les nombreux corps de police en notre pays serait une tâche difficile. La législation détermine les fonctions de la police attachée spécialement au ministère des Postes ou au ministère des douanes, s'il en est une. La Gendarmerie royale relève de statuts qui lui sont propres. Et ainsi de suite... Donc, pour connaître en détail le rôle de chaque corps de police, il faut se reporter à la législation qui lui est propre. Cependant, le code pénal renferme à ce sujet des dispositions importantes que nous devons rappeler.

L'article 2 du code pénal canadien contient, entre autres définitions, celle de l'agent de la paix. N'allez pas vous méprendre : les agents de police ne sont pas les seuls agents de la paix aux yeux de la loi. Il y a encore les huissiers, les maires, les shérifs, etc. Le code pénal met, dans cet article 2, tous les agents de police sur le même pied, à quelque corps de police qu'ils appartiennent. Tous jouissent des droits et privilèges attachés à la fonction d'agent de la paix.

Le code pénal interdit à quiconque d'intervenir dans le travail d'un agent de la paix, sauf pour l'assister. Lui résister est un crime en soi. Il en est ainsi de vous ou de moi, même si nous tâchons d'aider la justice. De plus, l'assaut sur un agent de la paix, donc sur un agent de police, dans l'exercice de ses fonctions, est plus grave que l'assaut sur un citoyen ordinaire ; le code prescrit un châtimeut spécial.

Mais n'est pas agent de police le premier venu. M. Dupont, constable à Québec, est un agent de la paix dans les limites de cette ville. La charte de Québec donne aux autorités municipales de cette ville le droit de nommer des agents de police ; mais les autorités municipales de Québec ont des pouvoirs qui s'arrêtent aux limites de la ville. Par conséquent, leurs officiers de police ont une « juridiction » territoriale restreinte. La Gendarmerie royale, en principe, étend son autorité sur tout le pays ; sans connaître l'organisation interne de ce corps de police, nous présumons que chacun de ses membres ne participe point à cette autorité d'un océan à l'autre. La Sûreté provinciale du Québec peut avoir une compétence territoriale partout en notre province ; en pratique, elle laisse le champ libre aux polices municipales dans une mesure variable.

La distribution du travail de police entre les divers gouvernements ne doit pas entraver l'administration de la justice. C'est pourquoi, par exemple, l'agent de la paix est autorisé à arrêter partout un criminel en fuite. Supposons un automobiliste ivre poursuivi par un agent de la police de Montréal : ce dernier peut opérer l'arrestation même à Westmount ou à Montréal-Nord. La division du territoire ne doit pas servir les fins des criminels que pourchasse la police.

14. *Le jury*

D'aucuns ont cherché dans le droit romain les lettres de noblesse du jury. Comme institution judiciaire, le jury remonte plutôt au dixième ou au onzième siècle de notre ère. Il apparaît d'abord dans les pays scandinaves, puis en Angleterre et dans les autres pays d'Europe.

A l'origine, le jury se composait d'amis du prévenu. Ces amis, d'après ce qu'ils savaient de son caractère, en présence des faits de l'accusation, portaient témoignage en sa faveur ou contre lui. C'est un jury de ce genre qu'envisageaient les barons qui imposèrent la Grande Charte à Jean-sans-Terre, en 1215.

Déjà le jury renfermait douze membres. On ne s'explique guère ce chiffre de douze. Pourquoi pas huit ? pourquoi pas quinze ? Certains historiens y voient la figuration des douze apôtres, d'autres les signes du zodiaque ; aucun ne se base sur des faits ou des documents sûrs. Notre pays, avec l'Angleterre et les Etats-Unis, demeure fidèle au chiffre douze ; d'autres pays, à l'exemple de la France, l'ont abandonné.

Dès le haut Moyen-Age on a cessé de recruter les jurés parmi les amis du prévenu. Au contraire, l'usage s'est vite répandu de tirer au sort des inconnus dont l'impartialité devait être la première qualité. Les jurés ne sont plus des témoins mais des juges. Dans notre province, le shérif de chaque district judiciaire appelle les jurés suivant les règles que détermine la loi pour assurer leur choix au hasard.

Au Canada, pour être juré, il faut être citoyen canadien, de sexe masculin, âgé d'au moins 21 ans, savoir lire et écrire. Les femmes, dans notre pays, ne peuvent être jurés. Egalement, les prêtres, les juges, les personnes âgées de plus de 65 ans, certaines catégories d'hommes politiques et de fonctionnaires. On s'attend qu'un juré ne soit pas sourd. Surtout, il doit être impartial ; à cet égard, il est soumis à l'interrogatoire des avocats et du juge.

Dans notre province, tout juré doit parler l'anglais ou le

français. Le prévenu a droit à un jury de sa langue, pourvu que ce soit le français ou l'anglais.

Le jury assiste au procès. Il déclare ensuite l'accusé coupable ou non coupable. C'est tout ce qu'il a mission de faire. Ce n'est pas au jury d'imposer le châtimeut, mais au juge. Il peut toutefois recommander un accusé à la clémence de la cour. Le jury n'a pas à se prononcer non plus sur la culpabilité d'un complice dont il a pu entendre le témoignage : seul l'accusé devant lui importe. Cet accusé est-il coupable ? est-il innocent ? C'est l'unique problème du jury.

On peut décrire le rôle du jury par ce petit discours : Vous entendrez tous les témoins à charge et à décharge. Vous prendrez connaissance de tous les documents, de tous les objets, souvent aussi des photographies, qui se rapportent au procès. Vous devrez ne tenir compte cependant que des preuves admises par le juge. Vous devrez faire abstraction de tout ce que vous avez appris ailleurs qu'en cour. Le juge ensuite vous expliquera la loi applicable en l'espèce. Demandez toutes les explications que vous voudrez, posez autant de questions qu'il vous en faudra pour comprendre l'affaire que vous êtes appelés à juger, aussi bien sur les faits que sur le droit. Ensuite, appuyez-vous sur la raison avant de donner votre avis sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé.

Comme le déclarait le feu juge Wilfrid Lazure qui, à Montréal, a présidé les Assises pendant vingt ans : Messieurs les jurés, vous êtes les maîtres des faits. A vous seuls il appartient de dire si l'accusé est coupable ou non. Je puis vous faire connaître mon opinion là-dessus, mais vous n'êtes pas obligés de la suivre. Mon rôle, c'est de vous rappeler les faits rendus publics au procès. C'est aussi de vous diriger en droit. A ce sujet vous devez accepter mon avis. J'ai mission de vous expliquer la loi que vous êtes tenus de respecter et à laquelle vous devez obéir. Quant à la loi, votre opinion est subordonnée à la mienne ; quant aux faits, il vous incombe de les juger en conformité de la loi.

Les jurés doivent être unanimes. Sinon, il faut recommencer le procès devant d'autres jurés. Un verdict n'est légal que si tous les jurés sont d'accord pour déclarer l'accusé coupable ou innocent. Si un seul juré se sépare des autres, il y a désaccord et un nouveau procès devient nécessaire.

Dans de telles conditions, me direz-vous, les nouveaux procès doivent être fréquents. Il n'est pas facile de mettre deux hommes d'accord, encore moins douze. Or, cette éventualité se produit très rarement. Il arrive que les uns se rallient facilement à l'opinion de la majorité. Plus souvent il arrive que

l'impossibilité de l'accord fait réaliser aux jurés qu'il existe un doute. Le juge leur a enseigné que l'accusé a droit au bénéfice de tout doute raisonnable. Les jurés, en constatant leur désaccord pour des motifs sérieux, concluent qu'il y a doute ; en conséquence, ainsi que le veut la loi, ils en font bénéficier l'accusé qu'ils acquittent ou qu'ils déclarent coupable d'un crime moindre.

Dans notre pays, le jury délibère seul. Il est défendu même aux gardiens de s'entretenir de la cause avec un juré. Toute dérogation à cette règle peut entraîner la nullité du procès. Bien plus, dans les accusations majeures, tel le meurtre qualifié, il est interdit de disperser les jurés pendant le procès. Ils doivent loger au Palais de Justice ou dans le même hôtel ; nul ne peut leur adresser la parole, pas même les membres de leurs familles.

Les juristes de toutes les époques se sont attaqués à l'institution du jury. C'est imposer, disent-ils, une tâche écrasante à des hommes sans préparation. Malgré tout, le jury demeure... Il s'est introduit même dans des pays longtemps réfractaires, comme la France.

Le jury a eu son martyrologue sous les Stuart. Il a certainement contribué au progrès du droit criminel en Angleterre. Les pays britanniques tiennent au jury par tradition et par orgueil : c'est une institution de chez eux.

Un homme juste, c'est le meilleur juré que l'humanité connaisse. Il est tolérant sans faiblesse, ferme sans dureté. Il cherche la vérité, libre de toute déformation professionnelle. Avec onze autres hommes qui lui ressemblent, il forme un jury qui représente ce que peut-être le monde offre de mieux pour juger avec bon sens et modération.

Le pire juré, c'est le têtue ou le préjugé, l'homme qui se croit le juste. Il a trouvé l'accusé coupable avant d'avoir entendu le premier témoin.

15. *La chose jugée*

L'ordre public exige qu'un jugement soit tenu pour vrai s'il a été rendu par le tribunal de dernière instance. Ce tribunal peut être la cour municipale autant que la cour suprême ; s'il n'y a pas eu d'appel, le jugement du tribunal de première instance est réputé vrai : il devient un jugement final.

Par exemple, un homme est accusé d'homicide involontaire. En cour d'Assises, le verdict en est un de culpabilité. Les délais pour appeler sont expirés. Le verdict par conséquent devient inattaquable. Il en est de même si le verdict avait eu pour effet l'acquiescement de l'accusé. Ce dernier ne peut plus être

accusé de nouveau du même crime parce qu'il y a chose jugée.

Ce principe est le même en droit civil et en droit pénal. L'article 1241 du code civil en fixe les règles. A de rares exceptions près, pour des motifs confinants à la fraude, la décision d'un juge dans un procès civil ne peut être mise en discussion. Elle a la force de la loi, elle représente la vérité.

S'il n'y avait pas de chose jugée définitivement, nul ne serait à l'abri de poursuites judiciaires. En droit civil, le plaideur acharné deviendrait un ennemi public, un individu dangereux, qui se reprendrait indéfiniment sans jamais lasser les tribunaux, obligés de l'entendre. Ce serait la porte grande ouverte au chantage.

Un autre motif pour accueillir la doctrine de la chose jugée, c'est d'éviter des décisions contradictoires. Les juges, comme les autres hommes, n'ont pas tous les mêmes opinions, les mêmes aptitudes, les mêmes connaissances, la même expérience. Nous ne devons pas nous scandaliser en envisageant la possibilité de jugements contradictoires. Tous les jours, des hommes, placés devant les mêmes faits, en raisonnent différemment. Quoi d'étonnant que les juges, malgré leur entraînement et leur sincérité, devant des témoignages souvent contradictoires, avec des lois qui doivent être adaptées à des situations différentes et souvent imprévues, arrivent à des conclusions divergentes ! Ils ont beau consulter la doctrine et la jurisprudence pour se guider dans l'application de la loi à telle ou telle difficulté, ils hésitent et parfois se trompent. Les juges des tribunaux d'appel eux-mêmes ne sont pas toujours d'accord sur les décisions qu'ils rendent.

C'est pourquoi, entre autres raisons, l'autorité de la chose jugée n'est donnée qu'à la décision finale et sans appel. Ce principe est commun au droit civil et au droit pénal. Comme on sait, le plaideur peut former appel d'un jugement de la cour supérieure, en droit civil, à la cour d'appel, puis de la cour d'appel à la cour suprême. S'il y eut un semblable appel, la cause sera jugée définitivement quand la cour suprême se sera prononcée ; en l'absence d'un appel, il y a chose jugée à l'expiration des délais prévus pour porter en appel un jugement de la cour de première instance.

Pour qu'il y ait chose jugée devant les tribunaux criminels, il faut en premier lieu l'identité de personnes. Un individu est acquitté d'un meurtre ; il y a chose jugée quant à lui, mais non quant à un tiers, même si ce tiers a été son complice. Expliquons-nous davantage. Deux hommes, au cours d'un vol à main armée, tuent un agent de police. Les deux s'enfuient, mais l'un des deux est arrêté peu après. Lors du procès de ce

premier accusé, les preuves d'identification sont insuffisantes et il est acquitté. La police continue son enquête. Plus tard, le second voleur est arrêté. Peut-il invoquer en sa faveur la chose jugée dans le procès de son complice ? Non. Il sera peut-être trouvé coupable et pendu, tandis que son complice restera en liberté. La chose jugée n'est applicable qu'à celui qui a été acquitté ou condamné.

Il faut aussi l'identité des accusations. Qu'est-ce à dire ? Si un individu est acquitté du meurtre de l'agent de police dans l'exemple ci-haut mentionné, peut-on ensuite l'inculper de vol à main armée ? En principe, oui. La police peut déposer une nouvelle plainte, cette fois pour vol à main armée. D'un autre côté, elle ne le fera guère si le premier acquittement avait pour raison l'absence d'identification. Un homme peut avoir été acquitté du vol d'une automobile ; il sera quand même trouvé coupable du recel de la même automobile, si les faits justifient un pareil jugement. La chose jugée, c'était l'accusation de vol, aucune autre.

Les mêmes faits peuvent donner naissance à des accusations diverses. Un homme attaque un autre et le blesse grièvement. En droit civil, il doit répondre des dommages causés. En droit pénal, une accusation d'assaut grave, peut-être même de tentative de meurtre, sera portée contre lui. Les faits justifient l'une ou l'autre de ces accusations, compte tenu de toutes les circonstances qui ont entouré l'assaut. Par la suite, la victime meurt des blessures qu'elle a reçues lors de l'assaut. Ce sera alors une accusation de meurtre ou d'homicide involontaire qui sera substituée à celle de tentative de meurtre ou d'assaut grave. Les faits demeurent les mêmes quant à l'assaut, à cette différence que la victime est décédée des suites de l'agression. A supposer que l'accusé se serait reconnu coupable d'assaut grave, il ne serait pas à l'abri d'une accusation de meurtre. Il a été condamné sur une accusation essentiellement différente de celle que la mort de la victime impose au ministère public.

D'autre part, un homme, accusé de meurtre, est acquitté après un procès devant jury, faute de preuves. Il a bénéficié du doute raisonnable que la loi reconnaît en faveur de l'accusé. Plus tard, la police découvre des preuves indiscutables de sa culpabilité. Cet homme ne saurait être de nouveau soumis à un procès pour le même meurtre. La cause a été jugée. Il s'agit de la même victime, du même accusé, du même crime.

En droit pénal, on distingue entre certains jugements de libération et les jugements au mérite. Si l'accusé a été acquitté par suite d'une erreur technique, ce n'est pas chose jugée en droit pénal.

L'autorité de la chose jugée peut couvrir parfois des iniquités. Elle a protégé dans le passé des criminels ; elle sera invoquée par d'autres dans l'avenir. En droit civil, elle peut être cause que des erreurs judiciaires persistent. D'un autre côté, le bien général, l'ordre public, justifient cette notion, l'une des plus importantes du droit.

16. *Le corpus delicti*

Cette expression latine, que les Anglais ont adoptée sans chercher à la traduire, est acceptée aussi en français. Toutefois, on peut dire également le corps de délit, que Larousse définit comme suit : « ce qui sert à le (le délit) constater ». En droit pénal, cette expression est maintes fois employée.

D'aucuns croient, peut-être à cause du mot corps, que le corpus delicti et les notions juridiques qui s'y rattachent n'ont d'intérêt que dans les affaires de meurtre. Ils se disent : Dans le meurtre il y a nécessairement mort d'homme, d'où un corps dont la présence est un élément essentiel quand le ministère public veut démontrer le délit. C'est une opinion erronée sur toute la ligne. Dans le crime d'incendie, par exemple, le corps de délit, c'est la maison détruite ou endommagée ; dans le vol d'automobile, c'est la dépossession du propriétaire, etc. Le corps de délit, comme l'indique bien Larousse, dans la langue juridique comme dans la langue populaire, c'est ce qui nous permet de constater le délit, de l'identifier. Il reste ensuite à la justice d'en punir l'auteur. On peut affirmer que dans chaque crime, il y a un corpus delicti. Les juges et les avocats doivent toujours s'en souvenir.

Cependant, ces notions sur le corpus delicti acquièrent une importance capitale dans les cas d'homicide. Il incombe au ministère public de prouver hors de tout doute raisonnable qu'un homicide a été commis ; la meilleure preuve, c'est évidemment de produire le cadavre de la victime. Dans l'immense majorité des procès pour meurtre et pour homicide involontaire, c'est ainsi que l'on procède.

Des criminels ingénieux ont inventé, dans le passé, comme ils trouveront, dans l'avenir, mille façons diverses de faire disparaître le cadavre de leur victime. Les uns le cachent dans des endroits inaccessibles, les autres le jettent à l'eau ou le brûlent. Nous avons eu en notre province des exemples de chacune de ces manières de disposer d'un cadavre encombrant. La justice est venue quand même à bout de prouver le corpus delicti.

Il arrive que fortuitement un chasseur, un enfant découvre le cadavre que le meurtrier croyait bien enfoui sous la terre

ou dans les broussailles. Il suffit aux hommes de science de bien peu de matière, os, sang ou chair décomposée, pour établir que là il y eut un corps humain. L'identification du cadavre, fort utile à la police sans doute pour découvrir l'assassin, n'est pas essentielle pour établir l'existence de l'homicide. Il a suffi de quelques lambeaux de chair décomposée pour faire condamner le docteur Crippen, en Angleterre, au début du siècle ; au fait, le ministère public avait réussi, dans cette affaire, avec le concours des hommes de science, à établir l'identité de la victime, l'épouse de Crippen. Pourtant, celui-ci, un chirurgien, était convaincu qu'il avait fait disparaître complètement et sans la moindre trace accusatrice le corps de sa femme.

« A Dieu ne plaise, écrivait d'Aguesseau, l'un des plus grands juristes français du dix-huitième siècle, à Dieu ne plaise que le public puisse jamais nous reprocher que nous donnons aux criminels une espérance d'impunité, en reconnaissant qu'il est impossible de les condamner, lorsque leur cruelle industrie aura été assez heureuse pour dérober aux yeux de la Justice, les misérables restes de celui qu'ils ont immolé à leur vengeance. »

En fait, la disparition du corpus delicti ne signifie nullement l'impunité dans une affaire d'homicide. Le coupable peut être condamné sur ses aveux, joints à des circonstances incriminantes. Il peut avoir été vu au moment du crime : un témoignage suffit parfois à convaincre le jury. En somme, rares sont les êtres humains dont personne ne s'inquiète. Chacun a des parents, des amis, des associés qui finissent par trouver suspecte une absence prolongée. Les gens parlent. A la fin, la police est saisie de l'affaire. Et cela se termine par la condamnation du coupable.

On peut citer quelques cas, au cours des trois derniers siècles, de personnes condamnées et exécutées pour meurtre, alors que les prétendues victimes ont réapparu plus tard. Ce sont des cas exceptionnels d'une extrême rareté. Par contre, il y eut des condamnations relativement nombreuses de personnes dont les victimes ne furent jamais retrouvées, avant comme après l'exécution capitale.

Il appartient au ministère public de démontrer au jury, hors de tout doute raisonnable, l'existence de l'homicide. Cela peut se faire par tous les genres de preuves, pas seulement par la production et l'identification du cadavre de la victime.

17. *L'alibi*

Alibi est un mot latin qui signifie ailleurs. Ce mot, adopté en français et en anglais, désigne maintenant l'un des moyens

classiques de défense en matière criminelle. Cette défense d'alibi consiste à démontrer qu'au moment d'un crime, celui qu'on accuse était ailleurs qu'à l'endroit où le crime a été commis. Au reste, le cinéma et le roman ont popularisé l'alibi de sorte que rares sont ceux qui ignorent ce qu'il est.

N'allons pas croire, cependant, qu'il est facile de prouver un alibi. En d'autres mots, l'alibi est l'un des modes de défense qui posent à l'avocat le plus de soucis. Supposons qu'un accusé prévienne son avocat qu'il a un alibi. Le 21 juin 1956, à dix heures du soir, au moment où le crime se commettait à Montréal, lui était à Toronto. Supposons, en outre, que ce crime, tel un viol, exigeait la présence du criminel sur les lieux. Supposons, enfin, qu'il n'est pas question de complicité. Quand l'avocat doit-il révéler l'alibi de son client ?

Il est préférable d'en informer le tribunal à la première occasion. C'est pourquoi les avocats, jusqu'il y a quelques années surtout, s'empressaient d'introduire la preuve d'alibi dès l'examen volontaire. Cette règle n'est plus guère suivie à Montréal, même si elle y est encore recommandée. D'ailleurs, elle n'eut jamais la rigueur, même en Angleterre, semble-t-il, que certains juristes ont prétendu y voir.

Il est naturel qu'un prévenu veuille prouver son innocence dès que l'occasion lui en est offerte. La preuve d'alibi est péremptoire. Comme le signalait un juge dans un procès de viol, ou vous croyez ou vous ne croyez pas l'alibi. Si vous le croyez, l'acquittement s'ensuit. Sinon, l'accusé sera probablement trouvé coupable. Une défense d'alibi qui rate son effet, c'est pire que pas de défense du tout.

D'un autre côté, si vous attendez la fin du procès pour saisir le tribunal d'une défense d'alibi, trop tard pour que la police en vérifie l'exactitude, elle aura moins d'effet. Expliquons-nous. Le procès par jury se termine par le verdict, sans doute ; mais l'instruction prend fin avec l'audition des témoins de la défense, sous réserve seulement du droit du ministère public de les contredire. Si les témoins de la défense soutiennent un alibi quand la police n'a plus le temps d'y contredire, cet alibi est moins convaincant. Il est même loisible au juge de faire observer au jury que l'accusé a attendu la dernière minute pour faire valoir une défense dont il pouvait se procurer la preuve plus tôt.

Il n'est pas nécessaire de prouver l'alibi hors de tout doute raisonnable. Si l'alibi fait naître dans l'esprit du jury un doute sur la culpabilité de l'accusé, c'est suffisant pour justifier l'acquittement.

L'alibi fait peser une lourde charge sur les épaules des té-

moins de la défense. En définitive, ce sont eux qui libéreront l'accusé, à condition que le jury les croit. Tout est là : Quelle foi le jury accordera-t-il aux témoins de la défense ? Il faut inclure l'accusé, si son procureur a jugé à propos de le faire entendre, parmi les témoins de la défense. Je crois que c'est préférable. Le procureur du ministère public, dans son contre-interrogatoire, tâchera de les prendre en défaut. Comment vous souvenez-vous que l'accusé, à telle heure, tel jour, c'est-à-dire, il y a maintenant six mois ou un an, se trouvait à tel endroit ? Que faisait l'accusé à ce moment-là ? Que faisiez-vous vous-même ? Le procureur continuera ainsi pendant des heures, avec chaque témoin du prétendu alibi, tâchant de les faire contredire entre eux, de les discréditer, etc. Si l'alibi résiste à un pareil assaut, tant plus il aura de portée sur le verdict que le contre-interrogatoire aura été acharné.

C'est au jury d'apprécier souverainement la preuve d'alibi. C'est là une question de fait, non de droit. La crédibilité des témoins entre en jeu. Le juge dans son adresse au jury peut donner son avis sur la preuve d'alibi présentée par la défense ; un semblable avis cependant ne lie point le jury. Ce dernier se prononce seul de façon à engager l'accusé.

L'alibi ne suffit pas toujours. Il y a une trentaine d'années, dans un procès célèbre, l'un des co-accusés avait prouvé que l'après-midi du meurtre, il était au palais de justice. Le ministère public réussit, néanmoins, à convaincre le jury que l'accusé était le complice des autres. L'alibi devenait inutile. L'accusé fut trouvé coupable et pendu en même temps que ses complices.

En effet, c'est un principe élémentaire de droit pénal que le complice est non moins coupable que celui qui porte le coup décisif. Autrement dit, celui qui conseille ou aide quelqu'un à commettre un crime est complice et coupable au même degré.

La défense d'alibi, possible en principe dans tous les cas où l'accusé est innocent, est tellement difficile à faire qu'elle est soulevée rarement devant les tribunaux. L'accusé, s'il est innocent, sait-il lui-même ce qu'il faisait quand un crime a été commis dont il sera faussement accusé plus tard ? S'il le sait, trouvera-t-il des témoins pour appuyer son dire ? Le juge et le jury le croiront-ils ?

En somme, la défense d'alibi, abstraction faite de l'imputation de complicité, est la plus parfaite peut-être ; mais, comme les choses parfaites, elle est rare.

CHAPITRE IV

LE PROCÈS

1. *Le procès le plus important de l'histoire*

Chaque année, le monde chrétien se recueille et se remémore les dernières heures de l'Homme-Dieu. L'évangile raconte comment s'est déroulé le procès le plus important de l'histoire de l'Humanité. Sa Sainteté Paul VI interroge présentement les exégètes pour reviser l'opinion de l'Eglise sur la responsabilité du peuple juif dans cette tragédie surhumaine. On étudie le procès du Christ afin d'en livrer au monde les détails judiciaires. Combien de temps a-t-il duré ? On y a sûrement fait entendre des témoins. Quel fut exactement le rôle de Judas ?

L'un des axiomes de gouvernement pratiqués par les Romains dans les pays conquis, comme en Judée, c'était de respecter, autant que c'était conciliable avec l'intérêt du peuple-roi, les coutumes, les traditions et les croyances religieuses des peuples assujettis. Le Christ n'avait pas prêché le soulèvement contre les Romains. Au contraire, il avait déclaré : « Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu. » Il répétait que son royaume n'était pas de ce monde, et il avait fui ceux qui voulaient le couronner roi.

Les pharisiens interprétaient les livres saints du peuple juif comme si le Messie leur donnerait la maîtrise du monde. Ces petites gens risibles se voyaient à la place des Romains, au sommet de l'univers, grâce au Messie. D'où leur haine contre celui qui se disait le Messie, mais qui en même temps se détournait de la puissance politique.

La confusion des pouvoirs civils et religieux ne fut pas l'erreur des seuls pharisiens. Socrate en fut probablement la victime, et l'histoire de l'Eglise nous en offre malheureusement trop d'exemples. Le procès du Christ se divise en deux phases, l'une civile, l'autre religieuse : devant Pilate, à la tête du gouvernement civil ; devant le sanhédrin, le plus haut tribunal religieux de la Judée, présidé par Caïphe.

Pilate, gouverneur romain de la Judée, exerçait souverainement tous les pouvoirs politiques, y compris l'autorité judiciaire. C'est pourquoi les juifs s'adressèrent à lui pour faire condamner le Christ à mort. Les accusateurs prétendaient que le Christ avait dit qu'il détruirait le Temple et le reconstruirait en trois jours, qu'il se disait le roi des Juifs et prêchait contre les dieux. Or, les Romains n'avaient cure de semblables crimes. Le scepticisme méprisant de Pilate pour des accusations de ce

genre paraît tout le long du procès devant lui. La justice civile ne châtie pas un homme parce qu'il dit qu'il va détruire un temple. On le fait peut-être surveiller parce qu'on ne sait jamais... avec les fous. Il n'y avait point de religion d'Etat dans l'Empire. Tous les dieux trouvaient asile à Rome. Se dire le roi des Juifs, qu'est-ce que cela signifiait ? Surtout pour un gouverneur romain... ? Bref, aucune accusation ne justifiait l'intervention de la justice civile.

A ce moment-là, le Christ avait subi un premier procès devant le sanhédrin. Du grand-prêtre Anne il avait été conduit devant Caïphe. C'est là qu'il fut interrogé sur les crimes véritables qui pouvaient lui être reprochés. Devant les fidèles du judaïsme de l'époque, le Christ était assurément coupable d'impiété. Il se disait le Messie ; mais il ne cherchait pas à accomplir ce que, d'après eux, les prophètes avaient promis au peuple juif. C'est un imposteur, c'est un blasphémateur. Tel est le jugement du sanhédrin.

C'est une foule fanatisée qui implora de Pilate la mise à mort de Jésus. Le sanhédrin n'avait point de pouvoir de condamner à mort. Pilate allait-il se rendre à la demande extraordinaire d'un tribunal qui prétendait l'impiété un crime punissable de la peine capitale ? On était à l'époque de la Pâque. Le gouverneur Pilate pouvait gracier un criminel. Il lui était loisible de laisser la vie sauve à Barabbas, un criminel de droit commun, ou à Jésus, un hérétique au jugement du sanhédrin. C'était un ingénieux compromis. La foule, aveuglée par la rancune et la haine, choisit Barabbas et défendit que Pilate se montrât clément envers Jésus.

2. *La meilleure preuve*

En droit criminel comme en droit civil, les tribunaux exigent la meilleure preuve. On ne peut remplacer la meilleure preuve, quand elle est accessible, par une preuve secondaire de moindre valeur. L'absence de la meilleure preuve aboutit souvent au rejet d'une proposition soit du ministère public soit de la défense. Au juste, qu'est-ce que la meilleure preuve ? Je ne saurais mieux la définir qu'en donnant des exemples.

Au Moyen-Age, la parole dominait l'écrit. Il en fut ainsi jusqu'au seizième siècle. Depuis lors, les tribunaux placent l'écrit au-dessus de la parole. En droit civil, nombre d'obligations ne peuvent être prouvées sans écrit. C'est la meilleure preuve.

Les tribunaux de juridiction criminelle exigent un écrit, s'il en existe un. Par exemple, il est préférable de prouver l'âge d'une personne identifiée en déposant son acte de naissance.

Si l'accusation repose sur un contrat, le tribunal place l'écrit au-dessus du témoignage parce que c'est la meilleure preuve. Il faut le contrat à moins qu'il ne soit perdu. C'est faute de mieux que le juge se laissera instruire par un témoin des clauses d'un contrat.

La loi reconnaît aux aveux sensiblement la même force probante qu'aux écrits. En droit civil, l'aveu constitue ce qu'on appelle un commencement de preuve par écrit ; on le complète par des témoignages. En droit pénal, les aveux ont la même importance capitale. Ils peuvent être verbaux ou écrits. Les tribunaux préfèrent les aveux écrits, s'il en est. L'écrit en quelque sorte cristallise la pensée, lui donne une forme définitive. Quand les aveux sont demeurés verbaux, et ils sont quand même acceptables devant les tribunaux criminels, sous certaine condition ; ce n'est pas cependant la preuve la plus satisfaisante des aveux extrajudiciaires. La police s'efforce toujours d'obtenir des aveux écrits. C'est la meilleure preuve.

Il est des procès que domine le témoignage. Dans toute cause où il s'agit d'apprécier avant tout des faits, c'est lui qui importe. Le témoin d'un fait ne peut se dispenser de comparaître devant le tribunal en assermentant une déclaration écrite. Vous avez vu un accident, vous devez venir devant la cour raconter ce que vous savez. La même règle s'applique à l'expert, tel un médecin ; il ne peut se contenter de mettre son opinion par écrit et de l'adresser au tribunal. Le juge, les parties, par leurs procureurs, ont le droit d'interroger un témoin ; comment pourraient-ils le faire sans qu'il se rende en cour ? Ce n'est pas seulement la règle de la meilleure preuve qui exige ici la présence du témoin ; c'est surtout la nature de la preuve portée à la connaissance du tribunal.

La plupart des procès criminels soulèvent principalement des problèmes de fait, par conséquent, le témoignage y occupe la première place. Dans une accusation de vol, à moins que la Couronne ait obtenu des aveux écrits de l'accusé, le procès s'instruit sans qu'un seul écrit entre en cause. Pourquoi ? Est-ce parce que le droit pénal préfère, dans une accusation de vol, la preuve par témoignage ? Pas du tout ; c'est tout simplement parce qu'une pareille accusation repose sur des faits, sur des constatations que seuls des témoins peuvent rapporter.

Advenant la perte de l'écrit, il faut présenter la meilleure preuve qu'il soit possible d'obtenir dans un cas donné. Si la personne qui a besoin de cet écrit témoigne qu'il a été perdu et qu'elle a tâché de le trouver mais sans succès, le tribunal en permet la preuve secondaire. Rappelons-nous toujours que le droit pénal, pour la protection de la société et le maintien de

l'ordre, a pour objet le châtime~~nt~~ des coupables comme la libération des personnes accusées à tort. La meilleure preuve, c'est celle qu'on doit exiger ; s'il est impossible de la fournir, le tribunal criminel subordonne la règle à l'esprit de la loi.

3. *L'objection*

Ce qui frappe la plupart des spectateurs au cours d'un procès, c'est le nombre de fois que les avocats de part et d'autre se lèvent pour s'objecter tantôt à une question, tantôt à une réponse. Parfois les avocats ne prennent pas le temps de se lever et ils lancent le mot « objection ». On se demande à quoi riment ces objections répétées. Nous allons tâcher de le comprendre.

Un procès n'est pas une partie de cache-cache. La justice est représentée sous les traits d'une femme aux yeux bandés ; cette image symbolise l'impartialité qui lui sied, mais pas la façon de conduire les débats. Au contraire, le législateur veut éviter des surprises aux plaideurs.

L'accusé comparait devant le juge aussitôt que possible après son arrestation. On l'informe de l'accusation qui pèse sur lui. S'il veut s'avouer coupable, le juge l'instruit de la gravité de son crime. Le greffier lui demande : « Avez-vous compris la portée de l'accusation ? » Le juge ajoute : « C'est un crime sérieux. Avez-vous consulté un avocat avant de vous avouer coupable ? Savez-vous que je puis vous condamner à telle ou telle période de détention ? etc. » Il importe que chaque prévenu sache de quoi il est accusé et quel châtime~~nt~~ le menace.

Pendant le procès, il ne faut pas laisser les témoins, qu'ils soient assignés par la défense ou par le ministère public, s'empêtrer dans des considérations étrangères à l'affaire. Par exemple, un homme est accusé de vol d'automobile. Supposons qu'un témoin, qui le connaît, veuille raconter que l'accusé a des démêlés avec sa famille, que c'est une brute, etc., autant d'éléments étrangers qui auraient pour effet d'indisposer contre l'accusé le juge ou le jury. Son avocat doit s'objecter à toute preuve de ce genre.

Les lois de la preuve renferment des règles inflexibles dans le but d'assurer un procès juste à tout accusé. Pour des raisons d'ordre public l'époux ou l'épouse ne peut témoigner contre son conjoint à la demande du ministère public, sauf en certains cas. L'avocat de la défense s'objectera donc au témoignage d'un conjoint contre l'autre si, d'aventure, le ministère public tente d'enfreindre cette règle. De la même façon, les conclusions ou opinions d'un témoin, à moins que ce soit un

expert interrogé comme tel, n'offrent aucun intérêt. L'avocat, que ce soit dans un procès civil ou dans un procès criminel, arrête tout témoin qui s'engage dans cette voie.

Une autre règle... L'avocat, dans l'interrogatoire du témoin qu'il a lui-même assigné, ne peut poser ce qu'on appelle des questions suggestives. Elles ont pour effet d'indiquer au témoin la réponse qu'on attend de lui. Ordinairement, elles entraînent pour toute réponse un oui ou un non. C'est une sorte d'influence indue que l'avocat exerce sur un témoin qu'il croit sympathique à son client. De là naissent bien des objections.

Les juges et les jurys sont de bonne foi et veulent s'acquitter le mieux possible de leurs fonctions. Nul ne cherche délibérément à nuire à autrui, surtout dans un procès criminel où l'accusé et la victime sont de parfaits étrangers. L'expérience a appris aux hommes de loi certaines conditions qui aident la justice dans sa recherche de la vérité. Les objections des avocats, si ennuyeuses pour le spectateur, assurent le respect de ces règles de prudence.

4. *La déclaration ante mortem*

Le juge Irénée Lagarde, dans son ouvrage sur le Droit Pénal canadien, définit ainsi la déclaration ante mortem : « C'est la relation des circonstances d'un acte criminel, par une personne qui en est victime, alors qu'elle est mortellement atteinte, qu'elle le sait et qu'elle admet n'avoir aucune chance de survie. »

On comprendra mieux un exemple. Une personne atteinte par une balle de revolver est transportée à l'hôpital. Elle va mourir et s'en rend compte. Elle déclare à l'infirmière que c'est X qui l'a tirée. C'est une déclaration ante mortem. Dans quelles conditions une semblable accusation est-elle admissible ?

Il faut établir, en premier lieu, que la personne qui l'a faite est décédée par suite de l'acte criminel reproché à l'accusé. Autrement dit, la déclaration ante mortem n'est reçue par le tribunal que dans les procès pour meurtre, homicide involontaire ou négligence criminelle. Si cette personne survit, elle viendra répéter ses déclarations sous serment devant le tribunal. Elle sera soumise alors au contre-interrogatoire de la défense.

Même la déclaration ante mortem, quand c'est possible, est assermentée. On a vu, à Montréal, des juges se rendre au chevet de moribonds, à l'hôpital, pour recueillir leur déposition. Cela cependant est arrivé rarement. Ce qu'on voit le plus souvent, c'est la victime d'un homicide dénoncer au premier venu

l'auteur de l'acte criminel, sans assermentation préalable. La déclaration ante mortem fait exception aux règles de la preuve et les conditions de son admissibilité à cause de cela doivent être rigoureusement observées.

Le législateur présume qu'une personne dit la vérité au moment où elle sait que, bientôt, elle paraîtra devant son Créateur. Qui songerait à dénoncer faussement quelqu'un avant de mourir ? Sans doute il y a des monstres capables de pareils mensonges. Il y en a peut-être un par siècle. Le législateur a raison d'avoir admis un tel témoignage, indispensable à l'administration de la justice. Au reste, la déclaration ante mortem peut être contredite, c'est-à-dire que l'accusé peut toujours en montrer la fausseté.

Il appartient au ministère public de prouver que le dénonciateur était convaincu de sa mort imminente. Il faut, de plus, que le dénonciateur eut été normalement un témoin admissible par le tribunal. Nul ne prend la parole d'un fou ; la parole d'un fou ne vaut guère mieux s'il est mourant. La même observation s'applique au témoignage de l'enfant, du conjoint dans certaines circonstances. Donc, un témoin compétent. Quant au reste, les règles ordinaires de la preuve s'appliquent, compte tenu des circonstances, y compris l'absence d'assermentation quand tel est le cas.

5. *Le témoin*

Qu'il s'agisse d'un procès civil ou d'un procès criminel, ceux qui jugent n'étaient pas sur les lieux et ils doivent se fier aux témoins. Le jury se prononce sur l'innocence ou la culpabilité d'un accusé ; devant les tribunaux civils, les juges sont tenus de fixer les droits respectifs des parties : pourtant, ni les uns ni les autres, en franchissant le seuil de la cour, ne connaissent rien de l'affaire qui leur sera soumise. Bien plus, c'est leur devoir de baser leur décision uniquement sur ce qu'ils apprendront à l'audience.

Qui les instruira ? Les seules personnes au courant des faits, c'est-à-dire les témoins. Dans son incessante recherche de la vérité, la justice se repose sur l'intelligence et l'honnêteté des témoins, surtout en matière pénale où les écrits se font plus rares.

Devant nos tribunaux, le serment conserve son importance et son caractère religieux. Les témoins jurent sur la Bible, le Nouveau Testament pour les catholiques et les protestants, l'Ancien Testament pour les israélites. Il peut arriver qu'un témoin soit bouddhiste, mahométan ou tout simplement athée. Quand le greffier lui présente la Bible, il n'a qu'à formuler ses

répugnances et le tribunal acceptera ce qu'on appelle la déclaration solennelle, prévue par la loi en pareil cas. La déclaration solennelle a le même effet que le serment ; celui qui l'a faite s'expose aux mêmes châtimens s'il rend un faux témoignage.

La cour refuse d'assermenter l'enfant en bas âge ou l'arriéré mental, incapables de se former une opinion juste sur la portée de leurs révélations. Ces personnes témoignent parfois, mais sans avoir été assermentées ; le tribunal apprécie leur crédibilité en tenant compte des circonstances et de ce défaut d'assermentation.

Le témoin, même s'il a juré de dire toute la vérité, doit se limiter aux questions qui lui sont posées. Il ne lui appartient pas de raconter pêle-mêle tout ce qu'il sait ou croit savoir. L'avocat demande au témoin : « Où étiez-vous le 14 septembre 1967, vers 8 heures du soir ? » Le témoin répond : « Chez moi. » Si l'avocat veut en savoir davantage, qu'il le demande. Le témoin n'a rien d'autre à dire ; personne n'est intéressé à savoir ce qu'il faisait alors, avec qui il était, etc.

Il n'y a pas tant de faux témoignages qu'on le croit. Il y a surtout des mauvais témoins. Trop de gens, par paresse intellectuelle ou par indifférence, ne se préoccupent guère des réponses qu'ils font. N'importe quoi pour se débarrasser d'une corvée. Ils cherchent à deviner ce qu'on attend d'eux, tâchent de satisfaire tout le monde, se hâtent ensuite vers la sortie. Ce ne sont pas de faux témoins ; ce serait de mauvaises gens si leur débilité intellectuelle ne les excusait.

D'autres, au contraire, ont réponse à tout. Ce qu'ils ignorent, ils l'inventent. Ils ont rendu jugement avant de rendre témoignage. D'après eux, c'est la police ou c'est l'accusé qui a raison. Sur cette trame, ils tissent leurs témoignages. L'avocat qui les contredit devient leur adversaire. Ces témoins sont aveuglés par l'importance qu'ils se donnent ; ils sont très dangereux même pour la cause qu'ils ont épousée.

Précision et clarté sont les qualités dominantes du bon témoin. Il ne se souvient pas nécessairement de tout. Si on l'interroge sur un détail qu'il a oublié, il répond simplement : « Je ne sais pas », ou « Je ne m'en souviens pas. » Néanmoins, il fait effort pour éclairer le tribunal et les avocats sur ce qu'il sait. Il n'oublie pas que de ses réponses dépendent la fortune, l'honneur, la liberté, parfois même la vie d'un de ses semblables : sans fausse gloire ni fausse modestie, il rapporte ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu.

Témoigner est un devoir de charité auquel nul ne devrait se dérober. Vous refusez aujourd'hui à la justice le concours de votre témoignage ; prenez garde que demain vous ne soyez

a votre tour victime de l'égoïsme d'autrui. Nous nous réjouissons des avantages que procure la vie en société : sécurité, confort, etc. Elle impose aussi des devoirs ; celui d'aider la justice en est un.

En principe, toute personne peut être témoin, indépendamment de son sexe ou de sa condition sociale. Tous les témoins sont égaux devant la loi : c'est la vérité seule que désire le juge.

La loi reconnaît aux avocats et aux médecins le privilège du secret professionnel. Le public à la fin y trouve son avantage : sans le respect du secret professionnel, qui oserait se confier à eux ?

Les témoins sont appelés devant le tribunal au moyen d'un subpoena. Cette expression se traduit à peu près comme suit : « à peine », c'est-à-dire qu'une personne assignée devant le tribunal, si elle fait défaut, se rend passible des peines prévues par la loi. Ces peines consistent ordinairement en une amende.

Enfin, les témoins sont obligés de répondre aux questions du juge et des avocats. Leur refus peut entraîner des peines graves. On a vu déjà un juge condamner à plusieurs années de détention un témoin récalcitrant. Toutefois, l'accusé dans un procès criminel n'est pas obligé de témoigner ; au contraire il est interdit aux juges et aux avocats de faire allusion au fait qu'un accusé n'a point témoigné dans sa propre cause.

6. *La protection de la cour*

C'est l'article 5 de la loi de la preuve au Canada qui a donné naissance à la pratique des tribunaux criminels connue sous les mots : témoigner sous la protection de la cour. Il oblige d'abord tout témoin à répondre aux questions. Celui-ci ne peut se dérober à cette obligation sous prétexte que sa réponse tendrait à l'incriminer. Le législateur, d'autre part, soucieux du respect de la personne et de la liberté individuelle, a imaginé la protection de la cour, qui a pour effet de rendre nulles contre le témoin les révélations qu'on l'a forcé de faire.

La radio, le cinéma et la télévision ont popularisé ces notions de droit. Chacun de nous se rappelle avoir lu dans les journaux que devant les tribunaux américains, par exemple, et principalement au cours de certaines enquêtes sénatoriales retentissantes, des témoins se sont réfugiés derrière la protection que leur assure le sixième amendement à la Constitution, afin d'opposer leur silence aux questions jugées par eux comme devant apporter nécessairement une réponse incriminante. De la même façon nous avons tous appris comment cela se passe devant les tribunaux canadiens. Le témoin, une fois assermenté, se tourne vers le président du tribunal et demande la protection de la

cour. A quoi le juge invariablement répond : « La protection de la cour vous est accordée à condition que vous disiez la vérité. » C'est ce qu'explique l'article 5.

Aucune réponse ainsi donnée ne peut être invoquée comme preuve contre un pareil témoin dans tout procès criminel contre lui, hors le cas de poursuite pour parjure en rendant son témoignage.

7. *La forme du serment*

Nous connaissons tous la formule ordinaire du serment : « Vous jurez sur les Saints Évangiles de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, et ainsi que Dieu vous soit en aide. » Pendant que le juge ou le greffier adresse ces paroles au témoin, ce dernier tient la main droite sur l'évangile. Le témoin est censé répondre : « Je le jure. » Après quoi tout ce qu'affirme le témoin de contraire à la vérité l'expose aux châtiments prévus pour le parjure, tant par Dieu que par les hommes.

A la base de l'assermentation, il y a

1. — La croyance en Dieu ;

2. — La foi dans un avenir post mortem, alors que les bons seront récompensés et les méchants punis.

C'est le juge qui se prononce sur l'opportunité de faire ou non prêter serment à un témoin. Il précise même quel genre de serment convient au témoin dont il s'instruit des croyances religieuses. Rien n'empêche le juge, en principe, d'accueillir les formalités du serment bouddhique. Dans un pays où la liberté de conscience existe, il est logique d'admettre le serment d'un non-chrétien. Tout ce qu'on demande à un pareil témoin, c'est la foi en un dieu qui punisse les parjures.

Le législateur canadien cependant favorise, chez ceux qui ne croient pas à la Bible, la déclaration solennelle, qui a le même effet que le serment.

Contrairement à ce qu'on pourrait s'imaginer, rares sont ceux qui prennent avantage de cette déclaration solennelle au lieu et place du serment. Il y a à Montréal de nombreuses personnes qui s'affichent comme libres-penseurs ; rares sont celles, semble-t-il, même parmi elles, qui ne croient ni en Dieu ni en l'immortalité de l'âme.

L'assermentation préalable ou la déclaration solennelle sont nécessaires dans un témoignage ou dans des déclarations statutaires. Aucun témoin n'est entendu avant d'avoir satisfait à cette exigence de la loi.

Il n'y a aucune formule sacramentelle dans le serment. Nous avons vu plus haut les paroles employées ordinairement. Néan-

moins, ces paroles peuvent varier pourvu que l'idée fondamentale de l'assermentation soit respectée. De la même façon, il n'est pas indispensable que le témoin, pendant qu'on lui demande de prêter serment, tienne constamment sa main sur la Bible. En fait, le serment se prête à main levée en Ecosse et dans d'autres pays. Les tribunaux ont jugé qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter les mots « que Dieu vous soit en aide ».

Enfin, il ne faut pas prendre au pied de la lettre tous les mots de la formule usuelle. Les mots « toute la vérité », par exemple, ne doivent pas être entendus comme signifiant que le témoin a le devoir de révéler tout ce qu'il sait. Il est tenu de répondre aux questions, de fournir à ce sujet tous les renseignements qu'il a, de ne dire là-dessus que l'absolue vérité, mais pas davantage. S'il y a des détails qu'il connaît et sur lesquels il n'est pas interrogé, le témoin doit les taire ; mieux encore, il doit discrètement en avertir les avocats à la première occasion.

8. *Le parjure*

On ne saurait mieux définir le parjure qu'en citant l'article 112 du code pénal :

« Commet un parjure quiconque, étant témoin dans une procédure judiciaire, avec l'intention de tromper rend un faux témoignage, sachant que le témoignage est faux. »

Aucun doute qu'il y a parjure quand un témoin assermenté affirme devant le tribunal en séance une chose qu'il sait fautive. Autrement dit, toute déclaration mensongère peut donner naissance à une accusation de parjure quand elle a été faite devant le juge au cours d'un procès.

L'intérêt public exige le châtement rigoureux du parjure. Que de malheurs a-t-il causés en détournant les fins de la justice ! Les simples exagérations, les affirmations demi-fausse ou à moitié vraies, peuvent entraîner une décision injuste avec les conséquences qui s'y rattachent. Les demi-vérités se classent parmi les parjures. La restriction mentale est inadmissible devant les tribunaux.

Le parjure ordinaire entraîne une peine maximum de quatorze ans. La peine de mort est prévue advenant qu'une personne se parjure dans le but d'en faire condamner une autre à mort.

A l'origine du parjure il faut donc une déclaration mensongère. Il arrive souvent que des témoins se trompent de bonne foi. Il y a des témoins présomptueux en trop grand nombre, hélas ! qui prétendent dur comme fer que telle de leurs affirmations est exacte, alors qu'elle est exagérée ou fautive. « Sachant que le témoignage est faux » : c'est toujours le même

premier élément essentiel du parjure. Il est inutile d'insister là-dessus ; chacun sait au moins confusément ce qu'est le mensonge.

L'intention de tromper précède le mensonge. Même le mythomane cherche à tromper. Devant une accusation de parjure, le tribunal assume qu'une déclaration mensongère s'accompagne d'une intention de tromper. La gravité ou la pertinence du mensonge n'entrent pas en ligne de compte.

Les déclarations mensongères doivent avoir été faites « dans une procédure judiciaire ». Le faux témoignage devant le tribunal constitue la pire espèce de parjure, celle qui sera le plus sévèrement punie. Néanmoins, le législateur et la jurisprudence ne s'arrêtent pas au témoignage en cour ; ils englobent les déclarations assermentées à l'appui de procédures civiles, connues sous le nom d'affidavits. On en trouve au soutien des rapports d'impôt, par exemple, regardés comme des procédures judiciaires. En fait, des juristes se sont plaints de l'abus du serment, encouragé par l'Etat. Les dénonciations devant le juge de paix relatives au droit criminel sont assermentées ; si elles sont mensongères, calomnieuses, elles exposent leur auteur aux châtimens les plus sévères.

La rédaction d'une accusation de parjure pose au ministère public un problème sérieux. La jurisprudence exempte de réciter au long dans l'acte d'accusation toutes et chacune des assertions mensongères. Quant à moi, je suis d'avis qu'une accusation de parjure peut difficilement être formulée autrement que par la relation quasi-complète de cette partie du témoignage qui prête flanc à l'accusation de parjure. Si cela ne peut se faire commodément qu'au moyen de la division de l'acte en divers chefs d'accusation, que le ministère public s'impose cette tâche. Comment la défense peut-elle faire face à une accusation en termes généraux alors que le témoignage a pu durer des heures ? Où le témoin s'est-il rendu coupable de parjure ? C'est ce que la défense veut savoir afin de faire face adéquatement à la preuve à charge des déclarations prétendues fausses. L'enquête préliminaire se révèle souvent insuffisante pour instruire la défense là-dessus.

Nous trouvons, parallèlement au parjure, la subornation de parjure. Le législateur ne fait pas mention explicitement de ce crime dans le code. On ne peut cependant mettre en doute son existence. Il appelle le même châtiment que le parjure lui-même. Il tire son origine des dispositions relatives à la complicité.

L'article 119 regarde comme une entrave à la justice le fait de dissuader, ou de tenter de dissuader, « une personne, par

des menaces, des pots-de-vin ou autres moyens de corruption, de rendre témoignage ».

C'est, pouvons-nous dire, un simili-parjure, ou une simili-subornation de parjure. Dans un semblable cas, il n'y a pas eu de parjure puisque personne n'a témoigné. On punit celui qui corrompt un témoin possible dans le but d'empêcher la révélation de la vérité. Celui qui s'est laissé corrompre est également châtié.

Cependant il faut en outre que la personne ainsi éloignée de remplir son devoir civique ait été témoin de quelque chose d'utile et soit convaincue qu'elle peut être appelée comme témoin. Il n'est pas nécessaire qu'elle ait reçu un subpoena.

9. *Les témoins exceptionnels*

Il y a en droit criminel certaines personnes qui, à cause de leur état civil ou à cause de leur rôle dans une affaire, ne peuvent être témoins. Il y a des règles spéciales au sujet du témoignage des enfants en bas âge, par exemple. En principe, la loi ne reconnaît pas le secret de la confession; le journaliste non plus ne peut se réfugier dans le silence quand le juge l'interroge sur la provenance des renseignements qu'il divulgue. Des statuts ou lois spéciales exemptent les employés de l'Etat de l'obligation de témoigner dans certains cas, tels les inspecteurs de l'impôt du revenu sur ce qu'ils ont appris dans l'exercice de leurs fonctions.

En principe, toute personne est tenue de rendre témoignage quand elle en est requise par le ministère public ou par la défense. C'est ainsi, par exemple, que le ministère public peut forcer le frère à accuser son frère, la mère à témoigner contre son fils. Le complice se fait souvent l'accusateur de son complice, quand il y voit son intérêt.

La loi permet à l'accusé de se défendre en témoignant lui-même. Cette autorisation a été introduite dans le droit pénal il y a moins d'un siècle. Auparavant il était interdit à l'accusé de témoigner sous serment. On appréhendait sans doute le parjure; d'autre part, on voulait éviter toute conclusion fâcheuse qu'un juré pouvait tirer du silence de l'accusé. Le législateur raisonnait de la façon suivante: « Comme aucun accusé ne peut témoigner sous serment dans sa propre cause, nul ne sera porté à lui en tenir rigueur. » Toutefois on accueillait la déclaration volontaire devant la cour, sans assermentation préalable.

Le juré ne doit tirer aucune conclusion défavorable de l'abstention de l'accusé de rendre témoignage. Malheureusement, il faut craindre que certains jurés, incapables de se con-

vaincre qu'un accusé innocent peut ne pas profiter de toutes les occasions qui lui sont offertes de se disculper, se laissent influencer par cela dans leur verdict.

Les époux également ne peuvent être contraints de témoigner l'un contre l'autre, sauf à l'endroit de certains crimes contre la famille ou contre les mœurs. Cette règle place la famille au-dessus des considérations d'ordre public qui exigent le châtement des criminels. Le législateur n'empêche pas l'épouse ou l'époux de prêter main forte à son conjoint accusé. Autrement dit, à la demande de l'accusé, l'époux ou l'épouse peut témoigner. En fait, on voit souvent des femmes devant le tribunal corroborer le témoignage de leur mari ; souvent aussi, elles font en sa faveur ce qu'on appelle une preuve de bon caractère.

Il est plusieurs crimes qu'un époux peut commettre à l'égard de l'autre, de l'homicide en descendant. C'est ainsi, par exemple, qu'une femme est apte à témoigner contre son époux coupable de voies de fait ou de refus de pourvoir. Autrement, il lui serait pratiquement impossible dans bien des cas de déposer une plainte contre son mari puisqu'elle n'en pourrait faire la preuve. Les enfants aussi peuvent être victimes de leur père. Dans ces cas toujours pénibles, la femme est tenue de rendre témoignage même à la demande du ministère public.

La Loi de la preuve au Canada traite de diverses autres classes de témoins, les muets, par exemple. On a pu se demander comment un témoin muet se fait comprendre des tribunaux. La loi reconnaît explicitement aux muets le droit de transmettre leur pensée avec le secours d'un interprète de leurs signes. Le muet emploiera, s'il le désire, tout autre moyen susceptible de rendre sa pensée, comme l'écriture. Il est sujet aux mêmes obligations et aux mêmes privilèges que tout autre témoin.

10. *Les circonstances*

Larousse définit les « particularités qui accompagnent un fait ». Ce sont les conditions de temps, de personne, de lieu. Il pleuvait, il neigeait, il faisait froid, il faisait chaud, le pavé était sec, le pavé était glissant, autant de circonstances qui accompagnent un fait. Les circonstances jouent un rôle de premier plan dans une instruction criminelle.

On oppose la preuve de circonstance à la preuve directe. Cette dernière tire sa force du témoignage, l'autre des déductions qu'elle fait naître dans l'esprit du juge. Un témoin déclare : « J'ai vu un homme se diriger vers la maison. » C'est la preuve directe par excellence. On trouve dans la neige molle des pas d'homme en direction de la maison : c'est une cir-

constance qui convainc le juge qu'un homme est allé vers la maison.

On ne saurait affirmer que la preuve de circonstance a une valeur moindre que la preuve directe. L'inverse n'est guère plus juste. La preuve de circonstance et la preuve directe, en droit criminel et en stricte logique, se placent au même rang. Lorsque la preuve de circonstance contredit la preuve directe, c'est que l'une ou l'autre a été mal observée ou repose sur un fondement faux.

Les circonstances peuvent mentir, c'est-à-dire qu'on en peut tirer des conclusions erronées. C'est l'infirmité de l'esprit humain qu'il faut en ce cas déplorer. Le jury, par exemple, attache une importance exagérée au fait que l'accusé avait intérêt à la mort de la victime : c'est une circonstance incriminante, certes, mais ce n'est pas en soi une preuve suffisante. Appuyer un verdict uniquement sur cette preuve, c'est risquer de trouver coupable un innocent.

C'est l'ensemble des circonstances incriminantes qui permet, si elles sont en assez grand nombre et assez concluantes, de se former une opinion sur la culpabilité de l'accusé. Il faut plus que quelques circonstances suspectes pour entraîner la conviction qu'un homme s'est rendu coupable d'un crime. On ne saurait trop insister là-dessus.

Les circonstances, pour qu'un verdict basé sur elles seules soit légal, doivent être toutes compatibles seulement avec la culpabilité de l'accusé. La jurisprudence nous l'enseigne. Elles doivent former en quelque sorte un faisceau dont toutes les tiges sont parallèles ; qu'une seule tige s'en écarte, la preuve de circonstance est inadmissible en l'absence de toute preuve directe. Comme il faut plus qu'une tige pour constituer un faisceau, il faut plus qu'une circonstance incriminante pour établir la culpabilité d'un accusé.

Il y a des circonstances neutres, comme la couleur du chapeau ou du veston que portait au moment du crime l'auteur d'un vol à main armée. Peu importe que le veston fût bleu ou noir. Cependant, cette circonstance neutre peut prendre une importance considérable si un témoin, qui prétend avoir vu l'auteur du vol, lui met sur le dos un veston gris ou brun, quand il est certain que l'accusé au moment du crime était en chemise. Ce peut être assez pour que soit rejetée l'identification faite par le témoin, non pas que celui-ci ait voulu tromper la justice, mais parce qu'il fait montre de son peu d'esprit d'observation.

La loi permet qu'un accusé soit déclaré coupable seulement à partir des circonstances. C'est ainsi, par exemple, que les empreintes digitales sur une surface touchée par le voleur,

suffisent à sa condamnation. Il faut dire qu'en l'absence de toute autre preuve qu'une preuve de circonstance, les tribunaux se montrent circonspects. Quel est celui d'entre nous qui n'ait été victime, un jour ou l'autre, de circonstances suspectes ?

Il appartient au jury et au juge de peser les circonstances et de rechercher s'il y en a assez d'incriminantes, s'il n'y en a pas d'inconciliables. Pour envoyer un homme en prison, il faut plus que des circonstances suspectes.

Vous me demandez ce qui arrive quand la preuve de circonstance contredit la preuve directe. Supposons qu'un témoin affirme que l'accusé s'est rendu coupable du crime, qu'il l'a vu faire ; supposons par ailleurs que l'accusé soit impotent, infirme, confiné à la maison, d'après d'autres témoins qui ne l'ont pas vu au moment du crime mais qui connaissent son mauvais état de santé. D'où contradiction entre la preuve directe et la preuve de circonstance. Il appartient au jury ou au juge de choisir dans l'ensemble de la preuve. Il est probable que dans un pareil cas le jury ou le juge, à moins de raisons juridiques de ne pas croire tel ou tel témoin, donnera à l'accusé ce qu'on appelle le bénéfice du doute.

11. *La corroboration du témoignage des enfants*

Il y a certaine catégorie de criminels qui se croient à l'abri parce qu'ils choisissent des enfants comme victimes. « Son témoignage ne vaut guère le mien, raisonnent-ils ; au surplus, il est facile de tromper un enfant sur la nature de l'acte dont il est victime. »

C'est une opinion erronée. La société refuse que l'enfance reste sans protection devant les criminels. Le législateur, tout en respectant la liberté des individus et en tâchant d'éviter les irréparables erreurs judiciaires, a découvert les moyens d'atteindre tous les criminels, y compris ceux qui se fient sur la jeunesse de leurs victimes pour échapper à un juste châtement.

Il va sans dire que les juges se montrent impitoyables envers ceux qui se rendent coupables de crimes contre l'enfance. Le législateur a indiqué des sanctions plus sévères pour ce genre de crimes.

Ce qui est difficile, c'est la preuve que le ministère public doit en faire. Quels que soient l'âge de la victime et la nature du crime, la règle d'or du droit criminel demeure : il appartient au ministère public de démontrer la culpabilité de l'accusé hors de tout doute raisonnable. Si le juge ou le jury n'est pas convaincu, l'accusé doit en bénéficier. C'est ce qui assure notre

tranquillité, en mettant les citoyens à l'abri de poursuites criminelles outrageantes et déraisonnables.

Donc, dans une affaire importante impliquant un adulte et un enfant, les principes généraux en matière de preuve sont applicables non moins qu'en rapport avec toute autre accusation. Il y a des enfants qui ne peuvent expliquer d'une façon adéquate les injures dont ils ont été victimes : que fait alors le législateur ?

Tout témoin doit être assermenté. Si ensuite il se parjure, il est passible de poursuites devant les tribunaux criminels, sans compter le crime très grave dont il se rend coupable devant Dieu.

Les enfants en bas âge ne comprennent pas tous l'importance du serment. Quand un tel enfant est appelé devant le tribunal, on lui demande en premier lieu s'il comprend ce qu'est le serment. La réponse dépend de ses aptitudes, de son éducation et de son instruction. Il appartient au juge de décider si l'enfant peut être assermenté.

Si l'enfant prête serment, il devient un témoin ordinaire. Sa parole vaut celle d'un adulte. On voit des accusés condamnés sur la foi d'un enfant de dix ou douze ans.

Advenant que le juge trouve un enfant trop jeune pour apprécier l'importance du serment, il peut quand même l'entendre comme témoin. La version de cet enfant conserve une grande importance. Ce qu'exige le législateur cependant, c'est qu'un pareil témoignage soit corroboré au moins sur un point essentiel impliquant l'accusé. Voici un exemple. Un enfant se plaint des actes immoraux qu'un adulte l'a forcé à faire. Cet enfant, bien que trop jeune pour prêter serment, est entendu comme témoin et relate au juge les faits et gestes de l'accusé avec lui. Ce n'est pas toujours facile, mais certains enfants y parviennent. Qu'il y ait en plus un témoin de certains faits relatifs au crime et corroborant le témoignage de l'enfant dans ce qu'il a d'essentiel à l'accusation, alors le tribunal est justifié de condamner le prévenu. Veuillez m'en croire, dans un tel cas, la sentence est exemplaire.

En général, les adolescents connaissent la portée du serment. Leur témoignage est admis sans discussion. Il arrive souvent que des adolescents portent plainte contre des adultes. Ceux-ci, en de tels cas, ne peuvent compter sur la jeunesse de leurs victimes pour échapper à la justice. Il y a des receleurs qui ont incité des adolescents à voler ; devant les tribunaux, la parole de ces adolescents l'emporte ordinairement sur les dénégations des adultes.

Dans certaines affaires de mœurs, la loi exige de la corroboration.

ration, autant parce que la victime est un enfant ou un adolescent que pour des motifs d'ordre public. L'expérience nous a appris que de prétendues victimes, avant cette règle, accusaient faussement des adultes et se livraient au plus ignoble chantage. Fidèle aux principes d'équilibre à la base de la justice pénale, le législateur a tempéré la rigueur du châtement par la difficulté de prouver le crime.

Il a été décidé par la cour suprême qu'une personne dont le témoignage doit être corroboré ne peut elle-même étayer le témoignage d'une autre personne dans les mêmes conditions. Voici : supposons que la victime ait huit ans et ait rendu témoignage sans avoir été assermentée. C'est dire que son témoignage doit être corroboré, sans quoi le juge, quelle que soit son opinion personnelle sur la culpabilité de l'accusé, doit libérer ce dernier, vu l'absence de toute corroboration. Or le juge ne peut accepter à titre de corroboration le témoignage d'un autre enfant trop jeune également pour avoir été assermenté. Autrement dit, même cent enfants en bas âge ne peuvent par leurs témoignages non corroborés entraîner une condamnation. Le juge est tenu d'acquiescer : c'est la loi.

En résumé, le législateur entend protéger l'enfance, mais en prenant toutes les précautions d'usage pour que personne ne soit victime des rancunes, des imprécisions ou même des inventions romanesques des enfants. Il ne faut pas l'oublier, les enfants sont souvent des mythomanes qui s'ignorent.

12. *Les aveux*

Quels motifs poussent les criminels à s'avouer coupables ?

Il est certain que tous n'obéissent pas aux mêmes raisons. Devant des amis, des complices, des femmes, la vanité fait surgir les aveux ; en cour ou devant la police, la peur et le découragement entraînent ce résultat. A quelque motif que le criminel s'abandonne quand il avoue sa culpabilité, pourvu que la confession soit libre, qu'elle ne lui soit pas arrachée par la violence, par des promesses ou par des menaces, elle est valable.

Les déclarations inculpatrices d'un accusé devant des tiers sont facilement introduites en preuve contre lui devant le tribunal. Il arrive fréquemment que le criminel admette certaines phases de son crime devant des indifférents ou des amis. Il dira, par exemple : « Je viens de rencontrer telle personne à tel endroit. » Cette simple phrase peut lui coûter la liberté ou la vie, si la personne en question a été victime d'un crime à l'endroit et à l'heure indiqués. Les aveux devant des parents ou des amis prennent souvent la voix de la confiance. Les confidentes sont

témoins contraignables ; la cour peut les obliger à relater ce que leur a dit l'accusé.

La loi va plus loin encore... Devant les tiers, j'accuse quelqu'un d'un crime. La cour se demande, d'après la conduite de l'accusé lors de cette accusation, s'il a admis qu'elle était vraie. Dans l'affirmative, il n'en faut pas davantage pour entraîner la condamnation d'un accusé, surtout s'il existe en plus des circonstances incriminantes.

A tout état du procès, depuis la comparution jusqu'avant le jugement, un accusé peut s'avouer coupable devant la cour du crime qu'on lui reproche. On fait exception cependant pour les crimes qui entraînent la peine capitale ; dans ces cas, le ministère public doit démontrer la culpabilité, et le juge ne peut recevoir de plaidoyer de culpabilité.

Devant un aveu de culpabilité, la cour ne peut que condamner l'accusé, à moins que la preuve soit faite par ailleurs de son innocence ou de son déséquilibre mental. Malgré cela, il est encore loisible au juge d'exiger des preuves additionnelles.

Même à l'occasion des crimes auxquels la loi refuse à l'accusé l'option de s'avouer coupable devant le juge, tel le meurtre qualifié, la loi lui permet de témoigner. Or, les aveux au cours d'un témoignage font foi contre un accusé, pourvu que le jury les croit. Cette dernière condition est essentielle ; il ne faut jamais oublier que des gens sont prêts à s'accuser eux-mêmes, par vanité, par dévouement, ou simplement à cause de leur aliénation mentale.

La police cherche à obtenir, au sujet de chaque crime, le plus de détails possible. C'est sur la confession, quand il y en a une, puis sur les témoignages et les écrits que repose en premier lieu l'accusation. C'est pourquoi la police interroge des témoins et les suspects, tâchant d'obtenir d'eux des déclarations par écrit.

De pareilles déclarations ne sont pas toutes admissibles en preuve devant le tribunal. Elles n'ont quelquefois à cet égard d'autre utilité que de guider la police dans son enquête. C'est un devoir pour tous les bons citoyens d'offrir leur témoignage à la police et de signer de semblables déclarations ; en somme, à bon droit, la police compte sur chacun de nous pour que nous l'aidions à nous protéger.

Seules sont admissibles contre un accusé devant le tribunal, les déclarations qu'il a faites lui-même, jamais celles des autres. Encore faut-il que de pareils aveux devant la police aient été reçus suivant la loi.

Le tribunal doit être convaincu, avant d'accepter les aveux d'un accusé devant la police, qu'ils ont été libres. Cela ne veut

pas dire que la police ne recourt jamais à des stratagèmes pour décider un suspect à avouer son crime ; rien ne l'interdit, tant que le détenu demeure libre d'avouer sa culpabilité ou de se dire innocent. Faut-il ajouter que les molestations auxquelles un suspect a pu être en butte de la part de la police, comme le fameux « *third degree* », suffisent pour faire rejeter une confession.

Quand un criminel admet certains faits, on peut s'attendre qu'il en garde dans le fond de la tête. Il y a des aveux qui n'en sont pas, de prétendues confessions qui ne renferment que des faussetés. La cour peut retenir de ces déclarations ce qu'elle croit être la vérité. Par exemple, un suspect reconnaît avoir rencontré une femme par la suite victime d'un attentat, ou avoir été sur le théâtre d'un crime ; dans le reste de sa déclaration, il se dit innocent. Si par ailleurs il y a des circonstances incriminantes ou des témoignages accusateurs, le tribunal retient ce qui lui paraît exact dans le témoignage ou la confession de l'accusé et le trouve coupable. Autrement dit, dans les aveux, on peut en prendre et on peut en laisser...

13. *La mise en garde*

Les aveux d'un accusé, en cour ou hors de cour, peuvent suffire à sa condamnation. Il faut cependant que de pareils aveux soient obtenus suivant la loi. Sinon, le juge doit les refuser. C'est ainsi, par exemple, que Battaglia a échappé au bourreau — le feu juge Lazure avait rejeté la confession — pour tomber lui-même, le lendemain, victime d'assassins à la suite d'un règlement de comptes.

La première condition d'admissibilité d'une confession, c'est que l'accusé l'ait faite librement. La loi présume qu'il en est ainsi quand l'inculpé témoigne lui-même lors de son procès. Il n'en est pas de même des aveux hors de cour. La loi ne leur reconnaît de valeur que si le ministère public démontre à la satisfaction du juge qu'ils ont été faits librement. Les aveux à des amis, à des complices ou à des étrangers, remplissent d'ordinaire cette condition et la loi les admet sans formalité. Il n'en est pas de même des aveux devant une personne en autorité, comme le patron ou un agent de police. On exige alors la preuve que les aveux ne sont pas venus à la suite de promesses ou de menaces. C'est la raison de la mise en garde.

En résumé, la mise en garde n'a d'utilité que si le ministère public cherche à prouver les aveux hors de cour d'un accusé devant une personne en autorité. De plus, il faut, pour que la mise en garde soit nécessaire, que l'accusé, au moment où il a

avoué son crime ou expliqué sa conduite, ait été détenu ou sur le point de l'être.

Le code pénal ne renferme aucun texte de mise en garde préalable à des aveux extrajudiciaires. La jurisprudence conseille cependant que cette mise en garde s'inspire de celle dont le texte apparaît dans l'article 454 du code. Elle se lit à peu près comme suit :

« Après avoir entendu les témoignages, désirez-vous dire quelque chose en réponse à l'inculpation ? Vous n'êtes pas obligé de dire quoi que ce soit, mais tout ce que vous direz sera pris par écrit et pourra servir de preuve contre vous lors de votre procès. Vous devez comprendre que vous n'avez rien à espérer d'une promesse de faveur qui a pu vous être faite, non plus que rien à craindre d'une menace qui a pu vous être adressée, pour vous induire à faire un aveu ou vous reconnaître coupable, mais tout ce que vous direz maintenant pourra servir de preuve contre vous lors de votre procès, nonobstant la promesse ou menace. »

Ce texte est lu à l'accusé après l'enquête préliminaire et avant ce qu'on appelle « l'examen volontaire » en jargon du Palais. Le juge est présent. Le témoignage de l'inculpé se fera sous serment.

La mise en garde hors de cour se fait ordinairement lors de l'arrestation ou pendant la détention d'un individu par la police. Il faut alors modifier le texte de la mise en garde judiciaire pour l'adapter aux conditions de la confession extrajudiciaire. La police, ordinairement, commence ainsi la mise en garde : « Vous êtes détenu sous telle ou telle accusation ou en rapport avec telle ou telle affaire (suivant le cas). Avez-vous quelque déclaration à faire ou quelque explication à donner ? Vous n'êtes pas obligé de dire... » etc., tout comme dans la mise en garde judiciaire.

Qu'on lise à un accusé telle ou telle mise en garde n'est pas essentiel. Il peut arriver que le juge admette en preuve la confession d'un accusé auquel la police n'avait pas fait préalablement la mise en garde formelle dont le texte apparaît ci-dessus. Toutefois, c'est très rare. Le tribunal, en pareil cas, exige une preuve abondante et difficile pour montrer que l'accusé, au moment de ses aveux extrajudiciaires, savait pourquoi il était détenu ; de plus, il faut prouver l'absence de toute promesse et de toute menace.

Les tribunaux se montrent circonspects dans l'acceptation d'aveux extrajudiciaires au point que la jurisprudence recommande même qu'on biffe les mots « contre vous », après les mots « peut servir de preuve », dans la mise en garde par la

police. On a vu dans ces mots « contre vous » une menace voilée. Je pourrais citer de nombreux exemples de confessions extrajudiciaires rejetées parce que la mise en garde était irrégulière ou insuffisante. J'ai rappelé plus haut l'acquiescement de Battaglia.

Le public et parfois la police s'étonnent de la rigueur de cette loi. On est enclin à traiter de chinoïseries la mise en garde formelle d'un détenu. Depuis quelques années, le ministère public s'efforce de la mettre au rancart. Le législateur, instruit par l'expérience des siècles, sait que l'aveu d'un crime répugne à tout suspect. Or, si un aveu de ce genre a été fait, on a le droit de se demander s'il l'a été librement et volontairement. Pour des motifs d'un ordre supérieur au châtement des criminels, pour le maintien des libertés civiles, il importe que nul ne soit condamné par suite d'aveux arrachés par la violence ou par des promesses. Il faut avoir en vue sans cesse, quand on examine les voies de la justice pénale, que mieux vaut dans l'intérêt général la libération d'un criminel que le moindre risque de condamner un innocent.

14. *L'appel du ministère public*

C'est exceptionnellement qu'on peut appeler d'un verdict ou d'un jugement. Il importe à la stabilité de la justice que les décisions des tribunaux de première instance soient maintenues à moins d'erreurs manifestes ; du moins, telle est la pensée du législateur même en matière criminelle.

Toutefois, comme l'accusé doit profiter du doute raisonnable sur sa culpabilité et qu'on ne doit rien ménager pour éviter les erreurs judiciaires si dommageables en droit criminel, l'appel est plus facile pour la défense que pour le ministère public. L'accusé qu'un tribunal de première instance a jugé coupable, peut demander à la cour du banc de la reine de notre province et à la cour suprême du Canada la révision de son procès pour erreur sur les faits et à fortiori sur le droit.

Il n'en est pas ainsi pour le ministère public. Le procureur général, qui a la direction des affaires criminelles pour le public, a un droit d'appel limité aux questions de droit. Il ne peut former appel sur de simples questions de fait.

Comment reconnaître une question de fait ? La jurisprudence nous fournit à ce sujet de nombreux exemples. Le problème reste difficile à résoudre.

La crédibilité des témoins est une question de fait. Il arrive souvent que les témoignages sont contradictoires. Supposons une défense d'alibi. Les témoins du ministère public prétendent reconnaître l'accusé et lui imputent un crime commis tel

jour, à telle heure ; les témoins de la défense soutiennent, au contraire, qu'au jour dit et à la même heure, l'accusé était ailleurs que sur les lieux du crime. Les jurés ou le juge auront-ils foi dans les témoins du ministère public ou croiront-ils plutôt les témoins de la défense ? C'est une question de fait : le ministère public ne saurait appeler de leur décision à cet égard.

Autre question de fait : les conclusions à tirer des circonstances d'un crime afin de prouver la culpabilité ou l'innocence d'un accusé. Ou encore, le choix entre les affirmations parfois contraires des témoins experts. Bref, on peut définir une question de fait, celle que soulève l'appréciation des témoignages, des documents et autres preuves offertes par le ministère public ou par la défense, quant à la culpabilité ou à l'innocence d'un prévenu, exclusion faite de la loi applicable en l'espèce.

La question de droit naît quand le jury ou le juge se sont formés une opinion sur les faits d'une cause. Voici comment les choses se sont passées ; quand le juge et le jury se sont faits là-dessus une opinion hors de tout doute raisonnable, le droit intervient.

Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, si clair que le législateur tâche de rendre le droit, des doutes s'élèvent souvent à l'occasion du jugement ou du verdict à rendre sur certains faits. Cela est dû à la variété et à la complexité de l'activité humaine ; cela est dû, en outre, aux insuffisances de notre esprit.

Les juges n'interprètent pas tous la loi de la même façon dans un procès, tout comme nous ne jugeons pas tous de la même manière une situation politique ou un problème économique. *Errare humanum est.*

De plus, le nombre des lois augmente sans cesse. Si l'on y ajoute les ordonnances, décrets et règlements de tous nos corps politiques ou administratifs, il faut une bibliothèque pour contenir la loi qu'un juge est présumé connaître en entier. Il n'y a pas lieu de s'étonner si des oublis ou des erreurs se glissent parfois dans l'interprétation par un juge de toutes les lois applicables dans un procès. Les tribunaux d'appel ont été fondés pour redresser les jugements erronés.

Le ministère public n'a aucun intérêt à porter devant une cour de révision un jugement ou un verdict de culpabilité. L'accusateur a fait admettre sa version des faits ; de quoi se plaindrait-il ? Il appellera cependant d'un jugement ou verdict d'acquiescement, pourvu qu'il puisse relever une erreur de droit commise au préjudice de l'accusation.

Le ministère public demande parfois au tribunal d'appel d'imposer une sentence plus sévère. On peut dire que cela arrive rarement, les tribunaux d'appel se montrant plutôt réfractaires à ce genre de demandes. Le juge de première instance, qui a entendu les témoins, qui a vu l'accusé, est mieux en mesure de trouver le châtimeut approprié. De plus, la clémence doit l'emporter sur la rigueur, quand c'est possible.

Les appels du ministère public sont relativement rares. C'est un hommage à la science juridique de nos juges de première instance que le ministère public accepte, à peu d'exceptions près, leur opinion sur des questions de droit et sur les sentences.

15. *L'appel de l'accusé*

Un homme est acquitté. La poursuite prétend qu'il est coupable du crime imputé. Tout homme peut se tromper ; même si l'inculpé bénéficie d'un acquittement par un jury composé de douze citoyens éclairés, il est possible qu'ils aient erré dans l'interprétation de la loi ou des faits. C'est pourquoi l'appel existe. En droit criminel, il faut bien distinguer l'appel d'un acte criminel de l'appel d'une infraction punissable par déclaration sommaire de culpabilité. Les tribunaux ne sont pas les mêmes, la procédure est différente, les pouvoirs varient d'un tribunal à l'autre. Examinons ces divers modes d'appel, mais de la part d'un accusé.

L'appel relève ordinairement de la cour du banc de la reine. Cinq juges revisent le jugement de première instance dans le cas de crimes punissables par la peine capitale et dans les causes où l'accusé aurait pu être condamné à un emprisonnement de dix ans et plus. Pour les autres crimes, trois juges suffisent.

Le recours à l'appel existe-t-il dans toutes les causes criminelles ? Pas nécessairement. Avant de réussir à être entendu par la cour du banc de la reine, l'accusé doit énoncer ses motifs d'appels. S'il prétend que le jugement de culpabilité est fautif sur une question de droit, le tribunal d'appel ne peut refuser de l'entendre. Une question de droit est un problème juridique complètement indépendant des faits. Ainsi un juge impose à l'accusé une sentence plus lourde que celle autorisée par le code criminel ; l'appel de sentence s'impose. Si un accusé est déclaré coupable d'après le témoignage non corroboré d'un témoin qui, d'après la loi, aurait dû l'être, c'est un appel de droit qui s'ensuit. Le juge s'est trompé dans l'interprétation de la loi, d'où un appel en droit. Si l'accusé loge son appel sur des questions de fait ou des questions mixtes de droit et de fait, ou sur la sentence jugée excessive, il doit demander à la cour du banc de la reine l'autorisation d'appeler.

Lors d'un appel, il ne s'agit pas de répéter le procès de l'accusé dans ses moindres détails. Les juges décident en se basant sur la preuve ; mais les témoignages ont été pris en sténographie lors du procès devant le tribunal de première instance et retranscrits, de même que les exhibits. Par conséquent, la cour du banc de la reine entend très rarement des témoins, quoiqu'elle ait le pouvoir de le faire. Seuls les avocats plaident, exposant ou contestant les motifs d'appel de l'accusé. La preuve faite lors du procès originaire est transcrite dans un dossier conjoint. Les juges se forment une opinion en lisant ce dossier conjoint et en écoutant les arguments des diverses parties en cause.

La cour du banc de la reine a le droit d'acquitter l'accusé lorsqu'il a été reconnu coupable en première instance, ou vice-versa de substituer un jugement de culpabilité à un jugement d'acquiescement à la demande, cette fois, du ministère public. S'il lui semble que le procès a été mal conduit, il lui est loisible d'ordonner un nouveau procès. Si, à son avis, aucune erreur n'a été commise lors du procès originaire, elle confirme tout simplement le jugement de première instance. Enfin il lui est possible d'aggraver ou de réduire une sentence jugée erronée, pourvu qu'il y ait eu appel de la sentence.

Si l'accusé ou le procureur de la couronne est mécontent du jugement de la cour du banc de la reine, un dernier recours est offert : celui en cour suprême. L'audition de la cause et les pouvoirs de la cour suprême sont sensiblement les mêmes que ceux de la cour du banc de la reine. Les cas d'appel cependant y sont moins nombreux.

Quant aux infractions punissables sur déclaration sommaire de culpabilité, c'est-à-dire les actes criminels que le législateur considère moins graves que les autres, deux modes d'appels sont possibles : le procès de novo, entendu par un juge de la cour supérieure, et l'appel que nous venons de décrire, devant la cour du banc de la reine. On recommence le procès de l'accusé dans l'appel de novo. Les témoins doivent revenir. L'appel par exposé de la cause étant un recours très rarement utilisé, je crois inutile de s'y attarder.

CHAPITRE V

LA PERSONNE HUMAINE

1. *L'homicide*

Le mot homicide a sa racine en deux mots latins, « homo » qui veut dire être humain, et « cidere » qui veut dire tuer. Le code pénal définit l'homicide à l'article 194 : « Commet un homicide quiconque, directement ou indirectement, par quelque moyen, cause la mort d'un être humain. »

Le code pénal nous prévient, dans un article subséquent, que seul l'enfant sorti vivant du sein de sa mère est regardé comme un être humain. Il nous offre également quelques exemples d'homicides, notamment : lorsque par un acte ou une omission, une personne contribue à la mort d'un être humain ou l'accélère. Dans cette veine, l'article 197 énonce :

« Lorsqu'une personne cause à un être humain une blessure corporelle qui est en elle-même de nature dangereuse et dont résulte la mort, elle cause la mort de cet être humain, bien que la cause immédiate de la mort soit un traitement convenable ou impropre, appliqué de bonne foi. »

La jurisprudence retient plusieurs arrêts fondés sur ce principe à première vue très rigoureux. Toutefois, le décès doit survenir dans l'an et jour, sans quoi le ministère public ne peut déposer une plainte de négligence criminelle. Il n'existe aucune prescription libératoire quant aux autres homicides coupables.

Le même article 194 du code pénal divise les homicides en homicides coupables au sens du droit pénal et en homicides non coupables. Exemple parfait de la contradiction scolastique.

En effet, la plupart des homicides n'entraînent aucune responsabilité pénale. Ce sont les décès accidentels. Ils donnent naissance à une action en dommages-intérêts, mais non à un châtement en raison du droit criminel.

Chaque fois qu'un décès n'est pas dû à des causes naturelles, comme la vieillesse ou la maladie, le coroner fait enquête sur les circonstances de la mort. Il se demande si le décès est imputable à un accident pur et simple, ou à l'action criminelle de quelqu'un. Son jugement se lit comme suit : La victime est morte accidentellement, ou la victime est morte à la suite de l'acte criminel de telle ou de telle personne, ou de personnes inconnues. Il transmet ce jugement au procureur général de la province.

Prenons l'exemple d'un homme décédé à la suite d'un accident d'automobile. Si le conducteur du véhicule qui a causé

la mort n'a commis aucune faute criminelle, il est exonéré. C'est l'homicide non coupable. Le conducteur du véhicule est tenu criminellement responsable s'il y a eu faute criminelle de sa part.

Le législateur, au paragraphe 4 de l'article 194, énumère les homicides coupables : le meurtre, l'homicide involontaire coupable ou l'infanticide. Il omet la négligence criminelle pour des raisons qui m'échappent, car elle constitue également un homicide coupable. Tout autre homicide, d'après le paragraphe 3, est un homicide non coupable.

Depuis quelques années, le droit pénal canadien a établi une distinction entre le meurtre qualifié et le meurtre non qualifié. Cette distinction importe surtout au sujet de la sentence : le meurtre qualifié reste punissable de mort tandis que l'emprisonnement à vie est devenu le châtement maximum de celui qui s'est rendu coupable de meurtre non qualifié.

L'homicide exige la mort d'un être humain. Ce serait un truïsme si l'histoire ne nous apprenait que les hommes ne se regardent pas toujours les uns les autres comme des êtres humains. Le maître a eu, dans certaines civilisations, le droit de vie ou de mort sur son esclave. Il ne peut y avoir homicide coupable devant la loi que s'il y a une victime humaine. Ce problème, heureusement, ne nous occupe guère au Canada.

2. *Le suicide*

Le code pénal, pour des motifs qui sautent aux yeux, n'interdit pas formellement le suicide. En effet, le code pénal ne peut créer un crime sans y attacher un châtement ; or, quel châtement atteindrait le suicidé ? Il ne relève plus de la justice humaine ; c'est seulement à un tribunal supérieur qu'il répond de son acte. La justice humaine cependant se préoccupe de la tentative de suicide, du pacte de suicide, de l'incitation au suicide, de l'euthanasie et des autres atteintes au respect de la vie.

La tentative de suicide entraîne un emprisonnement maximum de six mois. En pratique, les tribunaux se montrent d'une grande clémence pour les malheureux qui ont tenté de s'ôter la vie. Ce sont des malades, des déséquilibrés qui cherchent à se libérer de difficultés ou de malheurs qu'ils croient insurmontables. On les place sous les soins de psychiatres et de prêtres qui tâchent de les ramener à la réalité.

Le candidat au suicide, c'est parfois un poivrot qui a le vin triste. Quelques heures de cellule l'auront dégrisé, puis réconcilié avec la vie.

L'irréparable, c'est quand ces malades ou ces ivrognes ne

se sont pas rates. L'expérience nous apprend que le suicidé manqué recommence rarement.

Le législateur oblige tout citoyen à se porter au secours d'une personne en train de se suicider et à la protéger contre elle-même. En termes juridiques, tout citoyen peut arrêter sans mandat celui qu'il voit en train de se suicider et il lui doit assistance.

D'après la loi générale, celui qui conseille à un autre d'être partie à une infraction en est également coupable. Le complice, même absent lorsque le crime est commis, est châtié au même titre que l'auteur principal.

Non satisfait des principes applicables à tous les crimes, le législateur a jugé nécessaire, pour assurer un châtement plus rigoureux, d'inclure l'article 212 dans le code. D'ailleurs, c'était nécessaire puisque le code ne regarde pas le suicide comme un acte criminel punissable.

« Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de quatorze ans, quiconque

a) Conseille à une personne de se donner la mort ou l'y incite, ou

b) Aide ou encourage quelqu'un à se donner la mort, que le suicide s'ensuive ou non. »

A remarquer que le législateur précise : « que le suicide s'ensuive ou non », ce qui veut dire que le conseiller est puni même si sa victime survit. En conséquence on peut imaginer un cas où celui qui a tenté de se suicider sera châtié moins sévèrement que celui qui l'a encouragé à le faire. Il va sans dire que le juge, avant d'imposer la sentence, pèse toutes les circonstances qui entourent le cas.

En résumé, le législateur, comme le Grand Juge, n'admet aucunement le suicide, pour quelque considération que ce soit. L'hypothèse romantique du suicide « pour sauver l'honneur », quand elle se réalise, entraîne le châtement de tous ceux qui y participent.

Puisque nous parlons de romantisme, il y a le romanesque pacte de suicide entre deux amoureux. Si l'un d'eux se rate ou change d'avis, il sera accusé non pas d'avoir conseillé le suicide, mais de meurtre. La définition de ce dernier crime embrasse le cas de celui qui « pour une fin illégale, fait quelque chose qu'(il) sait, ou devrait savoir, de nature à causer la mort... »

La fin illégale, en l'espèce, c'est d'avoir recherché le double suicide. La cause du meurtre, c'est d'avoir incité la victime à s'enlever la vie. Enfin, les deux se proposent de se donner la mort ; il ne fait pas de doute que l'un et l'autre savaient que

la réalisation de leur projet était de nature à causer la mort. Le ministère public porte l'accusation la plus grave, après avoir pesé les conditions du pacte de suicide.

L'article 14 du code se lit comme suit :

« Nul n'a le droit de consentir à ce qu'on lui inflige la mort, et un tel consentement n'atteint pas la responsabilité criminelle d'une personne par qui la mort peut être infligée à celui qui a donné ce consentement. »

Nous sommes loin de l'époque où Néron ordonnait à son esclave de lui ouvrir la gorge. Le législateur, néanmoins, considère la possibilité qu'un accusé élève en défense le consentement de sa victime. Ce ne peut être un moyen de défense : « un tel consentement n'atteint pas la responsabilité... » D'autres articles du code s'appuient sur ce principe.

A première vue, il paraît indiscutable que le consentement de la victime ne saurait modifier une accusation de meurtre. Par exemple, cette épouse d'un dévouement introuvable qui permettrait à son mari de la tuer... ; ou ce mari qui se laisserait empoisonner par sa femme afin qu'elle retire des assurances et fasse instruire les enfants. Ce sont là des meurtres. A plus forte raison si un pareil consentement de la victime a été obtenu par la ruse, la violence ou les menaces.

La vérité n'apparaît pas toujours aussi clairement. On discute du « meurtre par pitié », cette forme de l'euthanasie ou de l'eugénisme, au choix. Supposons qu'un infirme, un malade incurable supplie son médecin ou un membre de sa famille de mettre fin à ses souffrances. Supposons que la victime soit un monstre de naissance. Non seulement la victime ou les parents donnent leur acquiescement, mais ce sont eux qui demandent la mort. Tout a été fait pour la guérison du malade, mais sans succès. La science médicale ne peut rien pour lui. La loi fait-elle exception en faveur du médecin qui, dans un tel cas, obtempère aux désirs de son patient ou des parents ? C'est le meurtre par pitié ; il est interdit non moins que l'autre. Avec ou sans le consentement de la victime, ou de ses auteurs, qu'un médecin ou un parent charitable tue un infirme ou un malade pour mettre un terme à ses souffrances, même qu'il hâte la mort seulement, c'est un meurtre. La loi le veut ainsi : La morale chrétienne et la simple raison s'opposent au « meurtre par pitié ». Le décalogue ne prévoit aucune exception semblable, non plus que la loi.

D'autre part, qui vous assure qu'un malade ne guérira point ? On en a vu qui ont survécu des années à l'arrêt de mort prononcé contre eux par la médecine. Un infirme, désespéré aujourd'hui et prêt à mourir, peut reprendre goût demain à la

vie. Pas plus qu'un homme n'a le droit de se suicider, pas plus il peut consentir à ce qu'un autre lui enlève la vie.

3. *Les étapes d'un procès de meurtre*

Avant d'arriver au jugement final d'une personne condamnée à mort pour meurtre qualifié, l'Etat prévoit plusieurs étapes. Il faut à tout prix éviter une erreur judiciaire irréparable. En exposant sommairement les étapes d'un tel procès, nous expliquons aussi les idées dominantes dans tout autre procès criminel.

La police a fait enquête pour découvrir le meurtrier. Avant d'opérer une arrestation, elle doit réunir un certain nombre de preuves. L'accusation est tellement grave qu'elle entraînera probablement la détention du suspect pendant plusieurs mois antérieurement au procès ; il importe d'agir avec d'autant plus de prudence que l'inculpé, à cause de la malignité publique, sera souvent regardé comme un coupable, même après un acquittement.

En premier lieu, l'enquête du coroner. Celui-ci a pour mission de déterminer si le décès de la victime doit être imputé à accident ou à crime. S'il y a verdict de mort accidentelle, l'affaire prend fin. Dans le cas contraire, le jugement porte que la mort a été causée criminellement. A ce stade des procédures, il n'y a peut-être aucun suspect de détenu. Le coroner doit quand même commencer son enquête ; il l'ajourne sine die si la police ne détient encore personne, ou si elle n'a pas terminé son enquête. Quand des preuves sont déjà accumulées qui justifient une accusation, le coroner ordonne la détention d'un suspect ; il le confie à la garde de la police. De plus, il recommande au procureur-général qu'on porte contre le suspect une accusation de meurtre. Voilà une étape de franchise.

Il appartient maintenant au ministère public, c'est-à-dire au procureur-général, de formuler l'accusation d'après les faits révélés durant l'enquête du coroner. Supposons que les faits indiquent un meurtre qualifié. C'est l'accusation à être portée contre le suspect désigné par le coroner. La dénonciation, signée par un agent autorisé de la police, entraîne cette accusation. L'inculpé comparait devant un juge. Il ne peut s'avouer coupable, vu l'exécution capitale qui s'attache à ce crime. Peut-il être libéré sous cautionnement jusqu'au procès ? Oui, par un juge de la cour supérieure ; mais cela se produit si rarement qu'on peut affirmer qu'en pratique, c'est impossible. C'est la deuxième étape.

L'accusé doit subir ensuite une enquête préliminaire devant un magistrat. C'est en quelque sorte la répétition de l'enquête

du coroner à telle enseigne que souvent les procureurs sont d'accord pour verser devant le juge président l'enquête préliminaire, la transcription des témoignages devant le coroner. Depuis le nouveau code pénal, cette façon de procéder est moins fréquente : cela dépend des idées du jour et des juges.

L'enquête préliminaire révèle que l'accusation repose sur des preuves sérieuses ; le prévenu est alors envoyé devant la *Cour d'Assises* pour procès. Encore une fois, à aucun stade de la procédure, l'accusé de meurtre qualifié n'a le droit d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité. Il n'a aucune option ; son procès aura lieu obligatoirement devant un juge et un jury. Cette cour est désignée comme la *Cour du Banc de la Reine*, juridiction criminelle de première instance. C'est le droit de l'accusé de témoigner au cours de son procès. Ses admissions s'introduisent dans l'ensemble de la preuve. De tels témoignages se terminent quelquefois par un aveu de culpabilité franc et net.

Devant les Assises, les témoins comparaissent et relatent les faits à leur connaissance. Une fois les témoignages rendus, les plaidoyers des avocats terminés, les explications du juge au jury faites, celui-ci se retire et doit se prononcer, à l'unanimité, sur la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. Un verdict d'acquiescement entraîne la libération immédiate. Un verdict de culpabilité, dans une cause de meurtre qualifié, oblige le juge à condamner à mort ; aucune autre sentence n'est légale. Cette sentence est prononcée avec le plus de décorum possible. La dernière étape du procès a pris fin.

Depuis des années, un appel est offert de plano et sans frais à tout condamné à mort, devant la *Cour du Banc de la Reine* et quelquefois devant la *Cour Suprême*. Ces appels sont peu susceptibles de porter secours au condamné.

4. *La préméditation et l'intention criminelle*

On ne saurait comprendre la différence entre le meurtre qualifié et le meurtre non qualifié sans posséder au moins quelques notions de la distinction entre la préméditation et l'intention criminelle dans l'homicide coupable. L'une, la préméditation, n'existe pas sans l'autre, c'est-à-dire qu'il y a intention criminelle chaque fois qu'il y a préméditation. Il peut y avoir intention criminelle sans préméditation. Le code pénal ne définit ni l'une ni l'autre. Voyons Larousse au sujet du mot préméditation : « Action de préméditer ; résolution prise d'avance. La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même

ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition »...

Cette dernière phrase est tirée du code pénal français. Comme exemple, on cite le meurtre qui devient un assassinat (chez nous, meurtre qualifié) quand il s'accompagne de préméditation. On définit ainsi le mot préméditer : « résoudre d'avance, avec réflexion ».

On imagine un meurtrier surveillant sa future victime, cherchant un moyen sûr de l'abattre, réalisant son dessein après l'avoir en quelque sorte mijoté. Cette conduite s'oppose à l'acte de violence soudaine, qui se termine par la mort de la victime. En ce dernier cas, il y a intention criminelle, mais sans préméditation. Qu'est-ce donc alors que l'intention criminelle ? La jurisprudence et la doctrine en matière pénale nous fournissent plusieurs définitions ou exemples de l'intention criminelle, que les Anglais appellent volontiers « mens rea », en se servant de mots latins. Je paraphrase, en français, certaines de ces définitions en les résumant.

L'intention criminelle, c'est une qualité perverse de l'esprit qui tend vers l'accomplissement d'un acte que son auteur sait être interdit. Il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait l'intention criminelle prévue par la loi, que cette intention soit dirigée vers tel acte criminel ou vers tel autre ; il suffit que le suspect ait recherché quelque chose d'interdit, d'illégal, d'immoral. L'intention criminelle s'infère de la conduite d'un individu qui est comme poussé vers quelque action qu'il croit mauvaise et qui l'est.

Je pourrais multiplier les phrases de ce genre, tirées d'arrêtés divers rendus par les tribunaux canadiens ou anglais. L'intention criminelle réside dans l'esprit du suspect, en quoi elle ressemble à la préméditation ; mais elle peut naître instantanément.

La préméditation se rencontre à l'occasion d'un meurtre qualifié, mais tout autre crime peut avoir été prémédité : un vol à main armée, un viol, etc. Généralement, toute conspiration résulte d'actes prémédités. Deux personnes s'unissent pour commettre un vol à main armée ; elles commencent par s'entendre sur une méthode d'exécution, d'où préméditation. Je conçois mal qu'on se rende coupable de bigamie sans préméditation, par exemple, car tout mariage, ou remariage, entraîne des démarches, des actions réfléchies.

Chaque fois qu'il y a préméditation, nécessairement on trouve cette qualité de l'esprit qui veut la réalisation d'un acte interdit, illégal ou immoral, c'est-à-dire l'intention criminelle « mens rea ». C'est comme un élément essentiel de la prémé-

ditation d'un crime. A la base de la préméditation se place la réflexion. Psychologues et philologues analyseraient mieux que moi cette coexistence de la préméditation et de l'intention criminelle dans nombre de crimes.

L'inverse n'est pas toujours vraie. Il se commet de nombreux crimes sans qu'il y ait préméditation. C'est l'acte irréfléchi du criminel qui se laisse emporter par la colère ; c'est la réaction de l'individu surpris en flagrant délit ; c'est le fait d'un dégénéré qui, en présence d'une impulsion sexuelle, y donne libre cours sans souci des conséquences, etc. L'acte positif autorise le tribunal à déduire la présence d'une intention criminelle. La jurisprudence retient cette maxime ; chacun est censé avoir voulu la conséquence de ses actes. L'intention criminelle est présumée dès que l'accusation prouve certains faits.

La préméditation, de son côté, doit être prouvée quand il s'agit de meurtres qualifiés. Sans elle, les mêmes faits donneraient plutôt naissance à une accusation de meurtre simple. Rarement elle est essentielle pour qu'il y ait crime ; l'intention criminelle suffit.

5. *Le meurtre qualifié*

« Tu ne tueras point ». Ce commandement de Dieu a retenti dès les origines du monde. Caïn a été le premier assassin ; Dieu l'a maudit et châtié jusque dans ses enfants. Des millions d'hommes, pourtant, sourds à ce commandement de leur Créateur, portent sur leurs semblables une main criminelle.

La Société doit se défendre avec la plus grande vigueur contre les meurtriers. La loi canadienne ne reconnaît aucune circonstance atténuante en faveur de l'auteur d'un meurtre qualifié. Si l'Etat intervient pour commuer en un tel cas la sentence de mort, obligatoire d'après le code pénal, ce n'est pas pour des motifs juridiques, mais dans l'intérêt supérieur de la justice et pour des raisons d'ordre public. Avant de punir, il faut songer aux conséquences sociales du châtement.

Tous les meurtres ne se classent pas parmi les meurtres qualifiés. A la vérité, le meurtre qualifié, pouvons-nous dire, fait exception à la notion générale du meurtre. Celui-ci devient qualifié quand il remplit certaines conditions. Hors ces conditions, nous sommes en présence d'un meurtre non qualifié, ou meurtre simple, voire d'un homicide involontaire ou d'un infanticide. La négligence criminelle forme une classe à part au milieu des homicides coupables.

Quand donc le meurtre est-il réputé qualifié ? C'est l'article 202a du code pénal qui nous l'apprend :

« Le meurtre est dit qualifié, à l'égard de toute personne,

a) Lorsqu'il est projeté et commis de propos délibéré par cette personne... »

C'est ici qu'entrent les anciennes définitions du meurtre. On recherche l'intention criminelle, soit. Il faut en plus l'intention bien arrêtée de tuer. Le code se précise, avec les mots « projeté » et « propos délibéré ». Le ministère public, en un pareil cas, doit prouver hors de tout doute raisonnable l'acte réfléchi d'une personne qui veut en supprimer une autre, bref la préméditation.

Le législateur ajoute, dans l'article énumérant les conditions essentielles au maintien d'une accusation de meurtre qualifié :

« b) Lorsqu'il tombe sous le coup de l'article 202 et que cette personne... »

Nous pénétrons dans la partie encore à l'étude de la définition du meurtre qualifié. Auparavant, le meurtre comprenait des actes positifs et des intentions criminelles dont quelques-unes s'appliquent maintenant au meurtre simple seulement, non au meurtre qualifié. Je n'entends pas engager le lecteur dans les distinctions subtiles de la loi nouvelle, mais esquisser seulement les notions qui me paraissent claires dans l'article 202a, de droit nouveau. La jurisprudence, avec les années, finira par éclairer davantage cette question. De plus, le ministère public tend vers l'accusation de meurtre simple.

Le présent article 202 prévoit que l'homicide commis lors de la perpétration de certains crimes donne naissance à une accusation de meurtre. Quels sont ces crimes ? Le premier paragraphe de cet article 202 les énumère : la résistance à une arrestation légale, le viol, l'attentat à la pudeur, le rapt, le vol qualifié, incluant le vol par effraction et le vol à main armée, le crime d'incendie, et d'autres d'une gravité exceptionnelle ; l'homicide commis dans l'exécution ou la tentative d'exécution de l'un de ces crimes justifie une condamnation de meurtre qualifié.

L'accusation de meurtre qualifié, dans l'un de ces cas, devient possible quand l'auteur de l'homicide est lui-même mis en cause. L'article 21 du code pénal relatif à la complicité cesse d'avoir effet dans cette catégorie de meurtres qualifiés. Il y a eu dans le passé des homicides survenus, par exemple, au cours de la perpétration d'un vol à main armée. Trois complices, revolvers au poing, tentaient de dévaliser une banque. L'un d'eux avec son arme tuait l'un des témoins, disons un commis, qui offrait de la résistance. Les trois complices pouvaient être condamnés et pendus pour meurtre, par le jeu combiné des articles 202 et 21. Avec l'article 202a, seul celui qui s'est servi de son arme sera trouvé coupable de meurtre qua-

lifié et passible de la peine capitale. C'est ainsi, du moins, que j'interprète le deuxième paragraphe de l'article 202a. Ses deux complices sont coupables de meurtre simple et passibles au plus de l'emprisonnement à vie.

Cette partie de l'article 21 reprend son empire lorsque la victime de l'homicide est un agent de police ou un gardien de prison dans l'exercice de ses fonctions. Les complices, en un pareil cas, sont jugés coupables de meurtre qualifié et exposés au même châtement que l'auteur de l'homicide. Il s'agit de protéger aussi efficacement que possible ceux que leur fonction oblige à risquer leur vie dans la lutte contre le crime.

6. *Le meurtre non qualifié*

Nous revenons aux principes de base du droit pénal. Tout acte non prohibé est facultatif et n'entraîne aucune responsabilité criminelle. De plus, il faut interpréter strictement les définitions du crime ; en l'absence de l'une des conditions essentielles d'un crime, nous pouvons déceler un crime moindre ; ce peut être aussi un acte inoffensif.

« Tout meurtre autre qu'un meurtre qualifié », lisons-nous dans le troisième paragraphe de l'article 202a du code pénal, « est un meurtre non qualifié. »

Encore faut-il que nous ayons devant nous un homicide coupable, d'abord, qui soit au surplus un meurtre. C'est la loi qui déclare quand un homicide coupable est un meurtre. Le code prévoit expressément les différentes formes que peut prendre le meurtre. Hormis ces cas et les cas de meurtre qualifié, nous sommes en présence d'un homicide coupable qui sera un homicide involontaire, non un meurtre. Peut-être aussi une simple négligence criminelle. Mis à part le meurtre qualifié, c'est l'intention criminelle qui fait un meurtre de certains homicides coupables. Le droit met au rang des meurtriers ceux qui accomplissent des actes illégaux qu'il détermine, sans se préoccuper des conséquences fatales que ces actes peuvent avoir. Il faut quand même être ici très prudent. L'indifférence sur les conséquences d'un acte illégal n'est pas toujours suffisante pour constituer un meurtre : il faut encore que cet acte criminel soit de ceux que la loi classe parmi les actes susceptibles de faire la base d'une accusation de meurtre non qualifié. Il faut en quelque sorte un homicide voulu, sans la moindre circonstance atténuante, sans explication acceptable.

Sans un acte positif il ne peut y avoir de meurtre, qualifié ou non. On ne saurait se rendre coupable d'un meurtre par l'omission d'accomplir un devoir légal ou moral. Une personne est en train de se noyer ; il me serait facile de la sauver, mais je

ne le fais pas : je suis tout ce que l'on voudra, mais pas un meurtrier, aux yeux de la loi.

Cet acte doit être interdit par la loi. La guerre force le soldat à donner la mort. Le bourreau, dans l'exercice de son implacable fonction, ne peut être mis au rang des assassins. Il faut un acte défendu, non l'exécution d'un devoir légal.

Cet acte positif peut prendre des milliers de formes. L'ingéniosité des hommes est immense. Quelles que soient la nature ou la forme de l'acte positif, pour qu'il y ait meurtre il faut que ce soit cet acte qui ait causé la mort. De là l'importance du témoignage du médecin légiste dans un procès d'homicide. Il faut que le ministère public prouve à la satisfaction du jury et suivant la loi, que la mort a eu pour cause l'acte positif de l'accusé. Nombreux les accusés qui ont dû leur libération à l'insuffisance de la preuve médicale, notamment dans les affaires d'empoisonnement à une époque où la science était moins avancée.

7. *L'homicide involontaire*

L'article 205 du code pénal, ressemblant comme un frère au paragraphe 3 de l'article 202a, nous apprend que « l'homicide coupable qui n'est pas un meurtre ni un infanticide constitue un homicide involontaire coupable ou *manslaughter* ». Mutatis mutandis, le raisonnement que nous avons fait au sujet du meurtre qualifié et du meurtre simple s'applique à l'homicide involontaire.

Il ne faut pas se laisser tromper par le mot involontaire. En fait, le mot anglais « *manslaughter* » désigne mieux que l'expression « homicide involontaire » ce que le droit criminel a en vue. On est porté à croire que le meurtre, c'est uniquement l'acte de celui qui a voulu la mort de sa victime, tandis que l'homicide involontaire exclut cette volonté de tuer. C'est une distinction qui n'est pas entièrement fautive, car elle est applicable en bien des cas. Elle n'est pas non plus entièrement vraie. Ce qui est juste, c'est uniquement ceci : tout homicide coupable qui n'est pas un meurtre est un homicide involontaire, le texte même de la loi. Cela veut dire que s'il y a un homicide coupable de commis, la justice se demande en premier lieu : « Est-ce un meurtre ? » Elle repasse alors tous les actes que le code appelle meurtre ; si l'acte reproché à l'accusé entre dans l'une de ces catégories, on se trouve devant un meurtre, mais pas autrement. Si l'homicide coupable n'est pas de ceux que le code qualifie de meurtre, c'est un homicide involontaire. Ce dernier crime est en quelque sorte résiduaire.

Donc, en premier lieu, ce qui distingue l'homicide involon-

taire de toute autre forme d'homicide, c'est que son auteur ne recherchait pas et n'a en aucune façon voulu la mort de la victime. C'est ce qui arrive, par exemple, dans un accident d'automobile mortel, qui également peut donner lieu à une accusation de négligence criminelle. Le chauffeur ne désirait la mort de personne; sa conduite immédiatement antérieure à l'accident ne permettait pas d'entrevoir la tragédie qui devait suivre.

L'homicide non recherché est néanmoins coupable quand il a eu pour cause l'imprudence ou la négligence de son auteur à un degré tel qu'on y peut déceler de l'insouciance pour la vie d'autrui. L'automobiliste ivre, par exemple, commet dès lors un acte criminel; s'il tue quelqu'un accidentellement, il est jugé coupable d'homicide involontaire. Deux individus se battent à coups de poing. Tous deux, à ce moment-là, commettent l'un sur l'autre un assaut. L'un d'eux tombe et se fracture le crâne. Il meurt des suites de cet accident. Le pugiliste amateur survivant répondra à une accusation d'homicide involontaire. C'est pendant qu'il commettait un premier acte criminel qu'il a causé la mort.

Le législateur a prévu deux défenses applicables spécialement à une accusation de meurtre mais susceptibles d'entraîner un verdict d'homicide involontaire : la légitime défense et la provocation.

Voyons d'abord la légitime défense. Une personne est attaquée. Il s'agit pour elle d'estimer la gravité de l'attaque afin de mesurer la défense qu'elle doit présenter. On a jugé déjà qu'une simple gifle ne justifie pas celui qui la reçoit de sauter sur son agresseur et de lui briser la mâchoire. La riposte doit se limiter à ce qui est nécessaire pour la défense de la personne attaquée. Si l'attaque met en danger la vie d'un citoyen de bonne foi, celui-ci a le droit strict de se défendre par tous les moyens et même de tuer son agresseur. Une riposte adéquate mais non exagérée peut légitimer un acquittement. Cependant, objectera-t-on, quelqu'un peut se tromper et employer une force excessive. Au jury d'apprécier une semblable erreur.

Ainsi que le note le juge Lagarde, « La question en litige n'est pas de savoir si le prévenu a employé plus de force qu'il n'était nécessaire, mais bien de savoir s'il s'est servi d'une plus grande force que celle que pour des motifs raisonnables il croyait nécessaire ? Quelques exemples méritent d'être cités. L'agresseur avait un couteau, ou il semblait prêt à décharger un revolver; il frappait son adversaire couché sur le plancher, etc.; autant de cas qui rendent justifiable une défense complète même avec des armes.

Le code ne définit pas le mot provocation. On doit s'en tenir aux définitions courantes. Chacun sait confusément en quoi consiste une provocation. Ce sont des paroles, des gestes, des faits qui excitent la colère ou la rancune.

La provocation seule est insuffisante pour qu'un tribunal retienne cette défense. Encore faut-il qu'elle soit soudaine. Le premier paragraphe de l'article 203 le déclare :

« Un homicide coupable qui autrement serait un meurtre peut être réduit à un homicide coupable ou *manslaughter* si la personne qui l'a commis a ainsi agi dans un accès de colère causé par une provocation soudaine. »

Ainsi la vengeance se trouve exclue car elle écarte toute idée de provocation soudaine. L'essence même de la défense de provocation, c'est que celui qui l'invoque n'était plus maître de lui-même au moment de son acte. Vous me direz : « Toute personne qui tue a cessé d'être maîtresse d'elle-même. » Sans doute, le meurtre a quelque chose de si odieux, de si déraisonnable, qu'on est enclin à mettre tous les assassins au rang des aliénés, au moins des aliénés temporaires. La loi, pour des motifs évidents, ne peut se plier à de pareilles impressions.

Le jury — car la défense de provocation est laissée au jugement du jury — doit s'interroger sur la conduite de l'accusé au moment du crime ; il doit se demander si un homme raisonnable, un homme présumé normal, en présence de la provocation mise en preuve, aurait cédé à la colère et se serait porté à des gestes homicides. On admettra que de pareilles provocations sont rares.

Les cas les plus fréquents sont les suivants :

1. — La provocation née d'une querelle accompagnée de violence physique ;
2. — Le flagrant délit d'adultère ;
3. — Les mauvais traitements par un tiers au conjoint ou aux enfants de l'accusé, parfois même à des tiers.

On distingue en quoi le meurtre diffère de l'homicide involontaire par suite de provocation. Dans le meurtre, il y a essentiellement de la malice, la volonté de tuer, parfois la préméditation. Le mobile de l'assassin finit toujours par se révéler. Dans l'homicide par suite de provocation, il n'y a aucune préméditation, rarement la volonté de tuer ; le criminel, à ce moment-là, n'est plus un homme normal.

Ajoutons, au passage, que la provocation, en principe, ne constitue pas une défense à une accusation d'assaut. Une

injure, une mornifle, telle n'est pas la loi qu'enseignent les prophètes. Toutefois, les sentences se font très clémentes à l'occasion.

8. *La négligence criminelle*

Le code pénal ne définit pas la négligence en soi. Si je puis hasarder une définition, ce qui constitue la négligence, c'est tout acte provenant d'une faute d'attention, d'une absence de soin et de précaution ; c'est aussi l'omission de remplir quelque obligation légale de peu d'importance. Elle consiste en toute forme de conduite imprudente et se caractérise souvent par la paresse. Chacun de nous se rend compte de sa propre négligence.

En partant de cette définition descriptive, nous pouvons y voir des degrés. C'est une question de degrés qui sépare l'homicide involontaire de la négligence criminelle. Les juristes ont divisé la négligence et conclu à ce qu'ils appellent une faute légère, la faute la plus légère et, d'un autre côté, la faute lourde, la faute grossière et même la faute malicieuse et voulue.

La négligence est souvent le fruit de l'irréflexion. On ne veut pas mal faire ; que d'autres souffrent de notre erreur involontaire, nous en sommes marrés. Il y a aussi la négligence volontaire, celle dont on a conscience et qu'on poursuit sans crainte des résultats.

C'est l'automobiliste qui fournit la plupart des cas de négligence criminelle. Le conducteur est ivre : il sera accusé de négligence criminelle si son ivresse était légère, d'homicide involontaire si elle était impardonnable au volant. Un automobiliste ne cède pas le passage à un autre qui se présente à sa droite dans le croisement de deux rues. C'est de la négligence, peut-être voulue ; cependant, ce sera une faute devant les tribunaux civils seulement. Elle n'atteint pas ce degré de malice qui mérite à son auteur une peine criminelle.

La vitesse demeure l'une des fautes principales chez les automobilistes. La faute créée par une vitesse illégale peut n'avoir que des effets civils ; accompagnée d'autres formes de négligence, la vitesse peut entraîner des conséquences criminelles. Ce sont les faits relatifs à chaque cas qui servent de guide au juge.

La faute née d'une négligence mineure crée l'obligation de réparer les dommages. L'automobiliste jugé responsable d'une collision entre deux véhicules doit solder le prix des réparations non seulement de son propre véhicule, mais aussi du véhicule de l'autre partie. C'est cette obligation éventuelle à laquelle

pare l'assurance. Nous sommes ici devant une négligence de caractère civil.

Pour qu'il y ait négligence criminelle il faut l'absence de souci quant aux dommages qu'on risque de causer, il faut une certaine résonance d'ordre intellectuel et moral qui mérite un châtimeur. L'article 191 du code pénal, qui prévoit l'emprisonnement à perpétuité comme châtimeur maximum de l'auteur de la négligence criminelle, nous parle d'« insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité d'autrui ». Le législateur explique ainsi sa notion de l'intention criminelle en l'espèce. C'est l'attitude de l'auteur du dommage au moment où il se rend coupable de négligence qui importe en droit criminel. « Tant pis pour les autres, se dit l'automobiliste avant l'accident ; qu'ils s'ôtent du chemin ! » Une pareille conduite, puis une mort accidentelle ; il n'en faut pas davantage pour justifier une condamnation.

9. *L'infanticide*

L'infanticide, classé parmi les homicides coupables, est entré dans le code pénal canadien seulement en 1948. C'est présentement l'article 204 :

« Une personne du sexe féminin commet un infanticide lorsque par un acte ou omission volontaire, elle cause la mort de son enfant nouveau-né, si au moment de l'acte ou omission, elle n'est pas complètement remise d'avoir donné naissance à l'enfant et si, de ce fait ou par suite de la lactation consécutive à la naissance de l'enfant, son esprit est alors déséquilibré. »

L'analyse de ce texte relativement clair nous apprend quels sont les éléments essentiels de ce crime nouveau, quoique des faits semblables se répètent depuis toujours. Le châtimeur de l'infanticide, c'est au maximum cinq ans d'emprisonnement : un juge clément, quand les circonstances s'y prêtent, remplace l'emprisonnement par une amende, ou il proportionne les deux.

A première vue, les femmes seulement peuvent se rendre coupables d'infanticide. La jurisprudence canadienne, deux arrêts à date, se range de cet avis. Je me demande toutefois si l'article 21 du code n'autorise pas le ministère public à accuser d'infanticide également le complice, s'il en est, d'une mère coupable de ce crime.

Le législateur précise que seul l'enfant né viable peut être victime d'un homicide coupable, donc d'un infanticide. Il exclut l'enfant mort-né. D'autre part, le bébé demeure un nouveau-né jusqu'à l'âge d'un an. Tuer un fœtus constitue un crime distinct ; un article spécial du code en détermine les

conditions. Ce n'est pas un homicide car aucun être humain n'est mort.

Une expertise médicale informe le jury sur l'état d'une accusée au moment du crime. Cette expertise est confirmée, quand c'est possible, par des témoignages dont celui de l'accusée, si elle le désire. Chacun sait que l'accouchement est parfois suivi d'un certain déséquilibre physique et mental, apparenté à la folie, mais différent parce que la mère continue de se rendre compte de la culpabilité d'un geste homicide voulu. L'aliénation mentale, qui obnubile tout sens moral et tout jugement, justifie en tout temps un acquittement, quelle que soit l'accusation. En l'absence de tout déséquilibre, au contraire, la mort d'un bébé aux mains de sa mère entraîne une accusation de meurtre ou d'homicide involontaire, maintenant comme dans le passé.

On comprend pourquoi c'est la défense qui trouve avantage à invoquer l'article 204 quand le ministère public a inculpé une mère de meurtre ou d'homicide involontaire. L'infanticide est au premier échelon des homicides coupables : il s'inclut dans l'homicide involontaire et dans le meurtre. Outre ces deux derniers crimes, qui attirent sur leurs auteurs des châtements plus rigoureux, d'autres crimes peuvent se rapprocher de l'infanticide : la négligence de se procurer de l'aide lors de l'enfantement, la suppression de part, l'accélération provoquée de la mort de quelqu'un, enfant ou adulte, et autres de même genre. Les peines varient de l'un à l'autre. Ce que recherche le législateur, c'est d'imposer à la mère et à tous le respect de la vie du bébé.

10. *L'avortement*

Personne n'ignore en quoi consiste l'avortement. Le législateur canadien le distingue de l'avortement thérapeutique que seuls les médecins sont autorisés à pratiquer et seulement dans des conditions bien précises.

L'avortement demeure un crime d'une gravité exceptionnelle. Son auteur risque l'emprisonnement à perpétuité. La femme elle-même est passible d'un emprisonnement de deux ans qui, « étant enceinte, avec l'intention d'obtenir son propre avortement, emploie ou permet que soit employé quelque moyen pour réaliser son intention ». Inutile de rappeler que l'avortement est une opération dangereuse, souvent fatale, quand elle est pratiquée par une personne inexpérimentée. Le législateur protège la femme, non moins que la société, en punissant même celle qui s'avorte elle-même ou se laisse avorter. Ces dispositions législatives ne demeurent pas lettre morte ;

les tribunaux sévissent avec rigueur quand une femme est reconnue coupable de ce crime. Malheureusement, dans la plupart des cas rapportés à la police ou qui viennent devant les tribunaux, la femme n'est plus là pour répondre de sa faute.

Le législateur, comme nous venons de le voir, se montre d'une extrême sévérité envers l'auteur de l'avortement, fût-il un médecin. Je le répète, seul l'avortement thérapeutique n'est pas criminel. N'échappe pas qui veut à la justice dans ces cas. On considère comme avorteur celui qui, dans l'intention de procurer l'avortement d'une femme, qu'elle soit enceinte ou non, emploie quelque moyen de réaliser cette intention. Par moyen on entend :

- a) L'administration d'une drogue ou autre substance nocive ;
- b) L'emploi d'un instrument ; et
- c) Toute manipulation ».

Comme on voit, le pharmacien autant que le médecin qui se prête à de pareilles manœuvres s'expose à des accusations. Bien plus, il n'est pas nécessaire que les drogues prescrites aient produit l'effet qu'on en attendait ; l'intention de causer l'avortement suffit. Toutefois, il ne faut pas confondre les drogues susceptibles de provoquer l'avortement avec les drogues anticonceptionnelles.

Le mari n'est guère plus autorisé qu'une autre personne à enfreindre la loi sur cette question. Les mères soucieuses de préserver la réputation de leurs filles en se livrant sur elles à des pratiques interdites par la loi, n'échappent pas non plus à ces châtimens. Faut-il ajouter que les médecins, même si leur intervention dans ce sens offre moins de danger, s'exposent plus que d'autres, car ils risquent, outre l'emprisonnement, la perte de leur droit d'exercer la médecine par la suite. L'accusation d'avortement est portée lorsque la victime survit. En un tel cas, celle-ci devient le témoin par excellence du ministère public. Son témoignage cependant est regardé comme celui d'un complice. Il reste que la femme peut identifier son avorteur mieux probablement que quiconque.

De pareilles manœuvres se terminent souvent par la mort de la femme qui s'y prête. Si elle a été le seul artisan de son malheur, elle seule relève de la justice, et seule la justice divine peut maintenant la condamner.

Mais l'avorteur dont la victime décède des suites d'une opération illégale, est généralement inculpé d'homicide involontaire. Son châtimement : l'emprisonnement à vie sous le titre des homicides.

11. *L'assaut*

L'assaut prend diverses formes et il est puni différemment suivant le sexe de la victime, les blessures qu'elle a subies et l'intention de l'agresseur. Les faits nous guident dans le choix de l'accusation, depuis les simples voies de fait et l'assaut proprement dit jusqu'à la tentative de meurtre. Chacun convient qu'il est interdit de se porter à des voies de fait sur autrui. Les voies de fait peuvent n'avoir causé aucune blessure ; elles peuvent aussi avoir résulté en une infirmité ou en des lésions graves.

On commence par les voies de fait simples, ordinairement punies d'une amende. C'est l'assaut dans sa forme la plus bénigne. Par exemple, deux hommes se querellent et finissent par échanger des coups. Mieux encore comme exemple, un homme en gifle un autre. Le législateur s'est montré peu sévère dans de tels cas. Le soin de prononcer telle ou telle sentence est laissé au président du tribunal.

En pratique, les juges condamnent à l'amende celui qui s'est porté à des voies de fait simples. Il faut se rappeler que la victime perd tout recours en dommages-intérêts devant les tribunaux civils quand l'auteur de l'assaut est trouvé coupable seulement de voies de fait simples. On ne veut pas soumettre aux ennuis de deux procès l'auteur d'un délit d'aussi peu d'importance.

L'assaut consiste parfois dans la menace de frapper quelqu'un, à condition toutefois que le délinquant fasse quelque geste qui porte sa victime à croire raisonnablement qu'il mettra sa menace à exécution. Ajoutons que les juges condamnent rarement, même à une amende nominale, ceux qui sont coupables au plus d'avoir menacé quelqu'un avec gestes à l'appui. Il ne faudrait tout de même pas encombrer les tribunaux de contestations inutiles.

Aux voies de fait simples, on oppose les voies de fait graves. Ces dernières sont celles qui causent des lésions corporelles. Il n'est pas nécessaire que ces lésions soient graves, en dépit du nom ; il suffit que la victime ait saigné, qu'elle ait dû recourir aux soins d'un médecin, etc. C'est une question de degré dans les blessures subies par la victime. En pareil cas, celle-ci reprend son droit au recours civil. Expliquons-nous par des exemples :

Si l'assaillant s'est contenté de gifler son adversaire, et cela sans autre effet qu'une blessure d'amour-propre, le droit criminel classe cet assaut parmi les voies de fait simples. Par contre, si l'assaillant y est allé de ses poings et de ses pieds, si la victime en sort avec un œil au beurre noir, ou avec des

dents cassées ou la peau fendue, l'assaillant est exposé à deux ans d'emprisonnement. En pratique, néanmoins, les châtiments n'atteignent pas cette gravité. Le juge apprécie les circonstances de l'assaut, la nature des blessures causées à la victime, et inflige ensuite un châtimement tempéré par l'indulgence que nous devons tous avoir pour les défauts de caractère des humains.

Il y a des maris qui se croient encore le droit de convaincre leurs épouses à coups de poing. Depuis le Moyen-Age, c'est interdit. Le code criminel en fait même la mention spéciale que voici :

1. Est coupable d'un acte criminel et passible de deux ans d'emprisonnement, et d'être fouetté, celui qui (...)

« Se livre à des voies de fait sur son épouse ou toute autre femme ou fille et la bat, et lui cause par là des blessures corporelles ».

Comme on voit, le législateur n'aime guère les batteurs de femmes. Au fait, les juges non plus. Il est plus d'un de ces fiers-à-bras qui réfléchissent en prison sur les périls des arguments trop frappants en famille. Le châtimement, en pratique, s'arrête en-deçà du fouet.

Il suffit de voies de fait simples pour que l'épouse ainsi traitée demande la séparation de corps aux tribunaux civils. Ici encore les juges font la part des insuffisances des hommes. On cherche moins à diviser les époux qu'à les réconcilier. Que de foyers seraient maintenant désunis s'il avait suffi d'une gifle pour séparer les époux !

Les voies de fait simples et les voies de fait graves sont loin d'épuiser le sujet des assauts. Il y en a malheureusement de plus graves, comme celui qui s'accompagne de l'intention criminelle de mutiler, de défigurer ou d'estropier. Il y a aussi le vol avec violence, autrement dit le vol rendu possible à cause d'un assaut par le voleur : c'est un crime très grave que les juges punissent avec la plus grande sévérité. L'auteur d'un vol avec violence s'en tire rarement avec moins que le pénitencier, c'est-à-dire avec deux ans ou plus d'emprisonnement.

Il y a quelques années, l'Angleterre connaissait une épidémie de mutilations criminelles. Cela avait débuté lorsque je ne sais quel acteur de cinéma ou quel clown jaloux, pour se venger de sa belle, lui avait lancé du vitriol à la figure. Les journaux s'emparèrent de l'affaire qui fit grand bruit. Dans les mois qui suivirent, des cerveaux affaiblis prouvèrent de la même façon l'importance de leurs amours malheureuses et celle de leurs vingt ans. Nous savons ce que c'est : Marlon Brando nous a affligés des vestes de cuir, des coups de poing aux passants

inoffensifs et des motociclettes pétaradantes. L'imitation sert d'invention à nombre de gens.

L'article 79 du code pénal prévoit expressément ce genre de crime.

« Est coupable d'une infraction quiconque place ou lance en quelque lieu que ce soit, vers ou sur une personne, un fluide corrosif, une substance explosive ou toute autre substance ou chose dangereuse ».

Comme châtiment possible, l'emprisonnement à perpétuité. L'article 216 du code le complète ; on y prévoit une peine de quatorze ans de pénitencier. Le juge apprécie les circonstances atténuantes, s'il en est ; mais le législateur a mis ces crimes au rang des plus sévèrement punis, à l'égal du viol et de l'homicide involontaire.

Peu importent les relations entre l'auteur et la victime de l'attentat ; peu importent également les motifs. Le mari n'est guère plus excusable qu'un autre s'il se porte à des voies de fait sur son épouse. Il ne lui appartient pas, non plus, de juger cette dernière et de lui infliger une punition corporelle qu'il croit méritée.

CHAPITRE VI

LES MŒURS

1. *La moralité*

Les crimes contre la moralité, dans notre province où l'on a attaché pendant longtemps une importance exagérée aux questions sexuelles, soulèvent l'ire et l'indignation des bourgeois, qui souvent doivent faire effort pour maîtriser leurs propres impulsions et sont par conséquent prompts à condamner ceux qui s'abandonnent aux tentations de la chair.

Dieu a voulu libres les hommes et les femmes. Il interdit cependant les débordements, de quelque nature qu'ils soient. Ce n'est pas mon rôle d'enseigner ou plutôt de rappeler les principes de la moralité chrétienne que des voix autorisées ne se lassent pas de nous répéter.

Le législateur ne châtie point tous les vices ; est-ce son rôle ? On en doute quand on pense aux excès du puritanisme en Nouvelle-Angleterre il y a trois siècles. A la base des sociétés occidentales se place la liberté ; c'est ainsi, du reste, qu'en juge l'Eglise.

Il s'agit, pour l'Etat, d'obliger les hommes et les femmes à respecter la liberté les uns des autres, parfois même à respecter leur propre liberté. Nul ne doit abuser de sa force ou de son expérience pour obtenir ce que l'autre a le droit de donner, soit, mais aussi le droit de refuser.

Ce sont les femmes et les enfants que le législateur se fait en premier lieu le devoir de protéger.

A juste titre le législateur considère l'enfance comme irresponsable. C'est pourquoi des lois spéciales lui sont appliquées. C'est pourquoi, par exemple, l'enfant de moins de sept ans échappe à toute responsabilité devant le droit pénal. Il faut, pour qu'il y ait crime, non seulement une action interdite mais aussi une intention délictueuse. Or, l'enfant peut-il former une pareille intention ?

Corrolairement le consentement de l'enfant ne peut excuser l'auteur d'un délit d'immoralité à son égard. On regarde l'enfant comme incapable de refuser son concours à un semblable délit ; à tout le moins, on le juge impuissant à résister aux assauts indécents d'un adulte. Peut-être l'enfant devenu adolescent sera-t-il l'agent provocateur d'un délit d'immoralité ; néanmoins, aux yeux du juriste, ce consentement est nul parce qu'insuffisamment éclairé, ou sa valeur est discutée. L'intelligence et la volonté font défaut à l'enfant pour se conduire seul ;

il ne saisit pas toujours les conséquences des actes immoraux qu'il pose ou qu'on l'entraîne à faire.

L'enfance, d'après le code pénal relativement à l'immoralité, se termine à vingt et un ans. Toutefois, le législateur continue de protéger les débilés mentaux même après cet âge.

Les étapes de l'enfance pour la femme sont marquées aux âges de quatorze, seize et dix-huit ans. C'est la valeur du consentement qui est à l'origine de ces différences.

La femme est libre de disposer d'elle-même comme elle l'entend, après vingt et un ans. Cependant, le législateur intervient pour garantir cette liberté. D'où le crime de viol dont peut se plaindre une femme, quel que soit son âge ; ce crime repose sur l'absence de consentement et sur la violence qui est faite à la femme.

S'il y eut consentement après que la femme avait vingt et un ans, à moins qu'elle ne soit idiote, elle ne saurait accuser quiconque de séduction devant les tribunaux criminels. Elle conserve des recours devant les tribunaux civils ; la condamnation s'arrêtera au paiement d'une indemnité ou d'une pension.

La morale chrétienne n'admet les relations sexuelles que dans le mariage ; le législateur s'arrête en-deçà. Il doit compter avec la liberté individuelle, notamment avec la liberté de la femme de disposer d'elle-même. Le mariage n'importe guère dans certains délits.

Cette liberté de la femme autorise celle-ci à se prostituer. Néanmoins, dès qu'un tiers retire le moindre bénéfice de la prostitution, celle-ci devient illégale. C'est pourquoi, en pratique, la prostitution sur une base continue finit par ne plus pouvoir s'exercer légalement. Dès que la prostitution devient illégale, elle est interdite à la femme ; cela paraît une lapalissade, c'est quand même la meilleure manière d'illustrer le problème de la prostitution. Le législateur maintient le droit de la femme de disposer d'elle-même quand elle est majeure ; d'un autre côté, en interdisant l'exploitation des prostituées, il tâche de prévenir la déchéance d'êtres humains, victimes de l'égoïsme et de la passion débridée des usagers de ce genre de charmes. Dans chaque ville, la police tâche de dépister les maisons closes. Les tenanciers sont châtiés souvent avec plus de rigueur que les filles dont ils commercialisent le vice. Faut-il ajouter qu'il ne saurait être question de tolérance dans ce genre d'affaires ? Une société chrétienne ne peut « tolérer » que des femmes, c'est-à-dire des êtres humains non moins que vous et moi, soient condamnées à la déchéance physique et morale qui frappe d'ordinaire les malheureuses esclaves des exploiters de la prostitution.

2. *L'obscénité*

Le code pénal canadien, depuis quelques années, renferme une définition de l'obscénité défendue. On la trouve au paragraphe 8 de l'article 150 :

« Aux fins de la présente loi, est réputée obscène toute publication dont une caractéristique dominante est l'exploitation indue des choses sexuelles, ou de choses sexuelles et de l'un quelconque ou plusieurs des objets suivants, savoir : le crime, l'horreur, la cruauté et la violence ».

Il faut partir de cette définition avant de regarder comme obscènes des livres, des disques de phonographe, des images, des informations dans les journaux. D'autre part, la publication d'histoires illustrées de crimes, d'après le même article 150, constitue un crime en soi, qu'on y parle de choses sexuelles ou non. Se débrouille qui peut dans la confusion de cet article 150.

Il est loisible au législateur d'appeler un cheval une pomme, pourvu qu'il établisse les conventions d'un tel vocabulaire. Il reste souhaitable néanmoins que les définitions juridiques évitent la loufoquerie, sans quoi il devient impossible d'appliquer la loi sans choir dans l'arbitraire. Qu'est-ce que le crime, l'horreur, la cruauté viennent faire dans une définition de l'obscénité ? De plus, on croit à tort éviter tout écueil avec des mots comme « exploitation indue ».

C'est pourquoi l'ancienne définition, tirée de la jurisprudence anglaise, conserve son utilité. Il s'agit de la règle posée en 1868 par le juge en chef Cockburn dans l'arrêt de Hicklin (traduction du juge Irénée Lagarde, dans son ouvrage sur le Droit Pénal Canadien) :

« Je pense que le critère de l'obscénité est le suivant : la matière prétendue obscène doit tendre à dépraver et à corrompre ceux dont l'esprit est sensible à de telles influences immorales et entre les mains de qui une publication de ce genre peut tomber ».

Le code pénal punit de deux ans d'emprisonnement quiconque se rend coupable de l'une des infractions de l'article 150. Il va sans dire que c'est là un maximum ; le juge mesurera la peine aux circonstances de chaque cas.

C'est l'article 151 du code criminel qui définit ce que les journaux peuvent publier des débats judiciaires relatifs à des affaires de mœurs. Le législateur recommande la concision et la bonne foi. C'est le devoir de la presse d'informer le public. L'article 151 fait défense d'imprimer les détails de nature à offenser la morale publique. Les journaux doivent être les premiers à fuir l'obscénité sous toutes ses formes. Ils sont ré-

pandus à des centaines de milliers d'exemplaires. On les trouve aux mains des adultes, mais aussi des enfants. Ils sont exposés aux éventaies, à la vue de tous. On se les procure à bon compte. Que les journaux fassent connaître au public, dans les limites prévues par l'article 151 du code, les débats judiciaires même scabreux, nul ne songe à les blâmer. Il y a obscénité, pouvons-nous dire, quand le journaliste se complait dans ce genre d'informations, ne nous épargne aucun détail, coiffe sa nouvelle d'un titre prometteur de sensations malsaines, l'accompagne de photographies suggestives, provocantes, le tout dans une langue imagée, crue, souvent vulgaire.

Et là encore nous ne sommes que dans la publication de débats judiciaires... Que penser d'informations vagues, de provenance douteuse, qui n'ont donné lieu à aucun procès, qui n'ont d'autre mérite que de nous débiter des histoires salées ? Ce n'est pas parce que l'information se termine par un conseil aux parents ou aux jeunes filles qu'elle cesse d'être obscène.

Qu'un journal échappe de temps à autre une nouvelle, une image qu'on aimerait mieux ne pas y voir, c'est insuffisant, je crois, pour en faire une publication obscène. Le tribunal ne saurait voir en cela matière qui tend à la corruption ou à la dépravation des mœurs. Autrement dit, une fois n'est pas coutume. L'intention criminelle fait défaut. Mais qu'une publication se spécialise dans ce genre d'information, en rassasie ses lecteurs, y voit sa principale source d'intérêt (cela se reconnaît à l'importance relative des titres), voilà un journal obscène. Mutatis mutandis, les mêmes observations s'appliquent aux revues et aux livres.

L'article 152 proscriit les représentations théâtrales immorales. Le législateur paraît se montrer plus sévère pour les représentations théâtrales que pour les livres et autres publications. En ce dernier cas, l'obscénité seule est en cause tandis que les représentations simplement immorales peuvent donner naissance à une accusation criminelle.

Le Gouvernement de la Province de Québec, afin d'assurer le respect de la décence et la moralité des spectacles, a institué un bureau de censure qui a pour mission d'empêcher la diffusion de films ou d'images obscènes. Notre bureau de censure ressemble aux bureaux de censure qui existent aux Etats-Unis, en France, en Italie, et ailleurs. Il tient ses pouvoirs de la volonté du législateur, en principe et constitutionnellement parlant, de vous et de moi, puisque c'est nous qui élisons les députés. Le rôle du Bureau de censure consiste principalement à prévenir la représentation de films immoraux. Il tâche de

prévenir. Nous assistons à une drôle d'évolution de l'immoralité en ce domaine.

Sous le manteau de l'art, ou de la science, ou de la culture, on multiplie depuis quelque temps les livres et autres publications obscènes, les films licencieux et les représentations théâtrales grossières autant que malsaines. L'art en certains milieux semble ne pas cracher sur les gros sous, or, là est le profit. Je ne puis interpréter le droit pénal, même en convenant que l'obscénité est une notion relative, comme autorisant tout ce débordement de la sexualité, n'en déplaise à monsieur Freud. Je suis d'avis que le droit pénal ne tolère point l'image répétée, comme au cinéma, devant le public, fût-ce celui de la Place des Arts, de certains gestes humains et fort naturels, sans doute, mais qui excitent chez les nouveaux « voyeurs » des instincts toujours en éveil et périlleux pour la tranquillité d'autrui. Sous prétexte de montrer les fastes de l'Égypte dans l'Antiquité, il est inutile de faire revivre au cinéma le pharaon Aménophis et son épouse Néfertiti enlacés dans une litière et s'étreignant à ciel ouvert dans les rues de Thèbes. Ce serait peut-être historique, mais déplacé et d'un goût douteux. Je me garde de juger le nouveau cinéma québécois.

3. *L'attentat à la pudeur*

Le législateur canadien s'inquiète encore de la pudeur des femmes, à notre époque où un grand nombre d'entre elles sont vêtues de si courte façon qu'à moins d'être acrobates, elles ne sauraient ramasser sur le trottoir une pièce de dix cents sans montrer leur fond de culotte aux passants. Il prévoit une peine de cinq ans d'emprisonnement et du fouet comme châtiment de quiconque attente à leur pudeur. Il va sans dire que le juge, avant de prononcer la sentence, s'enquerra de la gravité de l'affaire et de la conduite antérieure de la victime. La provocation constitue une circonstance atténuante, cela va sans dire.

Les femmes échappent à toute poursuite devant les tribunaux criminels à la suite d'actes de ce genre. On prend pour acquis que l'homme est capable de défendre contre la femme sa propre pudeur. Comme aurait dit naguère une suffragette anglaise, « this is a man's world ». Cependant la femme, à l'égal de l'homme, peut se rendre coupable de ce crime envers une autre femme.

Il faut montrer à l'origine quelque acte de violence de l'homme, sans quoi il sera acquitté. Les simples voies de fait suffisent, à cet égard, c'est-à-dire le moindre attouchement, indécent ou non. Dans un arrêt assez ancien, l'acte hostile a été mis au rang des voies de fait.

Le consentement de la prétendue victime constitue le meilleur moyen de défense à une pareille accusation. Toutefois, l'acquiescement d'une fillette de moins de quatorze ans est réputé non valable. Comme dans la plupart des crimes de mœurs, l'âge joue un rôle capital.

Le degré de violence entre en ligne de compte quand vient le moment de la sentence ; également, l'âge de la victime et celui de l'auteur de l'attentat.

Une accusation d'attentat à la pudeur exige, outre les voies de fait, que ceux-ci aient été accompagnés de circonstances ou de paroles indécentes. Je laisse à votre imagination le soin de trouver quelles circonstances et quelles paroles. Le tribunal doit considérer tous les faits dans sa recherche de l'intention criminelle exacte de l'accusé.

En effet, les actes de violence d'un homme vis-à-vis d'une femme justifient souvent des accusations plus graves que l'attentat à la pudeur, par exemple, le viol. D'autre part, les gestes indécents, mais sans les voies de fait, remplissent peut-être les conditions de l'infraction dite d'inconduite en raison d'actions indécentes, ou exhibitionnisme. Les châtimens varient en conséquence. Ce sont les intentions manifestes de l'accusé lors du crime qui en déterminent la nature. On se souvient que dans le viol ou la séduction, l'existence de relations sexuelles, si sommaires soient-elles, est nécessaire au soutien de l'accusation. Au contraire, l'attentat à la pudeur exclut les relations sexuelles.

A la réflexion, je suis convaincu que le législateur n'effacera pas demain le crime d'attentat à la pudeur, même si cette vertu se détériore rapidement de nos jours.

4. *La séduction d'une adolescente*

Le code civil autorise le mariage d'une fillette dès qu'elle atteint douze ans. Nous savons que nombre de nos aïeules, aux premiers temps de la colonie, convoiaient entre douze et quatorze ans ; aussi, elles avaient beaucoup d'enfants. Cela nous convainc qu'il n'y a rien d'anormal en soi qu'une adolescente à peine pubère se livre à un homme mais dans le mariage. Reste que de nos jours les mariages aussi hâtifs sont devenus rares au point que la presse en fait mention quand d'aventure il s'en trouve un.

L'âge compte pour beaucoup dans l'appréciation des relations sexuelles extramaritales des adolescentes. Le législateur a marqué quatre étapes : moins de quatorze ans ; de quatorze à seize ans ; de seize à dix-huit ans ; de dix-huit à vingt et un ans. Du côté du séducteur, l'âge en pratique n'importe guère : il doit avoir quatorze ans ou plus. Cependant les juges se mon-

trent plus méprisants et plus sévères pour les barbons. Il faut prévenir les maraudeurs du péril qu'ils courent en ayant des relations sexuelles avec des adolescentes.

Le ministère public prouve l'âge au moyen de l'acte de naissance que dépose un témoin qui, en outre, identifie la victime. D'ordinaire, ce sont les parents qui servent de témoins. Le témoignage même non corroboré de l'adolescente âgée de moins de seize ans suffit pour établir l'existence des relations sexuelles ; si elle avait seize ans révolus et moins de dix-huit ans au moment du crime, son témoignage là-dessus doit être corroboré. Le législateur redoute le chantage.

Quand la fillette a moins de quatorze ans, la séduction est assimilée au viol à cause de la faiblesse intellectuelle et morale présumée de la victime et à cause de son inexpérience. Aucun moyen de disculpation ne s'offre à la défense. Le châtement, ce peut être l'emprisonnement à perpétuité et même le fouet, comme dans le viol.

Il y a des adolescentes qui paraissent plus âgées qu'elles ne le sont en réalité. A dix-sept ans, par exemple, elles ont l'air d'en avoir vingt, se maquillent et s'habillent de façon à donner le change. Elles fréquentent les dancings et les bars, font de l'œil au premier venu et trinquent avec lui. Cela pose un problème difficile ; la solution dépend de l'âge de l'adolescente et de l'accusation portée contre le séducteur.

Lorsque l'adolescente a plus de quatorze ans et moins de seize, l'accusation peut être basée sur le paragraphe 2 de l'article 138 du code criminel. En pareil cas, la défense invoque le relâchement des mœurs de la victime. En d'autres mots, il est loisible à l'accusé de prouver qu'elle n'était pas de mœurs chastes auparavant. Le juge se demande en outre si l'adolescente n'avait pas, lors du prétendu crime, une conduite plus blâmable que celle de son compère. Que celui-ci ait cru à tort mais de bonne foi qu'elle avait plus de dix-huit ans, ce n'est pas une défense valable.

Quand l'adolescente a plus de seize ans et moins de dix-huit, les mêmes moyens de défense sont reconnus à l'accusé. La chasteté antérieure de la victime conserve toute son importance. Il semble que l'erreur sur l'âge ne présente aucun intérêt dans une telle accusation, fondée cette fois sur l'article 143 du code criminel, sauf quant à la sentence.

Pourtant la jurisprudence, depuis un arrêt de la *Cour Suprême* à ce sujet, admet cette défense à l'encontre d'une accusation reposant sur l'article 33 de la Loi sur les jeunes délinquants. Nous sommes même en présence de règles contraires à celles qu'a déterminées le législateur dans les articles 138 et

143 du code criminel. Dans l'article 33, la chasteté de la victime et sa conduite répréhensible immédiatement avant le crime n'entrent pas en ligne de compte, seulement son âge. Le juge saisi d'une pareille accusation condamne l'homme parce qu'il a contribué à faire de l'adolescente une jeune délinquante, non pour séduction. L'âge occupe la place principale, d'où l'excuse née de l'erreur de bonne foi à ce sujet. La jeune fille peut s'être prostituée dans le passé ; en principe, seul l'âge importe.

Le séducteur d'une adolescente de quatorze à seize ans, en vertu de l'article 138, paragraphe 2, s'expose à une sentence de cinq ans d'emprisonnement ; celui d'une adolescente de seize à dix-huit ans, d'après l'article 143, à une sentence de deux ans d'emprisonnement. Enfin, l'article 33 de la Loi sur les jeunes délinquants prévoit une amende de \$500 et un emprisonnement de deux ans, sans égard à l'âge de la victime du moment qu'elle avait moins de dix-huit ans lors du crime, mais en égard à son apparence.

5. *La séduction sous promesse de mariage*

Ce crime, la séduction sous promesse de mariage, se compare avec la séduction d'une employée. Le châtement maximum est le même, deux ans d'emprisonnement. Seuls les hommes peuvent en être accusés. La séduction d'un homme par une femme qui lui promet le mariage n'a rien de criminel ; il suffit d'y faire allusion, je crois, pour saisir le ridicule d'une pareille hypothèse. Les suffragettes ne changeront pas la nature, dût le principe de l'égalité des sexes en souffrir à leurs yeux : l'idée de la séduction criminelle d'un homme par une femme fait sourire.

Ce sont les femmes de dix-huit à vingt et un ans que le droit pénal entend protéger avec l'article 144. La femme qui dépasse vingt et un ans doit se défendre sans l'aide de la loi. Quand elle a moins de dix-huit ans, elle est sujette à des mesures de redressement ou de protection plus efficaces, qui entraînent en outre des punitions plus sévères pour les contrevenants masculins.

Ici comme dans les autres procès issus de la séduction, le législateur exige la corroboration du témoignage de la victime. C'est le fait positif des relations sexuelles qui pose le premier problème. Au début du dix-neuvième siècle, surtout dans les actions en recherche de paternité, l'Angleterre eut à déplorer les pires formes de chantage vis-à-vis de célibataires masculins bien nantis, car il suffisait à la fille-mère d'en dénoncer un comme père pour que celui-ci fût dans la plupart des cas con-

damné à payer une pension, ou rançon. Les tribunaux eurent tôt fait de porter remède à ces abus en introduisant la corroboration parmi les conditions essentielles de la preuve. Comme on sait, le droit pénal anglais est à l'origine du nôtre.

Au sujet des relations sexuelles, le législateur les définit de telle sorte que la simple pénétration charnelle suffit au soutien de l'accusation. Voilà entre la séduction sous toutes ses formes et l'assaut indécent la différence générique. Sans une telle pénétration, nous sommes en présence de l'attentat à la pudeur, moins sévèrement puni.

Il faut encore, pour que crime il y ait, que la jeune fille ait cédé à la suite de promesses formelles de mariage. Autrefois, les fiançailles marquaient l'échange de semblables promesses ; de nos jours, sauf en certaines familles traditionnalistes, les jeunes gens ne se préoccupent guère de fiançailles avec invitation aux parents, cadeau d'une bague, préparation d'un trousseau et autres coutumes de ce genre. On se souvient qu'autrefois un prêtre était souvent invité à bénir les fiançailles. L'existence de promesses de mariage en de tels cas se démontrait facilement. On doit maintenant chercher dans les faits qui ont précédé ou suivi immédiatement les relations sexuelles si des promesses de mariage en avaient été réellement la cause. Nous nous retrouvons devant la nécessité de la preuve corroborative. En effet, il ne serait pas sage de se fier uniquement à la parole de la femme séduite pour établir l'existence de pareilles promesses.

Faute de fiançailles publiques déterminées, ce ne sont pas toutes les paroles du séducteur qu'on puisse interpréter comme des promesses de mariage. Parfois l'homme, pour rassurer la jeune fille qu'il convoite, lui promettra le mariage en cas de grossesse ; la jurisprudence ne voit pas là des promesses de mariage au sens de l'article 144. Dans son traité, le Droit Pénal Canadien, le juge Irénée Lagarde a traduit ainsi l'arrêt d'un tribunal supérieur qui résume la doctrine à ce sujet :

« Pour qu'il y ait séduction sur promesse de mariage, il faut que la jeune fille fasse à l'accusé la reddition de sa chasteté parce qu'il lui promet le mariage. On doit se demander si l'accusé, pour obtenir des relations sexuelles, a fait cette promesse de mariage. La femme doit s'appuyer sur cette promesse de mariage et cette promesse doit être la cause première qui l'a fait consentir ».

Dès qu'il s'est écoulé un an après le commencement des relations sexuelles, ce crime s'éteint par prescription. En d'autres mots, les promesses doivent prendre fin. Si la jeune fille

après douze mois persiste à croire à son prochain mariage, le législateur quant à lui perd confiance.

Les accusations de ce genre se font de plus en plus rares : autre signe des temps et des mœurs.

6. *La séduction d'une employée*

Dans la définition des divers crimes de mœurs, le législateur tient compte du sexe et de l'âge de la victime. La nature elle-même nous a imposé la différence des sexes. D'autre part, il faut défendre la femme et l'enfant contre leur faiblesse physique. Ce n'est pas l'intention du législateur d'ôter à la femme la libre disposition d'elle-même.

La séduction d'une employée soulève le problème de l'âge à cause de la faiblesse morale et intellectuelle qui en découle. Il est des femmes pour revendiquer jusque dans le droit pénal l'égalité des sexes. Libre à elles ; ce n'est pas l'opinion du législateur canadien. La femme criminelle est châtiée à l'égal de l'homme, soit. La psychologie, la physiologie et l'expérience nous apprennent qu'il existe des crimes dont la femme peut être seulement la victime ; le législateur aurait manqué à son devoir s'il avait fait fi de cet enseignement sous prétexte que la femme est l'égale de l'homme devant la loi.

L'article 145 du code pénal punit d'un emprisonnement de deux ans la séduction d'une employée, mais dans des conditions bien délimitées.

La séduction, quelque forme qu'elle ait prise, exclut le viol. Ce dernier crime comporte essentiellement la violence ou la fraude. C'est le consentement de la femme qui fait la différence. L'accusateur doit s'enquérir soigneusement des faits avant de choisir entre le viol, l'attentat à la pudeur et la séduction.

N'en déplaise aux féministes en quête d'émancipation partout, seul un homme peut se rendre coupable de la séduction d'une employée. Le législateur ferme les yeux sur la séduction de l'employeur par l'employée, de l'homme par la femme ; il s' imagine que les hommes y trouvent si grande satisfaction que ce serait dommage de les en priver.

Le législateur englobe parmi les employeurs tous ceux qui ont quelque autorité sur l'employée. Son énumération comprend l'employeur proprement dit, celui qui a pleine autorité sur elle et notamment le pouvoir de la congédier ; celui qui surveille ou contrôle le travail de l'employée et par conséquent peut la dénoncer à l'employeur. L'article 145 inclut même le caissier dans son énumération, c'est-à-dire celui dont l'em-

ployée reçoit ses gages ou son salaire. Le simple compagnon de travail est sujet à caution, mais pas davantage.

Aux yeux du législateur, c'est à partir de vingt et un ans que la femme peut disposer de son corps ; mais il prévoit des exceptions à cette règle, dont la séduction à cause de l'inexpérience et de la jeunesse. De nos jours, me direz-vous, la femme a cessé d'être une oie blanche : elle est fort capable de se défendre. Peut-être cette partie de l'article 145 du code pénal sera-t-elle effacée dans quelque futur amendement. Quoi qu'il advienne dans un avenir plus ou moins lointain, c'est encore un crime de séduire une employée de dix-huit à vingt et un ans, présumée sans défense devant le patron.

Le législateur toutefois n'est pas naïf. Il exige des conditions additionnelles avant de condamner un tel prétendu séducteur :

a) La victime doit être de mœurs chastes, exception faite de ses relations sexuelles avec l'employeur. Cela ne veut pas dire vierge ou célibataire. On peut lui avoir découvert quelque amant dans le passé ; elle peut être mariée. La présomption qui découle des faits oblige l'accusé à convaincre le juge que sa victime n'était pas de mœurs chastes auparavant ;

b) La victime ne doit pas s'être jetée au cou du patron. En d'autres mots non moins significatifs, elle ne doit pas avoir couru après son malheur. Il y a des femmes qui se livrent au premier mâle venu, qui l'aguichent par leurs propos ou par leurs attitudes provocantes. Rien d'étonnant qu'elles éprouvent à l'occasion l'effet de leurs charmes sur l'employeur. Celui-ci, s'il réussit à démontrer cela à la satisfaction du juge, sera acquitté.

La prescription libératoire est acquise un an après que les relations sexuelles de l'employeur et de son employée ont eu lieu la première fois. C'est l'un des rares cas où le législateur admet la prescription d'un crime. L'infraction et la contravention sont sujettes à la prescription, non un crime aussi sérieux que la séduction.

De plus, le législateur, dans sa prudence, applique les règles de la corroboration à une pareille accusation. Le juge ne saurait fonder un jugement de culpabilité sur le seul témoignage de la prétendue victime.

Pour l'homme, il existe un moyen infallible de se tirer d'embarras dans une affaire de ce genre, c'est d'épouser son employée. C'est ce que font nombre d'employeurs. Le législateur, en pareil cas, oublie la faute. Ce remède, il va sans dire, n'est accessible qu'aux patrons célibataires, et il n'est pas sans péril.

7. L'article 33

Le Christ a maudit ceux qui portent scandale aux enfants : « Mieux vaudrait, a-t-il dit, leur attacher une meule au cou et les jeter au fond de la mer ». Le scandale, aux yeux de la morale chrétienne, prend des formes plus variées et plus nombreuses qu'en droit criminel ; cependant, le législateur fédéral s'est inspiré de la morale chrétienne en édictant l'article 33 de la Loi sur les jeunes délinquants. L'article 33 se résume ainsi :

« Toute personne, qu'elle soit ou non le père, la mère ou le tuteur de l'enfant, qui :

a) Aide ou induit un enfant à commettre un délit ou tolère qu'il le commette ; ou

b) Commet quelque acte qui tend ou contribue à faire de l'enfant un jeune délinquant ou qui le portera vraisemblablement à le devenir ;

est passible d'une amende d'au plus de \$500 ou d'un emprisonnement pendant au plus deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement ».

La loi fédérale limite à 16 ans l'âge auquel on cesse d'être un enfant au sens de l'article 33. La même loi autorise néanmoins les provinces à élever cette limite jusqu'à 18 ans. C'est ce qu'a fait la province de Québec. Par conséquent, dans notre province, tout adulte qui entraîne au crime un garçon ou une fille de moins de 18 ans, tombe sous le coup de l'article 33.

Il arrive souvent que des garçons ou des filles aient l'air plus vieux que leur âge. Ils se diront âgés de 18 ans ou plus. Cela n'est pas une excuse pour l'adulte : à lui d'être prudent. Certains arrêts ont exonéré des accusés qui n'avaient aucun moyen de vérifier l'âge de l'enfant, qui s'étaient trompés de bonne foi à cause de l'apparence et du comportement de leurs prétendues victimes ; de tels arrêts sont rares. A remarquer que l'immoralité sexuelle en soi n'est pas un acte criminel. Dans notre province, ce n'est pas suffisant d'avoir ignoré l'âge réel du garçon ou de la fille ayant moins de dix-huit ans ; les tribunaux en tiennent compte plutôt dans la sentence, sauf erreur de bonne foi.

Pour bien comprendre l'article 33, il faut lire aussi le sous-paragraphe « h » de l'article 2 de la même loi :

« Jeune délinquant signifie un enfant qui commet une infraction à quelqu'une des dispositions du code criminel, ou d'un statut fédéral ou provincial, ou d'un règlement ou ordonnance d'une municipalité, ou qui est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice... »

Il ressort de ces définitions que toute personne qui aide un enfant de moins de dix-huit ans à se rendre coupable non seu-

lement d'un crime, mais même d'immoralité sexuelle, se, rend elle-même coupable du crime exceptionnel prévu par l'article 33.

Dans nombre de cas, le ministère public a le choix entre l'article 33 et les dispositions du code criminel applicables en l'espèce. Expliquons-nous. Un adulte, par exemple, prend pour complice un jeune homme de dix-sept ans. C'est l'enfant qui commet l'acte positif de vol ; mais il a agi sur le conseil de l'adulte. L'un et l'autre, au même degré coupables de vol, peuvent être punis de ce chef. Le ministère public, pour des motifs d'utilité sociale et dans l'espoir de réhabiliter l'enfant, peut placer celui-ci dans une maison de correction et, plutôt que de poursuivre l'adulte à raison du vol, l'inculper devant la *Cour de Bien-Etre Social* sous l'article 33. D'un autre côté, l'adulte peut toujours être traduit devant les tribunaux criminels ordinaires.

Il y a quelques années, la police a arrêté à Montréal une femme qui tenait école de « pick-pockets ». Enseigner ce noble métier n'est peut-être pas un crime devant le code criminel. Des vaudevillistes sont passés maîtres en cet art. L'article 33 s'appliquait dans le cas de cette femme parce qu'elle faisait profession de montrer aux enfants comment devenir des voleurs, donc les entraînait au crime.

L'article 33 n'a pas pour objet de se substituer au code criminel. Il incombe au ministère public d'opter pour la réhabilitation de tous les criminels, surtout des enfants. Il y a des actes qui ne sont pas criminels entre adultes, même s'ils sont immoraux et contraires à la loi chrétienne. De tels actes, cependant, par le jeu de l'article 33, rendent des adultes passibles d'une accusation criminelle quand ils les commettent devant des enfants ou, pis encore, avec eux. Aux parents qui s'inquiètent de leurs enfants, il faut répéter qu'une éducation soignée et de bons exemples sont le meilleur gage d'avenir. Mais ce n'est pas mon rôle de donner des conseils de ce genre. Je puis toutefois rappeler aux parents que la police, les juges, le législateur ne sont pas les ennemis de vos enfants. Au contraire, tous tâchent de vous aider à les protéger. S'ils vous demandent votre coopération, de grâce, n'hésitez pas à la leur offrir. Ce n'est pas leur but de vous enlever vos enfants, mais de s'unir avec vous pour en faire des citoyens utiles.

8. *La moralité dans la famille*

Le législateur, dans son désir de protéger les adolescents, reconnaît les périls que la promiscuité dans la famille leur fait parfois courir. La loi ne tente pas de régenter les familles en

prescrivant ce que la morale exige ou tolère à eux. Chacun demeure maître chez soi. Nous trouvons ici comme dans tout le droit pénal moins le souci de commander aux gens que celui de défendre la société contre ceux qui font fi des droits d'autrui. Dans les maisons opulentes non moins que dans les appartements les plus modestes, certains crimes peuvent se répandre et se répéter. Nous abordons dans cette chronique ce genre de crimes, surtout à propos de la moralité.

L'article 33 de la Loi sur les jeunes délinquants reçoit son application dans la demeure familiale aussi bien qu'ailleurs. Des parents, des frères et des sœurs peuvent contribuer à faire d'un adolescent un criminel. Ils seront punis avec plus de sévérité peut-être, car on attend plus d'eux que de simples étrangers. L'ivrognerie d'habitude, l'indécence, le scandale, les mauvais conseils, peuvent donner naissance à des accusations fondées sur l'article 33 contre les parents ou quelques membres de la famille de l'adolescent de moins de dix-huit ans. Il y a des hommes et des femmes qui vivent en concubinage ; si leur conduite, hormis cela, ne cause aucun scandale, ils ne peuvent être traduits devant les tribunaux en rapport avec l'article 33. La jurisprudence a tranché la question.

D'autres crimes se commettent sous le toit familial que n'indique pas le législateur avec une précision accrue : l'exhibitionnisme, l'assaut indécent, la grossière indécence, le proxénitisme. Aucun châtement spécial n'est prévu pour ces crimes quand ce sont les parents immédiats qui s'en rendent coupables. Les juges, cependant, se montreront plus sévères dans certains cas que dans d'autres. L'article 155 du code pénal touche le défloremment ou la prostitution sous l'œil complaisant ou avec la complicité des parents et des tuteurs : il va sans dire que le châtement devient exemplaire dans ces cas.

L'inceste est un crime plus répandu que l'on ne croit. Malheureusement, ceux qui en sont les victimes hésitent à demander la protection des tribunaux criminels. C'est à cause de cela que le législateur, dans l'espoir d'enrayer ce crime, le punit avec plus de rigueur : 14 ans d'emprisonnement et le fouet.

La femme non moins que l'homme peut se rendre coupable d'inceste. En ligne directe, les grands-parents vis-à-vis de leurs petits-enfants, les parents vis-à-vis de leurs enfants. L'inceste le plus fréquent, c'est probablement celui qui se commet entre le frère et la sœur. Toutefois, il n'y a pas d'inceste pour un garçon de moins de 14 ans.

Quand une fillette en est victime, c'est au sujet de la complicité que l'âge prend de l'importance. On se rappelle que la connaissance charnelle sans le consentement de la personne de

sexe féminin constitue toujours un viol, sauf en mariage ; cela s'applique aux fillettes de moins de 14 ans, non moins qu'à toutes les autres femmes, même si l'auteur du viol s'est en plus rendu coupable d'inceste. Toutefois, si la fillette avait moins de 14 ans lors du crime, le législateur refuse de la considérer complice. Il présume que la fillette ne peut avoir donné un consentement valable. Même si la fillette a 14 ans et plus, on ne la regarde pas comme la complice de son père ou de son frère lorsqu'elle s'est pliée à ce qu'on voulait d'elle. La contrainte morale, la violence légère, insuffisantes pour justifier une accusation de viol, suffiront pour exonérer de toute complicité la personne de sexe féminin. N'oublions pas que les complices sont parfois également coupables, même quand ils se placent au rang des victimes.

On a vu le père naturel abuser de sa fille ; l'inceste ne dépend nullement de la légitimité de la naissance. Le législateur s'arrête à la consanguinité connue de l'accusé et de la victime.

Comme dans bien d'autres crimes de mœurs, la corroboration du témoignage de la victime est essentielle. Il faut donc des preuves extérieures à l'acte sexuel lui-même tel qu'identifié dans l'accusation. Toutefois, l'acte similaire et la répétition des relations incestueuses constituent une corroboration suffisante, pourvu que la répétition soit elle-même démontrée avec preuves complètes à l'appui, de même que les actes similaires.

Le code pénal renferme aussi la condamnation de certaines formes de séduction dont la femme peut être victime lors même qu'elle dépasse 18 ans ou 21 ans. Un homme est puni d'un emprisonnement de deux ans s'il a eu des rapports sexuels illicites avec sa belle-fille (c'est-à-dire la fille de son épouse), sa fille adoptive ou sa pupille. Le législateur considère certains liens familiaux comme susceptibles de causer une contrainte morale dont un homme peu scrupuleux est tenté d'abuser. D'où ce crime distinct des autres contre la moralité.

9. *La bigamie*

Nul doute que la bigamie est un acte criminel au Canada, contrairement à ce qui existe en certains pays. C'est un exemple de la différence de législation d'après les mœurs. La bigamie et la polygamie sont interdites formellement en notre pays ; deux articles du code criminel y pourvoient, et le législateur a fixé à cinq ans d'emprisonnement le châtement non seulement de celui ou de celle qui, ayant un époux vivant, se marie de nouveau, mais aussi du second époux.

En effet, le crime de bigamie n'atteint pas seulement le principal complice, mais aussi le participant. Autrement dit, la

femme qui épouse un homme qu'elle sait marié et non civilement libéré, est aussi coupable aux yeux de la loi que l'homme qui a pris l'initiative du mariage. Un exemple frappant. Au Canada, le musulman ou le mormon, s'il prend avantage des enseignements de sa religion pour épouser deux ou plusieurs femmes, est coupable du crime de bigamie ; non seulement lui, mais aussi les femmes de son harem. Le tout est subordonné, comme il se doit, à la connaissance du mariage antérieur du conjoint.

A cause des conditions particulières de ce crime, le législateur canadien s'est montré d'une grande prudence afin de fixer nettement la juridiction territoriale de nos tribunaux en l'espèce. Le code est explicite : il faut que le crime soit commis au Canada ou, à tout le moins, par un citoyen canadien ayant quitté notre pays dans l'intention de s'en rendre coupable. Or, le crime consiste à « passer par une formalité de mariage avec une autre personne ». Donc, la bigamie existe seulement quand il y a eu second mariage au Canada. Un émir ou un pacha, de passage en notre pays, peut s'y faire accompagner par trois ou quatre favorites. Le mariage n'a pas été célébré ici ; il s'agit d'un étranger au pays qui a droit à ses mœurs et à sa religion. S'il devient Canadien par suite de sa naturalisation, il devra se soumettre à nos lois ; peut-être pourra-t-il cependant garder un harem.

Les missionnaires nous rapportent que les Esquimaux ont pratiqué la polygamie et la polyandrie ; le font-ils encore ? Le gouvernement fédéral, dont ils dépendent, semble avoir disposé de ce problème à la satisfaction des intéressés. En tout cas, on n'en parle guère. Ces mœurs ont probablement disparu.

Civilement, le premier mariage est seul valide. Le Colonel Chabert, par exemple, ressuscité en quelque sorte de la bataille d'Eyleau, était le véritable époux, non celui que sa femme avait épousé par la suite. Le lien matrimonial ne se rompt que par la mort, l'annulation du mariage ou le divorce. Aucune période de temps n'y parvient.

Toutefois, le législateur, quand il s'agit d'une action pénale, avant de condamner quelqu'un à la prison, croit que l'absence peut excuser un prévenu. Le paragraphe 2 de l'article 240 du code criminel renferme les dispositions suivantes :

« Nulle personne ne commet la bigamie en passant par une formalité de mariage, a) si elle croit de bonne foi et pour des motifs raisonnables que son conjoint est décédé ; b) si le conjoint de cette personne a été continuellement absent pendant les sept années qui ont précédé le jour où elle passe par la forma-

lité du mariage à moins qu'elle n'ait su que son conjoint était vivant à un moment quelconque de ces sept années ».

Cette défense a son origine dans la division fondamentale de tout crime, savoir : l'acte positif, l'intention criminelle. L'acte positif, c'est d'avoir épousé une personne déjà liée par le mariage. Mais il faut encore l'intention criminelle qui implique, à la base, au moins pour l'une des parties, le désir de convoler sans se préoccuper si son conjoint est décédé ou non. Dans le code criminel, on prévoit qu'après sept ans une personne peut croire raisonnablement son conjoint décédé. Encore une fois, cette période de sept ans n'a d'intérêt que lors d'une accusation criminelle ; le premier mariage, devant la loi civile, demeure valide.

10. *Le viol*

Les gens s'interrogent sur le nombre des erreurs judiciaires. Souvent je me pose la question ; personne n'en connaît la réponse. J'affirme que le viol est l'un des crimes les plus féconds en erreurs judiciaires. L'identification du suspect n'offre aucune difficulté. L'absence de consentement de la femme, voilà le problème. Elle-même, dans bien des cas, se trompe à ce sujet. L'article 135 du code nous donne une définition claire du viol, hérissée néanmoins de virgules et d'alinéas :

« Une personne du sexe masculin commet un viol en ayant des rapports sexuels avec une personne du sexe féminin qui n'est pas son épouse,

a) Sans le consentement de cette personne du sexe féminin, ou

b) Avec le consentement de cette dernière, si le consentement -

1. Est arraché par des menaces ou par la crainte de lésions corporelles,

2. Est obtenu en se faisant passer pour son époux, ou

3. Est obtenu par de fausses et frauduleuses représentations sur la nature et le caractère de l'acte ».

Le législateur et la société rangent le viol parmi les crimes les plus odieux. Tout abus de la force brutale répugne. Il faut assurer à la femme la libre disposition de ses sens et de son corps. Le viol atteint la famille. Quel sera le sort de l'enfant né de relations sexuelles de ce genre ? Biffer le viol du code pénal, ce serait livrer la femme à la violence et à l'assouvissement déréglé des instincts les plus dangereux pour la paix publique.

Le viol peut attirer à son auteur l'emprisonnement à perpétuité et le fouet. La simple tentative de viol le rend passible

de dix ans d'emprisonnement et du fouet. Le procès sur une accusation de viol est réservé à la *Cour d'Assises*.

Les relations sexuelles peuvent n'avoir duré que quelques secondes ; c'est suffisant pour justifier une condamnation. Du moment qu'il y a eu pénétration, il y a viol. Sans cette condition, nous sommes en présence d'un attentat à la pudeur ou d'un assaut indécent, deux crimes de moindre gravité. Les verdicts pour tentative de viol sont inexistants ou presque.

Il incombe au ministère public de convaincre le jury que la femme a refusé son consentement. En langue juridique, il appartient à l'accusation de prouver hors de tout doute raisonnable l'absence de consentement. Le législateur, reconnaissant la difficulté d'une preuve semblable, n'exige pas la corroboration du témoignage de la victime. La parole de la femme suffit ; reste à savoir si le jury acceptera son témoignage. On ne néglige aucun moyen de preuve : aveux de l'auteur du viol, s'il en est, témoignage des complices, et autres. Le jury analyse aussi les circonstances afin d'en déduire une conclusion. C'est alors que la chasteté ou la virginité de la victime entre en ligne de compte. La femme mariée, même la prostituée, peuvent avoir été victimes d'un viol. Le ministère public, en de tels cas, ne peut invoquer à titre de circonstance incriminante le fait que la femme aurait été déflorée lors des relations sexuelles reprochées à l'accusé. Les vêtements déchirés, les contusions subies par la prétendue victime, ses cris, autant de circonstances au soutien de l'accusation. Le législateur est allé plus loin ; il autorise, faisant exception aux règles ordinaires, qu'une tierce personne rapporte au tribunal le récit de la victime peu après le crime. La femme a tout raconté à son mari quelques heures après l'attentat, ou à la police, ou à ses parents, ou même à la première personne qu'elle a rencontrée et à laquelle elle a demandé secours : autant de témoins valables, malgré l'interdiction de la preuve de ouï-dire.

Il n'existe aucune provocation qui justifie l'auteur d'un viol. Combien de jeunes gens se croient à l'abri de toute accusation parce que la femme qu'ils ont violée leur avait paru de mœurs légères : flirt dans un dancing, indécence du costume et de la tenue, privautés. « Elle m'a aguiché », disent-ils. Ce n'est pas une défense adéquate. Toutefois, il importe d'étaier ces faits devant le tribunal, non parce qu'ils excusent la conduite de l'accusé, mais parce qu'ils tendent à contredire la preuve d'absence de consentement.

Une femme sait se protéger elle-même contre la plupart des mâles trop entreprenants. Il est vrai que toute femme, si digne soit-elle, peut devenir la proie de quelque brute. Cependant,

le risque est moindre si elle se respecte. De son côté, la femme prodigue de ses avances s'expose à un attentat sexuel. Il est plausible qu'elle se soit montrée moins revêche et qu'elle ait accordé ses faveurs. Ne perdons pas de vue que l'absence de consentement doit ne laisser aucun doute.

« Souvent femme varie », s'il faut en croire un proverbe mis en musique. L'acquiescement peut suivre l'initiale absence du consentement. Comment faut-il interpréter la passivité ? La réponse diffère suivant qu'on interroge l'homme ou la femme. Quelles formes prend le consentement ? Le mâle se flatte de l'avoir obtenu, la femme soutient qu'elle l'a refusé. Je songe à la toute jeune fille surprise par ses parents au moment où elle entre furtivement chez elle aux petites heures du matin. « J'ai été violée », s'excuse-t-elle en larmoyant. Elle ne démordra plus jamais de cette explication. Gare à son compagnon de lit cette nuit-là ! Il arrive que la femme, au milieu des débats, confirme le demi-consentement qu'elle avait eu l'air de donner ; le peut-elle ? Y a-t-il crime ? Pour qu'il y ait intention criminelle, l'homme doit avoir conscience du refus de la femme. C'est ici que le bénéfice du doute joue un grand rôle. Trop souvent les tribunaux et les jurés se satisfont d'une condamnation pour un crime moindre ; on élude ainsi une réponse difficile à trouver. C'est pourquoi, au début de cette chronique, j'ai fait allusion aux erreurs judiciaires que je crois fréquentes à l'occasion du viol. Le consentement obtenu frauduleusement équivaut à l'absence de tout consentement.

CHAPITRE VII

LES BIENS

1. *Le vol*

On peut imaginer une époque, un pays où le vol n'a point existé. Aux premiers temps du monde, alors que la terre et les biens s'offraient à l'homme, le vol devait être inconnu. Proudhon songeait peut-être à ces temps bénis quand il a écrit que la propriété, c'est le vol. Au Royaume d'Utopie, les hommes se partagent la terre et le vol est impossible. La réalité est tout autre. Même en pays communiste, où les biens appartiennent à la collectivité, l'Etat-proprétaire punit le vol. Ce n'est pas notre affaire de chercher si la nature de l'homme rend nécessaire la propriété privée : celle-ci est, et tant qu'elle sera, les voleurs seront châtiés. Nos pères les pendaient, on se contente maintenant de les emprisonner.

Le code criminel canadien, à l'article 269, définit le vol. Je me permets de tirer de cette définition les éléments essentiels suivants :

« Le vol est le fait de s'approprier ou de convertir à son usage, frauduleusement et sans apparence de droit, quelque chose qui peut faire l'objet d'un vol, dans l'intention d'en priver le propriétaire temporairement ou absolument ».

Expliquons cette définition en la divisant :

1. Le fait de s'approprier ou de convertir à son usage, ce que les Anglais appellent le « taking » ;

2. Frauduleusement et sans apparence de droit. Il faut rapprocher ces mots de ceux qui apparaissent à la fin de la définition, « dans l'intention (d'en) priver le propriétaire temporairement ou absolument ». Tout cela précise l'« animus furandi », l'intention criminelle dans le vol ;

3. Enfin, quelque chose qui peut faire l'objet d'un vol, que cette chose soit animée ou inanimée.

Chacun sait qu'il y a vol à s'emparer du bien d'autrui. Ce sont les mots mêmes du décalogue. Nul doute que l'appropriation à l'insu du propriétaire ou par la violence puisse faire la base d'une accusation de vol. C'est le cas du vol à l'étalage, par exemple, ou du vol à la suite d'un assaut ou vol avec violence.

Il n'y a pas seulement les filous et les tire-laine. Très souvent le propriétaire s'est départi lui-même de la chose volée. Le patron qui remet de l'argent à son caissier infidèle, le spéculateur victime d'un fripon, le dépositaire félon, autant d'exemples de vol où l'on voit le propriétaire céder sa chose de plein

gré. L'article 269 énonce que l'appropriation ou conversion peut être frauduleuse, bien qu'elle ait eu lieu ouvertement ou sans essayer de la cacher.

Tout ne peut faire l'objet d'un vol. Il faut une chose matérielle, « res ». On ne peut voler une idée, du moins en droit criminel. De plus, il faut que cette chose ait été déplacée ; jusqu'alors il n'y a point de vol. Un cambrioleur pénètre dans un magasin ; tant que la marchandise reste en place, il y a une effraction avec l'intention de commettre un vol, mais il n'y a pas de vol proprement dit. Une autre conséquence de ce principe, c'est que seuls entrent parmi les choses volables, les objets qui peuvent être déplacés. C'est pourquoi on ne saurait voler une maison, une mine, une terre, etc. En langage populaire, on dira qu'un tel s'est fait voler sa maison, sa terre ; en droit criminel strict, c'est impossible. On se fait voler des actions dans une compagnie minière, mais pas une mine.

Comme dit le proverbe, c'est l'intention qui fait le larron. Il arrive que quelqu'un s'empare d'une chose qui ne lui appartient pas, et quand même soit innocent de tout crime de vol. Prenons, par exemple, celui qui trouve un sac à main dans le tramway ; il ne sera coupable que s'il refuse de le rendre à son propriétaire, ou encore s'il le cache avec l'intention de convertir à son usage l'argent qu'il contient. Il y a encore le cas de celui qui s'empare d'une chose qui ne lui appartient pas, mais par erreur. Un homme se trompe d'automobile, ce n'est évidemment pas un voleur.

Que penser néanmoins de celui qui se fait justice lui-même ? Qu'un voleur restitue ce qu'il vous a enlevé, vous ne commettez aucun crime en l'acceptant. Mais si vous vous en emparez à votre tour, par la force au besoin ou par la ruse, vous serez à juste titre accusé de vol. La possession crée une présomption de propriété que seuls les tribunaux peuvent renverser. Celui qui est dépossédé sans son consentement, même par le vrai propriétaire, aux yeux de la loi criminelle, est victime d'un vol. Si chacun se mettait à se faire justice soi-même, ce serait le chaos.

L'intention criminelle se confond avec le dessein du voleur qui cherche à déposséder autrui. L'appropriation doit être faite en pleine connaissance de cause par son auteur, sans que ce dernier ait la moindre excuse d'agir ainsi. L'article 269 dit « sans apparence de droit », à l'origine de la possession illégale ; il ajoute que le voleur doit avoir pour but de priver le propriétaire temporairement ou absolument. Comme dans tout autre crime, si l'intention criminelle manque, il ne peut y avoir de vol.

2. *La clandestinité*

Si l'on en croit Larousse, « la clandestinité est une cause de nullité absolue qui peut être proposée par toute personne intéressée et par le ministère public ». C'est là un principe de droit public. L'intérêt général est sauvegardé par la publicité des droits et des obligations de chacun. Plus loin, nous lisons également dans Larousse : « Il y a clandestinité, en matière de possession, lorsque celle-ci n'est pas exercée au su et au vu de ceux qui auraient intérêt à la connaître ; la clandestinité est un obstacle à la prescription ». Ce sont là des règles de droit applicables dans tous les pays. Cela ne veut pas dire cependant que tout ce qui est clandestin est nul. La clandestinité joue un rôle de premier plan dans l'appréciation des crimes. En droit pénal, la clandestinité importe, mais pour d'autres raisons qu'en droit civil. On qualifie de clandestinité ce qui se fait en secret, en cachette. Or, les criminels n'ont pas coutume de convier les gens à leurs méfaits. De plus, l'acte criminel se divise en un geste positif, l'« actus reus », et en une intention criminelle, la « mens rea ».

Il n'est pas facile de prouver l'intention criminelle hors de tout doute raisonnable. On a beau dire que chacun est présumé vouloir les conséquences de ses actes, que les actes d'un être normal sont ordinairement réfléchis et qu'il doit en porter la responsabilité, l'existence d'une intention criminelle n'apparaît pas aux sens, elle ne se voit ni ne s'entend, hormis le cas des aveux. Il ne faut pas moins démontrer l'existence de cette intention criminelle ; dans de nombreux procès, la clandestinité permet au tribunal ou au jury de la déduire.

Le code pénal ne définit pas la clandestinité, quoique des textes législatifs renferment ce mot et que la doctrine et la jurisprudence dérivées du droit pénal en fassent souvent mention.

L'article 269 du code pénal canadien, en énumérant les conditions requises pour qu'il y ait vol, contient un paragraphe sur la clandestinité :

« La prise ou le détournement d'une chose peut être entaché de fraude, même si la prise ou le détournement a lieu ouvertement ou sans tentative de dissimulation ». Il reste néanmoins que la clandestinité ou l'absence de clandestinité influe sur le jugement ou le verdict consécutif à un procès. Rien de plus naturel que de cacher des faits incriminants quand on se croit coupable. C'est pourquoi la clandestinité accompagne souvent la perpétration d'un crime et nous fait toucher du doigt l'intention criminelle. Inversement, l'absence de clandestinité dénote ordinairement l'absence d'intention criminelle et plus

spécialement de fraude. Celle-ci, en effet, exige l'intention de tromper, d'abuser de la bonne foi d'autrui et de sa confiance. Le législateur nous prévient qu'il peut y avoir vol sans clandestinité ; l'expérience nous a appris, cependant, que la fraude et la clandestinité se retrouvent souvent ensemble.

Nombre de crimes se commettent en plein jour ; il faut alors chercher ailleurs que dans la clandestinité l'une des preuves de l'intention criminelle, cela va de soi.

La clandestinité seule nous autorise-t-elle, en certains cas, à conclure à la culpabilité d'un accusé ? Rien ne l'interdit. Tel n'est pourtant pas le sens de cette partie de l'article 269 que nous avons citée plus haut. C'est le juge et le jury qui donnent son poids à la clandestinité dans l'appréciation des faits. Dans le langage des tribunaux, la présence ou l'absence de clandestinité est une question de fait. Elle n'est pas en elle-même déterminante de la culpabilité ou de l'innocence d'un suspect.

La clandestinité se rencontre principalement dans les débats, civils ou criminels, relatifs à la propriété. Nous pensons à l'utilisation d'un prête-nom, par exemple, en droit civil ; celui qui recourt à cette pratique s'efforce ainsi de garder secret son droit sur des biens afin d'éviter de l'impôt, d'échapper à ses créanciers, etc. Normalement nul ne cache sans motif son droit de propriété. Mais partout où il y a clandestinité dans la possession de biens, il n'y a pas nécessairement crime. Il ne faut jamais perdre de vue qu'est crime seulement ce qui est interdit comme tel par le législateur. Il incombe au juge ou au jury de rattacher, après étude des faits, la clandestinité à la commission d'un crime.

Le code pénal voit dans la clandestinité la présomption que certaines infractions furent commises. Cette notion apparaît dans les infractions relatives au jeu ou à la débauche. Il importe en ces cas que le ministère public démontre que l'entrée d'une maison de jeu était barrée ou non, par exemple. En ces matières, jeu et prostitution, l'expression « maison close » n'est pas vaine. Les lieux où l'on ne peut entrer qu'exceptionnellement sont réputés suspects. Le juge tiendra compte de cette circonstance que le législateur trouve incriminante au point d'y voir parfois une présomption de culpabilité. Quand la porte est ouverte à tout venant, même à la police, c'est l'indice que les occupants de la maison n'ont rien à cacher ; le contraire est retenu contre eux.

3. *L'effraction*

Le cambriolage à la façon d'Arsène Lupin est sans doute interdit, mais pas sous le mot cambriolage, que Larousse dé-

finit ainsi : « Dévaliser une maison, un appartement, par effraction, escalade, ou à l'aide de fausses clefs, etc. » Notre code préfère le mot effraction auquel il donne un sens plus large. Voici l'article 268 :

« L'expression effraction signifie le fait

1. De briser quelque partie intérieure ou extérieure d'une chose, ou

2. D'ouvrir toute chose employée ou destinée à être employée pour fermer ou pour ouvrir une ouverture intérieure ou extérieure. »

On peut donc, en droit criminel, « enfoncer » une porte ouverte, c'est-à-dire non fermée à clef. Dans l'ancien code, il n'y avait d'effraction criminelle que s'il y avait eu bris de porte ou de fenêtre. Un cambrioleur, par exemple, s'introduisait dans une maison par une fenêtre ouverte : on l'inculpait de vol, de tentative de vol, mais pas de vol avec effraction.

Le nouveau code a corrigé cette interprétation formaliste. Dans la plus récente définition du mot effraction, celle que nous venons de citer, on n'exige pas, pour qu'il y ait effraction, qu'on ait brisé ou forcé l'ouverture, porte ou fenêtre.

Ce qui caractérise l'effraction et la rend criminelle, c'est l'intention de son auteur. La porte est ouverte et j'entre par erreur dans la maison de mon voisin, il n'y a pas de crime là-dedans. Mais si j'enfonce une porte dans l'intention de dévaliser un magasin, je me rends coupable d'un crime que le législateur trouve assez grave pour le punir de quatorze ans d'emprisonnement. Le même crime dans une maison d'habitation peut entraîner l'emprisonnement à vie. Il n'est pas nécessaire qu'un crime ait été commis après l'effraction : celle-ci est un crime distinct, punissable comme tel.

Le vol est-il le seul crime en cause dans l'effraction criminelle ? Le code ne renferme aucune telle restriction. Au contraire, tout indique que n'importe quel crime, s'il est précédé d'une effraction, transforme celle-ci en un crime distinct. Un exemple : un individu pénètre par effraction dans une maison d'habitation dans le but d'y commettre un viol ; même s'il ne rencontre personne, même s'il a dû fuir dès son entrée, il demeure coupable du crime d'effraction et il sera très sévèrement châtié. Si son dessein a réussi, il se sera rendu coupable de deux crimes différents et il risque d'être puni pour chacun d'eux.

Que l'effraction ait été suivie ou non d'un autre crime, l'intention suffit à justifier une condamnation. On présume qu'un inconnu dans la maison, s'il s'est introduit par effraction, avait des intentions criminelles. A lui de s'expliquer. Il incombe alors

à la défense de convaincre le jury ou le juge que l'accusé se trouvait là fortuitement ou pour des motifs avouables. Gare à lui si lors de l'effraction le cambrioleur avait en sa possession une arme. Il devient alors passible du fouet en plus de l'emprisonnement.

Faut-il nécessairement que le suspect ait pénétré à l'intérieur de la maison ou du magasin ? Le code n'en exige pas tant. L'article 294 déclare « qu'une personne s'introduit (par effraction) dès qu'une partie de son corps ou une partie d'un instrument qu'elle emploie se trouve à l'intérieur de toute chose qui fait l'objet de l'introduction. »

Un agent, en faisant sa ronde, aperçoit un individu qui entre dans une maison par la fenêtre. Il l'arrête pour effraction. La défense ne peut soutenir qu'il n'y eut pas d'effraction parce que, lors de son arrestation, l'accusé avait encore les jambes dehors.

Il y a effraction non seulement quand le suspect s'est introduit dans la maison contrairement à la loi, mais aussi quand il en est sorti. Supposons un cambrioleur qui se cache dans un magasin pendant les heures d'affaires. Le soir, après le départ du patron et des commis, il sort en enfonçant la porte ou la fenêtre : c'est une effraction criminelle.

Le législateur se montre de plus en plus sévère à l'égard des cambrioleurs. Il tend à faciliter la preuve de ce crime. De leur côté, les juges se montrent impitoyables. Dans une grande ville, les effractions criminelles sont plus faciles et plus fréquentes ; c'est pourquoi la police se montre à leur endroit des plus vigilantes. A Montréal, de nombreux agents patrouillent nuit et jour, à pied et en automobile, les rues et les ruelles pour dépister les cambrioleurs. Le législateur prévoit en plus des châtiments très sévères contre ceux qui sont trouvés en possession d'outils ou d'instruments pouvant servir à des effractions.

4. *Le vol entre époux*

La société a élevé le mariage au-dessus des intérêts personnels immédiats des époux. C'est la raison de certaines restrictions imposées à la femme mariée dans le droit civil : c'est la raison également de certains moyens de justification que le droit criminel accorde à l'épouse complice de son époux coupable d'un crime.

La « common law » anglaise, à l'origine du droit pénal canadien, pendant longtemps n'a pas admis qu'il pût y avoir vol entre les époux. Le mariage indissoluble emportait la confusion des biens au point que tout ce qui appartenait à l'un des

époux, l'autre pouvait s'en emparer même si les deux époux ne faisaient plus vie commune.

Depuis deux siècles environ, avec l'avènement des idées révolutionnaires, la séparation des patrimoines dans le mariage est entrée dans les mœurs. Le Canada et la province de Québec n'ont point échappé à cette évolution. La séparation de biens est devenue le régime ordinaire dans le droit civil de nombreux états ; elle se répand de plus en plus dans notre province. La communauté de biens même a cessé d'être le ne faisaient plus vie commune.

Le modernisme a finalement introduit dans la « common law » anglaise le vol entre époux, sujet cependant à certaines conditions. Le législateur a incorporé ces règles dans le code criminel canadien. C'est l'article 275 dont le texte est relativement clair, surtout quand on le compare à tant d'articles ambigus que renferme le code criminel canadien. Tant que les époux vivent ensemble, aucun vol n'est possible entre eux. Le mari ou la femme peut disposer, dans les limites du droit civil néanmoins, de tous les biens qui appartiennent à l'un ou à l'autre. Le mari peut, sans encourir les foudres de la loi criminelle, donner à sa sœur ou à sa petite amie la montre de sa femme. De son côté, cette dernière jouit des mêmes privilèges sur l'étui à cigarettes de son époux. Cela ne veut pas dire que le conjoint qui en mène aussi largement avec les biens de l'autre, ne s'expose pas à des sanctions civiles : au contraire. En principe, toutefois, le droit criminel ne saurait atteindre le conjoint indélicat pendant la vie commune, « pendant la cohabitation », lisons-nous dans le code.

Advenant la séparation des époux, tout change. Ils deviennent des étrangers. L'article 275 le précise : « pendant qu'ils vivent séparément l'un de l'autre. » Le code criminel ne distingue pas entre les époux séparés à la suite d'un jugement en séparation de corps, et ceux qui ont tout simplement convenu de mettre fin à la vie commune. Le divorce est assimilable à la séparation de corps. Du moment qu'ils vivent chacun de leur côté, les époux sont tenus, à peine de sanctions pénales, de respecter les biens l'un de l'autre.

J'imagine un cas extrême. Une femme a déserté le domicile conjugal. Supposons que les époux étaient mariés en séparation de biens et qu'en vertu du contrat de mariage la femme avait la propriété des meubles. Allons plus loin. Supposons que ce qu'elle convoite, c'est une lampe qu'elle avait reçue en cadeau de mariage. Elle ne peut s'en emparer si c'est le mari qui en a la possession après la séparation. A moins d'un jugement des tribunaux civils qui reconnaissent les droits de la

femme sur cette lampe et sur tout autre article de ménage, elle n'y a aucun droit actuel et elle se rend coupable de vol si elle se les approprie frauduleusement, par la ruse ou autrement, à l'insu ou sans le consentement de son époux.

Le code criminel déclare aussi qu'il y a vol quand un conjoint, en quittant le domicile conjugal, apporte avec lui des biens « qui, d'après la loi, appartiennent à l'autre, d'une manière qui constituerait un vol de la part de toute autre personne. » Il est facile de s'attribuer tous les droits et de se faire justice soi-même en l'absence de l'autre partie : c'est là ce que la loi veut éviter. Celui qui a commencé par se donner raison pour s'emparer de tout, est mal venu ensuite devant le juge pour demander protection. C'est la loi seule qui fixe la propriété des biens en litige. Sans le moindre doute le conjoint qui abandonne le foyer conjugal en emportant le mobilier, s'expose à une accusation de vol et à un châtement approprié.

Les juges, toutefois, savent tempérer la rigueur de ces règles. Ils considèrent la bonne ou la mauvaise foi des parties, les circonstances ; enfin, ils tâchent de rendre justice plutôt que de punir. Si l'un des époux, par exemple, s'est enfui avec seulement ses effets personnels, disons ses hardes et des souvenirs, il s'est peut-être rendu coupable de vol ; il est certain que les tribunaux sauront faire la part des choses.

Lorsque les époux soumettent leur débat aux tribunaux civils, ceux-ci attribuent à chacun d'eux ce qui lui revient en conformité de la loi applicable en l'espèce. Dans tous les cas, les intéressés devraient mettre de côté leur rancune et essayer de s'entendre au moins sur la division de leurs effets personnels. Ils s'épargneraient de la sorte bien des ennuis, sans compter les frais.

5. *Le recel*

« Monsieur, méfiez-vous des bagues qui se vendent dans les tavernes. Ce n'est pas là qu'on achète des bijoux.

— Mais je ne savais pas que c'était une bague volée. Je ne pouvais pas le deviner. »

Devant le tribunal, c'est la pire excuse imaginable. Répondre « Je ne savais pas » quand on vous montre que votre aubaine incroyable vous fait le complice d'un voleur, mieux vaut ne rien dire.

D'après un vieux dicton, sans les receleurs il n'y aurait pas de voleurs. Un fripon veut s'alléger le plus tôt possible du butin dont il ne peut expliquer la provenance. Il a peur d'être surpris par la police. Il n'aura d'aise qu'après avoir échangé son butin contre des dollars moins compromettants.

De son côté, le receleur se croit excusable. « Ce n'est pas moi qui l'ai volé. » Ou encore : « Si ce n'est pas moi qui fais le profit, ce sera un autre. » Pour le receleur, son crime est au plus un péché véniel.

Trop d'honnêtes gens se laissent tenter par des aubaines louches. Or, ne vous trompez pas, le recel est parfois puni plus sévèrement que le vol. Dans la plupart des recels, la loi impose un châtement égal à celui du vol : l'amende, la prison, le pénitencier. Il est aussi infamant d'être receleur que voleur ; au surplus, le receleur perd l'argent qu'il a déboursé, car il doit restituer non moins que le voleur. En général, c'est lui qui doit abandonner au profit du propriétaire la possession des biens volés. Qu'il se fasse ensuite rembourser son argent par le voleur.

Qu'est-ce au juste que le recel ? L'article 296 du code criminel le définit ; j'explique ici les éléments essentiels de cette définition. Il faut

1. Un objet obtenu par le vol ou par quelque crime équivalent ;
2. La possession de cet objet par le receleur ;
3. La connaissance par le receleur que l'objet a été volé.

La première chose à prouver dans une affaire de recel, c'est donc le vol. Il arrive fréquemment que seul le receleur soit connu de la police. Le propriétaire réel démontre son droit, identifie l'objet. Il déclare ensuite n'avoir jamais traité avec le suspect. A ce dernier de faire face à l'accusation de recel.

En résumé, la loi criminelle suit les voies ordinaires de la pensée humaine. Vous venez de perdre votre paletot. Tout-à-coup vous le retrouvez sur le dos d'un inconnu. Que faites-vous ? Vous demandez à cet inconnu où il a pris votre paletot. Si les excuses ou les explications sont insuffisantes, vous appelez la police.

Ce ne sont pas évidemment toutes les aubaines qui vous exposent à une accusation de recel. Si vous achetez quelque chose dans un magasin, ou d'une personne que vous connaissez et en qui vous pouvez avoir confiance, nul ne mettra en doute votre bonne foi. Il n'y a pas de recel quand les biens vous sont donnés ou vendus par leur propriétaire véritable : il n'y a pas eu de vol.

D'un autre côté, si vous êtes entré en possession d'un objet dans des conditions inusitées, à un prix ridicule, ne soyez pas étonné si la police s'en inquiète.

L'élément le plus difficile à prouver dans le recel, c'est la connaissance criminelle. On ne peut ouvrir la tête d'un homme pour y lire sa pensée. Comment la loi s'y prend-elle pour faire

connaître au juge que le receleur savait qu'un objet trouvé en sa possession était volé ? Comment les tribunaux parviennent-ils à démasquer les receleurs ?

En premier lieu, nombre de receleurs avouent leur culpabilité. Mais la police a mieux : le receleur est aux trois quarts condamné quand on l'a trouvé en possession d'objets volés peu auparavant. Il est tenu alors d'en expliquer la provenance. Le tribunal se demande si ces explications sont plausibles ; si elles ne le sont pas, le tribunal déclare l'accusé coupable de recel ou, parfois, de vol.

Un exemple : Chez un suspect la police met la main sur un radio volé, dans une garde-robe. Que le suspect montre une quittance authentique d'un magasin connu, il est élargi. Mais s'il ne peut donner sur le mode d'acquisition de ce radio un compte satisfaisant, il sera accusé et probablement trouvé coupable de recel. La clandestinité joue ici un rôle.

Trop souvent les receleurs se targuent de tromper la justice. La police est incapable, croient-ils, de prouver hors de tout doute raisonnable que je savais que les objets en ma possession étaient volés. C'est une erreur. La loi n'en demande pas tant.

La connaissance coupable se déduit aussi des circonstances. Celles-ci varient à l'infini. Achetez une montre d'un inconnu, non d'un marchand ou d'un ami, c'est une première circonstance suspecte. Si cet achat est fait à onze heures du soir, clandestinement, la transaction devient louche. Elle le sera davantage si le prix est dérisoire, si l'acheteur paie \$100 un article qui vaut \$500. De circonstance suspecte en circonstance suspecte, la police édifie contre l'accusé la preuve irréfutable qu'il se savait en possession d'un objet volé. Nul n'a le droit de se dire naïf jusqu'à l'absurdité.

Souvent les receleurs sont aussi accusés de vol, quand surtout ils sont trouvés en possession d'objets récemment volés. Ici encore, si l'accusé ne s'explique pas sur son acquisition d'une manière satisfaisante, il est condamné cette fois pour vol.

6. *La restitution*

La restitution des biens dérobés pose un problème. On a vite dit, comme l'article 10 du code pénal canadien, « qu'aucun recours civil (...) n'est suspendu ou atteint du fait que l'acte ou l'omission constitue une infraction criminelle ». Les voleurs sont rarement des gens fortunés. A quoi bon faire les frais d'une action civile pour obtenir un jugement qui demeurera lettre morte ? A plus forte raison si le coupable est condamné à l'emprisonnement pour une période le moins long possible.

Quand il s'agit d'un vol, souvent les effets dérobés sont

retrouvés par la police. Supposons que vous vous êtes fait voler votre automobile. Le voleur en a la possession au moment où la police l'arrête. L'automobile est d'abord gardée sous la main de la justice ; plus tard, en vertu de l'article 432 du code pénal, elle est rendue à son propriétaire au moyen d'une ordonnance du juge. En pratique, il arrive également qu'une partie au moins des effets dérobés, par suite d'un accord entre les avocats et la police, soit remise au propriétaire même avant la fin du procès. Pour continuer notre exemple du vol d'une automobile, le procureur de l'accusé n'attendra pas, en général, le jugement d'acquiescement ou de culpabilité de son client pour consentir à la restitution. Du moment que la propriété de l'automobile est établie, à quoi bon en priver plus longtemps le propriétaire ?

Il en est de même des vêtements, des fourrures, des obligations ou d'autres semblables valeurs faciles à identifier. En prononçant la culpabilité ou l'innocence de l'accusé, le juge dispose des effets saisis. Sans doute, si les effets saisis sont de nature illégale, le juge ordonnera leur confiscation et même leur destruction; c'est ce qui se passe quand la police a saisi des appareils de jeu. Normalement, les articles dérobés ou saisis sont remis à leur propriétaire. Advenant que la propriété soit disputée par la prétendue victime et par un accusé jugé innocent, le tribunal de juridiction criminelle en défère aux tribunaux civils. Ce pouvoir des juges des tribunaux de juridiction criminelle est exceptionnel et il ne doit être exercé qu'en l'absence de tout doute sur la propriété des objets saisis ; autrement, c'est aux tribunaux de juridiction civile qu'il incombe d'en disposer.

C'est quand il s'agit d'un vol d'argent que le problème devient plus difficile. L'argent est la matière fongible par excellence ; qui peut revendiquer la propriété de tel ou de tel billet de banque ?

Au moment de l'arrestation, la police met la main sur des sommes importantes. Dans le cas de Cloutier, par exemple, arrêté quelques minutes après le vol à main armée au cours duquel les constables Paquin et Duranleau furent assassinés, la police trouva sur lui près de \$1,200. A n'en pas douter, cet argent provenait de la Banque Canadienne Nationale où le vol venait d'avoir lieu. Le juge n'eut aucune hésitation à ordonner que cet argent fût remis à la banque. Il en est ainsi dans les cas où le voleur est pris en flagrant délit. On trouve sur lui l'argent dérobé ; la propriété en est facile à déterminer.

Le code pénal va plus loin. Par exemple, un individu vole avec violence une somme de \$300. Il est arrêté deux jours

plus tard et il a \$500 en poche. La police s'empare de ces \$500. Il est loisible au juge d'ordonner qu'on remette à la victime du vol la somme de \$300 à même les \$500 saisis sur l'accusé lors de son arrestation ; les \$200 qui restent lui sont rendus.

Le juge présidant le tribunal de juridiction pénale, à son gré mais sur demande de la victime, peut ordonner la restitution d'une somme d'argent par celui qu'il vient de trouver coupable de vol. Il incombe à la victime d'entériner ensuite ce jugement en cour supérieure pour qu'il ait même effet que s'il eut été prononcé par un tribunal de juridiction civile. Ajoutons qu'il est rare qu'on procède de la sorte car, ainsi que nous l'avons vu plus haut, ce jugement civil, qui coûte des frais, est en général illusoire parce que le condamné n'aura jamais les moyens d'y faire face. D'ailleurs il faut trente ans pour que se prescrive une action civile en recouvrement basée sur le vol ou le recel.

Rappelons que le juge tient compte de la restitution au moment de la sentence. Il va sans dire que la sentence est plus sévère quand il n'y a pas eu de restitution ni de réparation d'aucune sorte. Le code pénal autorise même le juge à suspendre ou à ajourner sa sentence pour donner à un coupable le temps d'effectuer la restitution de biens volés.

7. *Dommmages aux biens*

En général, nul ne se rend coupable d'un crime parce qu'il cause des dommages à autrui. C'est un délit ou un quasi-délit civil, rien de plus. Il arrive exceptionnellement que les dommages aux biens d'autrui exposent leur auteur à une accusation criminelle.

L'article 1053 du code civil de notre province se lit comme suit :

« Toute personne capable de discerner le bien du mal est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté. »

Dans la plupart des cas, de semblables fautes de nature civile ne donnent point naissance à une accusation criminelle. Les accidents tombent sous cet article 1053 : ce sont des quasi-délits. Les innombrables accidents d'automobile, par exemple. Quiconque en est responsable répond des dommages qu'il a causés par sa faute. Ce mot faute, en droit civil, ne s'interprète pas comme en morale, où nécessairement la faute renferme un élément de volonté.

La négligence, l'imprudence ont sans doute un élément de volonté ; mais parfois cet acte de volonté est d'importance

minime. Ce peut être aussi une omission, une absence de précautions. La faute, dans la langue courante, c'est un acte où la volonté prend part ; il y a dans la notion de faute une idée positive que le droit civil ne recherche pas.

Supposons un accident d'automobile. L'auteur de cet accident conduisait trop vite. Sa faute est à l'origine des dommages. Néanmoins il ne désirait guère cet accident. Il a tâché de l'éviter. Il n'y a aucune faute, de la part de cet automobiliste, au sens ordinaire du mot ; il y a quand même faute d'après le droit civil. En conduisant son véhicule trop vite, un automobiliste a commis une faute qu'on prouve avoir été la cause de l'accident. L'automobiliste imprudent doit réparation des dommages.

Le droit pénal prévoit aussi la punition de quiconque a par sa faute causé des dommages aux biens. Seulement, pour que l'auteur de semblables dommages devienne sujet à une accusation criminelle, il doit avoir commis une faute qualifiée. Quand une pareille faute donne-t-elle naissance à une accusation criminelle ?

On comprend facilement que celui qui, volontairement, avec préméditation, par méchanceté ou par vengeance, cause des dommages aux biens, doive être châtié. C'est là un acte criminel, divisible en fait positif et en intention coupable. Le fait positif, c'est d'avoir détruit ou endommagé les biens d'autrui. L'intention coupable, c'est d'avoir désiré, puis d'avoir accompli cet acte dommageable. Celui qui enfonce une glace, dégonfle des pneus, enfin cause volontairement des dommages aux biens d'autrui, mérite un châtiement : tous en conviennent, même les contestants politiques et les émeutiers.

La loi criminelle poursuit également certains auteurs de dommages aux biens qui n'avaient pas l'intention formelle d'en causer. Il faut que l'acte dommageable en de tels cas soit précédé ou accompagné d'un autre acte criminel ou, au moins, d'un acte répréhensible et voulu. La loi pénale suppose que certains actes dommageables ont nécessairement été le fruit d'une intention malfaisante.

Celui qui se rend coupable de l'acte criminel d'avoir causé volontairement et par malice des dommages aux biens d'autrui, n'échappe guère à une condamnation civile par le fait qu'il a reçu une punition en vertu du droit pénal. C'est ainsi que l'émeutier, qui a cassé les carreaux des autobus et commis d'autres déprédations, même si le juge municipal lui a infligé une amende ou de l'emprisonnement, répond en plus, devant les tribunaux de juridiction civile, des dommages qu'il a causés.

Il doit purger la peine que son acte lui a méritée devant la loi criminelle ; en outre, il est obligé d'indemniser ses victimes.

Les juges des tribunaux de droit criminel peuvent exercer une certaine juridiction, mais trop limitée peut-être, et fixer eux-mêmes les dommages payables à la victime. Le législateur a tenté d'éviter ainsi un procès devant les tribunaux civils. Cependant, le droit constitutionnel aussi bien que l'ordre public empêchent le législateur fédéral de faire davantage pour hâter le règlement expéditif des débats de ce genre. En France, la réclamation civile est jointe au procès criminel.

Le code pénal admet de nombreux motifs de défense en faveur de quiconque est accusé d'avoir causé des dommages aux biens. Il y a, en premier lieu, les modes ordinaires de justification et d'excuse ; c'est ainsi que celui qui détruit ou endommage un objet qu'il croit, de bonne foi, le sien, ne saurait être trouvé coupable d'aucun crime. Il ne faut jamais oublier que l'intention criminelle, à peu d'exceptions près, est essentielle à toute infraction. La revendication politique n'est pas une excuse. Le juge cependant apprécie avec indulgence les circonstances qui entourent chaque affaire de cette nature. A proprement parler, ce ne sont guère des criminels qui se rendent coupables de tels actes, mais des gens coléreux, provoqués, instinctifs. C'est ce qu'ont peine à comprendre ceux qui sont les innocentes victimes, par exemple, de fêtards en mal de partager leur joie avec le reste du monde, qui brisent tout sur leur passage, ou de réformateurs en gestation d'un monde meilleur.

8. *L'incendie volontaire*

C'est ainsi que les Français appellent ce que nous nommons souvent incendiat : un mot vaut peut-être l'autre, et les deux n'ont pas grande valeur. Le code pénal canadien a adopté l'expression « crime d'incendie ». Sous le titre de crime d'incendie, l'article 374 commence ainsi :

« Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de quatorze ans, quiconque met volontairement le feu à un bâtiment ou à une construction terminée ou non, à une meule de produits végétaux », etc. Suit une longue énumération des choses qu'on n'a pas le droit d'incendier ; elle inclut même les barrages flottants et les digues, sans oublier les mines, les forêts et les bateaux. Je ne crois pas cette énumération limitative, si longue soit-elle.

Quoique l'article 374 n'en fasse pas mention, l'intention criminelle est essentielle pour qu'il y ait crime d'incendie. En effet, tous nous allumons des feux qui consomment des biens,

tantôt pour nous chauffer, tantôt pour cuire des aliments, ou pour toute autre raison. Il va sans dire que ce ne sont pas là des actes criminels. La principale raison, c'est que nous sommes propriétaires, ou possesseurs légitimes à tout le moins, de ce que nous brûlons.

Il arrive parfois que des simples d'esprit mettent le feu à leur maison ou à leur grange. Nul ne peut leur en tenir rigueur s'ils sont les seuls à y perdre. Ajoutons que les aliénés ne peuvent se rendre coupables d'actes criminels. L'intention criminelle ordinaire, dans le crime d'incendie, c'est l'intention de frauder. Supposons un individu qui met le feu à sa maison ; s'il en est le seul propriétaire, si cette maison ne répond d'aucune créance à titre de garantie ou d'hypothèque, où trouver le crime d'incendie ? A moins, comme il arrive souvent, que la maison ne soit assurée contre l'incendie et que l'incendiaire désire réclamer une indemnité à ses assureurs. Le législateur a prévu le cas spécialement dans l'article 376 qui se lit :

« Lorsqu'une personne est inculpée d'une infraction visée par l'article 374 ou 375 (crime d'incendie), la preuve qu'elle est le détenteur ou le bénéficiaire désigné d'une police d'assurance-incendie à l'égard des biens concernant lesquels il est allégué que l'infraction a été commise, constitue, quand l'intention de frauder est essentielle, une preuve *prima facie* de l'intention de frauder. » L'existence d'une assurance-incendie couvrant des biens que son propriétaire a incendiés volontairement, fait donc présumer une intention criminelle, celle de frauder les assureurs.

Si l'incendie a été causé accidentellement, il ne peut y avoir de crime. L'article 374 le précise : quiconque met volontairement le feu... C'est l'essence même de l'accident qu'il n'est point voulu. La plupart des incendies sont d'ailleurs accidentels ; ils naissent spontanément, ce qui est fréquent dans les incendies de forêt, par exemple, ou ils sont causés par une défectuosité dans l'installation électrique ou le chauffage. Tout simplement, ce peut être vous ou moi l'auteur de l'incendie, avec une cigarette mal éteinte ou par toute autre forme de négligence.

Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, une condamnation criminelle ne met pas fin aux recours civils. Celui qui, par vengeance, met le feu à la grange ou à la maison de son voisin, est très sévèrement puni par les tribunaux criminels ; de plus, il n'échappe pas à l'obligation d'indemniser quiconque a dû solder la perte, le propriétaire ou l'assureur du bâtiment incendié. L'assureur, en effet, n'échappe pas à sa responsabilité contractuelle dans les cas où l'incendie est criminel, mais

seulement dans les cas où le réclamant a été partie au crime. D'un autre côté, celui qui a causé un incendie par négligence, doit réparation devant les tribunaux civils au propriétaire ou à l'assureur de l'objet incendié. Cette réparation est strictement d'ordre pécuniaire et l'assuré n'y est pas assujéti. Le négligent, dans le cours normal des choses, n'est point coupable d'un acte criminel lorsqu'il a mis le feu accidentellement.

Les tribunaux se montrent d'une sévérité rigoureuse envers les incendiaires. Le législateur a donné l'exemple en prévoyant un châtimeut exemplaire de quatorze ans de pénitencier pour cette catégorie de criminels.

Il y a des malins qui se fient sur la difficulté de prouver le crime d'incendie. Ils sont convaincus que l'incendie détruit la preuve de leur culpabilité. On ne saurait se tromper plus lourdement. Qu'il suffise de dire que la police a dépisté de nombreux incendiaires dans le passé et qu'elle réussit en ce domaine aussi bien qu'en d'autres.

9. *Le vol d'automobile*

Voler une automobile : en soi, ce n'est guère plus grave de voler une automobile que tout autre objet. Les principes juridiques sont les mêmes : le fait de s'emparer d'une chose appartenant à autrui, avec l'intention criminelle de se l'approprier et d'en priver temporairement ou définitivement son propriétaire. Toutefois, on ne saurait trop prévenir la jeunesse contre la tentation de voler des automobiles. Cela paraît facile ! L'automobilisme, c'est le mal du siècle. Chacun veut bouger, voyager : quel plus bel outil que l'automobile ! Et il y en a plein les rues.

C'est pourquoi jusqu'il y a quelques années, le législateur canadien fixait pour le vol d'automobile une sentence minimum d'un an de prison. En général, le code laisse au juge toute latitude quant aux sentences. Elles dépendent des circonstances, de la gravité du crime, du passé du coupable. Il n'en était pas ainsi du vol d'automobile. Le juge n'avait aucune discrétion. Peu importait l'âge du délinquant ; peu importait s'il n'avait jamais été condamné auparavant. Pourquoi cette sévérité ? Sans doute à cause de la facilité de voler une automobile, de la revendre, de la cacher. Autrefois, le vol d'un cheval était plus sévèrement puni que certaines autres formes de vol, et pour les mêmes raisons. Le législateur canadien est revenu cependant sur cette sévérité. Dans le nouveau code, il n'y a plus de sentence minimum d'un an pour le vol d'une automobile.

Il existe une autre accusation en regard du vol d'automobile.

Elle apparaît à l'article 281 du code. On peut la résumer comme suit : Quiconque prend une automobile, dans l'intention de s'en servir, sans le consentement du propriétaire, est passible d'amende ou d'emprisonnement. Ce n'est plus le vol d'automobile proprement dit, mais une infraction criminelle différente. Il va de soi que cette accusation est moindre que celle de vol et punie moins sévèrement.

C'est le ministère public qui a l'initiative de porter contre un suspect l'accusation jugée opportune, en l'espèce vol d'automobile, ou « prise d'un véhicule moteur sans consentement », pour employer l'expression bizarre du code. Il n'y a plus de sentence minimum.

Quelles sont les conditions nécessaires pour que le ministère public soit justifié de porter contre quelqu'un une accusation de « prise sans consentement » plutôt qu'une accusation de vol ? On tient compte, sans trop en convenir, du fait que le suspect n'a jamais eu dans le passé maille à partir avec la justice. De plus, les circonstances qui ont entouré la prise de possession de l'automobile doivent être telles que le ministère public soit convaincu que le suspect n'avait pas l'intention de revendre cette automobile ; qu'il n'avait pas l'intention criminelle de se l'approprier. Voici deux exemples. Un jeune homme s'empare d'une automobile à quelques portes de chez lui : il fait une promenade d'une heure ou deux et au retour la police lui met la main au collet. Tout indique que le délinquant n'avait pas l'intention de garder le véhicule. Le législateur conseille dans un pareil cas l'accusation d'avoir pris une automobile sans consentement ; le juge condamne à l'amende ou à un terme d'emprisonnement relativement court. Au contraire, supposons que le même jeune homme est surpris par la police au moment où il peint l'automobile d'une autre couleur ; c'est une circonstance qui dénote l'intention de priver définitivement le propriétaire. C'est alors et sans contredit un vol.

Avant de terminer, je veux avertir les jeunes gens que le compagnon du voleur d'automobile risque d'être puni avec lui comme voleur ou comme receleur. Il arrive chaque année à Montréal que des jeunes gens se fassent pincer parce qu'on les a trouvés dans une automobile volée par un mauvais compagnon. Celui-ci les a invités à faire une promenade. Ils ont accepté par étourderie, sachant fort bien que leur généreux hôte n'avait pas d'automobile à lui, qu'il ne pouvait conduire qu'une automobile volée. Ils se sont même aperçus que leur pseudo-ami n'avait pas les clefs de l'automobile. Comment voulez-vous que les juges ne les regardent pas comme des complices ?

Il serait faux de prétendre que tous les compagnons qui

voyagent dans une automobile volée risquent d'être accusés de vol ou de recel. Néanmoins, ils n'échapperont pas toujours à l'arrestation. Il ne leur suffira pas de dire : « Je ne savais pas que c'était une automobile volée. » Ils devront convaincre la police ou le juge qu'ils ne le savaient pas ou qu'ils n'avaient aucun moyen de le savoir. Sommairement, ils subiront les humiliations de la détention et de la comparution devant le tribunal sous une accusation grave ; peut-être même recevront-ils à la fin une condamnation à l'amende ou à la prison.

10. *L'ivresse d'un automobiliste*

Dans nombre de causes criminelles, les tribunaux doivent se prononcer sur l'ivresse de l'accusé au moment du crime ou de l'infraction. Rappelons-nous que l'ivresse n'est pas une excuse. Bien plus, elle est à l'origine d'accusations sérieuses, principalement lorsqu'il s'agit des automobilistes. Outre l'homicide involontaire, la négligence criminelle ou le méfait, deux infractions peuvent être commises par un automobiliste en état d'ébriété. Nous les discutons l'une après l'autre. Le ministère public, d'après les faits, porte l'une ou l'autre de ces accusations.

L'article 222 nous apprend que « quiconque, étant en état d'ivresse ou sous l'influence d'un narcotique, conduit un véhicule à moteur ou en a la garde ou le contrôle », se rend coupable d'un acte criminel. On prévoit un emprisonnement minimum de sept jours.

Quand une personne est-elle réputée avoir la garde d'une automobile ? Dès qu'elle occupe « la place ordinairement occupée par une personne qui conduit un véhicule à moteur. » Autrement dit, dès qu'elle occupe la place du chauffeur. A un tel gardien la loi laisse une seule porte de sortie : Il doit prouver que ce n'était pas dans l'intention de mettre le véhicule en mouvement qu'il y est entré. Inutile d'ajouter que cette défense, en pratique, est sans intérêt : comment voulez-vous qu'un homme ivre, une fois à jeun, se souvienne de ce qui s'est passé assez bien pour convaincre un juge que ce n'était pas dans l'intention de mettre le véhicule en mouvement qu'il y est entré ? Au reste, la loi précise que l'infraction existe « que le véhicule soit en mouvement ou non. »

Donc, il faut considérer que tout homme au volant, s'il est ivre, devient l'ennemi numéro un de la police. Il faut voir dans quel état certains automobilistes se réveillent au sortir de fêtes où les libations ont été trop généreuses.

Jusqu'il y a quelques années, il n'y avait à cet égard que deux classes de chauffeurs : ceux qui étaient sobres et ceux qui

étaient ivres. Il existe maintenant une catégorie intermédiaire, ceux dont l'usage de l'alcool a affaibli les facultés. Le législateur croyait inopportun de biffer la sentence minimum en cas d'ivresse au volant. D'un autre côté, il reconnaissait implicitement que cette punition était exagérée en bien des cas. Il a inventé l'article 223 et laissé la sentence à la discrétion du juge quand le chauffeur du véhicule a fait abus de l'alcool, mais seulement de façon que ses facultés soient affaiblies. C'est donc une question de degré d'ivresse qui divise maintenant les chauffeurs sous l'influence de l'alcool : suivant qu'ils étaient plus ou moins ivres, le juge les condamne à l'amende ou à la prison.

Un individu s'est payé une ou deux consommations avant de prendre le volant. Son haleine sent l'alcool ou la bière, mais nul ne prétend qu'il est ivre ou même que ses facultés sont le moins du monde atteintes. Il a des réflexes normaux, il parle et marche bien. Bref, c'est un chauffeur qui a pris un verre ou deux, mais ce n'est pas un automobiliste en état d'ébriété. Il n'a rien à redouter. Le bénéfice du doute joue en sa faveur. Son copain s'est montré moins sage : c'est quatre ou cinq verres d'alcool, ou trois ou quatre bouteilles de bière, qu'avant le départ il s'est glissé derrière la cravate. Il voit la vie en rose. La rue lui paraît large et la circulation facile. Tout-à-coup, un obstacle surgit que ses réflexes plus lents ne réussissent pas à éviter. C'est un automobiliste dont l'usage de l'alcool a affaibli les facultés. Une amende assez lourde viendra bientôt tempérer sa hardiesse. Le troisième automobiliste est presque endormi. Il enguirlande les gendarmes qui le dérangent, il a peine à se tenir sur ses jambes. Sa voix est pâteuse, et il empest la bière ou l'alcool. C'est le chauffeur ivre dans tout son éclat. Il aura sept jours à l'ombre pour cuver son vin : la loi à son sujet est demeurée la même.

Le législateur du Québec a voulu contribuer au châtement des automobilistes ivres en leur supprimant leur permis de conducteur pour une période variant de trois mois à deux ans. Cette sanction existait auparavant dans la Loi des véhicules automobiles du Québec, mais les juges hésitaient à l'appliquer. Oter à un homme son permis de conduire, c'est souvent lui enlever son gagne-pain. Que peut faire un chauffeur de taxis ou un voyageur de commerce, s'il perd son permis de conduire ?

Le législateur québécois, ému par le nombre croissant des accidents de la route, a mis des griffes à la Loi des véhicules automobiles. En présence de certaines infractions, les juges sont obligés maintenant de suspendre le permis de conduire. Peu importe si l'automobiliste imprudent en souffre quelquefois un dommage disproportionné, le permis doit être annulé.

Cette rigueur s'adresse plus spécialement aux automobilistes sous l'influence de l'alcool.

Quand il s'agit seulement d'une infraction, les preuves d'ivresse sont analysées avec moins d'attention. Je crois cependant que les tribunaux doivent se montrer circonspects avant de condamner un automobiliste, que ce soit pour ivresse au volant, que ce soit pour une négligence criminelle, pour un homicide involontaire, ou pour un méfait (dommage aux biens).

Le code pénal admet depuis peu le test de la teneur d'alcool dans le sang. Ce test, toutefois, ne doit pas seul guider le juge. Les conclusions quant à l'état d'ébriété d'un individu varient d'après son âge, sa taille, ses habitudes. Tout étiage fixe est périlleux. Il faut y ajouter un examen clinique, à tout le moins des constatations sûres. Voici d'autres signes d'ivresse que la police devrait ne pas négliger, d'après la *Criminal Law Review*, numéro de mars 1959 ; c'est un extrait du témoignage d'un médecin légiste en Angleterre :

« A mon arrivée, dit-il, l'accusé dormait sur un banc à la station de police. Il exhalait une forte haleine d'alcool acide. En se levant, il a dû s'appuyer sur la table. Sa démarche était mal assurée et il a chancelé en se retournant. Il titubait en cherchant à demeurer en place. Je lui ai demandé s'il avait été malade dernièrement ou s'il était infirme. Il m'a répondu qu'il était en bonne santé et il me paraissait tel. Il avait 120 pulsations à la minute et elles étaient fortes. Sa langue était épaisse. Il avait la pupille des yeux dilatée et il était presque insensible à un éclairage éblouissant. Il réagit mal au test du nez et du doigt ; il avait peine à se trouver le nez en se fermant les yeux. Il avait perdu la notion du temps. Je lui ai demandé quand il avait mangé la dernière fois. 'Vers sept heures', me dit-il. Je lui ai demandé ensuite combien de temps, d'après lui, s'était écoulé depuis ce dernier repas, et il me répondit : 'Une heure, à peu près.' Or, il passait minuit. Je lui ai fait écrire son nom et son adresse et faire quelques opérations mathématiques élémentaires. Voici son griffonnage... »

Inutile d'ajouter que le juge, après ce témoignage, n'eut aucune hésitation à condamner l'accusé. Devant nos tribunaux, les hommes de police répètent sans jamais changer de formule : « Il a chancelé en marchant. Il sentait la boisson. Il avait la bouche pâteuse en parlant. Quelquefois ils terminent de la façon suivante : Il était querelleur et il nous a menacés de nous faire perdre nos « jobs ». C'est un commencement ; ce sera peut-être suffisant si l'analyse du sang confirme ces observa-

tions des policiers. Depuis, l'ivressomètre a fait son apparition : qu'en pensez-vous ?

Pourquoi ne pas imposer aux suspects, lors de leur arrestation, quelques-uns des petits tests de ce médecin anglais ? Et d'autres ? Cela permettrait une preuve encore supérieure. Médecins et policiers ne sauraient exagérer l'importance de pareilles observations dont ils devraient garder des notes pour en témoigner avec précision.

11. *Le délit de fuite*

On appelle délit de fuite l'infraction connue sous l'expression américaine « hit and run ». Le code pénal la décrit ainsi : L'omission d'arrêter son véhicule après un accident afin d'échapper à toute responsabilité. Le deuxième paragraphe de l'article 221 du code pénal ajoute que l'automobiliste a le devoir d'aider une personne blessée lors de l'accident. Il y a des milliers d'automobilistes qui ignorent la mesure de leur responsabilité criminelle après un accident. Savez-vous que vous pouvez être jugé coupable d'un homicide involontaire ou d'une négligence criminelle pour avoir fui les lieux d'un accident auquel vous avez été partie ? Imaginons un automobiliste qui s'enfuit en abandonnant une victime ayant besoin de secours médicaux immédiats. La mort de la victime, faute de soins, peut donner lieu à une action civile et à une accusation criminelle.

Le code pénal précise que tout automobiliste mérite un châtement, qui se dérobe à sa responsabilité après l'accident auquel il a contribué. Ce sont ordinairement de braves gens qui succombent à cette tentation. Ils redoutent la cour ; ils se sentent coupables. Parfois ils ont « bu un coup de trop ». C'est tellement humain de fuir les embarras et le danger. La peine leur paraîtra d'autant plus sévère qu'ils se considèrent honnêtes, à l'abri de toute action judiciaire surtout devant les tribunaux criminels. Cette classe d'automobilistes n'osent envisager leur détention possible dans une prison. C'est pourtant à cela que leur couardise les expose.

Le tribunal criminel ne s'interroge pas sur la responsabilité proprement dite de l'accident. Il est interdit de fuir sans s'identifier : c'est tout. Supposons qu'un piéton se précipite devant un véhicule en marche et qu'il s'ensuit un accident. L'automobiliste n'a pas commis, croit-il, la moindre faute. Il est obligé néanmoins de porter assistance à la victime ; c'est son devoir comme chrétien, son obligation comme citoyen. Le législateur exige que l'automobiliste arrête et s'identifie de quelque manière, qu'il trouve le moyen de faire connaître aux intéressés,

principalement à la police quand l'accident a des suites graves, son nom et son adresse.

Il peut arriver qu'une automobile entre en collision avec une autre qui est stationnaire et inoccupée. L'auteur de la collision n'a aucun moyen de découvrir le propriétaire du véhicule endommagé et sans gardien. Qu'il prenne alors une feuille de papier, y inscrive son nom au long et son adresse, et qu'il mette ce papier dans un endroit à l'abri du vent, où le propriétaire de l'automobile le trouvera à son retour. Que l'automobiliste choisisse un autre moyen de révéler son identité, si celui-là est impraticable. On a le devoir d'instruire le propriétaire du véhicule endommagé du nom et de l'adresse du conducteur qui a causé la collision.

Nombre de gens se présentent avec la défense : Je ne m'en suis pas aperçu. Elle est insuffisante. L'automobiliste se sert d'une machine extrêmement dangereuse. L'automobile nous est maintenant si familière que nous en oublions la puissance. Elle peut tuer en une seconde ; elle peut faire de son conducteur un criminel en un rien de temps.

Le chauffeur doit éviter les obstacles devant lui. C'est là une tâche relativement facile. De plus, il est tenu de surveiller à l'arrière et des deux côtés. Si son véhicule en touche un autre, il est censé s'en être aperçu. Autrement, il est jugé inattentif. Or, l'absence d'attention n'est point une excuse. Il appartient au chauffeur de se rendre compte de tout ce qui se passe en rapport avec son automobile.

Le président du tribunal, sans doute, demeure le maître de la sentence. Il sévira avec la plus grande sévérité contre l'auteur d'un accident grave, qui a tenté de se dérober à sa responsabilité. S'il y a eu des blessés, si les dommages furent élevés, si le conducteur n'avait aucune excuse, la sentence peut aller jusqu'à l'emprisonnement, même quand l'accusé n'a jamais été condamné auparavant.

CHAPITRE VIII

LA FRAUDE ET LE FAUX

1. *L'escroquerie*

Les tribunaux interprètent l'article 323 du code pénal relatif à la fraude avec une telle laxité que l'article 303, proscrivant l'escroquerie, perd peu à peu son utilité. Je m'arrête à cette observation : ce n'est pas mon rôle de critiquer l'œuvre du législateur ou la jurisprudence.

Rien ne m'empêche, d'un autre côté, de faire la moue encore une fois sur le français du code. On a introduit, dans la définition de l'escroquerie, deux expressions d'un français douteux, « faux semblant » et « faux prétexte », alors que déclaration mensongère rendrait probablement la même idée. Ces expressions signifient, d'après l'article 303, « la représentation d'un fait présent ou passé, par des mots ou autrement, que celui qui la fait sait être fausse, et qui est faite avec l'intention frauduleuse d'induire la personne à qui on l'adresse à agir d'après cette représentation. » Le lecteur comprend, j'en suis sûr, pourquoi il faut laisser à d'autres la paternité de pareilles définitions.

La punition varie d'après la valeur des biens obtenus par escroquerie : deux ans d'emprisonnement si elle est moindre que cinquante dollars ; dix ans si elle est supérieure. Le chèque sans provision tombe sous le coup de l'article 303.

Le mensonge se trouve à l'origine de l'escroquerie comme de la fraude. Le mensonge porte essentiellement sur un fait présent ou passé ; il exclut la promesse qu'on n'a pas l'intention de tenir. C'est l'une des différences entre l'escroquerie et la fraude criminelle, celle-ci englobant la promesse frauduleuse non moins que le mensonge. L'escroc prétend vrai ce qu'il sait être faux ou inexistant ; le filou, souvent doublé d'un escroc, s'engage pour l'avenir avec l'intention de ne point donner suite à ses promesses. Il est nécessaire de prouver en outre, au soutien d'une accusation d'escroquerie, que la victime s'est fiée aux affirmations fausses qui lui étaient faites et s'est conduite en conséquence. Il est facile au ministère public de remplir cette condition ; il n'a qu'à interroger la victime pour établir le lien de cause à effet entre le mensonge et les actes dommageables qui s'ensuivirent.

Le législateur a jugé utile d'inclure dans l'article 303 un paragraphe spécial au sujet des « exagérations » des marchands : « Une louange ou dépréciation exagérée de la qualité d'une chose n'est pas un faux semblant, à moins qu'elle ne soit

poussée au point d'équivaloir à une dénaturation frauduleuse des faits. »

La publicité mensongère donne prise à une accusation d'escroquerie. Toutefois, de pareilles accusations sont difficiles à prouver. Les publicitaires et les marchands se gardent de préciser leurs affirmations au point que leurs mensonges puissent être dépietés. Les journaux renferment des annonces dont l'absurdité saute aux yeux. Aux lecteurs de se méfier.

Le code et le droit statutaire ne manquent pas de dispositions législatives qui interdisent spécialement certaines pratiques confinant à l'escroquerie, dont l'article 349 du code, par exemple, qui punit la contrefaçon d'une marque de commerce. La jurisprudence nous apprend qu'un marchand ingénieux a été condamné pour avoir mis la lettre « K » sur ses étiquettes afin de laisser croire au public que le gin dans la bouteille provenait d'une fameuse distillerie hollandaise. S'il s'était servi, de plus, des bouteilles très caractéristiques de cette distillerie pour mousser la vente de son tord-boyaux, il se serait rendu coupable d'une infraction additionnelle, celle d'avoir contrevenu à l'article 353b, qui prohibe l'utilisation de bouteilles portant la marque de commerce d'un autre, et cela inclut même les bouteilles à lait.

Si votre pharmacien vous refille une « imitation » des pilules fameuses que chacun connaît pour « combattre » le mal de tête, qu'il se méfie car il doit vous prévenir de la substitution ; sinon, il est passible d'amende pour avoir enfreint l'article 351 du code pénal. Enfin, la Loi sur la faillite renferme plusieurs articles ayant pour objet d'empêcher l'escroquerie et la fraude.

2. *Le chèque sans provision*

Nous savons tous ce qu'est un chèque, qui pour en avoir signé, qui pour en avoir endossé.

L'article 165 de la Loi fédérale des lettres de change le définit ainsi : « Un chèque est une lettre de change sur une banque et payable à demande. » Disons que c'est un ordre par écrit à la banque de payer une somme d'argent sur présentation du document. Il sous-entend que la banque garde en dépôt pour le signataire du chèque une somme d'argent supérieure à celle qu'on lui demande de payer. Si tel est le cas, le bénéficiaire du chèque l'encaisse. Il arrive que le signataire n'ait pas en banque assez d'argent pour couvrir le montant du chèque. La banque refuse alors de l'honorer. C'est un chèque sans provision. La banque est prête à exécuter votre ordre de payer, mais à condition que vous lui versiez au préalable l'argent pour le faire. Il me paraît inutile de nous attarder là-dessus : tous

savent ce qu'est un chèque sans provision.

Le bénéficiaire du chèque sans provision peut en exiger le paiement du signataire devant les tribunaux civils. En fait, si le signataire vous a remis un pareil document, c'est parce qu'il vous devait le montant d'argent qui y est indiqué. Cette dette, le chèque avait pour objet de la payer. En conséquence, si le chèque est sans provision, le bénéficiaire peut en réclamer la valeur. C'est le premier et le principal recours du créancier.

Seulement, les signataires de chèques sans provision n'ont pas coutume de rouler sur l'or. Nul ne fait profession, à l'exception des filous, de signer ou d'encaisser des chèques sans provision. Le recouvrement par les voies ordinaires, devant les tribunaux civils, peut être lent, voire impraticable ; les frais peuvent en être élevés. C'est pourquoi les détenteurs de pareils effets se tournent vers les tribunaux criminels quand ils le peuvent.

Or, utiliser un chèque sans provision n'est pas un crime en soi. Les prisons de la province ne seraient guère assez grandes pour loger ceux qui, un jour ou l'autre, en ont signé. Le chèque sans provision crée tout au plus une présomption de culpabilité. Ce n'est pas comme le vol ou le meurtre, un crime que définit le code pénal et qu'il sanctionne comme tel. Pour qu'il y ait crime dans la mise en circulation d'un chèque sans provision, il faut qu'il y ait fraude.

Bien des gens qui achètent à crédit adressent de temps à autre un chèque à leur créancier. Ils ont, par exemple, un versement de \$50 à faire ; plutôt que d'aller au magasin et de payer en argent, ce qui n'est pas toujours commode, ils envoient un chèque qui parfois s'avère sans provision. Le signataire ne saurait être accusé d'un acte criminel, car ce n'est pas à cause de ce chèque que le marchand lui a fait crédit.

Dans quel cas le chèque sans provision expose-t-il son auteur à l'emprisonnement ? Quand il a été un instrument de fraude. Il faut deux conditions pour que le chèque sans provision donne naissance à des poursuites devant les tribunaux criminels. Les voici :

1. Le signataire savait ou avait raison de croire que le chèque serait refusé à l'encaissement ;
2. Le signataire a donné ce chèque dans l'intention d'engager quelqu'un à lui faire crédit ou à lui livrer quelque bien mobilier, sachant qu'il n'obtiendrait ni l'un ni l'autre sans chèque. L'effet de commerce doit avoir été la cause immédiate de la transaction.

Celui qui reçoit le chèque, essentiellement un effet négociable à la demande, s'attend à pouvoir l'encaisser sur présenta-

tion à la banque. Normalement, celui qui donne ce chèque laisse croire que les choses se passeront ainsi. Autrement, il n'en donnerait pas et le cocontractant ne se départirait d'aucun bien mobilier ou argent. La remise d'un chèque s'accompagne d'une garantie implicite que le signataire dispose en banque d'un montant suffisant pour y faire face. Sinon, il y a fausse représentation. Si celui qui signe un chèque prévoit que la banque refusera de l'honorer, s'il a des raisons de le croire sans valeur, la première condition pour qu'il y ait fraude est remplie ; la deuxième, c'est qu'il accepte quelque bien en échange du chèque.

De son côté, celui qui reçoit un chèque a confiance qu'il est valable, que la banque en répond. C'est à cause de cela qu'il se départit d'un bien en faveur du signataire du chèque. Sans le chèque, il ne ferait point crédit, il ne donnerait ni argent ni marchandise. Il est victime de la fausse représentation qui lui est faite que le chèque est bon ; alors seulement il y a crime.

L'exemple classique, c'est celui de l'ami qui vous demande de lui encaisser (changer) un chèque. Vous le faites ; il vous donne son chèque qui, le lendemain ou le surlendemain, vous revient parce que la banque en a refusé le paiement. L'auteur d'une pareille manœuvre s'est rendu coupable d'un acte criminel, à moins qu'il ne prouve, à la satisfaction du tribunal (compte tenu du doute raisonnable qui joue en faveur d'un accusé), qu'il était justifiable de croire que la banque lui prêterait assez d'argent pour couvrir le chèque, ou qu'elle avait en dépôt l'argent nécessaire.

3. *La fraude*

Il y a, entre la fraude civile et la fraude criminelle, une grande analogie. L'article 993 du code civil se lit :

« La fraude ou le dol est une cause de nullité lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties ou à sa connaissance sont telles que, sans cela, l'autre partie n'aurait pas contracté. »

Deux conditions sont requises pour qu'il y ait fraude civile : la gravité des manœuvres frauduleuses, la participation du contractant. Le législateur ne pouvait s'exprimer plus clairement : il y a fraude uniquement si, en l'absence des manœuvres dolosives, la victime n'aurait pas donné son assentiment. Un exemple : le propriétaire d'une maison en exagère les revenus dans des proportions que le juge trouve frauduleuses ; la vente de cette maison est annulée si l'acheteur prouve que, sans cette majoration des revenus par le vendeur, il ne s'en serait pas porté acquéreur.

La deuxième condition, c'est la participation du contractant dans les manœuvres frauduleuses. On pourrait croire, à la lecture de l'article 993, que la simple connaissance des manœuvres frauduleuses suffit pour entraîner l'annulation du contrat ; la jurisprudence, interprétant la pensée du législateur à ce sujet, a conclu qu'il faut au moins une participation passive du contractant. Si les manœuvres dolosives se sont faites à la connaissance mais sans la moindre participation du contractant, le contrat n'est pas annulable. Le tiers se sera peut-être rendu coupable de fraude en droit pénal, même s'il n'a pas profité personnellement de son acte criminel, s'il a agi par vengeance, disons : le contrat demeure valable. Tant mieux pour celui qui a bénéficié de la fraude d'un autre à laquelle il n'a point participé. On imagine que de pareilles éventualités sont très rares.

Le droit civil ne prévoit point d'emprisonnement comme punition de la fraude : il déclare annulable le contrat qui en est entaché, pas davantage. L'auteur de la fraude peut aussi être poursuivi en dommages-intérêts. On sait que l'exercice du recours civil n'empêche pas une dénonciation devant les tribunaux de juridiction pénale.

La fraude civile rend possible l'une ou l'autre des accusations prévues dans le code pénal pour châtier les filous, parfois même les deux.

La première, aux articles 303 et suivants, est coiffée du titre « escroquerie ». C'est l'article 323, au commencement d'un chapitre différent intitulé « opérations frauduleuses en matière de contrats et de commerce », qui prévoit la fraude proprement dite. Elle est punissable d'un emprisonnement de dix ans, en plus des sanctions civiles que nous venons d'exposer.

L'article 323 se divise en deux paragraphes, ou deux parties, pouvons-nous dire. Dans la première partie, le législateur s'arrête aux contrats privés, intéressant au plus quelques dupes. La seconde partie protège le public contre les courtiers marons, les promoteurs d'entreprises vouées à la faillite dès le début de leurs opérations ; elle se rapporte principalement aux valeurs mobilières. Etudions de cet article le premier paragraphe qui touche les contrats privés et ressemble le plus à la fraude civile. Cette disposition législative est claire et se lit :

« Est coupable d'un acte criminel quiconque, par la supercherie, le mensonge et d'autres moyens dolosifs (...), frustre le public ou toute personne, déterminée ou non, de quelque bien, argent ou valeur. »

On utilise beaucoup cet article depuis quelques années, peut-être même à tort et à travers. Les plaideurs, quand ils

le peuvent, s'adressent de préférence aux tribunaux de juridiction pénale dans une affaire de fraude. La justice y est plus expéditive ; les sanctions pénales sont plus rigoureuses que la simple annulation du contrat avec des dommages-intérêts mesurés au compte-gouttes. Les avocats trouvent plus souples les règles de la preuve en matière criminelle ; de plus, ils espèrent atteindre plus facilement les insolvables et leur faire rendre gorge.

Il n'y a de fraude criminelle que si la victime s'est départie de quelque valeur. La tentative de fraude reste possible ; toutefois, elle devient difficile à prouver quand personne n'a rien perdu. Le législateur précise que la victime doit avoir été frustrée.

Le mensonge, la supercherie, les moyens dolosifs sans lesquels il n'y a pas de fraude ne sont guère définis dans le code pénal. Chacun sait en quoi consiste le mensonge. On le trouve aussi à la base d'une accusation de parjure. La supercherie et les moyens dolosifs revêtent autant de formes peut-être qu'il y a de filous. Ceux-ci sont d'une ingéniosité sans limite et Barnum disait : Une dupe vient au monde à chaque minute. La législation elle-même, dans divers statuts, nous fournit des exemples de fraude : tricher au jeu, influencer frauduleusement une transaction mobilière ou immobilière, et d'autres. La fraude entre conjoints vivant ensemble, pas plus que le vol, n'est un crime.

4. *Le faux*

Le faux prend des formes diverses : le code en prévoit quelques-unes explicitement, comme le faux-monnayage, l'envoi d'un faux télégramme, et d'autres. Il y a une longue définition du faux dans l'article 309 :

« (1) Commet un faux, quiconque fait un document le sachant faux, avec l'intention

a) Qu'il soit employé ou qu'on y donne suite, de quelque façon, comme authentique au préjudice de quelqu'un, soit au Canada, soit ailleurs ; ou

b) D'engager quelqu'un, en lui faisant croire que ce document est authentique, à faire ou à s'abstenir de faire quelque chose, soit au Canada, soit ailleurs.

(2) Faire un faux document comprend

a) L'altération, en quelque partie essentielle, d'un document authentique ;

b) Une addition essentielle à un document authentique, ou l'addition, à un tel document, de quelque fausse date, attestation, sceau ou autre chose essentielle ; ou

c) Une altération essentielle dans un document authentique, soit par rature, oblitération ou enlèvement, soit autrement. »

En droit civil, le contrat authentique est celui qui est reçu par un notaire. L'acte authentique, ce peut être aussi un certificat attestant un état civil, comme l'acte de mariage, de naissance ou de décès. Le droit civil utilise le mot authentique par opposition aux mots sous seing privé, qui désignent un écrit entre des contractants ordinaires, rédigé par eux-mêmes et non authentiqué par un officier public.

Le droit pénal n'en exige pas tant pour considérer, au sens de l'article 309, qu'un document est authentique. Il va sans dire que l'écrit réputé authentique en droit civil l'est aussi en droit pénal. Par exemple, celui qui altère un acte notarié, en change la date, par exemple, se rend coupable de faux suivant le droit pénal. Un contrat sous seing privé, un document constatant une vente ou le louage d'une maison, par exemple, est authentique d'après l'article 309 autant que l'acte notarié. Vous changez la date d'un bail de façon à vous donner plus de droits, vous y ajoutez des clauses qui vous sont favorables sans le consentement de votre co-contractant, cela constitue un faux.

Il ne faut pas croire que tout changement non autorisé, toute altération d'un document expose son auteur à quatorze ans de pénitencier. Dans le faux comme dans tout autre crime, à de rares exceptions près, il faut aussi l'intention criminelle. Ce sont presque toujours les mêmes conditions pour qu'il y ait crime : un fait positif, en l'espèce l'altération d'un document dans l'une de ses parties essentielles ; l'intention criminelle, ordinairement l'intention de frauder quand il s'agit d'un faux.

On peut diviser les faux en deux catégories : les documents entièrement forgés et ceux dont seulement l'une des parties essentielles a été altérée.

Non seulement le droit criminel punit-il l'auteur du faux, mais le droit civil aussi prévoit des sanctions. L'auteur d'un faux est poursuivable en dommages-intérêts. De plus, le document faux, dans le sens de document entièrement forgé, est nul de nullité absolue. Même la partie qui l'a accepté de bonne foi ne peut se servir de ce document que pour obtenir satisfaction de l'auteur du faux. En droit civil, cette sanction de la nullité en raison du faux ne s'étend pas à tout les cas d'altération. Il y a des changements que les parties peuvent en aucun temps apporter à leur contrat. Même quand une telle altération est essentielle, vu qu'elle est acceptée par les intéressés, elle ne saurait entraîner de nullité. Néanmoins, l'altération, en l'une de ses parties essentielles, de certains documents, tel le

chèque ou le billet, les rend nuls. Comme exemple, celui qui a reçu un chèque valable de \$50 le rend nul s'il en augmente le montant à \$250. Non seulement il perd les \$200 qu'il voulait s'approprier frauduleusement, mais les \$50 qui lui étaient réellement dus.

C'est le droit criminel surtout que j'entends examiner au sujet de l'altération d'un document. Il faut que ce soit une partie essentielle du document qui ait été modifiée. Dans l'exemple que je viens de donner, l'auteur d'une semblable altération se rend coupable de faux et s'expose au châtement prévu en l'espèce, non moins que s'il avait forgé en entier tout le document.

Il appartient au tribunal, en se basant sur les circonstances de chaque cas et sur les effets légaux de l'altération, de juger si elle portait sur une partie essentielle. C'est ainsi, par exemple, qu'on a jugé dans un cas cité par la jurisprudence, que le changement de date pouvait n'avoir pas été une altération essentielle. Néanmoins, il est sûr que des modifications de cette nature : date, montant, nom des parties, constituent en général des altérations essentielles qui engendrent le faux. Elles font présumer également chez leur auteur l'intention frauduleuse nécessaire à la commission du crime.

Le législateur a pris soin de distinguer entre l'altération qui consisterait à changer ce qui apparaît déjà dans le document, de l'addition de quelque élément nouveau. Il ne faut pas croire, ici également, que toute addition soit frauduleuse. Dans un billet qui ne porte aucune date, il est loisible au détenteur d'en mettre une, pourvu que la date ainsi ajoutée se situe dans un délai raisonnable de la signature. Le billet est considéré à demande : libre au détenteur de lui fixer un terme, puisqu'en somme c'est lui-même qui restreint ses propres droits. On ne saurait, dans de telles conditions, parler du faux par addition, défini au paragraphe 2 de l'article 309.

A l'intérieur de chacun des sous-paragraphes « a », « b » et « c », l'énumération n'est pas limitative. Toutefois, le faux doit tomber sous l'un de ces sous-alinéas, sans quoi il n'y a pas de faux. On ne saurait par exemple inventer un faux par omission. Ce mot n'apparaît dans aucun des sous-alinéas « a », « b » ou « c ». Par conséquent, il ne peut y avoir de faux par omission.

Le droit pénal châtie non seulement le faussaire, c'est-à-dire celui qui fait le faux, mais également celui qui s'en sert. En d'autres mots, l'usage de faux est un crime au même titre que le faux proprement dit. Le même châtement attend celui qui fait usage d'un faux que celui qui en est l'auteur.

Un exemple. Je m'empare d'un document que je sais avoir été modifié frauduleusement. Je me présente ensuite à la banque ou à toute personne afin d'obtenir du crédit sur la foi de ce faux document. C'est l'usage de faux.

L'usage de faux, comme le faux, revêt nombre de formes que la loi ne saurait toutes prévoir. L'ingéniosité humaine s'est donné libre cours en ce domaine. Il faut se méfier des faussaires et de leurs complices, surtout dans les affaires. De leur côté, les tribunaux s'efforcent par des châtimens exemplaires de maintenir l'honnêteté des documents.

5. *Le faux-monnayage*

Le faux-monnayage a une longue histoire. Elle date peut-être des origines de la monnaie. On dit que ce sont les Phéniciens qui ont inventé la monnaie comme moyen d'échange : cela remonte à plusieurs siècles avant Jésus-Christ. Une tradition inavouable place le roi de France Philippe le Bel parmi les plus grands faux-monnayeurs que le monde ait connus. On peut croire néanmoins que Philippe le Bel n'a pas été le seul pécheur à une époque où le faux-monnayage était un instrument de gouvernement.

On sait que la monnaie, comme son nom l'indique, a commencé par les métaux. L'or, dès les premiers temps, a été regardé comme le plus précieux des métaux, celui que les hommes convoitent d'abord à cause de sa beauté. Au surplus, l'or se prête mieux que bien d'autres métaux au laminage et à la ciselure, à la frappe, etc. Il était naturel de prendre l'or comme monnaie d'échange admise par tous les peuples, d'autant plus que rares sont les pays où l'on ne trouve pas un peu d'or.

Jusqu'il y a deux siècles, la monnaie était faite seulement de métaux. Les pièces les plus précieuses étaient en or ; il y en avait d'autres en cuivre et même en plomb. « Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? », se demande Racine. Au temps de Philippe le Bel, c'est-à-dire au début du quatorzième siècle, le faux-monnayage consistait à rogner les pièces de métal qui constituaient la monnaie : c'était commode et même récréatif. C'était comme enlever de nos pièces de dix ou de vingt-cinq sous quelque poussière d'argent ou de nickel. A l'époque des pièces d'or, ce travail, sur une grande échelle, enrichissait son homme. Supposons qu'un louis pesait une once ; en rognant les bords, on pouvait y enlever quelques parcelles d'or qui, ajoutées à d'autres parcelles et fondues, finissaient par remplir une bourse. Du moins, c'était l'opinion

de Philippe le Bel et d'autres royaux faux-monnayeurs de son temps.

Néanmoins, au cas où des numismates seraient tentés d'en faire autant et pour détourner la jeunesse de rogner les pièces de cinq, dix et vingt-cinq sous, notre code criminel prévoit le châtement de quiconque « dégrade une pièce d'or, d'argent ou de cuivre. » Il est également interdit de mettre de telles pièces rognées en circulation.

Le papier-monnaie et de multiples autres effets de commerce, comme le mandat-poste, remplacent l'ancienne monnaie de métal. Il y a encore de nos jours des faux-monnayeurs ; seulement, leur art a évolué. Les imitateurs de Philippe le Bel, c'est-à-dire les gouvernements, rognent notre argent en dépréciant le papier-monnaie ; on appelle cela de l'inflation et le code pénal n'en fait pas un crime.

L'Etat, seul autorisé à battre monnaie au Canada, utilise des papiers spéciaux, avec ou sans filigrane, dans l'impression du papier-monnaie. Les gravures sont rendues aussi difficiles que possible à imiter. Des experts s'emploient à décourager les faux-monnayeurs. Malgré cela, des graveurs et des imprimeurs, tous plus ingénieux et plus habiles les uns que les autres, cherchent à mettre en circulation de faux billets. En fait, périodiquement il en apparaît sur le marché.

Le code pénal renferme des dispositions précises à ce sujet, et les tribunaux punissent avec une extrême sévérité les faux-monnayeurs. L'ancien code pénal canadien prévoyait même l'emprisonnement à vie dans certains cas ; le nouveau code limite à quatorze ans de pénitencier le châtement des pires faux-monnayeurs.

Des motifs d'ordre public impérieux justifient le législateur de se montrer aussi sévère. En effet, le papier-monnaie ne peut avoir cours à moins que le public donne à cet instrument d'échange sa confiance absolue. En pratique, le papier-monnaie et les effets de commerce qui s'y rattachent sont acceptés dans le monde entier. Si le public refusait le papier-monnaie faute d'y avoir confiance, l'économie moderne serait bouleversée.

Faut-il détruire les faux billets quand on a eu la malchance de s'en faire donner ? En principe, on doit les remettre à la police en lui fournissant toutes les explications qu'elle exige. Il faut espérer qu'en de tels cas, la police et le ministère public comprennent et qu'ils ne soupçonnent personne à tort. La plupart des gens détruisent les faux billets en jurant qu'on ne les y prendra plus.

L'article 434 du code pénal autorise toute personne à arrê-

ter sans mandat « un individu qu'elle trouve en train de commettre un acte criminel. »

De son côté, l'article 393 déclare que

« Quiconque, sans justification ou excuse légitime, dont la preuve lui incombe,

a) Achète, reçoit ou offre d'acheter ou de recevoir ;

b) A en sa garde ou possession (...)

de la monnaie contrefaite, est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de quatorze ans. »

En conséquence, le marchand qui se voit offrir un faux billet peut procéder lui-même à l'arrestation. Qu'est-ce que cela signifie pour lui ?

Je pose comme condition préalable que le marchand est certain d'être en présence d'un billet de banque contrefait. De plus, le marchand n'est pas obligé d'arrêter lui-même l'individu suspect ; il n'est même pas obligé d'alerter la police. Sans doute il vient de surprendre un suspect en flagrant délit de commettre un acte criminel, savoir de découvrir un individu tâchant de mettre en circulation de la monnaie contrefaite. Il n'est tenu ni de l'arrêter ni de le dénoncer ; il peut tout simplement refuser cet argent sous quelque prétexte et envoyer le filou se faire pendre ailleurs.

6. *Le chantage*

On sait que le chantage est interdit. Toutefois, d'après l'article 291 du code pénal, ce n'est pas le chantage que vise le législateur, mais l'extorsion. Y a-t-il une différence entre les deux ?

D'après le dictionnaire Larousse, le chantage, c'est la pression malhonnête exercée sur quelqu'un, soit par des paroles, soit par des faits, pour lui extorquer de l'argent. Le même dictionnaire, au mot extorsion, renferme la définition suivante : « Infraction qui consiste à arracher par la violence soit la signature ou la remise d'un titre quelconque emportant obligation, disposition ou décharge, soit la remise de fonds ou valeurs. » Sous le même mot extorsion, l'auteur du dictionnaire prétend qu'en droit pénal français, c'est plutôt chantage qu'on appelle ces manœuvres frauduleuses. Enfin, Larousse classe également comme chantage la pression exercée en menaçant de révélations scandaleuses.

Tentons de dégager de ces définitions les éléments essentiels du chantage d'après le langage courant :

1. Menaces constituées par des paroles... ; pouvons-nous dire aussi par des faits, quoique les menaces se limitent ordinairement à des paroles ?

2. Intention d'arracher à quelqu'un sa signature, un document, de l'argent ou des valeurs.

Si les menaces s'accompagnent de violence, Larousse préfère le mot extorsion. Il peut y avoir eu chantage lors même que la victime n'a pas cédé à la pression exercée sur elle.

Comme on sait, à la base du droit pénal canadien, se trouve le principe suivant : Toute action est permise à moins d'être interdite formellement par le code pénal ou par quelque autre statut à titre d'acte criminel, d'infraction ou de contravention.

Or, le mot chantage n'apparaît pas dans le code pénal ; c'est l'extorsion qui nominalement est punie par l'article 291. Non pas toutes les formes d'extorsion, mais celle seulement que définit cet article :

« Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de 14 ans quiconque, sans justification et excuse raisonnable et avec l'intention d'extorquer ou de gagner quelque chose, par menaces, accusations ou violence, induit ou tente d'induire une personne, que ce soit ou non la personne menacée ou accusée, ou celle contre qui la violence est exercée, à accomplir ou à faire accomplir quelque chose. »

Il m'est arrivé quelquefois de m'en prendre aux définitions du code pénal que je trouve longues et confuses. Je confesse que celle de l'article 291 me paraît mieux charpentée et plus sûre que celles du dictionnaire au mot chantage et au mot extorsion. Une expression demeurerait vague qu'a éclairée un arrêt du juge Armand Chevrette, de la cour des sessions de la paix, à Montréal ; ce sont les mots « quelque chose ». Le juge Chevrette, se fondant sur la doctrine et la jurisprudence, a déclaré que l'objet de cette infraction définie à l'article 291 « doit être quelque chose susceptible d'être volée, quelque bien ou quelque chose de valeur. » On se rappelle que seuls des biens matériels sont susceptibles d'être volés. Dans le cas qui était soumis au juge Chevrette, la personne accusée d'extorsion n'avait pas exigé des biens ou des valeurs, mais l'accomplissement d'actes pouvant servir de base à une demande de divorce. De la sorte, le droit canadien conserve les définitions du dictionnaire Larousse.

Il est d'autres crimes dans le code pénal qu'on peut reprocher au maître-chanteur. S'il tente de forcer quelqu'un à commettre un acte criminel, il en devient le complice et est châtié comme tel. Sous la menace de dénoncer quelqu'un à la justice, par exemple, je l'oblige à tuer, ou à voler, etc. ; je me rends coupable de meurtre, de vol, etc., suivant le crime qui a été commis. La subornation de parjure peut naître du chantage. C'est pourquoi l'article 291, interprété rigoureusement comme

doit l'être toute définition en droit pénal, finit par se restreindre à l'extorsion de biens matériels. Si la victime du prétendu chantage soumis à l'appréciation du juge Chevette avait obéi aux injonctions qui lui étaient faites, elle se serait rendue coupable de parjure, probablement, et l'auteur des menaces aurait été accusé de subornation de parjure. Ou encore cette personne aurait pu être accusée de tentative de subornation de parjure, mais pas d'extorsion au sens de l'article 291. Le législateur, au moyen de l'article 291, cherche à prévenir l'extorsion proprement dite, rien d'autre.

7. *La corruption d'officiers publics*

Ce sont les articles 100 et suivants du code pénal qui reafferment les sanctions contre ceux qui se rendent coupables de corruption dans les affaires publiques. Des lois provinciales, comme la Loi des cités et villes, la loi électorale, prévoient le châtement applicable à ceux qui se rendent coupables de certains crimes de corruption qui y sont formellement définis. C'est ainsi que la personnification d'électeurs est interdite et punie par la Loi des cités et villes et par le code municipal, tous deux partie de la législation provinciale ; on sait que le châtement maximum est de trois mois de détention dans ces cas.

Le code pénal atteint aussi bien ceux qui corrompent que ceux qui se laissent corrompre. En d'autres mots, l'officier public qui cède à une tentation de corruption est non moins coupable que le citoyen qui l'y entraîne. De plus, le code pénal distingue parmi les diverses catégories d'officiers publics. Les sentences sont appropriées à la gravité de chaque crime.

L'article 100 précise qu'une plainte peut être déposée, mais avec le consentement du procureur général du Canada seulement, contre un membre du parlement du Canada ou un membre d'un gouvernement provincial. Celui qui offre de corrompre un député, un sénateur ou un conseiller législatif, est jugé non moins coupable que s'il s'adresse au premier ministre. Le châtement est de quatorze ans d'emprisonnement. A remarquer que la tentative de corrompre est aussi sévèrement punie que la corruption elle-même. Le même article 100 englobe les juges et les magistrats parmi ceux qui sont susceptibles de poursuite devant les tribunaux de droit commun. Le consentement du procureur général du Canada a pour but non de ralentir les rouages de la justice, mais d'empêcher les dénonciations frivoles et le chantage. Sans l'obligation d'obtenir cette autorisation, on pourrait craindre que les gens, uniquement pour en tirer un avantage électoral, se serviraient des

tribunaux en invoquant malicieusement l'article 100. Il ne faut jamais perdre de vue qu'un citoyen peut toujours en dénoncer un autre ; la pré-enquête recommandée par le code pénal aux juges de paix qui reçoivent les dénonciations, n'est pas toujours un moyen efficace pour faire échec à la malveillance de certains dénonciateurs. J'ai été témoin de manœuvres électorales de cette nature qui confinaient au chantage et finalement s'opéraient au préjudice du public.

L'article 101 punit également de quatorze ans les juges de paix, commissaires de police, agents de la paix, officiers de police, fonctionnaires publics et autres personnes employées à la mise en application du droit criminel, trouvés coupables de corruption. Ceux qui les incitent à ce crime sont passibles de la même pénalité. Néanmoins, dans un cas semblable, l'autorisation du procureur général n'est pas nécessaire. On comprend que ce genre de corruption est plus fréquent. Ce serait imposer au public un obstacle inutile que de rendre cette dénonciation sous l'article 101 aussi difficile que celle prévue à l'article 100. Le danger de chantage électoral est inexistant. L'intérêt public dépend de l'honnêteté des fonctionnaires énumérés dans l'article 101, non moins que des personnes en autorité désignées dans l'article 100 ; mais le même intérêt public veut que les chefs de la nation soient à l'abri de toute poursuite vaine. Les fonctionnaires qui se recrutent dans tous les gouvernements et dans le corps de police de tout le pays, ne sauraient être protégés par l'obtention préalable du consentement du procureur général du Canada sans nuire cette fois à l'efficacité de la législation réprouvant la corruption. Nos lois provinciales, comme celles qui régissent la sûreté provinciale du Québec ainsi que la police des liqueurs, précisent que les membres de ces corps policiers sont des agents de la paix au sens du code pénal, article 101. Il en est de même de la police municipale.

Divers articles du code pénal, notamment les articles 105, 106 et 109, ont pour objet le châtement des prévaricateurs. On peut définir ceux-ci comme des officiers publics qui manquent à leurs devoirs professionnels, dans l'espoir d'un profit pour eux-mêmes. Cette dernière condition est non moins essentielle que la première. Le dictionnaire Larousse définit comme suit le verbe prévariquer, à la base du mot prévaricateur.

« Manque par intérêt ou mauvaise foi, aux devoirs de sa charge, de son ministère. »

La prévarication prend une multitude de formes. Ce peut être un huissier qui ne remplit pas entièrement les prescriptions du code de procédure civile dans une saisie, dans une

vente judiciaire ; ce peut être un fonctionnaire qui fait de fausses inscriptions dans un registre de l'Etat ou prépare un faux rapport relativement à un acte de l'administration publique, etc. Le code et la jurisprudence fournissent l'exemple de nombreux actes de prévarication.

Le châtimeut de la prévarication est moins rigoureux que celui de la corruption. Toutefois, son auteur peut être condamné au pénitencier. Comme dans toute sentence, le président du tribunal apprécie les faits et tâche de proportionner le châtimeut à la gravité du crime. La législation provinciale, comme nous l'avons vue plus haut, définit certains actes de corruption municipale jugés criminels. L'article 104 du code pénal en fait autant. Il est même interdit, d'après ce dernier article, d'inciter un fonctionnaire municipal à supprimer la vérité dans le cas d'une personne obligée à la révéler. On appelle cela influencer criminellement un fonctionnaire municipal ; on entend par fonctionnaire le membre d'un conseil municipal aussi bien que toute personne qui détient une charge relevant d'un gouvernement municipal. Faut-il ajouter que les tribunaux, s'autorisant de l'article 105 du code pénal, jugent avec rigueur ceux qui vendent ou prétendent vendre une nomination à une charge publique. Tout trafic d'influence est interdit. Le législateur veut une administration loyale et honnête de la fortune publique. Cela n'interdit pas, cependant, l'activité libre des hommes publics et les profits qu'ils peuvent en retirer : c'est la loi notre seul guide, non les dénonciations malveillantes et intéressées des agitateurs.

CHAPITRE IX

LA VIE EN SOCIÉTÉ

1. *Le libelle diffamatoire*

On rencontre le libelle diffamatoire plus souvent que le libelle blasphématoire et le libelle séditionnel. Les journaux apparaissent les consommateurs ordinaires de ce genre de libelles. Je crois plus nombreux les libelles diffamatoires de nature privée.

Comme dans tout libelle, il faut en premier lieu un écrit. Le mot libelle l'indique. De plus, cet écrit doit avoir été rendu public. S'il prend fantaisie à un humoriste d'écrire le mal qu'il pense de ses contemporains, à l'exemple du grand Saint-Simon, il ne sera coupable de libelle qu'en montrant à d'autres ses petits papiers.

Le premier paragraphe de l'article 248 du code criminel définit ainsi le libelle diffamatoire : « Un libelle diffamatoire consiste en une matière publiée sans justification ni excuse légitime et de nature à nuire à la réputation de quelqu'un en l'exposant à la haine, au mépris ou au ridicule, ou destinée à outrager la personne contre qui elle est publiée. »

Ce qui distingue le libelle diffamatoire, c'est qu'il s'attaque au caractère ou à l'honneur d'une personne ; c'est aussi l'outrage. Il renferme une accusation, vraie ou fausse, des injures, des appels à la haine ou au mépris. La loi criminelle défend le libelle qui n'a d'autre conséquence que d'outrager la personne qui en est victime, comme la lettre à une femme vertueuse qui renferme des propositions immorales.

Le libelle diffamatoire emprunte parfois la forme d'une image, d'une caricature. Il n'est pas essentiel que l'écrit renferme des mots. Tout signe, toute effigie exposant la victime au ridicule ou à la haine, constitue un libelle. Les affiches des jeunesses rouges, en Chine, dans notre pays seraient probablement jugées libelleuses.

Il y a des gens qui repaissent leur méchanceté de lettres anonymes. Gare à eux si la justice leur met la main au collet. Les lettres anonymes n'ont pas pour objet de flatter les personnes qui y figurent. C'est la pire, assurément la plus lâche, des formes du libelle diffamatoire.

Que l'imputation injurieuse soit vraie ou fausse, cela peut avoir effet au plus sur la sentence. Si l'auteur du libelle diffamatoire a publié une accusation qu'il savait fausse, il risque cinq ans de pénitencier. Le calomniateur est méprisable aux yeux de la loi comme de la morale. En l'absence de cette cir-

constance aggravante, l'auteur est passible au plus d'une peine de deux ans.

La vérité des accusations a de l'importance également quand celui qui les porte le fait de bonne foi. Mais s'il est exact que toute vérité n'est pas bonne à dire, on peut ajouter que toute vérité n'est pas davantage bonne à écrire. Si chacun se mettait à écrire et publier au grand jour le mal qu'il sait de son prochain, la civilisation disparaîtrait plus vite ainsi que par l'effet d'une bombe atomique.

La définition du libelle laisse voir qu'on peut être autorisé à publier des choses diffamatoires, puisqu'elle déclare nettement que la publication pour qu'il y ait libelle doit être faite « sans justification ni excuse légitime ». L'accusateur, au début, est tenu de prouver l'absence de justification et d'excuse légitime chez l'auteur de l'écrit injurieux ; mais cela ressort des faits.

Le code pénal, à la suite de la définition du libelle diffamatoire et de sa diffusion, énonce en un certain nombre d'articles les défenses possibles de justification et d'excuse. Dès que le ministère public dépose devant le tribunal l'écrit faisant l'objet de l'accusation, il démontre *prima facie* l'absence de justification ou d'excuse. Quand les écrits incriminants ne sont pas des documents parlementaires, ou des comptes rendus loyaux des délibérations du parlement et des cours de justice, on conclut au libelle diffamatoire. Quand des articles de journaux, des lettres missives, des affiches, etc. renferment des mots injurieux à l'adresse d'une personne désignée, le tribunal est satisfait que le ministère public a fait la preuve de l'absence de justification ou d'excuse.

Normalement, l'accusé devant les tribunaux de juridiction pénale n'a point à présenter une défense écrite ; il peut demeurer inerte, si l'on peut dire. Le libelle fait exception à cette règle. Cela découle de la preuve *prima facie* née de la présence de propos injurieux dans un écrit non privilégié.

La défense renferme, comme dans une procédure civile, un certain nombre de paragraphes numérotés. Chaque paragraphe énonce une raison pour rejeter l'accusation. Les paragraphes s'enchaînent et la conclusion soutient que l'accusé doit être acquitté. La raison principale qui justifie quelqu'un de publier un libelle, sauf exceptions, c'est l'intérêt public. L'accusé met cela en tête de sa défense écrite. Le législateur a créé le crime de libelle afin de maintenir la paix publique ; on ne peut donc se surprendre de l'importance de ce moyen de défense. Sans frein le libelle jetterait les gens à la gorge les uns des autres.

Les journalistes prêtent flanc plus que d'autres à des accusations de libelle diffamatoire et à des actions en dommages-

intérêts devant les tribunaux civils. C'est leur rôle d'alerter l'opinion. Le droit pénal leur reconnaît la liberté de commenter, d'une façon honnête et loyale, les événements qui mettent en cause des hommes publics. La critique dramatique ou littéraire peut se permettre ses outrances ordinaires et même extraordinaires. Tel est le premier élément de la défense conseillé aux journalistes.

L'auteur d'un libelle peut être poursuivi devant les tribunaux civils non moins que devant les tribunaux criminels. Un recours n'exclut pas l'autre. Devant les tribunaux civils, la vérité des faits énoncés dans le libelle importe davantage. Le principe néanmoins demeure le même devant les deux juridictions : que les faits allégués dans l'écrit diffamatoire soient vrais ou faux, la nécessité de la défense de justification ou d'excuse s'impose dans tous les cas. S'ils sont vrais, il incombe à l'auteur du libelle d'en apporter la preuve. S'ils sont faux, la défense alors doit prouver sa bonne foi.

Puisque c'est le devoir des journalistes de nous renseigner, du moment qu'ils ont des raisons de croire que la matière qu'ils publient est vraie, ils sont justifiés aux yeux de la loi. Leur bonne foi est établie. Le législateur ferme les yeux sur certaines épithètes malsonnantes échappées de leur plume. Cela fait partie de leur verve. On pardonne facilement à un journaliste s'il a été vraiment drôle. Les Gaulois que nous sommes tous aiment l'esprit et particulièrement celui des journalistes.

En période électorale, partisans et adversaires s'échangent des manifestes et des pamphlets assez vifs. La littérature électorale n'est pas faite pour vanter les adversaires ; textes et caricatures exposent au ridicule et parfois au mépris du public ceux qui en sont victimes : nul cependant n'y voit des libelles. Les journaux publient quotidiennement le nom et l'adresse de personnes condamnées par les tribunaux criminels. Une pareille publicité n'est guère faite pour attirer aux criminels la sympathie populaire. Bien des pages de journal renfermeraient des libelles si la loi pénale ne prévoyait pas que la publication de ce genre d'information rend service au public.

Les revendicateurs et les contestants sont parmi ceux qu'excuse la loi, à condition aussi qu'ils fassent preuve de jugement et de mesure. « Nul n'est réputé publier un libelle diffamatoire du seul fait qu'il publie une matière diffamatoire de bonne foi dans le dessein de chercher une réparation ou un redressement pour un tort ou un grief, privé ou public,

a) S'il croit que la matière diffamatoire est vraie ;

b) Si la matière diffamatoire se rattache à la réparation ou au redressement recherché ; et,

c) Si la matière diffamatoire n'excède pas, sous quelque rapport, ce qui est raisonnablement suffisant dans les circonstances. »

On ne pouvait mieux résumer que l'article 265 du code pénal canadien les principes applicables au libelle, quant à sa justification ou aux motifs d'excuse de son auteur. Il s'agit, en l'espèce, d'un écrit né d'une pensée généreuse, sans malice ni méchanceté, sauf celles qu'admet une rédaction piquante. Il n'est pas nécessaire que les écrits des redresseurs de torts soient ternes : du reste, cette classe de gens est-elle capable d'écrire froidement ? Des journalistes quelque peu pamphlétaire, comme Asselin et Fournier, ont écrit bien des choses qui auraient été libelleuses, s'ils n'avaient été justifiés ou excusables de le faire d'après cet article 265. Il est vrai que Jules Fournier a, pour un libelle, connu la « paille humide » des cachots de la prison de Québec, alors que « Morin » en était le gouverneur, ce qui lui inspira dès sa mise en liberté un autre libelle demeuré, celui-là, impuni jusqu'à ce jour.

2. *Le libelle séditieux*

La conspiration séditieuse, c'est l'entente de deux ou de plusieurs personnes pour réaliser une intention séditieuse. Par exemple, quand un certain nombre d'étudiants, pendant la guerre de 1914, formaient le projet de faire sauter la colonne Nelson afin de protester contre la conscription, ils se rendaient coupables de conspiration séditieuse et de conspiration pour méfait. Ils étaient prêts à recourir à la violence.

Dans l'ancien code, en vigueur jusqu'au 1er de mai 1955, la punition de la sédition était de deux ans ; est-ce parce que le législateur a entrevu pour notre pays un avenir troublé qu'il a porté ce châtement à quatorze ans ? Nous n'en savons rien. Le libelle diffamatoire continue d'être puni de deux ans d'emprisonnement, mais plus le libelle séditieux.

Dans la sédition, que ce soit la conspiration ou le libelle, que ce soient les paroles ou les écrits, l'intention est l'élément essentiel. Son importance apparaît à la lecture de l'article 61 qui excepte de la sédition des actes pourtant susceptibles de causer de graves perturbations. Si je suis de bonne foi, si mon dessein n'est pas de renverser l'Etat par la violence et au mépris des lois, je ne saurais être trouvé coupable de libelle séditieux. Je défends mes opinions, rien de plus.

C'est l'intention qui distingue les actes, fait de certains d'entre eux des crimes, et des autres seulement des actes tu-

multueux, patriotiques, assurément pas criminels. Je puis donc m'attaquer aux institutions politiques du pays : c'est ma bonne foi qui est mon guide et ma sauvegarde. C'est pourquoi nous considérons le Canada un pays libre : chacun est libre de ses opinions, libre de les exprimer comme il l'entend, libre de les répandre.

L'intention séditeuse est une question de fait, laissée à l'appréciation du jury. Elle se découvre par les circonstances qui ont entouré les actes, les écrits ou les paroles suspectes. Elle ressort de la conduite de l'accusé, de son attitude pendant les événements qui ont donné lieu à son arrestation. Les déclarations de l'accusé, en tout temps, servent à reconnaître ses intentions. Le jury pèse le tout et se prononce sur la bonne ou la mauvaise foi de l'accusé de même que sur son dessein de bouleverser l'Etat sans raison.

Il n'y a pas sédition seulement quand on a tenté de renverser l'Etat par la violence. Il n'y a pas seulement les institutions politiques qui peuvent être mises en péril par la sédition. Les juristes sont d'accord pour englober dans la sédition criminelle tout ce qui peut avoir pour effet de soulever une partie de la population contre l'autre, de contribuer à l'anarchie ou à la mésentente parmi les citoyens. C'est ainsi que des pamphlets contre les Juifs peuvent être séditeux, quand ils ont pour but de soulever contre eux le reste de la population, quand ils sont nourris de haine et de méchanceté, bref quand la bonne foi en est absente. La xénophobie irraisonnée et violente a donné naissance à bien des actes et écrits séditeux. Nous pourrions en dire autant de l'intolérance religieuse. Les conflits ouvriers servent souvent de prétexte aux actes séditeux.

Comme on le voit, la sédition est une matière très vaste, qui touche la structure politique et sociale du pays. Le législateur canadien veut la libre discussion des idées et la liberté d'action qui sont nécessaires au progrès. D'autre part, il punit avec la dernière rigueur ceux qui veulent le renversement, par la violence, d'un ordre social et politique dont nous sommes fiers à juste titre.

On se rappelle que Charles Maurras, il y a plus de trente ans, fut condamné à trois mois de prison pour avoir publié un libelle séditeux. Il avait écrit, dans l'Action Française, que le moment était venu pour tous les citoyens de sortir leurs couteaux de cuisine et de s'en servir pour nettoyer le Palais-Bourbon des Blum et des Daladier. J'écris d'après un vague souvenir de cette affaire. A n'en pas douter, c'était un libelle séditeux. Libelle, parce que matière écrite ; séditeux, parce qu'il cherchait à soulever le peuple et faisait appel à la vio-

lence. Je crois même qu'on avait parlé d'incitation au meurtre.

A la différence de la diffamation, la sédition est jugée un crime même quand on s'est servi de la parole seulement. Autrement dit, le législateur punit l'écrit diffamatoire, non les paroles injurieuses. Le législateur se montre plus sévère dans le cas de la sédition : que ce soient des paroles séditeuses ou des écrits, leur auteur est tout aussi coupable. Il suffit d'invoquer au soutien de l'accusation les dispositions législatives appropriées.

3. *Refus de pourvoir*

Le refus de pourvoir donne naissance à une accusation criminelle. Toutefois, on ne saurait étudier cette question sans rappeler au début certaines notions de droit civil. Le mariage crée aux époux des obligations l'un envers l'autre, et des deux envers leurs enfants. C'est un principe de droit civil. L'obligation alimentaire est l'une d'elles. L'époux doit subvenir aux besoins de l'épouse, et réciproquement. De plus, ils « contractent, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants » : c'est le texte de l'article 165 du code civil. Qu'on ne se méprenne pas : l'obligation de pourvoir aux besoins de son conjoint et de ses enfants, ce n'est pas un châtement infligé à l'époux indigne. On peut même affirmer que l'indignité n'enlève pas au conjoint ou à l'enfant dans le besoin le droit de recevoir des secours. C'est une idée qui entre difficilement dans le cerveau de certains maris ou de certaines femmes. Ils se croient quittes de toute obligation parce que celui qui est dans le besoin mérite son sort par son inconduite ou par sa paresse. C'est faux : l'obligation alimentaire existe tant que dure le mariage entre les époux, tant que vivent les enfants, ou les parents, suivant le cas.

Les parents aussi ont droit à des aliments quand ils sont dans le besoin. Ce sont les enfants qui doivent les fournir. « Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin », énonce l'article 166 du code civil.

En résumé, tous les membres d'une famille, père, mère, enfants et grands-parents se doivent mutuellement assistance. Cette obligation naît du mariage et de la paternité. Il arrive que de braves gens soient appelés, à cause de ces principes de droit civil, à donner leur aide à des êtres détestables uniquement parce que ces êtres sont leurs ascendants, leur conjoint ou leurs descendants. Ces secours doivent être proportionnés aux moyens de celui qui les doit et aux besoins de ceux qui les reçoivent.

Le droit criminel complète le droit civil en faisant un délinquant de celui qui ne remplit pas ses obligations envers sa famille. C'est l'article 186 du code pénal qui renferme à ce sujet la pensée du législateur. Il apparaît clairement à la lecture de cet article que le législateur a voulu protéger la famille en superposant aux sanctions civiles les châtimens plus rigoureux du droit pénal.

Ce qui caractérise l'article 186, c'est le souci du législateur de proportionner la peine à la gravité de l'offense. On distingue entre le refus de pourvoir ordinaire, sans malice, et le refus des soins nécessaires qui peut mettre en danger la vie des personnes à charge. Dans ce dernier cas, le châtimeut peut être un emprisonnement de deux ans. Les juges se montrent cléments dans les cas de refus de pourvoir ordinaires ; ce qu'ils recherchent, c'est plutôt de réconcilier les parties, d'équilibrer les besoins et les ressources de chacun.

Les causes de refus de pourvoir encombrant les tribunaux. La ville de Montréal a même organisé un service, à la cour municipale, pour tâcher d'en réduire le nombre, grâce aux bons offices d'un conciliateur. On ne saurait trop louer cette initiative. Les juges hésitent avant de condamner à la prison celui qui s'est rendu coupable de refus de pourvoir. Ce n'est pas en détenant un homme en prison que l'Etat aide une famille dans le besoin. Malgré cela, les juges se résignent quelquefois à ordonner la détention des endurcis. Il y a des hommes qui préfèrent la prison, semble-t-il, à l'accomplissement de leurs devoirs familiaux. Faut-il ajouter que les juges, dans de pareils cas, finissent par se montrer d'une sévérité exemplaire ?

Il est très rare que des accusations de refus de pourvoir soient portées contre d'autres personnes qu'un mari ou un fils. Néanmoins, le droit pénal couvre à peu près le même terrain que le droit civil. On trouve même d'anciens arrêts qui ont prescrit qu'un patron pouvait se rendre coupable d'avoir refusé de pourvoir aux besoins de son domestique. C'était à cette heureuse époque où il y avait encore des domestiques. Il peut arriver à quelqu'un de vos amis ou de vos parents d'avoir recours à la justice pour obliger un être sans cœur à remplir ses obligations envers sa famille. Dans un pareil cas, comment porter plainte ? Cela dépend de l'endroit de son domicile. Dans les villes où existe une cour municipale, c'est là qu'il est recommandable de s'adresser en premier lieu. Cependant, les autres cours de juridiction criminelle disposent de ces causes dans toute la province. Le département du procureur général et la sûreté provinciale sont à la disposition du

public et accomplissent en ce domaine un travail considérable.

On ne saurait oublier aussi le dévouement du Barreau en ces affaires toujours déprimantes. Combien d'avocats consacrent des heures sans rétribution à des causes de ce genre. Le bien-être social exige de tous des sacrifices de temps et d'argent. La charité est grande en notre province et notre façon de traiter les causes de refus de pourvoir en est une preuve.

4. *La maison de jeu*

Le droit pénal est difficile à saisir qui se rapporte à la maison de jeu. En premier lieu, il faut distinguer le jeu de la loterie. Le jeu au départ n'est pas interdit ; c'est pourquoi chacun peut, chez soi ou dans certaines conditions, au club, s'adonner au jeu de cartes, au jeu de dés, voire à la roulette. Ces objets, qui servent au jeu, sont en soi inoffensifs ; aussi les vend-on dans les magasins.

Puisque le jeu n'est pas interdit, que faut-il entendre lorsque, dans les journaux, on nous apprend la condamnation d'un tel ou d'un tel, soit pour avoir été trouvé dans une maison de jeu, soit pour avoir exploité une telle maison.

Le crime, c'est de tenir une maison de jeu, c'est de se trouver dans une maison de jeu ; ce n'est pas d'avoir joué. Alors, qu'est-ce qu'une maison de jeu ? Le code pénal canadien la définit :

« Maison de jeu signifie un local tenu pour fins de gain et fréquenté par des personnes pour se livrer au jeu, où la totalité ou une partie des paris sur un jeu, ou du produit d'un jeu, est versée directement ou indirectement, au tenancier du local, (...) où, directement ou indirectement, un droit est exigé des joueurs ou versé par eux pour le privilège de jouer à un jeu. »

Donc, le premier élément essentiel pour qu'il y ait maison de jeu, c'est le gain pour le tenancier. Ce gain prend la forme d'une cagnote, d'un droit d'entrée, d'un droit payé pour se servir du matériel nécessaire au jeu, bref cent formes diverses. S'il n'y a pas de gain pour le tenancier du local, il n'y a pas de maison de jeu. Donc, pas de tenancier au sens de la loi, pas de « trouvé », comme on dit en argot du métier. Qu'il y ait vingt, qu'il y ait cent personnes réunies dans une salle pour jouer aux cartes, par exemple, s'il n'y eut ni droit d'entrée, ni cagnote, ni aucune autre forme de gain pour le maître de l'établissement, ce n'est pas une maison de jeu. A ce compte, me direz-vous, il y a bien des maisons de jeu. Par exemple, une salle de quilles ou de billard ; il faut payer un droit au propriétaire de l'établissement pour se servir de son matériel. Quelle

différence faites-vous entre lui et le restaurateur qui met un appareil gobe-sous (slot-machine) à la disposition de sa clientèle ?

Pour qu'il y ait maison de jeu, le gain du propriétaire n'est que le premier élément essentiel. Il faut, en plus, qu'il y ait jeu interdit d'après le code pénal, « un jeu de hasard ou un jeu où se mêlent le hasard et l'adresse. » Le billard, les quilles et tant d'autres jeux de même genre sont exclusivement des jeux d'adresse, aux yeux du législateur. Sans doute, bien des impondérables changent le résultat de pareils divertissements ; c'est ce qu'on a coutume d'appeler la veine, la chance du joueur. De par leur nature, cependant, la plupart des jeux de ce genre dépendent de l'adresse, nullement du hasard.

Le code pénal définit certains appareils de jeu qu'il interdit formellement, les « gobe-sous ». La présence de ces appareils dans une maison en fait une maison de jeu si le propriétaire en tire le moindre profit. Du moment que dans une maison ouverte au public la police découvre des appareils de jeu, du matériel de jeu, la loi présume que c'est là une maison de jeu. Il appartient au tenancier et à ceux qui se trouvent dans cette maison de se disculper.

Dans certains cas graves, le tenancier de la maison de jeu recevra un châtement qui peut aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement. Les personnes trouvées dans des maisons de jeu s'exposent à une amende d'au plus \$500 ou à six mois de prison au maximum, ou les deux. En pratique, les magistrats se montrent cléments pour les personnes trouvées et les condamnent à une amende qui varie de \$25 à \$100 ; les tenanciers écopent d'un mois de prison, rarement davantage. Souvent les tenanciers, dans les cas de peu de gravité, sont condamnés seulement à l'amende, généralement \$200.

Il ne faudrait pas confondre les spectacles avec les jeux que la loi interdit. Par exemple, on exige un droit d'entrée des spectateurs d'une partie de hockey ou de baseball ; cela n'est guère défendu. Au contraire, ce sont là des spectacles de premier ordre, qui procurent au public une distraction des plus louables.

Comme exceptions proprement dites, citons celles des clubs à charte ; le code pénal les désigne comme des « clubs sociaux authentiques ». Il y a encore les courses de chevaux, avec pari mutuel dont les organisateurs retiennent légalement une part. Enfin, le code pénal fait exception en faveur des organisations de charité.

« Un local n'est pas une maison de jeu (...) pendant qu'il est occasionnellement utilisé par des organisations de charité ou

religieuses pour y pratiquer des jeux (...), si les recettes provenant des jeux doivent être employées à une fin charitable ou religieuse. »

A l'égard de cette dernière exception, il faut placer l'accent sur le mot « occasionnellement ».

5. *La paix entre voisins*

Il y a quelques années, la télévision rappelait un incident autrefois fréquent de notre vie politique, brûler en effigie devant sa porte un candidat défait. Il paraît, toujours d'après la télévision, qu'un candidat malheureux déposa autrefois contre les auteurs de cette démonstration au moins blessante une plainte devant les tribunaux criminels. Il en accusait les auteurs d'avoir troublé la paix. Ils furent acquittés. « C'est une vieille coutume, trouva le juge ; elle ne trouble vraiment pas la paix publique. La plupart croient amusante une telle démonstration ; seul le candidat défait peut s'en plaindre. Il ferait mieux d'en rire », concluait le juge en sa sagesse.

Que de fois les avocats ne sont-ils pas consultés par des voisins qui se querellent ! Les chicanes de voisins encombreraient les tribunaux si le législateur avait jugé utile d'y mettre le nez. En premier lieu, les injures verbales ne constituent pas une infraction, encore moins un crime. Nul ne peut faire arrêter ses insulteurs par la police. Il faut un écrit pour qu'il y ait libelle. Les gens peuvent s'enguirlander tout leur soûl, cela ne les expose guère à la prison. Donc, mesdames, inutile d'importuner vos maris et les avocats pour faire emprisonner un commère, votre voisine : cela donne ouverture au plus à une action en dommages-intérêts pour diffamation. Et le tribunal allouera un écu, c'est-à-dire une somme dérisoire, à moins que la prétendue victime ne fasse la preuve de dommages réels.

Une autre difficulté d'un voisin à l'autre, c'est le bruit. L'un souhaite une maison tranquille ; ses voisins n'en ont cure. D'où téléphones à la police, lettres menaçantes d'avocats, etc. Les juges municipaux de Montréal, s'autorisant de vagues règlements municipaux, tâchent de temps à autre, d'après la recommandation de la police, de calmer les voisins trop bruyants. Les hommes vivent tassés comme des fourmis ; rien d'étonnant qu'ils se marchent de temps à autre sur les pieds. Les prisons ne seraient pas assez grandes si l'on devait y enfermer tous les gens grossiers, bruyants ou stupidement égoïstes ; à remarquer que d'aucuns trouvent tapageurs des voisins qui ne le sont guère. Celui qui ne peut s'entendre lui-même parler, parce qu'il a les nerfs à fleur de peau, cherchera vainement à imposer aux autres le respect de ses caprices. On dit parfois

que chacun a droit à trois soirées tapageuses par an. Cette tolérance n'est guère indiquée dans le code. Nous avons le devoir, si nous ne sommes pas capables de nous aimer les uns les autres, comme le recommande la charité chrétienne, au moins de nous subir. C'est le principe suivi par le législateur ; pas de crime ou d'infraction parce que le monde est imparfait. Le droit pénal n'existe ni pour assurer la tranquillité des gens qui se couchent avec le soleil, ni pour encourager ceux qui se couchent quand il se lève.

Il ne faudrait pas croire que le législateur se désintéresse de la paix publique. Au contraire le code pénal, et d'une façon plus immédiate, la réglementation municipale, renferment des dispositions diverses à ce sujet. On apprend, par exemple, que nul n'a le droit de tirer des armes à feu au risque d'effrayer le voisinage. Les ivrognes ont le droit de circuler librement, à condition de n'importuner personne. Toutes les nuits, la police de Montréal, met en fourrière des ivrognes ramassés dans la rue. On les accuse de vagabondage parce qu'ils n'ont aucun gîte, ni aucun moyen de subsistance. Troublent-ils la paix ? On fait semblant de le croire, dans le but de les protéger ; puis on les met au chaud, en prison.

Le code pénal interdit explicitement aux gens de se montrer nus dans les rues et sur les places publiques. L'exhibitionnisme est interdit. L'article 159 a eu pour effet de calmer la fureur religieuse d'une classe assez nombreuse de Néo-Canadiens en Alberta et ailleurs. Leurs pratiques ridicules et choquantes, même si en certains cas elles pouvaient ne pas être désagréables, sans le moindre doute troublaient la paix : elles sèmeraient le désordre, c'est certain, si une dizaine de jeunes fidèles de sexe féminin, en costume d'Adam, apparaissaient rue Sainte-Catherine un samedi après-midi. On peut porter la barbe et les cheveux, longs ou courts. Aucune loi non plus n'oblige personne à se laver.

A l'intérieur de son domicile, nul ne peut troubler la paix publique. Il y a, par exemple, des maris et pères de famille qui emploient la manière forte de corriger femmes et enfants. Tant que ces mœurs familiales ne sortent point des murs du foyer, les voisins n'ont rien à y voir. La paix publique n'est point troublée, même si la paix privée paraît l'être. Il peut y avoir assaut sur épouse, mauvais traitements injustifiés : autant d'accusations réelles, mais pas celle de troubler la paix. D'un autre côté, si pareilles mœurs font irruption hors du domicile conjugal, si elles se manifestent d'une façon tapageuse dans la rue ou dans la cour, il y a flagrant délit d'assaut. Les voisins peuvent intervenir et arrêter le mari brutal. On

sait que tout citoyen a les mêmes pouvoirs qu'un agent de la paix quand il est témoin d'un crime. Or, l'assaut sur l'épouse est un crime.

En résumé, les voisins doivent se souffrir, s'ils ne s'aiment guère. Les commérages ne sont pas un crime. Troubler la paix, suivant le législateur, c'est plus que déplaire aux voisins. Et aux maris je dis : si vous avez la main lourde, pratiquez ce sport chez-vous.

6. *La restriction du commerce*

Dans notre pays, la liberté du commerce est illimitée. Cependant, elle ressemble quelque peu à la liberté de la presse raillée par Figaro. Il faut, il a fallu ou il faudra des franchises, licences ou permis pour exercer tel ou tel commerce, notamment pour l'importation ou l'exportation. On réglemente les heures de fermeture. Le commerce des denrées fait l'objet d'inspections sévères par nos divers gouvernements. Enfin, la taxe atteint le commerce à chaque pas. Le commerce est libre mais... comme l'Aiglon, qui n'était pas prisonnier mais...

En principe, chacun peut vendre ce qui lui appartient au prix qu'il veut. Du moins, il en fut ainsi jusqu'à la Guerre de 1939. La liberté illimitée du commerce : ainsi la voulait la Constitution de 1867. Mais la guerre a changé cela. La défense nationale primait toute autre considération. Le gouvernement d'Ottawa, dans le but de restreindre la consommation et de libérer le plus de main-d'œuvre possible afin de faire face aux exigences de la production militaire, s'est cru justifié de fixer les prix, d'imposer le rationnement, d'empêcher certaines formes de commerce et d'industrie. Bref, nous nous rappelons tous cette époque de la réglementation par des comités, commissions ou offices de toute espèce. C'était le bon temps... pour les fonctionnaires fédéraux, en 1914 et en 1939.

La fixation des prix eut pour effet d'empêcher l'inflation. Sitôt la guerre finie, le gouvernement fédéral a supprimé les « control boards » ou organismes de contrôle : nous avons fait aussitôt après connaissance avec l'inflation, si redoutée durant la guerre. Dans quelle mesure la fixation des prix nous avait-elle protégés contre l'inflation ? Bien malin qui le dirait. Autrefois, les articles de consommation variaient à l'infini ; c'était le temps de l'artisanat. La liberté illimitée du commerce, reconnue par la Constitution de 1867, autorise encore cette variété. En temps de guerre, la Défense nationale met un frein au gaspillage en imposant au public des articles de mauvaise qualité, en nombre restreint. Mais nous revenons vite à la normale qui, de nos jours et surtout depuis la dernière guerre,

méprise la variété. Ce n'est plus l'Etat qui nous impose la standardisation, mais l'industrie, la publicité. Les économistes vous prouvent par un dollar plus deux que la standardisation est désirable parce qu'elle contribue à hausser le confort, parce qu'elle favorise la production en masse, à meilleur marché. En somme tous les hommes ont besoin de chaises pour s'asseoir, de lits pour dormir ; pourquoi ne pas leur donner à tous des chaises et des lits pareils ? De la sorte, on fabrique à meilleur compte plus de chaises et plus de lits, et le monde tout entier en possède. Qui dit mieux ?

C'est ainsi que se défendent les grands industriels et les financiers. La standardisation est rémunératrice pour eux ; ils rêvent d'étendre partout son empire. Loin de moi l'idée de me prononcer pour ou contre la standardisation ; ce n'est guère de ma compétence, et une pareille discussion nous éloignerait du droit criminel, sujet de nos propos.

On nomme « trusts » les cartels dans notre province. Ce sont des sociétés ou associations d'hommes d'affaires qui disposent d'énormes capitaux. Ils s'entendent parfois pour fixer les prix, pour éliminer la concurrence, pour imposer au public leurs formes de standardisation ; en cela ils trouvent d'énormes profits. Qu'en pense le droit criminel canadien ?

Le gouvernement d'Ottawa s'efforce de maintenir la liberté du commerce dans le meilleur intérêt de la population. Il a fondé une commission, réunissant des juristes et des hommes d'affaires expérimentés, dont la tâche est de dépister les cartels et de les dissoudre. Une loi spéciale fixe les attributions très vastes de cette commission qui s'appuie, outre les statuts spéciaux, sur le code pénal dont voici, à ce sujet, l'article 411 :

« Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement de deux ans quiconque complot, se coalise, se concerté avec un autre,

a) Pour limiter indûment les facilités de transport, de production, de fabrication, de fourniture, d'emménagement ou de commerce d'un article quelconque ;

b) Pour restreindre ou léser l'industrie ou le commerce à l'égard d'un article ;

c) Pour empêcher, limiter ou diminuer, indûment, la fabrication ou la production d'un article ou pour en élever déraisonnablement le prix ; ou

d) Pour prévenir ou diminuer indûment la concurrence dans la production, la fabrication, l'achat, le troc, la vente, le transport ou la fourniture d'un article, ou dans les taux d'assurance sur les personnes ou les biens. »

Ce texte est clair, à la lumière surtout de ce qui précède : pas de fixation de prix par l'industrie et le commerce privés, pas de standardisation excessive imposée à la population, pas d'entrave à la libre concurrence.

L'application d'une telle politique, on s'en doute, n'est pas chose facile. Elle va à l'encontre de la tendance économique. Toutefois, il faut louer le travail et le succès de la Commission fédérale contre les coalitions. Elle fait enquête dans les plus grandes entreprises ; elle recueille tous les renseignements, après quoi elle recommande, s'il y a lieu, des procédures criminelles contre les délinquants. C'est ainsi que le gouvernement fédéral a mis à la raison, au moins partiellement, certains cartels comme ceux du combustible, des allumettes, de la vitrerie, et d'autres. Les amendes atteignent des dizaines et des centaines de mille dollars.

Les Etats-Unis, terre de prédilection des cartels, tâchent de mettre en vigueur une législation comparable à la nôtre, mais avec un succès moindre, apparemment.

La liberté du commerce, déjà limitée par l'Etat pour des motifs d'ordre public, doit être conservée. Notre société canadienne est basée sur la concurrence, sur la libre circulation des biens, sur la liberté et la diversité de la production. C'est cette liberté que le droit criminel contribue à sauvegarder.

7. *La grève*

On a défini la grève comme étant « la cessation concertée du travail par un groupe de salariés ».

Le capitalisme libéral d'avant la dernière guerre ne limitait pas le droit de grève. Le code pénal autorisait la grève implicitement, satisfait d'en limiter les excès. Il n'a pas été modifié à ce sujet. Il maintient la liberté du travail autant que la liberté d'entreprise. D'ailleurs, la crise économique qui a précédé immédiatement la guerre de 1939 rendait pratiquement illusoire le droit de grève, tant chacun était heureux d'avoir du travail. Dès les premiers mois de la guerre, le gouvernement fédéral est intervenu pour empêcher ou prévenir les grèves susceptibles d'affaiblir la défense nationale. Ce n'étaient là néanmoins que des mesures provisoires abrogées sitôt la guerre finie. La législation ouvrière, d'après la Constitution de 1867, ressortit aux gouvernements provinciaux. C'est le gouvernement de Québec en notre province qui a le pouvoir quasiment exclusif de légiférer sur le droit de grève. Le gouvernement d'Ottawa se limite à interdire les abus criminels nés à l'occasion d'une grève ou d'une contre-grève (lock-out). C'est pour-

quoi le code pénal punit la violence ou l'intimidation au cours d'une grève ou d'une contre-grève, c'est tout.

Le gouvernement de Québec a commencé par renverser la doctrine libérale sur le droit de grève. Il a marqué les étapes à franchir avant que des salariés puissent légalement se mettre en grève. La réglementation du droit de grève est entrée ainsi dans notre vie économique. Une grève n'est légale que si elle a été déclarée par une association de salariés après épuisement des moyens de conciliation prescrits dans les statuts. En d'autres mots, toute grève est illégale quand les ouvriers quittent le travail sans avoir soumis au préalable leur différend à diverses formes de conciliation, sans s'être conformés aux dispositions du code du travail et des autres lois applicables en l'espèce.

La grève peut naître pendant la durée d'une convention collective de travail ou à l'occasion de son renouvellement, parfois même au sujet d'un grief. Quelle qu'en soit l'origine, elle est illégale à moins que patrons et salariés aient suivi les prescriptions de la législation provinciale. La contre-grève est assujettie également au respect des lois provinciales, non moins que la grève. La législation provinciale a défini la contre-grève comme suit :

« Le refus par un employeur de fournir du travail à un groupe de salariés à son emploi dans le but de contraindre ces salariés ou d'aider un autre employeur à contraindre ses salariés à accepter certaines conditions de travail. »

Quiconque participe à une grève ou à une contre-grève illégale aux yeux du législateur québécois est passible d'amende, voire d'emprisonnement.

La législation ouvrière proprement dite se distingue du droit pénal qui seul doit faire le sujet de ce livre. C'est plutôt le « piquetage » et le méfait public qui entrent dans le cadre du droit pénal.

Le mot « picketing », dont « piquetage » dérive, est à peine anglais. Toutefois, chacun connaît le sens de « piquetage » ; c'est pourquoi je n'hésite guère à l'employer. Les Français utilisent probablement le mot anglais.

Comment définir le piquetage ? Le décrire vaut mieux. Un certain nombre de personnes cernent une maison ou un établissement commercial ou industriel ; généralement, elles portent des affiches indiquant les motifs de leur conduite. Elles marchent de long en large, sur le trottoir. Ont-elles le droit d'agir ainsi ? Elles ne l'avaient pas autrefois ; elles l'ont aujourd'hui. Expliquons-nous.

Tout citoyen est libre de son temps et de ses mouvements,

pourvu qu'il n'en fasse point un usage illégal et contraire à l'ordre public. Le premier braque venu peut déambuler rue Sainte-Catherine avec une affiche qui dit de lui qu'il est l'homme dans la lune : du moment qu'il a obtenu le permis de la ville de Montréal, s'il y a lieu, moyennant \$10, nul ne peut l'en empêcher. Il relève de la psychiatrie, non du code pénal. Il est inoffensif. Ces dernières années nous en ont fait voir de toutes les couleurs.

De la même façon, toute personne peut se promener devant une maison, même avec une pancarte (moyennant permis) qui revendique des droits, sans être importunée par la police. Cependant, elle doit éviter de troubler l'ordre public.

C'est l'article 366 du code qui, en droit pénal, régit cette matière. Voici le texte au sujet du piquetage :

« Est coupable d'une infraction (...) quiconque, injustement et sans autorisation légitime, dans le dessein de forcer une autre personne à s'abstenir de faire une chose qu'elle a légalement le droit de faire, ou à faire une chose qu'elle peut légalement s'abstenir de faire (...) »

f) Cerne ou surveille la maison d'habitation ou le lieu où cette personne réside, travaille, exerce son entreprise ou se trouve... »

Donc, chacun est libre de se promener devant la résidence de Juliette, tant que cette insistance n'a point d'autre objet que de gagner ses faveurs. D'un autre côté, si Roméo accompagne sa promenade de menaces, s'il se munit de pancartes qui exposent la belle au ridicule et l'outragent, sa conduite tombe sous le paragraphe « f » de l'article 366 énoncé plus haut. Elle justifie aussi d'autres accusations, comme le libelle.

« Dans le but de forcer... », d'imposer sa volonté à la jeune fille de ses rêves, le jeune homme « cerne ou surveille le lieu où (elle) réside » : c'est cela que punit la loi. Promenez-vous, jeunes gens, tant que vous voudrez ; que vos promenades, cependant, n'aient point pour objet d'entraver illégalement la liberté des autres, y compris celle de vos belles. C'est la règle applicable à toutes les formes de piquetage ; elle tend à le restreindre.

Le code pénal prévoit une exception :

« Ne surveille ni ne cerne (...) celui qui est présent à ou près une maison d'habitation ou un lieu, ou s'en approche, à seule fin d'obtenir ou de communiquer des renseignements. »

C'est cette exception qui autorise à peu près toutes les formes de piquetage à l'occasion d'une grève. En général, ce genre de piquetage a pour but d'engager le patron à « faire une chose qu'il peut légalement s'abstenir de faire ». Pourtant, en un tel

cas, il est permis de cerner ou de surveiller un établissement, bien que le piquetage ait pour but d'engager le patron à « faire une chose qu'il peut légalement s'abstenir de faire ».

Des employés font la grève pour obtenir de meilleures conditions de travail. Ils organisent le piquetage autour de l'usine de leur patron. Ils se promènent en brandissant des pancartes et en chantant. Ils tâchent ainsi de gagner la bienveillance du public. Ils parlent à leurs compagnons de travail, qui ne participent pas à la grève, mais sans les molester. Ils espèrent que le patron, soucieux d'éviter une publicité nuisible, se rendra à leurs demandes. Le patron n'est pas obligé de leur consentir de pareils avantages ; il s'y résoudra peut-être pour mettre fin au piquetage. Un pareil piquetage n'est pas interdit, à cause de l'exception citée plus haut.

Les piqueteurs ne peuvent refuser le libre accès d'un établissement au public ni même aux « scabs ». En revanche, le public peut, s'il le désire, respecter les lignes de piquetage et se refuser l'accès des lieux. C'est ce que font les amis des grévistes, les sympathisants, d'autres syndiqués par esprit de solidarité. Nul ne les en blâme s'ils se croient justifiés d'agir ainsi. Ce qui est permis aux grévistes l'est également à leurs amis. Les tribunaux ont décidé qu'il n'était pas nécessaire d'être l'un des grévistes ou des syndiqués intéressés pour établir le piquetage d'un établissement.

Si le piquetage prend la forme d'un attroupement illégal, s'il trouble la paix publique, s'il s'accompagne de dommages à la propriété de l'employeur, ceux qui sont coupables de ces infractions sont punis en conséquence. Leur bonne foi, leur désintéressement même, ne les mettent pas à l'abri d'accusations criminelles.

Il n'y a pas que des recours devant les tribunaux de juridiction pénale contre les auteurs de désordre ; les tribunaux civils imposent également des peines en dommages-intérêts à raison du piquetage illégal et des méfaits publics. Le recours pénal n'empêche guère l'action civile. S'il y a eut des dommages à la propriété, par exemple, ceux qui les ont causés en répondent. C'est par voie d'injonction que les patrons lésés tâchent de mettre fin au piquetage illégal, en invoquant le droit civil. Ce remède est lent et souvent peu efficace. Depuis quelque temps, les employeurs et leurs avocats font appel à la juridiction pénale, plus expéditive, quand ils le peuvent.

Le piquetage criminel est imputable non seulement à ceux qui l'ont ordonné, c'est-à-dire aux chefs, mais également à ceux qui l'opèrent. Les enthousiastes parmi les piqueteurs, ceux qui s'emparent au-delà de ce que permet la loi, s'exposent à

des châtimens. Il faut dire que les tribunaux, suivant les circonstances, se montrent cléments pour un genre d'infractions dont, bien souvent, de braves gens se rendent coupables en croyant lutter pour des « principes ».

Le piquetage dans les limites de la légalité, soit. Nul législateur n'empêche qui que ce soit de faire valoir des droits, pourvu cependant que l'ordre public n'en souffre pas. Sinon, c'est l'anarchie et le désordre.

CHAPITRE X

DIVERS

1. *La tentative*

La morale chrétienne interdit les mauvaises pensées et les mauvais désirs ; la loi humaine ne peut atteindre l'âme. L'homme ne peut châtier les méchants qu'après un acte déshonorable. Au sujet du « criminel d'habitude » et du psychopathe sexuel, nous savons que le législateur détient les criminels afin de les empêcher de récidiver. C'est aussi loin que l'on peut étendre le domaine de la pénologie dans l'espoir de prévenir le crime. Toutefois, il est une sorte de crimes que la loi punit formellement, bien qu'ils n'aient pas abouti à l'acte criminel proprement dit, les tentatives.

Le premier paragraphe de l'article 24 se lit ainsi : « Qui, conque, ayant l'intention de commettre une infraction, fait ou omet de faire quelque chose pour arriver à son but, est coupable d'une tentative de commettre l'infraction, qu'il fût possible ou non, dans les circonstances, de le commettre. »

En général, le châtement maximum pour une tentative est fixé à la moitié du châtement prévu pour le crime même. Par exemple, le cambrioleur peut être condamné à dix ans de pénitencier ; la tentative de cambriolage est punie de cinq ans d'emprisonnement.

L'intention criminelle, dans la langue juridique « mens rea », est d'une importance capitale dans la tentative de commettre un crime. Il faut identifier le crime que le prévenu avait l'intention de commettre. Supposons qu'un homme attaque une femme au moment où il est arrêté. Quel crime avait-il en vue ? Avait-il seulement l'intention de la battre ? En ce cas, il s'est rendu coupable d'une tentative d'assaut sur cette femme ; son châtement est relativement bénin. Avait-il plutôt pour but de se livrer à ses instincts sexuels ? Ce sera une tentative de viol, ou d'assaut indécent, que les tribunaux puniront avec rigueur. Ce peut être aussi une tentative de vol avec violence. Il y a quelques années, Montréal a été victime d'une épidémie de vols de sacs à main, c'est-à-dire de vols avec violence dont les femmes étaient victimes. Enfin, la tentative de meurtre, d'une extrême gravité, débute souvent comme une tentative de vol avec violence. La sentence, cela va sans dire, varie suivant la gravité du crime que l'accusé avait en vue en assaillant sa victime.

Comment reconnaître l'intention de celui qui s'est rendu coupable d'une tentative ? Nous sommes en présence du pro-

blème qui confronte les tribunaux dans de nombreuses accusations. La preuve se fait par les aveux du criminel, s'il y en eut. Elle découle des circonstances de temps, de lieu, de personne. Un homme bat sa femme : on ne saurait l'accuser de tentative de viol. L'arme dont s'est servi l'accusé peut caractériser son crime. Par exemple, on trouve un individu armé d'une gascette avec laquelle il frappe sa victime ; on conclura à une tentative de vol avec violence, surtout si l'attentat a eu lieu dans un endroit désert et si la victime était un homme portant sur lui une somme d'argent considérable.

A plusieurs reprises, nous avons parlé de l'acte positif nécessaire pour qualifier un crime, ce qu'on appelle l'« actus reus ».

Cet acte positif est essentiel dans la tentative. Aussi longtemps que l'intention criminelle ne se manifeste par aucun geste, par aucune parole directement reliée avec le crime, il n'y a point de tentative. Tant qu'il y a seulement un projet, un désir, il n'y a point de crime. Qu'un homme se rende sur les lieux où il juge possible un crime, il n'y a pas encore de tentative. C'est au plus ce qu'on appelle la préparation. Pour reprendre les expressions du code pénal, il y a « simple préparation à la perpétration de l'infraction », et elle est « trop lointaine pour constituer une tentative de commettre l'infraction ».

On relève deux étapes dans la tentative criminelle. D'abord, la « mens rea », ou l'intention de commettre un crime. En second lieu, un acte positif (actus reus) qui doit consister en un geste ou une parole. Ce geste ou cette parole, c'est la première manifestation réelle qui, suivie d'autres gestes et d'autres paroles tendues dans le même sens, aboutiront au crime lui-même.

Imaginons une tentative de cambriolage. Un individu se rend près de la maison où il a l'intention de pénétrer par effraction afin d'y commettre un vol. S'il poursuit son intention jusqu'au plein accomplissement du crime qu'il a en vue, il se rend coupable de cambriolage. Il se décide, s'approche d'une porte ou d'une fenêtre ; il s'arme d'une pince-monseigneur et commence à forcer cette porte ou cette fenêtre. Comme il n'est pas encore entré dans la maison, on ne saurait l'accuser d'y avoir pénétré par effraction. C'est alors que la police le surprend et il est arrêté. Quelle accusation porter contre lui ? Si on l'a trouvé avec la pince-monseigneur, près de la porte, mais avant qu'il ait eu le temps d'y toucher, il est accusé d'avoir eu en sa possession des outils de cambrioleur. S'il a donné le moindre coup à cette porte afin de l'enfoncer, il est coupable

aussi de tentative de cambriolage. A l'intérieur de la maison, il sera cambrioleur.

La jurisprudence enseigne qu'il y a tentative dès qu'a été posé le premier d'une série d'actes dont l'aboutissement est le crime que l'accusé a l'intention de commettre.

2. *La conspiration*

Il est interdit à quiconque de s'entendre avec un autre pour commettre un crime. C'est la conspiration : elle constitue un crime par elle-même. Bien plus, le droit commun anglais, incorporé dans l'article 408 du code pénal, fait un crime de rechercher le bien par des moyens illégaux ou immoraux, ou le mal par des moyens légaux. La fin, en d'autres mots, ne justifie pas les moyens.

Pour qu'il y ait conspiration, il faut donc à la base une entente. Cela veut dire qu'il faut au moins deux personnes pour commettre le crime de conspiration. En second lieu, comme dans tout autre crime, le ministère public doit prouver l'intention criminelle hors de tout doute raisonnable.

Ce ne sont pas toutes les ententes qui donnent ouverture à des accusations criminelles. Au contraire, l'immense majorité des ententes contribuent au progrès, l'homme étant naturellement un être sociable. Tous les jours nous faisons des contrats, verbaux ou écrits, c'est-à-dire des ententes. L'entente naît de l'accord des volontés sur un projet.

Ce qui caractérise l'entente criminelle, c'est l'intention des parties. Deux hommes s'associent pour exploiter une mine : c'est un contrat louable. Deux hommes s'unissent et forment le complot d'en voler un troisième : c'est la conspiration criminelle. Du moment que s'opère l'accord des volontés, avant même que les conspirateurs aient entrepris la réalisation de leur projet illégal, ils sont coupables. Un agent de police, par exemple, surprend deux voleurs à discuter les moyens de dévaliser quelqu'un et dès qu'ils tombent d'accord sur ce projet, il peut les arrêter sous l'accusation de conspiration.

Il arrive que les conspirateurs se donnent un but légal, comme l'avancement de la science, le succès d'une entreprise commerciale, la diffusion d'idées religieuses, etc. Ce sont là autant de choses recommandables en soi. Nul ne saurait reprocher à personne de se liguier avec d'autres pour le bien. Toutefois, si les associés se pénètrent à tel point de la justice de leur cause qu'ils prennent des moyens illégaux pour la faire triompher, ils deviennent des conspirateurs sujets à une accusation criminelle.

On ne saurait conspirer seul. Le législateur en disconvient

si peu qu'il prévoit même — ou, du moins, la jurisprudence prévoit — la libération d'un conspirateur déjà condamné si, par la suite, son complice est déclaré innocent. On peut imaginer qu'un individu cherche à en entraîner un autre dans une conspiration criminelle. Les tribunaux hésiteront, je crois, avant d'accueillir l'idée qu'on ait tenté de conspirer, parce que le législateur refuse de punir l'intention criminelle qui ne s'accompagne d'aucun acte positif. L'offre de conspirer constitue un crime en soi, distinct de la conspiration.

C'est un principe de droit criminel universellement admis que le ministère public ne peut verser au dossier d'un accusé les déclarations de ses complices en son absence. Ce serait le mettre à la merci de gens intéressés à se disculper en le blâmant, ou désireux de se venger de lui. Par exemple, le ministère public ne peut rapporter au tribunal une conversation au cours de laquelle un supposé complice se serait avoué le coauteur du crime avec l'accusé, si celui-ci était absent lors de cette conversation. Il en est de même des actes de son complice en l'absence de l'accusé quoiqu'en ce cas il y a des distinctions à faire.

Dans un procès de conspiration, ce principe de prudence est écarté. Encore faut-il que les déclarations et les actes incriminants aient fait partie en quelque sorte de la conspiration.

3. *La complicité*

Le droit pénal canadien confond les complices avant le fait et les auteurs eux-mêmes du crime. L'article 21 se lit comme suit :

« Est partie à une infraction quiconque

- a) La commet réellement ;
- b) Accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider quelqu'un à la commettre ; ou
- c) Encourage quelqu'un à la commettre. »

On remarque que le paragraphe « a » signifie l'auteur réel du crime tandis que les paragraphes « b » et « c » visent ses complices. Toutefois on distingue entre la complicité avant le fait, celle qui apparaît à l'article 21, et la complicité après le fait, définie à l'article 23.

Voici un exemple de la complicité avant le fait, la plus fréquente. Un homme songe à assassiner sa femme. Il confie son projet à son ami. Ce dernier, au lieu de le dissuader, lui conseille l'empoisonnement. Le mari exécute son dessein. Les deux sont complices de l'assassinat. Le premier en est l'auteur principal, celui qui le commet réellement, pour reprendre les mots de la catégorie « a ». Que penser de l'autre ? C'est un com-

plice avant le fait, quelque méthode qu'ait choisie l'assassin dans l'exécution de son crime. Le confident tombe dans la catégorie marquée « c » de l'article 21, car il a encouragé l'auteur du crime à le commettre. S'il avait fourni le poison qui a servi au meurtre, ce complice avant le fait entrerait plutôt dans la catégorie marquée « b » : celui qui accomplit quelque chose en vue d'aider le mari à tuer son épouse.

Quand trois individus commettent ensemble un vol à main armée, ils en sont tous trois les auteurs principaux. Ils ont pénétré ensemble dans la banque ; l'un d'eux tenait les employés en joue pendant que les deux autres faisaient main basse sur l'argent. Ce sont des complices, soit, mais aussi les auteurs conjoints d'un crime.

Dans le meurtre, le complice qui n'en est pas l'auteur conjoint, ne peut être accusé que de meurtre non qualifié, depuis qu'on a créé la différence entre celui-ci et le meurtre qualifié. Dans l'exemple apporté ci-dessus, seul le mari serait jugé coupable de meurtre qualifié, à cause de la préméditation. La présence du complice sur les lieux et lors de la perpétration du crime n'est pas essentielle pour qu'il soit jugé coupable.

Le juge, au moment de prononcer la sentence, tient compte du rôle moindre joué par le simple complice avant le fait. Chacun trouve raisonnable que le complice avant le fait, une fois trouvé coupable du crime au même titre que l'auteur principal, soit traité avec moins de rigueur, surtout quand il n'a fait que conseiller ou encourager.

On ne saurait mieux définir la complicité après le fait qu'en citant l'article 23 du code pénal :

« Un complice après le fait d'une infraction est celui qui, sachant qu'une personne a été partie à une infraction, la reçoit, l'aide ou l'assiste en vue de lui permettre de s'échapper. »

La complicité après le fait prend les formes les plus diverses. En premier lieu, le complice doit savoir que la personne qu'il aide, est coupable d'un crime. Advenant que le suspect soit innocent, nul ne peut être incriminé pour avoir favorisé son évasion. Il faut donc qu'il y ait eu crime ; en plus, le complice après le fait doit être au courant de ce fait et malgré tout donner assistance au fugitif.

Pour reprendre en d'autres mots les conditions essentielles de la complicité après le fait, le ministère public doit prouver à la satisfaction du jury, hors de tout doute raisonnable,

1. Qu'un crime a été commis par tel individu ;
2. Que l'accusé savait que cet individu avait commis ce crime ;
3. Que l'accusé a reçu, aidé ou assisté le criminel.

Le complice après le fait n'a point participé à la perpétration du crime. Ce qui arrive souvent, c'est que le criminel en fuite se rend chez un parent ou un ami auquel il demande assistance. De la sorte, le parent ou l'ami sait qu'un crime a été commis ; s'il prête son concours à l'évasion du criminel, il se rend complice après le fait. La complicité après le fait prend quelquefois la forme de la suppression de preuves. On regarde comme un complice après le fait celui qui fait disparaître quelque indice susceptible, à son avis, de mettre la police sur la piste d'un criminel. C'est là que la complicité après le fait semble déborder les cadres de l'article 23. Aider un meurtrier à faire disparaître le corps de la victime justifie assurément une accusation de complicité après le fait.

La loi, pour des motifs d'ordre public, fait exception en faveur de l'époux ou de l'épouse. Voici le paragraphe 2 de l'article 23 :

« Nulle personne mariée, dont le conjoint a été partie à une infraction, n'est un complice après le fait de cette infraction parce qu'elle reçoit, assiste ou aide le conjoint en vue de lui permettre de s'échapper. »

Cette exception s'arrête au conjoint légitime. Elle ne s'étend pas aux père et mère, aux enfants ni à aucun des autres parents du criminel, pas davantage à l'amant ou à la maîtresse.

Le législateur échelonne les châtements de la complicité après le fait suivant la gravité du crime principal. Le complice après le fait peut être condamné à quatorze ans de pénitencier, par exemple, s'il est venu en aide à un meurtrier. Par contre, faciliter l'évasion d'un voleur d'automobile entraîne un châtement moindre.

Bien des gens sont enclins à traiter avec légèreté l'aide qu'ils apportent à des criminels. Un conseil, croient-ils, cela n'a guère d'importance. Je pourrais citer des cas où des hommes ont subi de pénibles procès et de longues détentions pour avoir conseillé ou encouragé dans leur fuite des criminels recherchés par la police.

4. *La corroboration*

Le législateur exige la corroboration de certains témoignages. Je cite au hasard des crimes où la corroboration est requise : la séduction sous promesse de mariage, la séduction d'une employée, le faux, le parjure. Le témoignage des enfants trop jeunes pour être assermentés doit aussi être corroboré. Le législateur, quand il crée cette obligation, obéit à des motifs divers, mais toujours dans le but d'assurer la véracité de la preuve à charge. La défense ne manque pas, quand elle le peut,

d'invoquer toute preuve corroborative ; elle n'est jamais tenue d'en apporter.

Le code pénal ne définit pas la corroboration. Le Larousse du vingtième siècle ne nous est d'aucun secours, car il définit la corroboration à l'aide du verbe corroborer, et ce dernier en nous référant au mot corroboration. Le juge Irénée Lagarde, dans son traité sur le Droit Pénal canadien, fait mieux : « La corroboration, écrit-il, est une preuve indépendante qui implique le prévenu sur quelque rapport essentiel et rend ainsi plus digne de croyance la preuve déjà faite. »

A retenir en premier lieu que la corroboration suit une preuve et la confirme. On commence par un témoignage ; on le corrobore ensuite. La forme de corroboration la plus certaine, c'est celle d'un témoin qui vient affirmer la même chose qu'un témoin précédent. « J'ai vu, dit le premier, l'accusé frapper la victime avec un couteau. J'ai vu, relate le second, le témoin précédent désarmer l'accusé ; la victime était là, blessée d'un coup de couteau. » Il va sans dire que la corroboration entière ne se rencontre pas tous les jours, les criminels n'ayant pas l'habitude de convier les gens.

Le premier témoin à charge, c'est en général la victime. La corroboration vient ordinairement des circonstances qui ont entouré l'acte criminel. Ce peut être également un tiers qui a entendu les appels de la victime et a vu l'accusé en fuite. Les aveux tronqués de l'accusé dans sa correspondance serviront de corroboration dans un procès de séduction, par exemple.

Il ne faut pas se méprendre sur la corroboration. En premier lieu, elle doit être indépendante du témoin dont les déclarations en ont besoin. Les tribunaux ont jugé que la conduite de l'accusé après le crime, peut corroborer le témoignage de la victime. D'un autre côté, la conduite de cette dernière après le crime n'est pas regardée comme preuve corroborative ; elle n'est pas indépendante du témoin.

Aucune preuve corroborative n'est valable à moins qu'elle n'implique l'accusé. Qu'un témoin vienne déclarer devant le tribunal : J'ai vu la porte enfoncée de telle magasin. Cela prouve qu'il y eut effraction, pas davantage. Une semblable déclaration ne constitue pas une preuve corroborative contre l'accusé. N'importe qui peut avoir enfoncé cette porte.

Enfin, il incombe au ministère public d'apporter une preuve corroborative en rapport avec l'un au moins des éléments essentiels du crime, parfois même avec tous ses éléments essentiels. Dans un procès de viol, la victime soutient que l'accusé l'a forcée d'avoir des relations sexuelles avec lui. L'accusé ad-

met avoir eu de telles relations avec la victime dont le témoignage se trouve ainsi corroboré en partie. Cette corroboration restera insuffisante si l'accusé ajoute, dans son témoignage, que la victime s'y était prêtée de son plein gré. Il est vrai que le législateur ne rend pas obligatoire la corroboration du témoignage rendu par la victime d'un viol ; disons néanmoins que cette corroboration est souhaitable et que le ministère public tâche d'en découvrir. Le juge doit donner au jury des instructions spéciales à ce sujet.

Il n'est pas obligatoire, non plus, que le témoignage à charge du complice soit corroboré. La jurisprudence cependant conseille au juge et au jury de se prémunir contre un semblable témoignage. On ne peut avoir une confiance aveugle dans le complice qui se range avec les accusateurs.

5. *La folie*

En 1954, j'écrivais une chronique où je ne puis, quinze ans plus tard, relever la moindre erreur juridique. Notre code demeure le même à ce sujet, bien qu'en Angleterre et dans plusieurs états américains, le droit a tâché en ces dernières années de marquer le pas avec la science. Les pays du continent européen ont précédé l'Angleterre dans la voie du progrès. En 1954 siégeait la Commission d'enquête McRuer qui avait pour mission de moderniser le droit pénal canadien sur la défense de folie. Cette enquête n'a abouti à rien. Je transcris mot à mot ce que j'ai écrit il y a quinze ans sur cette question. C'est une façon comme une autre de protester contre l'immobilisme.

« Le 1er avril prochain, un nouveau code pénal entrera en vigueur. Une commission d'étude, dont les membres ont été choisis parmi les meilleurs juristes du pays, a mis au point les principes les plus modernes du droit pénal britannique et les a introduits dans le droit canadien. Toutefois, certains problèmes sont encore à l'étude, notamment la défense de folie.

» Il y a plus d'un siècle, un fou a tué le secrétaire du premier ministre d'Angleterre d'alors, Sir Robert Peel. La Haute Cour d'Angleterre s'est prononcée, à cette occasion, sur les éléments essentiels d'une défense basée sur la folie. Cet arrêt porte le nom de l'accusé, McNagten, et le code pénal canadien en a reproduit la définition de la folie. C'est l'article 19 de notre code, qui devient l'article 16 dans le code qui entrera en vigueur le 1er d'avril. Or, même si le gouvernement d'Ottawa a, dans l'ensemble, accepté les recommandations des commissaires en révision, il a réservé certaines questions pour étude ultérieure, et en particulier la défense de folie.

» Depuis 1843, la science médicale a fait des progrès immenses dans le domaine de la psychiatrie criminelle. Les ouvrages de Lombroso, de Freud de l'école psychanaliste ont rendu désuets les principes de l'arrêt McNagten. Le gouvernement canadien le reconnaît, et il a voulu continuer les recherches à ce sujet même après la mise en vigueur du nouveau code. Une commission spéciale a siégé dans tout le pays pour recueillir les opinions des psychiatres et des criminalistes. C'est cette commission qui était de passage à Montréal il y a quelques jours.

» J'ai eu l'honneur de discuter avec la commission de révision les règles de McNagten. A la base, on déclare qu'une personne accusée d'un crime en est responsable, assurément si elle l'a commis en acte, du moment qu'elle savait qu'elle faisait mal en agissant ainsi. Par exemple, en droit pénal, quand la couronne peut démontrer qu'un accusé se rendait compte du mal qu'il faisait, il ne peut invoquer en défense la folie.

» Cette semaine, nous étions témoins, à Montréal, d'un cas frappant, celui de Picard. Ce dernier a été trouvé coupable de meurtre. La couronne a pu démontrer facilement que Picard, au moment de son crime affreux, savait qu'il faisait mal. La preuve, c'est qu'après le crime il a caché sa victime. A son frère il a répondu que c'était de la viande corrompue qui empestait son appartement. Cela indiquait sans le moindre doute que Picard se savait coupable d'un acte illégal. C'était là tout ce qu'avait à démontrer la couronne pour renverser un plaidoyer de folie. L'accusé Picard a été trouvé coupable et pendu. Pourtant, la conduite de Picard lors du crime démontrait sa folie.

» La règle de McNagten, en vigueur au Canada, vieille de plus d'un siècle, se résume donc ainsi : Nul ne peut être exonéré pour folie à moins qu'il ne démontre qu'au moment du crime, son esprit était affaibli ou malade au point que la notion du bien et du mal en était absente.

» Cette règle est juste, mais incomplète. Sans doute l'accusé qui n'a pu distinguer entre le bien et le mal, qui était incapable de juger que son acte était criminel, ne peut être condamné. Son intelligence est inexistante ou affaiblie au point que la justice humaine ne peut le tenir responsable d'un crime.

» La science médicale prétend, à bon droit, que ce n'est pas là le seul cas de folie qui soit. Au contraire, cette règle rend possible la punition d'êtres que la nature a privés de leurs facultés mentales. Les animaux mêmes savent, d'une façon confuse, ce qui est bien et ce qui est mal. Ce n'est pas une raison pour leur infliger les châtiments ordinaires prévus dans

le droit pénal. On raconte qu'au Moyen Age un porc a été pendu pour avoir dévoré un enfant : c'était un simulacre de justice maintenant risible.

» La folie est un accident de la nature, et les voies de la Providence échappent à la clairvoyance humaine. Une chose est certaine, l'homme ne peut s'arroger de droit sur la vie de l'homme que la nature a malheureusement dépourvu de raison. Si, aux yeux de la médecine moderne, un Picard était aliéné, c'est à cause d'une insuffisance de la loi qu'il a été pendu. C'est pourquoi il importe au premier chef que le droit criminel fixe, au sujet de la folie, les règles les plus équitables en accord avec la science.

» Ce problème sera résolu quand la médecine, en collaboration avec le droit, aura trouvé une définition satisfaisante de la folie. Présentement, avec la règle de McNagten, la société ne peut considérer ce problème comme résolu. Il serait odieux de conduire à l'échafaud un être sans raison : sa mort ne corrige point le mal qui a été fait. Nous plaignons la victime d'un fou, d'autant plus que trop souvent elle a souffert extrêmement. D'un autre côté, son sort s'apparente à celui d'une victime de la foudre, d'une inondation, ou de toute autre force déchaînée de la nature. On ne peut emprisonner ou mettre à mort la foudre ou le débordement des eaux ; la même chose peut se dire de la folie. »

CHAPITRE XI

LES CHÂTIMENTS

1. *La sentence*

Un accusé comparait devant nos tribunaux et est trouvé coupable d'un crime quelconque. Plusieurs options sont ouvertes au juge désireux de réparer le tort causé à la société. Malgré l'opinion généralement répandue, la prison n'est pas le seul remède. Le juge a le choix entre la pendaison et une sentence suspendue avec cautionnement de garder la paix, entre l'amende et l'indemnisation directe à la victime, l'emprisonnement et le fouet. De plus, la commission de libération conditionnelle a le pouvoir de réviser la sentence rendue par le juge.

La trahison et le meurtre qualifié demeurent les seuls crimes punissables de mort ; encore faut-il que la trahison ait eu lieu en temps de guerre. Automatiquement de semblables condamnations sont révisées par les tribunaux supérieurs. Il est toujours loisible au gouvernement d'Ottawa de commuer une sentence de mort.

Le Code criminel prévoit pour la plupart des crimes une période maximum de détention que le juge n'a pas le droit de dépasser. Mais en-deçà de ces périodes, le juge jouit d'une grande liberté d'action et fixe, selon chaque cas individuel, la durée de l'incarcération. Evidemment, certains actes criminels sont plus sévèrement punis que d'autres, comme le vol à main armée, le viol, le meurtre non qualifié, etc. Si le châtimeut dépasse deux années de détention, l'accusé est envoyé dans un pénitencier régi par le gouvernement fédéral. Le gouvernement provincial s'occupe des prisonniers purgeant une sentence de moins de deux ans. Il les reçoit dans une prison. Chaque institution dirigée par le gouvernement provincial a ses règlements spéciaux sur les travaux effectués par les prisonniers.

Le fouet demeure un châtimeut autorisé en punition de crimes exceptionnellement graves. Il s'accompagne ordinairement d'une sentence d'emprisonnement. Certain pays, autrefois, multipliaient et diversifiaient les châtimeuts corporels : le knout en Russie, le pilori en France, et d'autres. Ces peines ont disparu. Au Canada, même le fouet s'élimine peu à peu et il est question de le supprimer.

D'un autre côté, le législateur conseille de plus en plus l'amende. Cette peine s'est avérée une punition suffisante dans le cas des contraventions et des infractions mineures.

Le juge, dans la plupart des cas, fixe le montant de l'amende; toutefois, une peine minimum est souvent imposée par la loi. Les amendes sont aussi variables que les périodes de détention. L'amende constitue le seul mode de punition valable pour une compagnie ou une corporation, car il est évident que celles-ci ne peuvent être condamnées à séjourner dans un pénitencier. Nos tribunaux, à la requête d'un accusé déclaré coupable et passible d'un emprisonnement de cinq ans ou moins, remplaceront parfois cette punition par une amende. Souvent le juge accorde un délai à l'inculpé pour payer l'amende. Par contre, si l'amende n'est pas payée dans le délai imparti, l'accusé est immédiatement privé de sa liberté.

Dans bien des cas le juge, dans l'espoir de contribuer à la réhabilitation d'un criminel, ajourne sa sentence. En d'autres mots, au lieu d'ordonner la punition immédiate d'un condamné, il le laisse en liberté. Si pendant une période déterminée le coupable se conduit d'une façon irréprochable, s'il rend compte de sa conduite au juge et à ceux que désigne celui-ci, il conserve sa liberté. Ces mesures de clémence sont accordées en général aux jeunes gens qui n'ont jamais eu maille à partir avec la justice dans le passé.

2. *Le casier judiciaire*

D'abord cette expression est-elle française? J'en doute. On tâche parfois de la remplacer devant nos tribunaux par « condamnations antérieures ». En fait, le casier judiciaire est formé des condamnations antérieures subies par un prévenu. Le juge Irénée Lagarde, dans son traité sur le Droit Pénal canadien, emploie le mot récidive.

Quand un individu est arrêté sous une inculpation le moins sérieuse, on le remet au service d'identité judiciaire qui prend ses empreintes digitales et son portrait de face et de profil. Cette fiche est classée et un double en est envoyé au service d'identité judiciaire d'Ottawa. Si le prévenu est par la suite trouvé coupable, une inscription apparaît sur sa fiche qui ne quittera plus les archives policières. S'il est déclaré innocent, un magistrat, après la requête appropriée, peut ordonner que cette fiche soit détruite; on suppose que les autorités policières obéissent à l'ordonnance du tribunal; quant à moi, j'en doute.

C'est ainsi que s'édifie un casier judiciaire. Un individu peut avoir été condamné cinq fois et davantage; sa fiche fait mention de chaque condamnation. Les autorités policières peuvent, en un temps relativement court, établir la liste des condamnations antérieures de tout individu. Cette liste nous

apprend la nature du crime, la date du jugement et la sentence.

Les services policiers se servent tous les jours de ces fiches d'identification. On se les échange. Grâce à elles, il devient facile de vérifier si un individu arrêté, par exemple, aux États-Unis, est bien celui qui est recherché au Canada. Sans ces fiches, il faudrait souvent que la police se rende sur les lieux de l'arrestation avec des témoins pour établir l'identité d'un suspect. Les empreintes digitales, comme on sait, ne vieillissent ni ne changent dans leurs traits essentiels de sorte que la police peut s'y fier constamment.

Outre cette utilité, le casier judiciaire éclaire le juge quand vient le moment de prononcer la sentence. Il va de soi qu'on punira un récidiviste avec plus de rigueur. Un voleur déjà condamné cinq ou six fois auparavant mérite un châtiment exemplaire. D'un autre côté, les juges se montrent cléments pour celui qui en est à sa première condamnation. Mais gare à vous, jeunes gens ! Il suffit d'une seule condamnation pour que vous portiez toute votre vie la flétrissure d'un casier judiciaire. Le législateur, se rendant compte du déshonneur qui s'y attache, a fait exception en faveur des jeunes gens de moins de dix-huit ans : toute condamnation subie par eux ne peut entrer dans un casier judiciaire.

Avant la fin du procès et le verdict ou jugement de culpabilité, il n'est fait aucune allusion aux condamnations antérieures d'un accusé. La loi n'épouse point le vieux dicton « qui a volé volera ». Au contraire, s'il est fait mention même involontairement du casier judiciaire d'un accusé avant la fin de son procès, il faut recommencer l'instruction de la cause devant un autre juge et devant un autre jury, s'il y a lieu. Il appartient au ministère public de prouver hors de toute doute raisonnable la culpabilité d'un accusé ; ce n'est pas en rappelant les avanies d'un accusé qu'il y parviendra. Trop de jurés seraient enclins, si on leur révélait avant le verdict le casier judiciaire d'un accusé, à le trouver coupable sans trop se préoccuper des preuves mises de l'avant par le ministère public et par la défense. Comme on voit, le législateur ne néglige aucun moyen d'assurer un procès impartial à tout accusé.

Cependant il arrive que le casier judiciaire soit dévoilé au cours du procès ; c'est quand l'accusé témoigne lui-même. En droit anglais, l'accusé n'est pas tenu de donner sa version. Il peut refuser de témoigner et il est interdit de faire là-dessus le moindre commentaire. Le juge, tout au plus, rappellera au jury que l'accusé n'est pas obligé de se défendre, encore moins de témoigner ; c'est au ministère public qu'incombe le fardeau de prouver la culpabilité de l'accusé. S'il le désire, toutefois,

ce dernier peut offrir son témoignage. En ce cas et en ce cas seulement, sauf de rares exceptions qu'il n'est pas nécessaire d'exposer ici, il est loisible au ministère public ou au juge de demander à l'accusé s'il a un casier judiciaire. A cette question l'accusé doit répondre la vérité, comme tout autre témoin, sous peine de parjure. On expliquera ensuite au jury qu'une telle question est permise non pas dans le but de connaître le passé criminel de l'accusé, mais afin de mettre à l'épreuve sa crédibilité. En d'autres mots, le jury dans un pareil cas est intéressé à savoir si l'accusé a déjà été condamné uniquement parce que s'il l'a été, sa crédibilité s'en trouve amoindrie.

Cette règle prend son origine dans une réflexion naturelle sur la crédibilité. Quand vous traitez avec un homme parfaitement honorable, d'une loyauté éprouvée, vous n'avez aucune hésitation à le croire, surtout sous serment. Par contre, chacun se méfie d'un fripon ; il peut arriver au fripon de dire la vérité. Il peut arriver aussi qu'on ne le croie pas. Le législateur, quand un récidiviste s'avise de rendre témoignage, veut qu'on instruisse le jury de ses condamnations antérieures. Après cela, libre au jury de le croire ou non.

Hors sa portée sur la sentence et sur la crédibilité de l'accusé, advenant que celui-ci témoigne dans sa propre cause, le casier judiciaire ne doit nullement influer sur le jury ou sur le juge. Quand un homme a, comme on dit, payé sa dette à la société en purgeant la peine qui lui a été imposée, il est devenu un citoyen comme un autre aux yeux de la loi. Il a droit à la même mesure de justice que n'importe qui.

3. *La libération conditionnelle*

C'est une loi fédérale qui régit la libération conditionnelle. En principe, ce genre de libération participe des privilèges de la couronne, c'est-à-dire du gouvernement qui exerce la plus grande souveraineté. Ce privilège de l'Etat remonte à travers les siècles et on pourrait même en retracer l'existence dès l'antiquité. Il a toujours été loisible à l'autorité souveraine de gracier les condamnés. L'ancienne législation relative aux libérations conditionnelles plaçait sur les épaules du gouverneur général la responsabilité dans l'exercice de cette prérogative royale. En pratique, néanmoins, c'est l'un des ministres qui conseillait là-dessus le gouverneur général ; celui-ci n'était que le symbole vivant de l'Etat.

En 1956, une commission royale d'enquête, sous la présidence du juge Gérald Fauteux, de la cour suprême, a recommandé entre autres choses l'établissement d'une commission

nationale des libérations conditionnelles. Les membres en sont nommés par le Cabinet.

Ils occupent leur charge durant bonne conduite pendant une période d'au plus dix ans. Les commissaires doivent consacrer tout leur temps à ces fonctions. Il va sans dire qu'ils reçoivent l'assistance d'un nombreux personnel auxiliaire.

C'est l'obligation de la Commission d'examiner, aux époques prescrites par des règlements établis par le cabinet des ministres, le cas de tout détenu. Avant cet examen, une enquête est faite auprès des autorités de la maison de détention où se trouve le condamné, auprès de sa famille et auprès de toute personne susceptible de fournir sur son compte des renseignements utiles. On cherche à prévoir les moyens légitimes qu'aura le requérant de gagner sa vie, s'il est libéré.

Aucune libération n'a lieu sans qu'une partie de la sentence d'emprisonnement ait été remplie. De plus, il est loisible à la commission de poser des conditions au bénéficiaire d'un élargissement hâtif. S'il méprise ces conditions, dont le choix est laissé à l'appréciation de la commission, le libéré conditionnel se voit retourné à la prison ou au pénitencier. C'est à la discrétion de la commission de révoquer en tout temps la libération conditionnelle qu'elle a accordée à un condamné.

L'article 13 de la loi précise que celui qui est déclaré coupable d'un acte criminel commis après sa libération conditionnelle, voit celle-ci immédiatement frappée de déchéance. En conséquence, il doit purger le reste de sa première sentence. De plus, il est soumis à l'emprisonnement qui lui a été imposé en raison de sa récidive.

Cette loi des libérations conditionnelles, c'est le gouvernement élu par nous qui l'a adoptée. Elle est nécessaire. Au surplus, elle place le Canada avec les autres pays chrétiens du monde occidental. La libération conditionnelle est une institution fort respectable et progressive. Dans un monde qui se pique d'éduquer et de redresser les criminels quand c'est possible, voilà une loi essentielle.

4. *Le criminel d'habitude*

Cette expression n'est pas française : c'est une traduction littérale de l'anglais. En France, le code pénal ne renferme aucune disposition semblable. C'est en Angleterre que le législateur a trouvé cette notion de criminel d'habitude (*habitual criminal*).

Le code pénal ne définit pas le criminel d'habitude ; il fixe les conditions de sa condamnation comme tel. Les voici :

1. Le criminel doit avoir été condamné au moins trois fois depuis qu'il a eu dix-huit ans ; on doit pouvoir affirmer de lui qu'il vit du crime ;

2. Le crime dont il a été trouvé coupable, chaque fois, doit être d'une gravité telle que la condamnation maximum soit d'au moins cinq ans de détention.

Quelle est, en somme, la pensée du législateur ? Il veut mettre la société à l'abri d'un individu qui a le crime pour seule préoccupation et seule source de revenus.

Nul ne peut être rejeté de la société comme criminel d'habitude s'il ne vient pas d'être condamné une quatrième fois pour un crime grave. Il y a, à Montréal, nombre de gens en liberté qui ont été, dans le passé, trouvés coupables de crimes dont la punition pouvait être de cinq ans d'emprisonnement. Est-ce à dire que la police peut leur mettre la main au collet ? Non pas : tant qu'un individu demeure en paix avec la police, on ne saurait l'accuser d'être un criminel d'habitude, même s'il est un récidiviste.

Voici comment s'opère une telle condamnation. Un homme subit son procès pour un crime grave. Il est déclaré coupable. Là et alors, le ministère public saisit la cour du fait que l'accusé, dans le passé, a été condamné au moins trois fois après avoir été coupable d'actes criminels graves.

C'est une mesure de protection que l'emprisonnement quasi-perpétuel du criminel d'habitude. La société retranche à un individu sa liberté en lui disant : « Vous avez, par votre conduite, fait preuve d'une telle répugnance à gagner votre vie honnêtement que votre détention s'impose jusqu'à ce que l'autorité publique soit convaincue de votre réhabilitation. » A la vérité, cela équivaut à l'emprisonnement pour une période d'au moins quinze ou vingt ans. Cette loi existe en notre pays depuis une trentaine d'années.

Devant un pareil châtement, on s'imagine que le législateur s'est montré d'une grande prudence. Il ne faut jamais perdre de vue que face au droit pénal, tous les hommes sont libres et égaux ; nul ne peut retirer les droits ni entraver la liberté d'une personne sans que la société l'y autorise pour des raisons impérieuses.

Avant tout, il faut l'ordre du procureur général pour qu'une pareille accusation soit portée. Comme on sait, le procureur général de chaque province a la responsabilité de combattre le crime. Le procureur général se fie à cet égard sur les rapports et les recommandations de la police. Toutefois, son intervention personnelle est nécessaire.

Il est facile de faire la preuve des condamnations antérieures d'un accusé. Il suffit de le faire identifier par des agents de police qui ont assisté aux procès qu'il a subis.

Il appartient au ministère public de démontrer, en plus, que l'accusé fréquente des gens de mauvaises mœurs, des criminels ; qu'il se fait leur complice ; que tout indique qu'il vit des fruits du crime. Un accusé qui a un emploi, une famille dont il s'occupe, la volonté de se réhabiliter, ne sera jamais jugé un criminel d'habitude, quel que soit le nombre de ses condamnations antérieures.

Ordinairement, quand l'autorité judiciaire enferme un homme pour des années, c'est parce qu'il a commis un crime et doit être châtié. Quand la même autorité judiciaire retranche de la société un criminel d'habitude, ce n'est pas à cause du crime qu'il vient de commettre ; c'est parce qu'il est un être nuisible et incapable de vivre honnêtement, un récidiviste endurci, irrécupérable.

5. *La rigueur des châtiments*

En droit pénal, le législateur a varié les châtiments : amende, emprisonnement, peine corporelle, exécution capitale. Ces châtiments ont pour premier objet la punition du coupable. En même temps, ils font réfléchir ceux qui sont tentés de commettre un crime. Le législateur a, de plus, proportionné les châtiments d'après la gravité du crime ; il a prévu un maximum et un minimum. Les juges, instruits des circonstances qui entourent chaque cas, ordonnent ce qu'ils estiment un juste châtiment dans les limites fixées par la loi.

Bien des gens s'étonnent et même se scandalisent de la douceur des châtiments imposés à certaines catégories de criminels. La rigueur des châtiments, croient-ils, est une condition essentielle de la sécurité des citoyens.

Or, ne l'oublions pas, la société ne se venge pas des criminels ; elle se protège contre eux, elle les punit, pas davantage. La loi du talion n'existe plus. Il ne faut guère dire : « Tu as commis une faute, seule une réparation complète apaisera la société ». Il y a des tribunaux civils pour indemniser les victimes, quand une telle indemnisation est possible. La loi du talion : œil pour œil, dent pour dent, est inadmissible de nos jours et son application frapperait souvent des innocents. Toute pensée de vengeance doit être écartée du châtiment en droit criminel : la société ne saurait se prêter à la satisfaction des haines privées.

La société punit le criminel pour l'empêcher de recommencer. Elle le détient quand il est devenu pour elle un danger

incessant ; c'est pourquoi la loi prescrit l'emprisonnement des criminels incorrigibles, reconnus des criminels d'habitude.

Quand une brave personne se scandalise parce qu'elle croit les juges trop cléments, les lois trop douces, les châtimens insuffisants, elle devrait plutôt se demander : « Ces châtimens sont-ils suffisants pour assurer la protection de la société sans que celle-ci aille au-delà de ce qui est nécessaire à cette fin ? » Il est inutile de remplir les prisons et les pénitenciers ; n'oublions pas que la détention réduit d'autant la vie déjà bien courte de l'être humain. Le simple citoyen ne peut s'arroger ce droit sans de graves raisons.

Les juges apprécient la pensée du législateur et tâchent d'y donner effet. Tous n'ont pas là-dessus les mêmes opinions. Il faut déplorer que, dans les mêmes conditions, un même crime n'entraîne pas toujours le même châtimement dans chaque région de notre province. Il importe que nous tendions vers ce but. Le vol d'une automobile à Chicoutimi ne doit pas être puni plus sévèrement que le même crime à Sorel ou ailleurs ; j'emploie le nom de ces deux villes, qu'on veuille m'en croire, sans autre pensée que de donner un nom ou un exemple. Les juges ne sont guère différents à Chicoutimi, à Sorel, à Sherbrooke ou à Montréal : tous veulent le bien public et, quand ils infligent une punition, ils tâchent de protéger la société en appliquant la loi. Quelquefois, on observe trop de sévérité dans certaines régions de notre province par rapport à d'autres ; pourquoi ? Il ne devrait pas en être ainsi.

Autrefois la société mettait ses espoirs dans la rigueur des châtimens. On a pendu, à Montréal, un homme pour le vol d'un cheval, il y a un siècle et demi. On tenaillait les assassins avant de les pendre. Les exécutions capitales étaient publiques ; on laissait les pendus à la potence si longtemps, témoin la Corriveau, que leurs cadavres devenaient des charognes dangereuses pour la santé publique. C'était le régime de la rigueur... Malgré cela, les crimes étaient nombreux. La truanderie, comme la police, avait ses quartiers généraux.

Dans les pays non chrétiens, c'était pire. Qui n'a pas entendu parler des légendaires supplices chinois ? Christophe Colomb est mort dans les prisons du Saint-Office ; Jeanne d'Arc a été brûlée. N'empêche que les guerres de religion commençaient quelques années plus tard. Ravailac et Damien furent déchiquetés féroceement ; il y eut quand même des régicides par la suite. Si l'on tient compte de la densité de population et des facilités de transport, la criminalité est fort inférieure de nos jours à celle d'il y a trois siècles.

Avant nous de grands philosophes et de grands juristes l'ont

enseigné : la rigueur des châtimens contribue, provisoirement peut-être, à réduire la criminalité ; l'éducation seule est valable. Pour répondre à un danger public, il ne suffit pas de châtimens sévères. Ce serait trop facile.

Le juge Gérald Fauteux, de la cour suprême du Canada, l'une des plus grandes autorités en droit pénal de notre pays, dans un rapport à Ottawa, a recherché plutôt la réhabilitation des criminels que leur châtimens. De plus, il compte peu sur l'exemple des sentences sévères.

Le châtimens des criminels, aux yeux de certains, est censé inspirer une crainte salutaire à ceux qui seraient tentés de les imiter. C'est peut-être la seule mesure de prévention du crime à la portée des tribunaux. Je crois qu'on exagère la valeur du châtimens à cet égard. Ce sont les honnêtes gens surtout qui ont peur de la prison et de la potence. Le criminel espère toujours échapper à la justice. L'efficacité des services policiers, comme en Angleterre, contribue plus que la rigueur des châtimens à mâter les criminels. A l'époque où, comme nous venons de le voir, le vol avec violence était puni de mort, le criminel tuait sa victime, qui aurait pu devenir le témoin à charge le plus redoutable. Les morts ne parlent pas. Pendu pour meurtre ou pendu pour vol avec violence, c'était le même châtimens. Pourquoi, dans ces conditions, laisser la vie à un témoin gênant ?

Depuis quelques décades, on regarde le châtimens comme un moyen de réhabilitation. Qu'on punisse le criminel, soit, mais qu'on tâche aussi de le corriger. Surtout, qu'on l'empêche, quand c'est possible, de se corrompre davantage au contact d'autres criminels dans les prisons et dans les pénitenciers. Le criminel est un homme, non moins que vous et moi. Dieu ne l'exclut guère des devoirs de charité qui incombent à chacun de nous. La société, comme le père de famille envers ses enfants, doit punir le coupable, mais avec l'espoir de le corriger. Retenons cependant qu'il ne faut pas transformer en des pensions de famille les prisons et les pénitenciers ; restons dans un juste milieu. Un châtimens sévère peut se révéler salutaire lorsqu'il est imposé humainement et avec justice.

Parmi les criminels, il y a des femmes et des hommes, des jeunes et des vieux. Doit-on les traiter tous de la même façon ? Comme vous tous en conviendrez, il est certain que les femmes ne peuvent être détenues dans les mêmes prisons que les hommes ; c'est pourtant ce qui se faisait autrefois, avant l'ère des réformateurs. Faut-il peindre la condition abjecte de ces femmes ? On l'a revue dans les camps de concentration durant la dernière guerre.

Les jeunes, en général, sont plus faciles à réhabiliter que les vieux. Les gouvernements provinciaux, dont celui du Québec, ont organisé au bénéfice des jeunes délinquants des maisons spéciales de correction et des fermes. A Montréal, la prison des femmes est un modèle : l'idée de punition n'en est pas bannie, mais les détenues sont traitées humainement dans un décor moderne.

Parmi les criminels adultes, le plus grand nombre n'a jamais été condamné auparavant. C'est eux qui souffrent le plus de la promiscuité des autres prisonniers, des récidivistes. Nul ne doit s'étonner que dans les prisons les mauvais entraînent trop souvent les bons, ou les moins mauvais ; même dans la vie civile, le bon exemple ne l'emporte pas toujours sur le mauvais. Présentement, on entasse pêle-mêle les criminels adultes ; ne serait-ce pas une étape dans la bonne direction que de les classer et de les séparer dès que les conditions matérielles le permettront ?

La charité chrétienne nous fait un devoir d'aider tous les infortunés, y compris ceux que leurs passions et leurs vices ont conduits au crime. La société refuse-t-elle son secours aux malades honteux ? Et pourtant, ils sont victimes, comme les criminels, de leurs passions et de leurs vices. Mieux que châtier, mieux assurément que se venger, la société doit corriger, si elle peut le faire sans compromettre la protection de ses membres.

C'est la charité qui dicte à l'Etat et aux tribunaux leur conduite en vue de la réhabilitation des criminels. On peut considérer aussi la fortune publique, car l'entretien d'un seul prisonnier coûte au moins \$3,000 par an.

6. *La sentence suspendue et ses modalités*

Quand un accusé s'avoue coupable de l'accusation portée contre lui, ou s'il est trouvé coupable, le juge, au lieu de le priver de sa liberté, peut suspendre sa sentence. Ce sont les articles 638 et suivants du code pénal qui s'appliquent en un tel cas. Il ne faut pas se méprendre : la sentence suspendue ne constitue pas un acquittement. Un auteur de droit criminel définit ainsi la sentence suspendue :

« La sentence suspendue est la remise à une date ultérieure de la sentence qui lui sera imposée si le délinquant n'observe pas toutes les conditions que le tribunal lui a imposées. »

L'inculpé jouit d'une liberté conditionnelle pendant un temps déterminé. Lorsque ce délai est terminé, le coupable, s'il a retrouvé ses qualités de citoyen honnête et consciencieux, est dégagé par le tribunal de toutes les obligations relatives à sa sentence.

Tout criminel ne peut pas bénéficier de cette chance, car la loi limite très clairement le nombre de cas auxquels elle s'applique. Trois cas sont prévus : l'accusé en est à son premier délit ; ou, il a déjà été reconnu coupable, mais cinq années se sont écoulées depuis sa dernière sentence ; enfin, l'accusé a déjà été condamné pour une infraction, mais elle était d'un genre différent de celle pour laquelle il reçoit une sentence suspendue. Le juge, lorsqu'il use de cette discrétion, considère aussi des critères personnels à l'accusé, son âge, son genre de vie, ses habitudes, son milieu, etc.

Un magistrat, un juge des sessions de la paix, un juge qui entend un appel, ont le droit de prononcer une sentence suspendue.

Le juge qui suspend la sentence peut là et alors imposer au coupable diverses conditions qui doivent être remplies par le coupable, sans quoi celui-ci recevra ultérieurement sa vraie sentence et prendra le chemin de la prison. Le code prévoit quelques-unes de ces conditions ; le juge a la possibilité d'en ajouter, à son gré, selon les circonstances de chaque espèce. Je note trois conditions assez fréquemment imposées par nos juges. Elles sont d'ailleurs inscrites dans le code. L'accusé est tenu de réparer les dommages causés aux biens ou à la personne du plaignant au moyen d'une indemnité établie par le juge. Il doit restituer les objets dérobés ou en payer la valeur. Le juge n'oublie pas non plus la femme et les enfants de l'accusé. Il prescrit à celui-ci de subvenir à leurs besoins. Le coupable peut être appelé à fournir un cautionnement de garder la paix pendant une période déterminée. Dans de nombreux cas, le juge confie l'accusé à une personne en qui il a confiance et qu'il désigne lui-même. Le coupable se présente de temps à autre devant cette personne qui surveille sa conduite et fait rapport au juge. Elle partage l'autorité judiciaire et le coupable doit lui obéir fidèlement. Dans la plupart des cas, cette personne est une société de réhabilitation.

Un accusé sous le coup d'une sentence suspendue, s'il commet un nouvel acte criminel ou s'il ne se conforme pas aux conditions exigées par le tribunal pour demeurer en liberté, voit la société de réhabilitation qui a le devoir de le surveiller, adresser au juge un rapport sur sa conduite. Si le coupable n'a pas de surveillant, un simple particulier peut le dénoncer. Un mandat d'arrestation est bientôt levé contre lui et il comparait immédiatement devant le juge qui a prononcé la sentence suspendue. L'infraction qui avait fait naître la sentence suspendue, sera maintenant punie avec rigueur, car le juge ne pardonnera plus au récalcitrant.

La sentence suspendue devient de plus en plus populaire devant nos tribunaux. Elle a certainement des effets psychologiques bienfaisants ; à quoi bon aigrir un individu contre la société ? La surveillance à laquelle on peut l'astreindre pour une période maximum de deux ans, le punit assez lourdement sans que la société ait besoin de le faire vivre en détention. De plus, la réhabilitation s'opère plus sûrement et plus rapidement. Il faut châtier les criminels ; on préfère les corriger, quand c'est possible.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I

Notions générales de droit criminel

1 — Comment la Société se défend.....	9
2 — Le public	11
3 — Le droit criminel varie.....	13
4 — Le droit pénal anglais au Canada.....	15
5 — Deux méthodes : celle de l'Angleterre et celle de la France....	16
6 — L'interprétation de la loi.....	18
7 — L'ignorance de la loi.....	20
8 — La jurisprudence	22
9 — Recours civil et accusation criminelle.....	24

Chapitre II

Les tribunaux et leurs pouvoirs

1 — La juridiction	27
2 — La Cour Suprême du Canada.....	28
3 — La Cour du Banc de la Reine.....	30
4 — La Cour des Sessions de la Paix.....	31
5 — La Cour de Bien-Etre Social.....	33
6 — Les Cours Municipales.....	35
7 — L'Extradition	36
8 — Le rôle du juge.....	38
9 — L'erreur judiciaire	40
10 — Le mépris de cour	42

Chapitre III

Avant le procès

1 — L'acte criminel	45
2 — L'arrestation sans mandat	46
3 — L'accusateur	48
4 — Le conjoint dénonciateur	50
5 — Sommations et mandats	51
6 — La dénonciation injustifiée	52
7 — La comparution	54
8 — Coupable ou non coupable	56
9 — Le cautionnement	57
10 — L'enquête préliminaire	58
11 — Le Procureur de la défense	59
12 — Le Procureur de la Couronne	60
13 — L'agent de police	66
14 — Le jury	68
15 — La chose jugée	70
16 — Le corpus delicti	73
17 — L'alibi	74

Chapitre IV

Le procès

1 — Le procès le plus important de l'histoire	76
2 — La meilleure preuve	76
3 — L'objection	80

4 — La déclaration ante mortem.....	81
5 — Le témoin	82
6 — La protection de la cour.....	84
7 — La forme du serment.....	85
8 — Le parjure	86
9 — Les témoins exceptionnels	88
10 — Les circonstances	89
11 — La corroboration du témoignage des enfants.....	91
12 — Les aveux	93
13 — La mise en garde.....	95
14 — L'appel du ministère public	97
— L'appel de l'accusé	99

Chapitre V

La personne humaine

1 — L'homicide	101
2 — Le suicide	102
3 — Les étapes d'un procès de meurtre.....	105
4 — La préméditation et l'intention criminelle.....	106
5 — Le meurtre qualifié	108
6 — Le meurtre non qualifié.....	110
7 — L'homicide involontaire	111
8 — La négligence criminelle.....	114
— L'infanticide	115
— L'avortement	116
— L'assaut	118

Chapitre VI

Les mœurs

1 — La moralité	121
2 — L'obscénité	122
3 — L'attentat à la pudeur	123
4 — La séduction d'une adolescente	124
5 — La séduction sous promesse de mariage	128
6 — La séduction d'une employée	130
7 — L'article 33	132
8 — La moralité dans la famille	133
9 — La bigamie	134
10 — Le viol	135

Chapitre VII

Les biens

1 — Le vol	141
2 — La clandestinité	143
3 — L'effraction	144
4 — Le vol entre époux	146
5 — Le recel	148
6 — La restitution	150
7 — Dommages aux biens	152
8 — L'incendie volontaire	154
9 — Le vol d'automobile	156
10 — L'ivresse d'un automobiliste	158
11 — Le délit de fuite	161

Chapitre VIII

La fraude et le faux

1 — L'escroquerie	163
2 — Le chèque sans provision	164
— La fraude	166
— Le faux	168
3 — Le faux-monnayage	171
6 — Le chantage	173
7 — La corruption d'officiers publics	175

Chapitre IX

La vie en société

1 — Le libelle diffamatoire	179
2 — Le libelle séditieux	182
3 — Refus de pourvoir	184
4 — La maison de jeu	186
5 — La paix entre voisins	188
6 — La restriction du commerce	190
7 — La grève	192

Chapitre X

Divers

1 — La tentative	197
2 — La conspiration	199
3 — La complicité	200
4 — La corroboration	202
5 — La folie	204

Chapitre XI

Les châtiments

1 — La sentence	207
2 — Le casier judiciaire	208
3 — La libération conditionnelle	210
4 — Le criminel d'habitude	211
5 — La rigueur des châtiments	213
6 — La sentence suspendue et ses modalités	216